

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXV

1936

N^o 3801-3824

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3801. — Etats-Unis d'Amérique, Union économique belgo-luxembourgeoise, Colombie, Cuba, Grèce, Guatémala, Nicaragua, Panama :	
Accord en vue d'éviter que les obligations découlant de la clause de la nation la plus favorisée ne soient invoquées pour obtenir les avantages et bénéfices établis par certaines conventions économiques multilatérales. Ouvert à la signature à Washington, le 15 juillet 1934	9
N^o 3802. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention concernant les droits et devoirs des Etats, adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933	19
N^o 3803. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention relative à l'extradition, adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933	45
République Argentine et Uruguay :	
Clause d'option annexée à la Convention relative à l'extradition, ouverte à la signature des Etats ayant signé ladite convention. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933 ...	62
N^o 3804. — Commonwealth d'Australie et France :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux. Signé à Melbourne, le 25 juillet 1933, et à Paris, le 30 mai 1934	81
N^o 3805. — Commonwealth d'Australie et Égypte :	
Accord concernant l'échange des colis postaux. Signé à Melbourne, le 10 novembre 1933, et au Caire, le 8 juin 1934	95
N^o 3806. — Commonwealth d'Australie et Italie :	
Accord entre l'Administration des postes du Commonwealth d'Australie et l'Administration des postes d'Italie concernant l'échange des mandats de poste. Signé à Melbourne, le 23 avril 1934, et à Rome, le 22 juin 1934	107

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXV

1936

Nos. 3801-3824

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3801. — United States of America, Economic Union of Belgium and Luxemburg, Colombia, Cuba, Greece, Guatemala, Nicaragua, Panama :	
Agreement to refrain from invoking the Obligations of the Most-favoured-nation Clause for the Purpose of obtaining the Advantages or Benefits established by Certain Economic Multilateral Conventions. Opened for Signature at Washington, July 15th, 1934	9
No. 3802. — United States of America, Argentine Republic, Brazil, Chile, Colombia, etc.	
Convention on Rights and Duties of States adopted by the Seventh International Conference of American States. Signed at Montevideo, December 26th, 1933	19
No. 3803. — United States of America, Argentine Republic, Brazil, Chile, Colombia, etc. :	
Convention on Extradition adopted by the Seventh International Conference of American States. Signed at Montevideo, December 16th, 1933	45
Argentine Republic and Uruguay :	
Optional Clause annexed to the Convention on Extradition, opened for Signature by those States signing the above-mentioned Convention. Signed at Montevideo, December 26th, 1933	63
No. 3804. — Commonwealth of Australia and France :	
Agreement for an Exchange of Postal Parcels. Signed at Melbourne, July 25th, 1933, and at Paris, May 30th, 1934	81
No. 3805.⁵ — Commonwealth of Australia and Egypt :	
Agreement for an Exchange of Postal Parcels. Signed at Melbourne, November 10th, 1933, and at Cairo, June 8th, 1934	95
No. 3806. — Commonwealth of Australia and Italy :	
Agreement between the Post Office of the Commonwealth of Australia and the Post Office of Italy for the Exchange of Money Orders. Signed at Melbourne, April 23rd, 1934, and at Rome, June 22nd, 1934	107

	Pages
N° 3807. — Allemagne et Belgique :	
Arrangement concernant les facilités en matière de circulation et de travail dans les zones frontalières, et protocole de clôture. Signés à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935	143
N° 3808. — Allemagne et Belgique :	
Accord au sujet de l'institution d'une procédure d'enquête sur certains incidents de frontière. Signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935	169
N° 3809. — République Argentine et Danemark :	
Convention établissant la réciprocité de traitement des travailleurs des deux pays en matière d'indemnisation pour les accidents du travail. Signée à Buenos-Ayres, le 16 novembre 1927	177
N° 3810. — La Martinique et Sainte-Lucie :	
Convention concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Sainte-Lucie, le 15 avril 1933, et à la Martinique, le 25 août 1934	183
N° 3811. — France et Malaisie :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Kuala-Lumpur, le 26 juin 1935, et à Paris, le 31 août 1935	215
N° 3812. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'application de contingentements entre les Pays-Bas, d'une part, et Terre-Neuve, les colonies et protectorats britanniques et les territoires sous mandat pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, d'autre part. Londres, le 18 décembre 1935	255
N° 3813. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exonération réciproque des droits de douane et autres sur les carburants et lubrifiants d'aéronefs. Londres, le 30 décembre 1935	263
N° 3814. — Roumanie et Turquie :	
Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation, signé à Ankara, le 17 octobre 1933, et échange de notes y relatif, Bucarest, les 6 avril et 9 mai 1934	273
N° 3815. — Finlande et Roumanie :	
Accord de paiement, signé à Bucarest, le 3 décembre 1935, notes s'y rattachant et Accord additionnel à l'accord susmentionné, signé à Bucarest, le 23 juin 1936	287
N° 3816. — Grèce et Suède :	
Accord concernant les échanges commerciaux. Signé à Athènes, le 11 janvier 1936	299
N° 3817. — Allemagne et Espagne :	
Accord additionnel à la Convention commerciale du 7 mai 1926, et protocole de signature. Signés à Berlin, le 21 décembre 1934	307

	Page
No. 3807. — Germany and Belgium :	
Agreement regarding Traffic and Labour Facilities in the Frontier Zones, and Final Protocol. Signed at Aix-la-Chapelle, May 10th, 1935	143
No. 3808. — Germany and Belgium :	
Agreement with regard to the Institution of a Procedure for Enquiry into Certain Frontier Incidents. Signed at Aix-la-Chapelle, May 10th, 1935	169
No. 3809. — Argentine Republic and Denmark :	
Convention concerning Reciprocity with respect to the Treatment of Workers of the Two Countries in Matters of Compensation for Industrial Accidents. Signed at Buenos Aires, November 16th, 1927	177
No. 3810. — Martinique and Saint Lucia :	
Parcel Post Agreement, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Saint Lucia, April 15th, 1933, and at Martinique, August 25th, 1934	183
No. 3811. — France and Malaya :	
Parcel Post Agreement, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Kuala Lumpur, June 26th, 1935, and at Paris, August 31st, 1935	215
No. 3812. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Application of Quotas between the Netherlands, on the One Side, and Newfoundland, the British Colonies and Protectorates and Mandated Territories in respect of which the Mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, on the Other Side. London, December 18th, 1935	255
No. 3813. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Exemption from the Payment of Customs and Other Duties on Aircraft Fuel and Lubricants. London, December 30th, 1935	263
No. 3814. — Roumania and Turkey :	
Treaty of Friendship, Non-Aggression, Arbitration and Conciliation, signed at Ankara, October 17th, 1933, and Exchange of Notes relating thereto, Bucharest, April 6th and May 9th, 1934	273
No. 3815. — Finland and Roumania :	
Payments Agreement, signed at Bucharest, December 3rd, 1935, Notes relating thereto and Additional Agreement to the above-mentioned Agreement, signed at Bucharest, June 23rd, 1936	287
No. 3816. — Greece and Sweden :	
Agreement regarding Commercial Exchanges. Signed at Athens, January 11th, 1936 ...	299
No. 3817. — Germany and Spain :	
Additional Agreement to the Commercial Convention of May 7th, 1926, and Protocol of Signature. Signed at Berlin, December 21st, 1934.	307

	Pages
N° 3818. — Espagne et Salvador :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la prohibition de la préparation, du commerce, de la circulation et de la projection de tous films dénigrant l'une ou l'autre des Parties ou l'un des pays hispano-américains. San-Salvador, le 15 juin 1935	321
N° 3819. — Italie et Pays-Bas :	
Arrangement pour régler les paiements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 29 juillet 1935	329
N° 3820. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Londres, le 7 novembre 1935	337
N° 3821. — Finlande et Suède :	
Echange de notes concernant la notification réciproque des sentences pénales. Helsingfors, le 18 décembre 1935	347
N° 3822. — Union Sud-Africaine, Albanie, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, etc. :	
Protocole concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, avec annexe. Signé à Genève, le 14 septembre 1929	353
N° 3823. — Autriche et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention additionnelle au Traité d'extradition du 3 décembre 1873, signée à Vienne, le 29 octobre 1934, et échange de notes relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande (y compris le Samoa occidental) à ladite convention additionnelle, Vienne, les 8 et 16 août et 5 septembre 1935	373
N° 3824. — Belgique et Pays-Bas :	
Convention d'établissement et de travail, signée à Genève, le 20 février 1933, protocole, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1936, et échange de notes de la même date	383

	Page
No. 3818. — Spain and Salvador :	
Exchange of Notes constituting an Agreement prohibiting the Preparation of, Trade in and Circulation and Exhibition of All Films disparaging Either of the Parties or One of the Hispano-American Countries. San Salvador, June 15th, 1935	321
No. 3819. — Italy and the Netherlands :	
Agreement for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, July 29th, 1935	329
No. 3820. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load Line Certificates issued to Ships to which the International Load Line Convention of 1930 does not apply. Signed at London, November 7th, 1935	337
No. 3821. — Finland and Sweden :	
Exchange of Notes regarding the Reciprocal Notification of Criminal Sentences. Hel-singfors, December 18th, 1935	347
No. 3822. — Union of South Africa, Albania, Germany, United States of America, Argentine Republic, etc. :	
Protocol concerning the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice, with Annex. Signed at Geneva, September 14th, 1929	353
No. 3823. — Austria and Great Britain and Northern Ireland :	
Supplementary Convention to the Treaty of December 3rd, 1873, regarding Extradition, signed at Vienna, October 29th, 1934, and Exchange of Notes regarding the Accession of New Zealand (including Western Samoa) to the above Supplementary Convention, Vienna, August 8th, 16th and September 5th, 1935	373
No. 3824. — Belgium and the Netherlands :	
Convention regarding Establishment and Labour, signed at Geneva, February 20th, 1933, Protocol, signed at Brussels, January 7th, 1936, and Exchange of Notes of the same Date	383

N° 3801.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE,
COLOMBIE, CUBA, GRÈCE,
GUATÉMALA, NICARAGUA, PANAMA

Accord en vue d'éviter que les obligations découlant de la clause de la nation la plus favorisée ne soient invoquées pour obtenir les avantages et bénéfices établis par certaines conventions économiques multilatérales. Ouvert à la signature à Washington, le 15 juillet 1934.

UNITED STATES OF AMERICA,
ECONOMIC UNION
OF BELGIUM AND LUXEBURG,
COLOMBIA, CUBA, GREECE,
GUATEMALA, NICARAGUA, PANAMA

Agreement to refrain from invoking the Obligations of the Most-favoured-nation Clause for the Purpose of obtaining the Advantages or Benefits established by Certain Economic Multilateral Conventions. Opened for Signature at Washington, July 15th, 1934.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 3801. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, COLOMBIA, CUBA, GREECE, GUATEMALA, NICARAGUA AND PANAMA TO REFRAIN FROM INVOKING THE OBLIGATIONS OF THE MOST-FAVOURLED-NATION CLAUSE FOR THE PURPOSE OF OBTAINING THE ADVANTAGES OR BENEFITS ESTABLISHED BY CERTAIN ECONOMIC MULTILATERAL CONVENTIONS. OPENED FOR SIGNATURE AT WASHINGTON, JULY 15TH, 1934.

Nº 3801. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA, LA UNION ECONOMICA BELGO-LUXEMBURGUESA, COLOMBIA, CUBA, GRECIA, GUATEMALA, NICARAGUA Y PANAMA COMPROMETIENDOSE A NO INVOCAR LAS OBLIGACIONES DE LA CLAUSULA DE LA NACION MAS FAVORECIDA PARA LA OBTENCION DE LAS VENTAJAS O BENEFICIOS ESTABLECIDOS EN DETERMINADOS CONVENIOS ECONOMICOS MULTILATERALES. ABIERTO A LA FIRMA EN WASHINGTON, EL 15 DE JULIO DE 1934.

English, Spanish, Portuguese and French official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place January 4th, 1936.

The High Contracting Parties, desirous of encouraging the development of economic relations among the peoples of the world by means of multilateral conventions, the benefits of which ought not to inure to countries which refuse to assume the obligations thereof; and desirous also, while reaffirming as a fundamental doctrine the policy of equality of treatment, to

Las Altas Partes contratantes, deseosas de fomentar el desarrollo de relaciones económicas entre los pueblos del mundo, por medio de convenciones multilaterales cuyos beneficios no deberían aprovechar los países que rehúsen asumir las obligaciones; y a la vez que reafirmando como doctrina fundamental la política de igualdad de tratamiento, deseosas también

¹ *Ratifications deposited with the Pan-American Union in Washington :*

CUBA	February 25th, 1935.
UNITED STATES OF AMERICA	September 12th, 1935.

Came into force September 12th, 1935.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3801. — CONVÊNIO¹ ENTRE OS ESTADOS-UNIDOS DA AMÉRICA, UNIÃO ECONÓMICA BELGOLUXEMBURGUEZA, COLOMBIA, CUBA, GRÉCIA, GUATEMALA, NICARAGUA E PANAMA, PARA NÃO INVOCAR AS OBRIGAÇÕES DA CLAUSULA DA NAÇÃO MAIS FAVORECIDA COM O FIM DE OBTER AS VANTAGENS OU BENEFÍCIOS ESTABELECIDOS NAS CONVENÇÕES ECONÓMICAS MULTILATERAIS. ABERTO À ASSINATURA EM WASHINGTON, EM 15 DE JULHO DE 1934.

Nº 3801. — ACCORD¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'UNION ÉCONOMIQUE BELGOLUXEMBOURGEOISE, LA COLOMBIE, CUBA, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LE NICARAGUA ET LE PANAMA, EN VUE D'ÉVITER QUE LES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE NE SOIENT INVOQUÉES POUR OBTENIR LES AVANTAGES ET BÉNÉFICES ÉTABLIS PAR CERTAINES CONVENTIONS ÉCONOMIQUES MULTILATÉRALES. OUVERT A LA SIGNATURE A WASHINGTON, LE 15 JUILLET 1934.

Textes officiels anglais, espagnol, portugais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 janvier 1936.

As Altas Partes Contratantes, desejosas de fomentar o desenvolvimento de relações económicas entre os povos do mundo, por meio de convenções multilaterais, cujos benefícios não devem redundar em favor dos países que recusarem assumir as obrigações de tais convenções; e desejosas, outrossim, ao mesmo tempo que reafirmam como doutrina fundamental a

Les Hautes Parties contractantes, désireuses de favoriser le développement des relations économiques entre les nations du monde au moyen de conventions multilatérales dont les avantages ne devraient pas s'étendre aux pays qui refusent d'en prendre les obligations; désireuses également, tout en confirmant comme doctrine fondamentale le principe de l'égalité

¹ Ratifications déposées auprès de l'Union panaméricaine à Washington :

CUBA	25 février 1935.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	12 septembre 1935.

Entré en vigueur le 12 septembre 1935.

develop such policy in a manner harmonious with the development of general economic *rapprochement* in which every country shall do its part; have decided to enter into an Agreement for these purposes, as set forth in the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties, with respect to their relations with one another, will not, except as provided in Article II hereof, invoke the obligations of the most-favored-nation clause for the purpose of obtaining from Parties to multilateral conventions of the type herein-after stated, the advantages or benefits enjoyed by the Parties thereto.

The multilateral economic conventions contemplated in this Article are those which are of general applicability, which include a trade area of substantial size, which have as their objective the liberalization and promotion of international trade or other international economic intercourse, and which are open to adoption by all countries.

Article II.

Notwithstanding the stipulation of Article I, any High Contracting Party may demand, from a State with which it maintains a treaty containing the most-favored-nation clause, the fulfillment of that clause insofar as such High Contracting Party accords in fact to such State the benefits which it claims.

Article III.

The present Agreement is operative as respects each High Contracting Party on the date of signature by such Party. It shall be open for signature on behalf of any State and shall remain operative indefinitely, but any Party may terminate its own obligations hereunder three months after it has given to the Pan American Union notice of such intention.

Notwithstanding the stipulations of the foregoing paragraph, any State desiring to do so may sign the present Agreement *ad referendum*,

de desarrollar esa política en armonía con el desenvolvimiento de una general aproximación económica en el cual cada país hará lo que le corresponda ; han decidido celebrar una convención con ese fin, y al efecto han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Las Altas Partes contratantes, en sus relaciones entre sí, salvo el caso previsto en el Artículo II, se comprometen a no invocar las obligaciones de la cláusula de la nación más favorecida, con el fin de obtener de las Partes en convenciones multilaterales del tipo mencionado de seguida, las ventajas o beneficios de que gozan las Partes en dichas convenciones.

Este artículo se refiere a las convenciones económicas multilaterales de aplicación general, que incluyen una área comercial de tamaño considerable, que tienen por objeto la liberalización y fomento del comercio u otro intercambio económico internacional y que estén abiertas a la participación de todos los países.

Artículo II.

No obstante la estipulación del Artículo I, cualquiera Alta Parte contratante puede pedir a un Estado con el cual mantiene un tratado que contiene la cláusula de la nación más favorecida el cumplimiento de dicha cláusula en la medida en que tal Alta Parte contratante acuerde de hecho a tal Estado los beneficios que ella reclama.

Artículo III.

El presente convenio entrará en vigor respecto de cada una de las Altas Partes contratantes desde la fecha de su firma por dicha Parte contratante, quedará abierto a la firma de todos los Estados, y permanecerá indefinidamente en vigor, pero cualquiera de las Partes puede terminar las obligaciones contraídas por el convenio tres meses después de haber notificado su intención a la Unión Panamericana.

No obstante lo estipulado en el párrafo anterior, cualquier Estado que lo desee, puede firmar *ad referendum* el presente convenio, que

política de igualdade de tratamento, de desdobrar tal política de um modo consentâneo com o desenvolvimento da aproximação econômica geral em que cada país fará a sua parte; decidiram, para êsse fim, entrar em um convênio, tal como se encontra estabelecido nos seguintes artigos:

Artigo I.

As Altas Partes Contratantes, em suas relações mútuas, não invocarão, exceto no caso estabelecido no Artigo II do presente acôrdo, as obrigações da cláusula da nação mais favorecida com o fim de obter de Partes de uma convenção multilateral do tipo mais abaixo declarado, as vantagens ou benefícios de que gozem as Partes em tais convenções.

Este artigo se refere ás convenções multilaterais de aplicação geral, que incluam uma área comercial de tamanho considerável, que tenham como seu objetivo a liberalização e fomento do comércio internacional ou outro intercâmbio econômico internacional, e que estejam abertas á participação de todos os países.

Artigo II.

Não obstante a estipulação do Artigo I, qualquer Alta Parte Contratante poderá pedir a um Estado com o qual mentenha um tratado contendo a cláusula de nação mais favorecida, o cumprimento dessa cláusula na medida em que tal Alta Parte Contratante conceda de facto a tal Estado os benefícios que ela reclama.

Artigo III.

O presente convênio entrará em vigor, relativamente a cada Alta Parte Contratante, na data da sua assinatura pela dita Parte Contratante. Ficará aberto á assinatura de qualquer Estado e permanecerá em vigor indefinidamente, podendo, porém, qualquer das Partes terminar as suas próprias obrigações constantes da presente convenção tres meses após ter notificado á União Panamericana essa intenção.

Não obstante as estipulações do parágrafo anterior, qualquer Estado que assim o desejar, poderá assinar *ad referendum* o presente con-

de traitement, de faire progresser ce principe en harmonie avec le progrès d'un rapprochement général économique où chaque pays aura sa part; ont décidé, à ces fins, de conclure un accord aux termes des articles ci-après:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes ne feront pas appel, dans leurs relations entre elles, sauf dans les cas prévus à l'article II du présent accord, aux obligations découlant de la clause de la nation la plus favorisée, dans le but de se procurer des pays Parties à des conventions multilatérales du genre exposé ci-après, les avantages ou bénéfices dont jouissent les Parties à ces conventions.

Le présent article vise les conventions économiques multilatérales susceptibles d'une application générale, qui englobent une zone commerciale sensiblement étendue, qui ont pour objet de faciliter et de stimuler le commerce international ou d'autres relations économiques internationales, et auxquelles tous les pays sont admis à adhérer.

Article II.

Nonobstant les dispositions de l'article premier, toute Haute Partie contractante peut demander à un Etat, avec lequel elle aura un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée, l'observation de cette clause, pour autant que ladite Haute Partie contractante accorde en fait audit Etat les avantages qu'elle réclame.

Article III.

Le présent accord produira effet pour chaque Haute Partie contractante, le jour de sa signature par ladite Partie. Tout Etat sera admis à le signer et il restera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais toute Partie pourra mettre fin aux engagements qu'elle y aura pris, trois mois après avoir notifié son intention à cet effet à l'Union panaméricaine.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, tout Etat pourra, s'il le désire, signer le présent accord *ad referendum*; ledit accord,

which Agreement, in this case, shall not take effect, with respect to such State, until after the deposit of the instrument of ratification, in conformity with its constitutional procedure.

Article IV.

This Agreement is a single document in English, Spanish, Portuguese and French, all of which texts are equally authoritative. It shall be deposited with the Pan American Union, which is charged with the duty of keeping it open for signature or resignation indefinitely, and with transmitting certified copies, with invitations to become parties, to all of the States of the world. In performing this function, the Pan American Union may invoke the assistance of any of its members signatory hereto.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Agreement on behalf of their respective Governments, and have affixed hereto their seals on the dates appearing opposite their signatures.

Opened for signature by the Pan American Union, in accordance with a resolution of the Seventh International Conference of American States, this fifteenth day of July, 1934, at Washington.

For the United States of America :

(Seal) Cordell HULL,
ad referendum, September 20th, 1934.

For the Republic of Panama :

(Seal) R. J. ALFARO,
ad referendum, September 29th, 1934.

For the Republic of Cuba :

(Seal) M. MARQUEZ STERLING,
ad referendum, October 16th, 1934.

For the Republic of Nicaragua :

(Seal) Henri DE BAYLE,
ad referendum, January 23rd, 1935.

For the Economic Union of Belgium and Luxemburg :

(Seal) Cte R. STRATEN,
ad referendum, March 14th, 1935.

en este caso no entrará en vigor respecto de dicho Estado sino después del depósito del instrumento de la ratificación conforme a su procedimiento constitucional.

Artículo IV.

El original de este convenio, redactado en español, portugués, francés e inglés, que tendrán la misma autenticidad, se depositará en la Unión Panamericana, la cual queda encargada de mantenerlo abierto a la firma y rescripción indefinidamente, y de transmitir copias certificadas con invitaciones a hacerse parte a todos los Estados del mundo. Al ejercer esa función la Unión Panamericana puede invocar la cooperación de cualquiera de sus miembros signatarios de este convenio.

En fe de lo cual, los suscritos Plenipotenciarios han firmado y sellado este acuerdo en nombre de sus respectivos Gobiernos en las fechas indicadas junto a sus firmas.

Abierto a la firma por la Unión Panamericana, en conformidad con una resolución de la Séptima Conferencia Internacional Americana, hoy quince de julio de mil novecientos treinta y cuatro, en la ciudad de Wáshington.

Por los Estados Unidos de América :

(Sello) Cordell HULL,
ad referendum, 20 de septiembre de 1934.

Por la República de Panamá :

(Sello) R. J. ALFARO,
ad referendum, 29 de septiembre de 1934.

Por la República de Cuba :

(Sello) M. MARQUEZ STERLING,
ad referendum, 16 de octubre de 1934.

Por la República de Nicaragua :

(Sello) Henri DE BAYLE,
ad referendum, 23 de enero de 1935.

Por la Unión Económica Belgo-Luxemburguesa :

(Sello) Cte R. STRATEN,
ad referendum, 14 de marzo de 1935.

vênio, que nesse caso não entrará em vigor relativamente ao dito Estado senão depois do depósito do instrumento de ratificação conforme o seu procedimento constitucional.

Artigo IV.

O original deste convênio, redigido em português, espanhol, francês e inglês, tendo todos esses textos a mesma autoridade, será depositado na União Panamericana, a qual fica encarregada de o manter indefinidamente aberto á assinatura e reassinatura, e de transmitir cópias certificadas, juntamente com convites para se tornarem partes, a todos os Estados do mundo. Ao desempenhar-se desta atribuição, a União Panamericana poderá solicitar o auxílio de qualquer dos seus membros que seja signatário deste convênio.

Em fé do que, os Plenipotenciários abaixo assinados, firmaram o presente convênio em nome da seus respectivos governos e apuzeram ao mesmo os seus selos, nas datas que aparecem em lugar oposto ás suas assinaturas.

Aberto á assinatura pela União Panamericana, de acôrdo com uma resolução da Sétima Conferência Internacional Americana, aos 15 dias de julho de 1934, na cidade de Washington.

Pelos Estados-Unidos da America :

(Selo) Cordell HULL,

ad referendum, 20 de setembro de 1934.

Pela Republica de Panama :

(Selo) R. J. ALFARO,

ad referendum, 29 de setembro de 1934.

Pela Republica de Cuba :

(Selo) M. MARQUEZ STERLING,

ad referendum, 16 de outubro de 1934.

Pela Republica de Nicaragua :

(Selo) Henri DE BAYLE,

ad referendum, 23 de janeiro de 1935.

Pela União Economica Belgo-Luxemburgueza :

(Selo) Cte. R. STRATEN,

ad referendum, 14 de março de 1935.

dans ce cas, ne produira effet pour ledit Etat, qu'après le dépôt de l'instrument de ratification, suivant sa procédure constitutionnelle.

Article IV.

Le présent accord est constitué par un seul document rédigé en français, en espagnol, en portugais et en anglais, chacun de ces textes ayant la même autorité. Il sera déposé aux archives de l'Union panaméricaine qui est chargée d'y recevoir, en tous temps, soit une signature, soit le rétablissement d'une signature, et d'en transmettre des copies certifiées conformes à tous les Etats du monde, avec l'invitation d'en faire partie. Pour l'exécution de ces fonctions, l'Union panaméricaine peut demander le concours de tout Etat membre signataire du présent accord.

En foi de quoi, les soussignés plénipotentiaires ont signé le présent accord au nom de leurs gouvernements respectifs et y ont apposé leurs sceaux, à la date figurant en regard de leurs signatures.

Ouvert pour signatures par les soins de l'Union panaméricaine, en exécution d'une résolution adoptée par la septième Conférence internationale des Etats américains, aujourd'hui, le quinze juillet 1934, à Washington.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) Cordell HULL,

ad referendum, 20 septembre 1934.

Pour la République de Panama :

(Sceau) R. J. ALFARO,

ad referendum, 29 septembre 1934.

Pour la République de Cuba :

(Sceau) M. MARQUEZ STERLING,

ad referendum, 16 octobre 1934.

Pour la République de Nicaragua :

(Sceau) Henri DE BAYLE,

ad referendum, 23 janvier 1935.

Au nom de l'Union économique belgo-luxembourgeoise :

(Sceau) Cte R. STRATEN,

ad referendum, 14 mars 1935.

For the Republic of Guatemala :
(Seal) Adrián RECINOS,
ad referendum, May 11th, 1935.

For the Republic of Greece :
(Seal) D. SICILIANOS,
ad referendum, July 20th, 1935.

For the Republic of Colombia :
(Seal) M. LÓPEZ PUMAREJO,
ad referendum, August 15th, 1935.

Por la República de Guatemala :
(Sello) Adrián RECINOS,
ad referendum, 11 de mayo de 1935.

Por la República de Grecia :
(Sello) D. SICILIANOS,
ad referendum, 20 de julio de 1935.

Por la República de Colombia :
(Sello) M. LÓPEZ PUMAREJO,
ad referendum, 15 de agosto de 1935.

Certified to be a true and complete textual
copy of the Agreement in all the languages
in which it was signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Pela Republica de Guatemala : (<i>Sélo</i>) Adrián RECINOS, <i>ad referendum</i> , 11 de maio de 1935.	Pour la République de Guatémala : (<i>Sceau</i>) Adrián RECINOS, <i>ad referendum</i> , 11 mai 1935.
Pela Republica Hellenica : (<i>Sélo</i>) D. SICILIANOS, <i>ad referendum</i> , 20 de julho de 1935.	Pour la République hellénique : (<i>Sceau</i>) D. SICILIANOS, <i>ad referendum</i> , 20 juillet 1935.
Pela Republica de Colombia : (<i>Sélo</i>) M. LÓPEZ PUMAREJO, <i>ad referendum</i> , 15 de agosto de 1935.	Pour la République de Colombie : (<i>Sceau</i>) M. LÓPEZ PUMAREJO, <i>ad referendum</i> , 15 août 1935.

Certified to be a true and complete textual
copy of the Agreement in all the languages in
which it was signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

N° 3802.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BRÉSIL,
CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention concernant les droits et
devoirs des Etats, adoptée par la
septième Conférence internationale
américaine. Signée à Montevideo,
le 26 décembre 1933.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BRAZIL,
CHILE, COLOMBIA, etc.

Convention on Rights and Duties of
States adopted by the Seventh
International Conference of Ame-
rican States. Signed at Monte-
video, December 26th, 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 3802. — CONVENCION¹ SOBRE DERECHOS Y DEBERES DE LOS ESTADOS, ADOPTADA POR LA SEPTIMA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN MONTEVIDEO, EL 26 DE DICIEMBRE DE 1933.

Textes officiels espagnol, anglais, français et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le délégué permanent de la République de Cuba près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 janvier 1936.

Los Gobiernos representados en la Séptima Conferencia Internacional Americana, Deseosos de concertar un convenio acerca de los Derechos y Deberes de los Estados, han nombrado los siguientes Plenipotenciarios :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
Miss Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

EL SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Tulio M. CESTERO.

HAITI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
Carlos BREBBIA.
Isidoro RUIZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

¹ Ratifications déposées dans les archives de l'Union panaméricaine à Washington :

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	13 juillet 1934.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	26 décembre 1934.
CHILI	28 mars 1935.
GUATÉMALA	12 juin 1935.
CUBA	28 avril 1936.

No. 3802. — CONVENTION¹ ON RIGHTS AND DUTIES OF STATES ADOPTED BY THE SEVENTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES. SIGNED AT MONTEVIDEO, DECEMBER 26TH, 1933.

Spanish, English, French and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by the Permanent Delegate of the Republic of Cuba to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 8th, 1936.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States :
Wishing to conclude a Convention on Rights and Duties of States, have appointed the following Plenipotentiaries :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

UNITED STATES OF AMERICA :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
Miss Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

EL SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

DOMINICAN REPUBLIC :

Tulio M. CESTERO.

HAITI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
Carlos BREBBIA.
Isidoro RUIZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

¹ Ratifications deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :

UNITED STATES OF AMERICA	July 13th, 1934.
DOMINICAN REPUBLIC	December 26th, 1934.
CHILE	March 28th, 1935.
GUATEMALA	June 12th, 1935.
CUBA	April 28th, 1936.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
Juan José AMÉZAGA.
José G. ANTUÑA.
Juan Carlos BLANCO.
Señora Sofía A. V. DE DEMICHELI.
Martín R. ECHEGOYEN.
Luis Alberto DE HERRERA.
Pedro MANINI RÍOS.
Mateo MARQUES CASTRO.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Dardo REGULES.
José SERRATO.
José Pedro VARELA.

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
Gerónimo RIART.
Horacio A. FERNÁNDEZ.
Señorita María F. GONZÁLEZ.

MÉXICO :

José Manuel PUIG CASAURANC.
Alfonso REYES.
Basilio VADILLO.
Genaro V. VASQUEZ.
Romeo ORTEGA.
Manuel J. SIERRA.
Eduardo SUÁREZ.

PANAMÁ :

J. D. AROSEMENA.
Eduardo E. HOLGUÍN.
Oscar R. MULLER.
Magín PONS.

BOLIVIA :

Casto ROJAS.
David ALVÉSTEGUI.
Arturo PINTO ESCALIER.

GUATEMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
José GONZÁLEZ CAMPO.
Carlos SALAZAR.
Manuel ARROYO.

BRASIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
Gilberto AMADO.
Carlos CHAGAS.
Samuel RIBEIRO.

ECUADOR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
Humberto ALBORNOZ.
Antonio PARRA.
Carlos PUIG VILASSAR.
Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
Manuel CORDERO REYES.
Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIA :

Alfonso LÓPEZ.
Raimundo RIVAS.
José CAMACHO CARREÑO.

CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
Octavio SEÑORET SILVA.
Gustavo RIVERA.
José Ramón GUTIÉRREZ.
Félix NIETO DEL RÍO.
Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
Benjamín COHEN.

PERÚ :

Alfredo SOLF Y MURO.
Felipe BARREDA LAOS.
Luis FERNÁN CISNEROS.

CUBA :

Angel Alberto GIRAUDY.
Herminio PORTELL VILÁ.
Alfredo NOGUEIRA.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
Juan José AMÉZAGA.
José G. ANTUÑA.
Juan Carlos BLANCO.
Señora Sofía A. V. DE DEMICHELI.
Martín R. ECHEGOYEN.
Luis Alberto DE HERRERA.
Pedro MANINI RÍOS.
Mateo MARQUES CASTRO.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Dardo REGULES.
José SERRATO.
José Pedro VARELA.

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
Gerónimo RIART.
Horacio A. FERNÁNDEZ.
Señorita María F. GONZÁLEZ.

MEXICO :

José Manuel PUIG CASAURANC.
Alfonso REYES.
Basilio VADILLO.
Genaro V. VASQUEZ.
Romeo ORTEGA.
Manuel J. SIERRA.
Eduardo SUÁREZ.

PANAMA :

J. D. AROSEMENA.
Eduardo E. HOLGUÍN.
Oscar R. MULLER.
Magín PONS.

BOLIVIA :

Casto ROJAS.
David ALVÉSTEGUI.
Arturo PINTO ESCALIER.

GUATEMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
José GONZÁLEZ CAMPO.
Carlos SALAZAR.
Manuel ARROYO.

BRAZIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
Gilberto AMADO.
Carlos CHAGAS.
Samuel RIBEIRO.

ECUADOR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
Humberto ALBORNOZ.
Antonio PARRA.
Carlos PUIG VILASSAR.
Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
Manuel CORDERO REYES.
Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIA :

Alfonso LÓPEZ.
Raimundo RIVAS.
José CAMACHO CARREÑO.

CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
Octavio SEÑORET SILVA.
Gustavo RIVERA.
José Ramón GUTIÉRREZ.
Félix NIETO DEL RÍO.
Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
Benjamín COHEN.

PERU :

Alfredo SOLF Y MURO.
Felipe BARREDA LAOS.
Luis FERNÁN CISNEROS.

CUBA :

Angel Alberto GIRAUDY.
Herminio PORTELL VILÁ.
Alfredo NOGUEIRA.

Quienes, después de haber exhibido sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.

El Estado como persona de Derecho Internacional debe reunir los siguientes requisitos :

- I. Población permanente.
- II. Territorio determinado.
- III. Gobierno.
- IV. Capacidad de entrar en relaciones con los demás Estados.

Artículo 2.

El Estado federal constituye una sola persona ante el Derecho Internacional.

Artículo 3.

La existencia política del Estado es independiente de su reconocimiento por los demás Estados. Aun antes de reconocido el Estado tiene el derecho de defender su integridad e independencia, proveer a su conservación y prosperidad y, por consiguiente, de organizarse como mejor lo entendiere, legislar sobre sus intereses, administrar sus servicios y determinar la jurisdicción y competencia de sus tribunales.

El ejercicio de estos derechos no tiene otros límites que el ejercicio de los derechos de otros Estados conforme al Derecho Internacional.

Artículo 4.

Los Estados son jurídicamente iguales, disfrutan de iguales derechos y tienen igual capacidad para ejercitarlos. Los derechos de cada uno no dependen del poder de que disponga para asegurar su ejercicio, sino del simple hecho de su existencia como persona de Derecho Internacional.

Artículo 5.

Los derechos fundamentales de los Estados no son susceptibles de ser afectados en forma alguna.

Artículo 6.

El reconocimiento de un Estado meramente significa que el que lo reconoce acepta la personalidad del otro con todos los derechos y deberes determinados por el Derecho Internacional. El reconocimiento es incondicional e irrevocable.

Artículo 7.

El reconocimiento del Estado podrá ser expreso o tácito. Este último resulta de todo acto que implique la intención de reconocer al nuevo Estado.

Artículo 8.

Ningún Estado tiene derecho de intervenir en los asuntos internos ni en los externos de otro.

Who, after having exhibited their full powers, which were found to be in good and due order, have agreed upon the following :

Article 1.

The State as a person of international law should possess the following qualifications : (a) a permanent population ; (b) a defined territory ; (c) government ; and (d) capacity to enter into relations with the other States.

Article 2.

The Federal State shall constitute a sole person in the eyes of international law.

Article 3.

The political existence of the State is independent of recognition by the other States. Even before recognition the State has the right to defend its integrity and independence, to provide for its conservation and prosperity, and consequently to organise itself as it sees fit, to legislate upon its interests, administer its services, and to define the jurisdiction and competence of its courts.

The exercise of these rights has no other limitation than the exercise of the rights of other States according to international law.

Article 4.

States are juridically equal, enjoy the same rights, and have equal capacity in their exercise. The rights of each one do not depend upon the power which it possesses to assure its exercise, but upon the simple fact of its existence as a person under international law.

Article 5.

The fundamental rights of States are not susceptible of being affected in any manner whatsoever.

Article 6.

The recognition of a State merely signifies that the State which recognizes it accepts the personality of the other with all the rights and duties determined by international law. Recognition is unconditional and irrevocable.

Article 7.

The recognition of a State may be express or tacit. The latter results from any act which implies the intention of recognizing the new State.

Article 8.

No State has the right to intervene in the internal or external affairs of another.

Artículo 9.

La jurisdicción de los Estados en los límites del territorio nacional se aplica a todos los habitantes. Los nacionales y los extranjeros se hallan bajo la misma protección de la legislación y de las autoridades nacionales y los extranjeros no podrán pretender derechos diferentes, ni más extensos que los de los nacionales.

Artículo 10.

Es interés primordial de los Estados la conservación de la paz. Las divergencias de cualquier clase que entre ellos se susciten deben arreglarse por los medios pacíficos reconocidos.

Artículo 11.

Los Estados contratantes consagran en definitiva como norma de su conducta, la obligación precisa de no reconocer las adquisiciones territoriales o de ventajas especiales que se realicen por la fuerza, ya sea que ésta consista en el uso de armas, en representaciones diplomáticas conminatorias o en cualquier otro medio de coacción efectiva. El territorio de los Estados es inviolable y no puede ser objeto de ocupaciones militares ni de otras medidas de fuerza impuestas por otro Estado, ni directa ni indirectamente, ni por motivo alguno, ni aún de manera temporal.

Artículo 12.

La presente Convención no afecta los compromisos contraídos anteriormente por las Altas Partes Contratantes en virtud de acuerdos internacionales.

Artículo 13.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes, de acuerdo con sus procedimientos constitucionales. El Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Oriental del Uruguay queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los Gobiernos para el referido fin. Los instrumentos de ratificación serán depositados en los archivos de la Unión Panamericana, en Washington, que notificará dicho depósito a los Gobiernos signatarios; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones.

Artículo 14.

La presente Convención entrará en vigor entre las Altas Partes Contratantes en el orden en que vayan depositando sus respectivas ratificaciones.

Artículo 15.

La presente Convención regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciada mediante aviso anticipado de un año a la Unión Panamericana, que la transmitirá a los demás Gobiernos signatarios. Transcurrido este plazo, la convención cesará en sus efectos para el denunciante, quedando subsistente para las demás Altas Partes Contractantes.

Artículo 16.

La presente Convención quedará abierta a la adhesión y accesoión de los Estados no signatarios. Los instrumentos correspondientes serán depositados en los Archivos de la Unión Panamericana que los comunicará a las otras Altas Partes Contratantes.

Article 9.

The jurisdiction of States within the limits of national territory applies to all the inhabitants. Nationals and foreigners are under the same protection of the law and the national authorities and the foreigners may not claim rights other or more extensive than those of the nationals.

Article 10.

The primary interest of States is the conservation of peace. Differences of any nature which arise between them should be settled by recognized pacific methods.

Article 11.

The contracting States definitely establish as the rule of their conduct the precise obligation not to recognize territorial acquisitions or special advantages which have been obtained by force whether this consists in the employment of arms, in threatening diplomatic representations, or in any other effective coercive measure. The territory of a State is inviolable and may not be the object of military occupation nor of other measures of force imposed by another State directly or indirectly or for any motive whatever even temporarily.

Article 12.

The present Convention shall not affect obligations previously entered into by the High Contracting Parties by virtue of international agreements.

Article 13.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

Article 14.

The present Convention will enter into force between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

Article 15.

The present Convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the Party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 16.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan-American Union which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios que a continuación se indican, firman y sellan la presente Convención en español, inglés, portugués y francés, en la ciudad de Montevideo, República Oriental del Uruguay, este vigésimosexto día del mes de diciembre del año de mil novecientos treinta y tres.

RESERVAS.

La Delegación de los Estados Unidos de América, al firmar la Convención sobre Derechos y Deberes de los Estados, lo hace con la reserva expresa presentada ante la Sesión Plenaria de la Conferencia, el 22 de diciembre de 1933, reserva que reza como sigue :

La Delegación de los Estados Unidos, al pronunciarse afirmativamente en la votación final sobre esta recomendación y proposición de la Comisión, hace las mismas reservas a los once artículos del proyecto o propuesta que la Delegación Estadounidense hizo a los primeros diez artículos durante la votación final de la comisión en pleno, reserva que tiene el tenor siguiente :

« La política y actitud del gobierno de los Estados Unidos en todas y cada una de las facetas importantes de las relaciones internacionales en este hemisferio difícilmente podrían hacerse más claras y definidas de lo que ya lo han sido, tanto de palabra como de hecho, especialmente desde el 4 de marzo. Por lo tanto no es mi ánimo hacer una repetición o reseña de tales actos y manifestaciones, y no la haré. Cualquier observador debe a estas horas comprender perfectamente que bajo el régimen del Presidente Roosevelt el gobierno de los Estados Unidos se opone, tanto como cualquier otro gobierno, a toda ingerencia en la libertad, la soberanía u en otros asuntos internos o procedimientos de los gobiernos de otras naciones.

Además de sus muchos actos y declaraciones relacionadas con la aplicación de estas doctrinas y políticas, el Presidente Roosevelt, durante las últimas semanas, manifestó públicamente su voluntad de entrar en negociaciones con el Gobierno Cubano a fin de considerar el tratado que ha estado en vigor desde 1903. Creo, pues, estar en lo cierto al decir que con nuestro apoyo al principio general de la no intervención, conforme ha sido propuesto, ningún gobierno necesita abrigar temores de una intervención de los Estados Unidos durante el Gobierno del Presidente Roosevelt. Estimo desafortunado el que, durante la breve duración de esta Conferencia, al parecer no se dispone de tiempo suficiente para elaborar interpretaciones y definiciones de aquellos términos fundamentales consignados en la ponencia. Tales definiciones e interpretaciones permitirían que cada gobierno procediera de manera uniforme, sin ninguna diferencia de opiniones o de interpretaciones. Espero que, a la mayor brevedad posible, se realizará tan importantísimo trabajo. Entretanto, y en el caso de que haya diferencias de interpretación y, asimismo, mientras es posible elaborar y codificar las doctrinas y principios propuestos, para uso común de todos los gobiernos, deseo manifestar que en todos sus contactos, relaciones y conducta internacionales, el Gobierno de los Estados Unidos seguirá escrupulosamente las doctrinas y políticas que ha perseguido desde el 4 de marzo, consignados en los diversos discursos pronunciados por el presidente Roosevelt desde entonces, en el reciente discurso pacifista que pronunció el 15 de diciembre ante esta Conferencia y en el Derecho de Gentes, tal como se le reconoce y acepta generalmente ».

Los señores Delegados del Brasil y del Perú hicieron constar el siguiente voto particular respecto al artículo 11 de la presente convención :

« Que aceptan la doctrina en principio ; pero no la estiman codificable porque hay países que aún no han firmado el pacto antibélico de Río de Janeiro, del cual ella forma parte, y por tanto no constituye todavía derecho internacional positivo apto para la codificación. »

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

RESERVATIONS.

The Delegation of the United States of America, in signing the Convention on the Rights and Duties of States, does so with the express reservation presented to the Plenary Session of the Conference on December 22nd, 1933, which reservation reads as follows :

The Delegation of the United States, in voting "yes" on the final vote on this committee recommendation and proposal, makes the same reservation to the eleven Articles of the project or proposal that the United States Delegation made to the first ten Articles during the final vote in the full Commission, which reservation is in words as follows :

"The policy and attitude of the United States Government toward every important phase of international relationships in this hemisphere could scarcely be made more clear and definite than they have been made by both word and action especially since March 4th. I have no disposition therefore to indulge in any repetition or rehearsal of these acts and utterances and shall not do so. Every observing person must by this time thoroughly understand that under the Roosevelt Administration the United States Government is as much opposed as any other Government to interference with the freedom, the sovereignty, or other internal affairs or processes of the Governments of other nations.

"In addition to numerous acts and utterances in connection with the carrying out of these doctrines and policies, President Roosevelt, during recent weeks, gave out a public statement expressing his disposition to open negotiations with the Cuban Government for the purpose of dealing with the treaty which has existed since 1903. I feel safe in undertaking to say that under our support of the general principle of non-intervention as has been suggested, no Government need fear any intervention on the part of the United States under the Roosevelt Administration. I think it unfortunate that during the brief period of this Conference there is apparently not time within which to prepare interpretations and definitions of these fundamental terms that are embraced in the report. Such definitions and interpretations would enable every Government to proceed in a uniform way without any difference of opinion or of interpretations. I hope that at the earliest possible date such very important work will be done. In the meantime in case of differences of interpretations and also until they (the proposed doctrines and principles) can be worked out and codified for the common use of every Government, I desire to say that the United States Government in all of its international associations and relationships and conduct will follow scrupulously the doctrines and policies which it has pursued since March 4th which are embodied in the different addresses of President Roosevelt since that time and in the recent peace address of myself on the 15th day of December before this Conference and in the law of nations as generally recognized and accepted."

The delegates of Brazil and Peru recorded the following private vote with regard to Article II :
"That they accept the doctrine in principle but that they do not consider it codifiable because there are some countries which have not yet signed the Anti-War Pact of Rio de Janeiro of which this doctrine is a part and therefore it does not yet constitute positive international law suitable for codification."

- Honduras :* *Honduras :* *Uruguay (continuación) : Uruguay (continued) :*
M. PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.
- Estados Unidos de América :* *United States of America :*
Alexander W. WEDDELL.
J. BUTLER WRIGHT.
- El Salvador :* *El Salvador :*
Héctor David CASTRO.
Arturo R. AVILA.
- República Dominicana : Dominican Republic :*
Tulio M. CESTERO.
- Haiti :* *Haiti :*
J. BARAU.
F. SALGADO.
Edmond MANGONÉS.
A. PRRE. PAUL.
- Argentina :* *Argentina :*
Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
I. RUIZ MORENO.
L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.
- Venezuela :* *Venezuela :*
Luis CHURIÓN.
J. R. MONTILLA.
- Uruguay :* *Uruguay :*
A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI
DE DEMICHELI.
- Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín R. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.
- Paraguay :* *Paraguay :*
Justo PASTOR BENÍTEZ.
María F. GONZÁLEZ.
- Mexico :* *Mexico :*
B. VADILLO.
M. J. SIERRA.
Eduardo SUÁREZ.
- Panamá :* *Panama :*
J. D. AROSEMENA.
Magín PONS.
Eduardo E. HOLGUIN.
- Guatemala :* *Guatemala :*
M. ARROYO.
- Brasil :* *Brazil :*
Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
Gilberto AMADO.
- Ecuador :* *Ecuador :*
A. AGUIRRE APARICIO.
H. ALBORNOZ.
Antonio PARRA V.
C. PUIG V.
Arturo SCARONE.

<i>Nicaragua :</i>	<i>Nicaragua :</i>	<i>Chile</i> (continuación) :	<i>Chile</i> (continued) :
Leonardo ARGÜELLO.		F. NIETO DEL RÍO.	
M. CORDERO REYES.		B. COHEN.	
Carlos CUADRA PASOS.			
<i>Colombia :</i>	<i>Colombia :</i>	<i>Perú :</i>	<i>Peru :</i>
Alfonso LÓPEZ.		(con la reserva establecida)	
Raimundo RIVAS.		(with the reservation already mentioned.)	
		Alfredo SOLF Y MURO.	
<i>Chile :</i>	<i>Chile :</i>	<i>Cuba :</i>	<i>Cuba :</i>
Miguel CRUCHAGA.		Alberto GIRAUDY.	
J. Ramón GUTIÉRREZ.		Herminio PORTELL VILÁ.	
F. FIGUEROA.		Ing. A. E. NOGUEIRA.	

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

N° 3802. — CONVENTION SUR LES DROITS ET DEVOIRS DES ÉTATS
ADOPTÉE PAR LA SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
AMÉRICAINNE. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 26 DÉCEMBRE 1933.

Les gouvernements représentés à la septième Conférence internationale américaine,
Désireux de conclure un accord sur les droits et devoirs des États, ont nommé les
plénipotentiaires indiqués ci-après :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
M^{lle} Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Tulio M. CESTERO.

HAÏTI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINE :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.

ARGENTINE (*suite*) :

Carlos BREBBIA.
Isidoro RUIZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
Juan José AMÉZAGA.
José G. ANTUÑA.
Juan Carlos BLANCO.
M^{me} Sofía A. V. DE DEMICHELI.
Martín R. ECHEGOYEN.
Luis Alberto DE HERRERA.
Pedro MANINI RÍOS.
Mateo MARQUES CASTRO.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Dardo REGULES.
José SERRATO.
José Pedro VARELA.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3802. — CONVENÇÃO SOBRE DIREITOS E DEVERES DOS ESTADOS ADOTÁDA PELA SETIMA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSINADA EM MONTEVIDEO EN 26 DE DEZEMBRO DE 1933.

Os Governos representados na Setima Conferencia Internacional Americana, Desejosos de concertar un convenio sobre os Direitos e Deveres dos Estados, nomearam os seguintes Plenipotenciarios :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
Miss Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

REPUBLICA DOMINICANA :

Tulio M. CESTERO.

HAITI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.

ARGENTINA (*cont.*) :

Carlos BREBBIA.
Isidoro RUIZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
Juan José AMÉZAGA.
José G. ANTUÑA.
Juan Carlos BLANCO.
Señora Sofía A. V. DE DEMICHELI.
Martín R. ECHEGOYEN.
Luis Alberto DE HERRERA.
Pedro MANINI RÍOS.
Mateo MARQUES CASTRO.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Dardo REGULES.
José SERRATO.
José Pedro VARELA.

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
Gerónimo RIART.
Horacio A. FERNÁNDEZ.
M^{lle} María F. GONZÁLEZ.

MEXIQUE :

José Manuel PUIG CASAURANC.
Alfonso REYES.
Basilio VADILLO.
Genaro V. VÁSQUEZ.
Romeo ORTEGA.
Manuel J. SIERRA.
Eduardo SUÁREZ.

PANAMA :

J. D. AROSEMENA.
Eduardo E. HOLGUÍN.
Oscar R. MULLER.
Magín PONS.

BOLIVIE :

Casto ROJAS.
David ALVÉSTEGUI.
Arturo PINTO ESCALIER.

GUATÉMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
José GONZÁLEZ CAMPO.
Carlos SALAZAR.
Manuel ARROYO.

BRÉSIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
Gilberto AMADO.
Carlos CHAGAS.
Samuel RIBEIRO.

EQUATEUR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
Humberto ALBORNOZ.
Antonio PARRA.
Carlos PUIG VILASSAR.
Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
Manuel CORDERO REYES.
Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIE :

Alfonso LÓPEZ.
Raimundo RIVAS.
José CAMACHO CARREÑO.

CHILI :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
Octavio SEÑORET SILVA.
Gustavo RIVERA.
José Ramón GUTIÉRREZ.
Félix NIETO DEL RÍO.
Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
Benjamín COHEN.

PÉROU :

Alfredo SOLF Y MURO.
Felipe BARREDA LAOS.
Luis FERNÁN CISNEROS.

CUBA :

Angel ALBERTO GIRAUDY.
Herminio PORTELL VILÁ.
Alfredo NOGUEIRA.

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs qui furent reconnus en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
 Gerónimo RIART.
 Horacio A. FERNÁNDEZ.
 Señorita María F. GONZÁLEZ.

MEXICO :

José Manuel PUIG CASAURANC.
 Alfonso REYES.
 Basilio VADILLO.
 Genaro V. VASQUEZ.
 Romeo ORTEGA.
 Manuel J. SIERRA.
 Eduardo SUÁREZ.

PANAMÁ :

J. D. AROSEMENA.
 Eduardo E. HOLGUÍN.
 Oscar R. MULLER.
 Magín PONS.

BOLIVIA :

Casto ROJAS.
 David ALVÉSTEGUI.
 Arturo PINTO ESCALIER.

GUATEMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
 José GONZÁLEZ CAMPO.
 Carlos SALAZAR.
 Manuel ARROYO.

BRASIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
 Lucillo A DA CUNHA BUENO.
 Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
 Gilberto AMADO.
 Carlos CHAGAS.
 Samuel RIBEIRO.

ECUADOR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
 Humberto ALBORNOZ.
 Antonio PARRA.
 Carlos PUIG VILASSAR.
 Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
 Manuel CORDERO REYES.
 Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIA :

Alfonso LÓPEZ.
 Raimundo RIVAS.
 José CAMACHO CARREÑO.

CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
 Octavio SEÑORET SILVA.
 Gustavo RIVERA.
 José Ramón GUTIÉRREZ.
 Félix NIETO DEL RÍO.
 Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
 Benjamín COHEN.

PERÚ :

Alfredo SOLF Y MUROI
 Felipe BARREDA LAOS.
 Luis FERNÁN CIANEROS.

CUBA :

Angel ALBERTO GIRAUDY.
 Herminio PORTELL VILÁ.
 Alfredo NOGUEIRA.

Os quaes, depois de haverem exhibido os seus Plenos Poderes, que foram encontrados em bos e devida forma, accordaram o seguinte :

Article premier.

L'Etat comme personne de Droit international doit réunir les conditions suivantes :

- I. Population permanente.
- II. Territoire déterminé.
- III. Gouvernement.
- IV. Capacité d'entrer en relations avec les autres Etats.

Article 2.

L'Etat fédéral constitue une seule personne devant le Droit international.

Article 3.

L'existence politique de l'Etat est indépendante de sa reconnaissance par les autres Etats. Même avant d'être reconnu, l'Etat a le droit de défendre son intégrité et son indépendance, de pourvoir à sa conservation et à sa prospérité et, par conséquent, de s'organiser comme il l'entendra, de légiférer sur ses intérêts, d'administrer ses services et de déterminer la juridiction et la compétence de ses tribunaux.

L'exercice de ces droits n'a d'autres limites que celles de l'exercice des droits des autres Etats conformément au Droit international.

Article 4.

Les Etats sont juridiquement égaux, ils jouissent de droits égaux et ont une égale capacité pour les exercer. Les droits de chaque Etat ne dépendent pas du pouvoir dont il dispose pour en assurer l'exercice, mais du simple fait de son existence comme personne du Droit international.

Article 5.

Les droits fondamentaux des Etats ne sont susceptibles d'être affectés en aucune manière.

Article 6.

La reconnaissance d'un Etat signifie tout simplement que celui qui le reconnaît accepte la personnalité de l'autre avec tous les droits et devoirs déterminés par le Droit international. La reconnaissance est inconditionnelle et irrévocable.

Article 7.

La reconnaissance de l'Etat pourra être expresse ou tacite. Cette dernière résulte de tout acte qui implique l'intention de reconnaître le nouvel Etat.

Article 8.

Aucun Etat n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes ou externes d'un autre.

Article 9.

La juridiction des Etats dans les limites du territoire national s'applique à tous les habitants. Les nationaux et les étrangers ne pourront pas prétendre à des droits différents ni plus étendus que ceux des nationaux.

Artigo 1.

O Estado como pessoa de Direito Internacional deve reunir os seguintes requisitos :

1. Povoação permanente.
2. Territorio determinado.
3. Governo.
4. Capacidade de iniciar relações con os demais Estados.

Artigo 2.

O Estado Federal constitue uma só pessoa em face do Direito Internacional.

Artigo 3.

A existencia politica do Estado é independente de seu reconhecimento pelos demais Estados. Ainda que não tenha sido reconhecido, o Estado tem o direito de defender a sua integridade e independencia, prover a sua conservação e prosperidade e, por consequente, de organizar-se como melhor entender, legislar sobre seus interesses, administrar seus serviços publicos e determinar a jurisdicção e competencia de seus tribunales. O exercicio destes direitos não tem outros limites que o exercicio dos direitos de outros Estados, conforme o Direito Internacional.

Artigo 4.

Os Estados são juridicamente iguaes, desfructam de iguaes direitos e têm igual capacidade para exercel-os. Os direitos de cada um não dependem do poder do qual disponha para assegurar o seu exercicio, senão do simples facto de sua existencia como pessoa de Direito Internacional.

Artigo 5.

Os direitos fundamentaes dos Estados não são susceptiveis de ser affectados de forma alguma.

Artigo 6.

O reconhecimento de um Estado sómente significa que aquelle que o reconhece aceita a personalidade do outro, com todos os direitos e deveres estabelecidos pelo Direito Internacional. O reconhecimento é incondicional e irrevogavel.

Artigo 7.

O reconhecimento do Estado poderá ser expreaso ou tacito. Este ultimo é o resultado de todo acto que implique a intenção de reconhecer o novo Estado.

Artigo 8.

Estado algum tem o direito de intervir nos assumptos internos ou externos de outro.

Artigo 9.

A jurisdicção dos Estados nos limites do territorio nacional se exerce sobre todos os habitantes. Os nacionaes e estrangeiros acham-se sob a mesma protecção da legislação e das autoridades nacionaes, e os estrangeiros não poderão pretender direitos diferentes e nem mais extensos do que os dos nacionaes.

Article 10.

La conservation de la paix est d'un intérêt primordial pour les Etats. Les divergences de n'importe quelle sorte qui peuvent être suscitées entre eux doivent être réglées par les moyens pacifiques reconnus.

Article 11.

Les Etats contractants consacrent de façon définitive, comme norme de leur conduite, l'obligation précise de ne pas reconnaître les acquisitions de territoires ou d'avantages spéciaux obtenus par la force, soit qu'elle consiste en l'emploi des armes, en représentations diplomatiques comminatoires ou en tout autre moyen de coaction effective. Le territoire des Etats est inviolable et il ne peut pas faire l'objet d'occupations militaires, ni d'autres mesures de force imposées par un autre Etat, ni directement ni indirectement, ni pour un motif quelconque, ni même de manière temporaire.

Article 12.

La présente convention n'affecte pas les engagements contractés antérieurement par les Hautes Parties contractantes en vertu d'accords internationaux.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs procédures constitutionnelles. Le Ministère des Affaires étrangères de la République orientale de l'Uruguay est chargé d'envoyer à cette fin des copies certifiées authentiques aux gouvernements. Les instruments de ratification seront déposés aux archives de l'Union panaméricaine, à Washington, qui donnera avis de ce dépôt aux gouvernements signataires ; cet avis servira comme échange de ratifications.

Article 14.

La présente convention entrera en vigueur entre les Hautes Parties contractantes dans l'ordre selon lequel elles y apposeront leurs ratifications respectives.

Article 15.

La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle pourra être dénoncée moyennant avis fait un an à l'avance à l'Union panaméricaine, laquelle transmettra cet avis aux autres gouvernements signataires. Ce délai écoulé, la convention n'aura plus d'effet pour le dénonçant, mais elle continuera à subsister pour les autres Parties contractantes.

Article 16.

La présente convention restera ouverte à l'adhésion et à l'accession des Etats non signataires. Les instruments correspondants seront déposés aux archives de l'Union panaméricaine, qui les communiquera aux autres Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires indiqués ci-dessous signent et scellent les textes espagnol, anglais, portugais et français de la présente convention, dans la ville de Montevideo, République orientale de l'Uruguay, ce vingt-sixième jour du mois de décembre l'an mil neuf cent trente-trois.

Artigo 10.

É interesse promordial dos Estados a conservação da paz. As divergencias de qualquer natureza que surjam entre elles devem ser solucionadas pelos meios pacificos reconhecidos.

Artigo 11.

Os Estados contratantes consagram definitivamente, como norma de conducta, a obrigação imprescindivel de não reconhecer as acquisições territoriaes ou de vantagens espaciaes obtidas pela força, seja que esta consista no emprego de armas, em representações diplomaticas comminatorias ou por qualquer outro meio de coacção effectiva. O territorio dos Estados é inviolavel e não póde ser objecto de occupações militares nem de outras medidas de força impostas por outro Estado directa ou indirectamente, por motivo algum, nem mesmo ainda de maneira temporaria.

Artigo 12.

A presente Convenção não affecta os compromissos contrahidos anteriormente pelas Altas Partes Contratantes, em virtude de accordos internacionaes.

Artigo 13.

A presente Convenção será ratificada pelas Altas Partes Contratantes, de accordo com as suas normas constitutionaes.

O Ministerio das Ralações Exteriores da Republica Oriental do Uruguay fica encarregado de enviar copias registradas como authenticas aos governos para o reverido fim. Os instrumentos de ratificação serão depositados nos archivos da União Panamericana em Washington, que notificará de dito deposito aos Governos signatarios ; e tal notificação servirá como troca de ratificações.

Artigo 14.

A presente Convenção entrará em vigor entre as Altas Partes Contratantes na ordem em que forem depositadas as suas respectivas ratificações.

Artigo 15.

A presente Convenção vigorará indefinidamente, mas poderá ser denunciada mediante aviso antecipado de un anno á União Pan-americana, que o transmittirá aos demais Governos signatarios. Decorrido esse prazo, a Convenção cessará em seus efeitos para o denunciante, ficando subsistente para as demais Altas Partes Contratantes.

Artigo 16.

A presente Convenção ficará aberta á adhesão e accessão dos Estados não signatarios. Os instrumentos correspondentes serão depositados nos archivos da União Panamericana, que os communicará ás outras Altas Partes Contratantes.

Em fé do qual, os Plenipotenciarios que a continuação se indicam, assignam e sellam a presente Convenção em hespanhol, inglez, portuguez, e francez, na cidade de Montevideo, Republica Oriental de Uruguay, no vigesimo sexto dia do mez de Dezembro do anno de mil novecentos e trinta e tres.

RÉSERVES

La délégation des Etats-Unis d'Amérique signe la Convention sur les droits et devoirs des Etats avec la réserve expresse présentée durant la session plénière de la conférence, le 22 décembre 1933, réserve ainsi formulée :

La délégation des Etats-Unis, en se prononçant affirmativement lors du vote final sur cette recommandation et proposition de la commission, fait les mêmes réserves aux onze articles du projet ou de la proposition que la délégation des Etats-Unis a faites aux dix premiers articles au moment du vote final de la commission en session, réserves dont voici la teneur :

« La politique et l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis en tous et chacun des aspects importants des relations internationales dans cet hémisphère pourraient difficilement être plus claires et mieux définies qu'elles ne l'ont été, soit en paroles, soit en faits, spécialement depuis le 4 mars. C'est pourquoi je n'ai pas l'intention de répéter ou d'énumérer ces faits et ces manifestations, et je ne le ferai point. Tout observateur doit maintenant comprendre parfaitement que sous le régime du président Roosevelt le Gouvernement des Etats-Unis s'oppose autant que tout autre gouvernement, à toute ingérence dans la liberté, la souveraineté ou autres affaires internes ou aux procédures des gouvernements des autres nations.

» En plus de ses nombreux actes et déclarations ayant trait à l'application de ces doctrines et de ces politiques, le président Roosevelt, durant les dernières semaines, a manifesté publiquement sa volonté d'entrer en négociations avec le Gouvernement de Cuba afin de considérer le traité qui a été en vigueur depuis 1903. Je crois donc qu'il est vrai de dire qu'avec notre appui au principe général de non-intervention, tel qu'il a été proposé, aucun gouvernement ne doit entretenir la crainte d'une intervention des Etats-Unis durant le gouvernement du président Roosevelt.

» J'estime regrettable que, durant la courte durée de cette conférence, on ne dispose pas, semble-t-il, du temps suffisant pour élaborer des interprétations et des définitions des termes fondamentaux consignés dans le rapport. De telles définitions et interprétations permettraient à chaque gouvernement de procéder de façon uniforme, sans aucune différence d'opinions ou d'interprétation. J'espère qu'un travail si important sera réalisé le plus tôt possible. En attendant, et au cas où il y aurait des différences d'interprétation, et aussi, tandis qu'il est possible d'élaborer et de codifier les doctrines et les principes proposés, pour l'usage commun de tous les gouvernements, je désire manifester que, dans tous ses contacts, ses relations et sa conduite internationale, le Gouvernement des Etats-Unis suivra scrupuleusement les doctrines et la politique qu'il a suivies depuis le 4 mars, consignées dans divers discours prononcés par le président Roosevelt depuis lors, dans le récent discours pacifiste que j'ai prononcé le 15 décembre devant cette conférence et dans le Droit des gens, tel qu'on le reconnaît et l'accepte généralement. »

Messieurs les délégués du Brésil et du Pérou firent la remarque particulière suivante au sujet de l'article **II** de la présente convention :

« Qu'ils acceptent la doctrine en principe ; mais qu'ils ne l'estiment pas codifiable parce qu'il y a des pays qui n'ont pas encore signé le pacte contre la guerre de Rio de Janeiro, dont elle fait partie, et que, par conséquent, elle ne constitue pas encore un droit international positif apte à être codifié. »

RESERVAS

A Delegação dos Estados Unidos da America, ao assignar a presente Convenção sobre Direitos e Deveres dos Estados, o faz com a reserva apresentada perante a Sessão Plenaria da Conferencia, em 22 de Dezembro de 1933, reserva que expressa como se segue :

A Delegação dos Estados Unidos, ao pronunciar-se affirmativamente na votação final sobre esta recommendação e proposta da Comissão, offerece as mesmas reservas aos onze artigos do projecto ou proposta que a Delegação norte-americana fez aos primeiros dez artigos durante a votação final da commissão planaria, reserva que tem teor seguinte :

“ A politica e a attitude do Governo dos Estados Unidos em todas e cada uma das phases importantes das relações internacionaes neste hemispherio, difficilmente poderiam ser mais claras e definidas do que já se ouviram, tanto de palavra como de facto, especialmente desde 4 de Março. Portanto não farei uma repetição ou descripção de taes actos e manifestações, e não o farei. Qualquer assistente deve a estas horas comprehender perfeitamente que sob o mandato do Presidente Roosevelt o Governo dos Estados Unidos se oppõe, tanto como qualquer outro Governo, a toda ingerencia na liberdade, na soberania ou n'outros assumptos internos ou attitudes dos Governos de outras nações.

Além de seus muitos actos e declarações relacionados com a applicação destas doutrinas politicas, o Presidente Roosevelt, durante as ultimas semanas, manifestou publicamente sua vontade de entrar em negociações com o Governo cubano, afim de reconsiderar o Tratado que está em vigor desde 1903. Creio estar seguro ao dizer que, com o nosso apoio ao principio geral da não intervenção, conforme foi proposto, nenhum Governo necessita abrigar receios de uma intervenção dos Estados Unidos durante o Governo do Presidente Roosevelt. Lastima que durante a breve duração de esta Conferencia, ao parecer não se dispõe tempo sufficiente para elaborar interpretações e definições daquelles termos dnfamentaes consignados na moção. Taes definições e interpretações permittiriam que cada Governo procedesse de maneira uniforme, sem nenhuma differença de opiniões ou de interpretações. Espero que, com a maior brevidade possivel, se realizará tão importante trabalho. Entretanto, e no caso de que haja differenças de interpretação e, assim mesmo, emquanto for possivel elaborar e codificar as doutrinas e principios propostos para uso commun de todos os Governos, desejo manifestar que em todos os seus contactos, relações e conducta internacionaes, o Governo dos Estados Unidos seguirá escrupulosamente as doutrinas e normas politicas que tem seguido desde 4 de Março, consignadas nos diversos discursos pronunciados pelo Presidente Roosevelt, na recente allocução pacifista que pronunciei em 15 de Dezembro perante esta Conferencia, e no Direito dos Povos, tal como se reconhece e se aceita geralmente. »

Os Delagados do Brazil e do Perú fazem constar o seguinte voto particular a respeito do artigo 11 da presente Convenção :

« Que aceitam a doutrina em principio, mas não a julgam codificavel, porque ha paizes que ainda não assignaram o pacto antibellico de Rio de Janeiro, do qual ella forma parte, e portante não constitue ainda direito internacional positivo apto á codificação. »

<i>Honduras :</i>	<i>Honduras :</i>	<i>Uruguay (suite) :</i>	<i>Uruguay (cont.) :</i>
	M. PAZ BARAONA. Augusto C. COELLO. Luis BOGRÁN.		Teófilo PIÑEYRO CHAIN. Luis A. DE HERRERA. Martín R. ECHEGOYEN. José G. ANTUÑA. J. C. BLANCO. Pedro MANINI RÍOS. Rodolfo MEZZERA. Octavio MORATÓ. Luis MORQUIO. José SERRATO.
<i>Etats-Unis d'Amérique :</i>	<i>Estados Unidos de America :</i>		
	Alexander W. WEDDELL. J. BUTLER WRIGHT.		
<i>Salvador :</i>	<i>Salvador :</i>		
	Héctor David CASTRO. Arturo R. AVILA.		
<i>République Dominicaine :</i>	<i>Republica Dominicana :</i>	<i>Paraguay :</i>	<i>Paraguay :</i>
	Tulio M. CESTERO.		Justo PASTOR BENÍTEZ. María F. GONZÁLEZ.
<i>Haïti :</i>	<i>Haiti :</i>	<i>Mexique :</i>	<i>Mexico :</i>
	J. BARAU. F. SALGADO. Edmond MANGONÉS. A. PRRE. PAUL.		B. VADILLO. M. J. SIERRA. Eduardo SUÁREZ.
<i>Argentine :</i>	<i>Argentina :</i>	<i>Panama :</i>	<i>Panama :</i>
	Carlos SAAVEDRA LAMAS. Juan F. CAFFERATA. Ramón S. CASTILLO. I. RUIZ MORENO. L. A. PODESTÁ COSTA. D. ANTOKOLETZ.		J. D. AROSEMENA. Magín PONS. Eduardo E. HOLGUÍN.
<i>Venezuela :</i>	<i>Venezuela :</i>	<i>Guatemala :</i>	<i>Guatemala :</i>
	Luis CHURIÓN. J. R. MONTILLA.		M. ARROYO.
<i>Uruguay :</i>	<i>Uruguay :</i>	<i>Brésil :</i>	<i>Brasil :</i>
	A. MAÑÉ. José Pedro VARELA. Mateo MARQUES CASTRO. Dardo REGULES. Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.		Lucillo A. DA CUNHA BUENO. Gilberto AMADO.
		<i>Equateur :</i>	<i>Equador :</i>
			A. AGUIRRE APARICIO. H. ALBORNOZ. Antonio PARRA V. C. PUIG V. Arturo SCARONE.

<i>Nicaragua :</i>	<i>Nicaragua :</i>	<i>Pérou :</i>	<i>Perú :</i>
	Leonardo ARGÜELLO. M. CORDERO REYES. Carlos CUADRA PASOS.		(con la reserva establecida) (<i>sous la réserve déjà mentionnée sob a reserva acima mencionada</i>)
<i>Colombie :</i>	<i>Colombia :</i>		Alfredo SOLF Y MURO.
	Alfonso LÓPEZ. Raimundo RIVAS.		
<i>Chili :</i>	<i>Chile :</i>	<i>Cuba :</i>	<i>Cuba :</i>
	Miguel CRUCHAGA. J. Ramón GUTIÉRREZ. F. FIGUEROA. F. NIETO DEL RÍO. B. COHEN.		Alberto GIRAUDY. Herminio PORTELL VILÁ. Ing. A. E. NOGUEIRA.

Je certifie que la présente est une copie conforme à l'original dans la langue française de la Convention sur les droits et devoirs des Etats introduite dans l'Acte final de la septième Conférence internationale des Etats américains qui s'est assemblée à Montevideo du trois jusqu'au vingt-trois décembre 1933, qui a été déposé à l'Union panaméricaine par le Gouvernement de la République de l'Uruguay.

(L. S.) Rowe,

Directeur général de l'Union panaméricaine.

Pelo presente certifico que o documento acima é copia fiel e verdadeira da Convenção sobre Direitos e Deveres dos Estados assignada na Setima Conferencia Internacional Americana en Montevideo, a 26 de dezembro de 1933, e que apparece na Acta Final da Conferencia depositada na União Panamericana pelo Governo do Uruguay.

(L. S.) Rowe,

Director Geral.

N° 3803.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI,
COLOMBIE, etc.

Convention relative à l'extradition, adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET URUGUAY

Clause d'option annexée à la Convention relative à l'extradition, ouverte à la signature des États ayant signé ladite convention. Signée à Montevideo, le 26 décembre 1933.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC, BRAZIL, CHILE,
COLOMBIA, etc.

Convention on Extradition adopted by the Seventh International Conference of American States. Signed at Montevideo, December 26th, 1933.

ARGENTINE REPUBLIC AND URUGUAY.

Optional Clause annexed to the Convention on Extradition, opened for Signature by those States signing the above-mentioned Convention. Signed at Montevideo, December 26th, 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 3803. — CONVENCION ¹ SOBRE EXTRADICION ADOPTADA POR LA SEPTIMA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN MONTEVIDEO EL 26 DE DICIEMBRE DE 1933.

Textes officiels espagnol, anglais, français et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 janvier 1936.

Los Gobiernos representados en la Séptima Conferencia Internacional Americana, Deseosos de concertar un convenio acerca de Extradición, han nombrado los siguientes Plenipotenciarios :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
Miss Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

EL SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Tulio M. CESTERO.

HAITI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
Carlos BREBBIA.
Isidoro RUFZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

¹ Ratifications déposées dans les archives de l'Union panaméricaine, à Washington :

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	13 juillet 1934.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	26 décembre 1934.
CHILI	2 juillet 1935.

No. 3803. — CONVENTION¹ ON EXTRADITION ADOPTED BY THE SEVENTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES. SIGNED AT MONTEVIDEO, DECEMBER 26TH, 1933.

Spanish, English, French and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Convention took place January 8th, 1936.

The Governments represented in the Seventh International Conference of American States :
Wishing to conclude a Convention on Extradition, have appointed the following Plenipotentiaries :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

HAITI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

UNITED STATES OF AMERICA :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
Miss Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
Carlos BREBBIA.
Isidoro RUÍZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

EL SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

DOMINICAN REPUBLIC :

Tulio M. CESTERO.

¹ *Ratifications deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :*

UNITED STATES OF AMERICA	July 13th, 1934.
DOMINICAN REPUBLIC	December 26th, 1934.
CHILE	July 2nd, 1935.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
 Juan José AMÉZAGA.
 José G. ANTUÑA.
 Juan Carlos BLANCO.
 Señora Sofía A. V. DE DEMICHELI.
 Martín R. ECHEGOYEN.
 Luis Alberto DE HERRERA.
 Pedro MANINI RÍOS.
 Mateo MARQUES CASTRO.
 Rodolfo MEZZERA.
 Octavio MORATÓ.
 Luis MORQUIO.
 Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
 Dardo REGULES.
 José SERRATO.
 José Pedro VARELA.

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
 Gerónimo RIART.
 Horacio A. FERNÁNDEZ.
 Señorita María F. GONZÁLEZ.

MÉXICO :

José Manuel PUIG CASOURANC.
 Alfonso REYES.†
 Basilio VADILLO.
 Genaro V. VASQUEZ.
 Romeo ORTEGA.
 Manuel J. SIERRA.
 Eduardo SUÁREZ.

PANAMÁ :

J. D. AROSEMENA.
 Eduardo E. HOLGUÍN.
 Oscar R. MULLER.
 Magín PONS.

BOLIVIA :

Casto ROJAS.
 David ALVÉSTEGUI.
 Arturo PINTO ESCALIER.

GUATEMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
 José GONZÁLEZ CAMPO.
 Carlos SALAZAR.
 Manuel ARROYO.

BRASIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
 Lucillo A. DA CUNHA BUENO.‡
 Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
 Gilberto AMADO.
 Carlos CHAGAS.
 Samuel RIBEIRO.

ECUADOR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
 Humberto ALBORNOZ.
 Antonio PARRA.
 Carlos PUIG VILASSAR.
 Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
 Manuel CORDERO REYES.
 Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIA :

Alfonso LÓPEZ.
 Raimundo RIVAS.
 José CAMACHO CARREÑO.

CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
 Octavio SEÑORET SILVA.
 Gustavo RIVERA.
 José Ramón GUTIÉRREZ.
 Félix NIETO DEL RÍO.
 Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
 Benjamín COHEN.

PERÚ :

Alfredo SOLF Y MURO.
 Felipe BARREDA LAOS.
 Luis FERNÁN CISNEROS.

CUBA :

Angel Alberto GIRAUDY.
 Herminio PORTELL VILÁ.
 Alfredo NOGUEIRA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
 Juan José AMÉZAGA.
 José G. ANTUÑA.
 Juan Carlos BLANCO.
 Señora Sofía A. V. DE DEMICHELI.
 Martín R. ECHEGOYEN.
 Luis Alberto DE HERRERA.
 Pedro MANINI RÍOS.
 Mateo MARQUES CASTRO.
 Rodolfo MEZZERA.
 Octavio MORATÓ.
 Luis MORQUIO.
 Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
 Dardo REGULES.
 José SERRATO.
 José Pedro VARELA.

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
 Gerónimo RIART.
 Horacio A. FERNÁNDEZ.
 Señorita María F. GONZÁLEZ.

MEXICO :

José Manuel PUIG CASAURANC.
 Alfonso REYES.
 Basilio VADILLO.
 Genaro V. VASQUEZ.
 Romeo ORTEGA.
 Manuel J. SIERRA.
 Eduardo SUÁREZ.

PANAMA :

J. D. AROSEMENA.
 Eduardo E. HOLGUÍN.
 Oscar R. MULLER.
 Magín PONS.

BOLIVIA :

Casto ROJAS.
 David ALVÉSTEGUI.
 Arturo PINTO ESCALIER.

GUATEMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
 José GONZÁLEZ CAMPO.
 Carlos SALAZAR.
 Manuel ARROYO.

BRAZIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
 Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
 Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
 Gilberto AMADO.
 Carlos CHAGAS.
 Samuel RIBEIRO.

ECUADOR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
 Humberto ALBORNOZ.
 Antonio PARRA.
 Carlos PUIG VILASSAR.
 Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
 Manuel CORDERO REYES.
 Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIA :

Alfonso LÓPEZ.
 Raimundo RIVAS.
 José CAMACHO CARREÑO.

CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
 Octavio SEÑORET SILVA.
 Gustavo RIVERA.
 José Ramón GUTIÉRREZ.
 Félix NIETO DEL RÍO.
 Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
 Benjamín COHEN.

PERU :

Alfredo SOLF Y MURO.
 Felipe BARREDA LAOS.
 Luis FERNÁN CISNEROS.

CUBA :

Angel Alberto GIRAUDY.
 Herminio PORTELL VILÁ.
 Alfredo NOGUEIRA.

Quienes, después de haber exhibido sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.

Cada uno de los Estados signatarios se obliga a entregar, de acuerdo con las estipulaciones de la presente Convención, a cualquiera de los otros Estados que los requiera, a los individuos que se hallen en su territorio y estén acusados o hayan sido sentenciados, siempre que concurren las circunstancias siguientes :

- a) Que el Estado requiriente tenga jurisdicción para juzgar el hecho delictuoso que se imputa al individuo reclamado.
- b) Que el hecho por el cual se reclama la extradición tenga el carácter de delito y sea punible por las leyes del Estado requiriente y por las del Estado requerido con la pena mínima de un año de privación de la libertad.

Artículo 2.

Cuando el individuo fuese nacional del Estado requerido, por lo que respecta a su entrega, ésta podrá o no ser acordada según lo que determine la legislación o las circunstancias del caso a juicio del Estado requerido. Si no entregare al individuo, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo por el hecho que se le imputa, si en él concurren las condiciones establecidas por el inciso b) del artículo anterior, y a comunicar al Estado requiriente la sentencia que recaiga ¹.

Artículo 3.

El Estado requerido no estará obligado a conceder la extradición :

- a) Cuando estén prescriptas la acción penal o la pena, según las leyes del Estado requiriente y del requerido, con anterioridad a la detención del individuo inculcado.
- b) Cuando el individuo inculcado haya cumplido su condena en el país del delito o cuando haya sido amnistiado o indultado.
- c) Cuando el individuo inculcado haya sido o esté siendo juzgado en el Estado requerido por el hecho que se le imputa y en el cual se funda el pedido de extradición.
- d) Cuando el individuo inculcado hubiera de comparecer ante tribunal o juzgado de excepción del Estado requiriente, no considerándose así a los tribunales del fuero militar ².
- e) Cuando se trate de delito político o de los que le son conexos. No se reputará delito político el atentado contra la persona del Jefe de Estado o de sus familiares.
- f) Cuando se trate de delitos puramente militares o contra la religión.

Artículo 4.

La apreciación del carácter de las excepciones a que se refiere el artículo anterior corresponde exclusivamente al Estado requerido.

¹ El art.º 2 no fué aceptado por los Estados Unidos de América.

² El inciso d del art.º 3 no fué aceptado por los Estados Unidos de América.

Who, after having exhibited their full powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following :

Article 1.

Each one of the signatory States in harmony with the stipulations of the present Convention assumes the obligation of surrendering to any one of the States which may make the requisition, the persons who may be in their territory and who are accused or under sentence. This right shall be claimed only under the following circumstances :

(a) That the demanding State have the jurisdiction to try and to punish the delinquency which is attributed to the individual whom it desires to extradite.

(b) That the act for which extradition is sought constitutes a crime and is punishable under the laws of the demanding and surrendering States with a minimum penalty of imprisonment for one year.

Article 2.

When the person whose extradition is sought is a citizen of the country to which the requisition is addressed, his delivery may or may not be made, as the legislation or circumstances of the case may, in the judgment of the surrendering State, determine. If the accused is not surrendered, the latter State is obliged to bring action against him for the crime with which he is accused, if such crime meets the conditions established in sub-Article (b) of the previous Article. The sentence pronounced shall be communicated to the demanding State.¹

Article 3.

Extradition will not be granted :

(a) When, previous to the arrest of the accused person, the penal action or sentence has expired according to the laws of the demanding or the surrendering State.

(b) When the accused has served his sentence in the country where the crime was committed or when he may have been pardoned or granted an amnesty.

(c) When the accused has been or is being tried by the State to which the requisition was directed for the act with which he is charged and on which the petition of extradition is based.

(d) When the accused must appear before any extraordinary tribunal or court of the demanding State (tribunal o juzgado de excepción del Estado requeriente). Military courts will not be considered as such tribunals.²

(e) When the offense is of a political nature or of a character related thereto. An attempt against the life or person of the Chief of State or members of his family shall not be deemed to be a political offense.

(f) When the offense is purely military or directed against religion.

Article 4.

The determination of whether or not the exceptions referred to in the previous Article are applicable shall belong exclusively to the State to which the request for extradition is addressed.

¹ Art. 2 was not accepted by the United States of America.

² Par. d of Art. 3 was not accepted by the United States of America.

Artículo 5.

El pedido de extradición debe formularse por el respectivo representante diplomático, y a falta de éste por los agentes consulares o directamente de gobierno a gobierno, y debe acompañarse de los siguientes documentos, en el idioma del país requerido :

a) Cuando el individuo ha sido juzgado y condenado por los tribunales del Estado requiriente, una copia auténtica de la sentencia ejecutoriada.

b) Cuando el individuo es solamente un acusado, una copia auténtica de la orden de detención, emanada de juez competente ; una relación precisa del hecho imputado, una copia de las leyes penales aplicables a ésta, así como de las leyes referentes a la prescripción de la acción o de la pena.

c) Ya se trate de condenado o de acusado, y siempre que fuera posible, se remitirá la filiación y demás datos personales que permitan identificar al individuo reclamado.

Artículo 6.

Cuando el individuo reclamado se hallare procesado o condenado en el Estado requerido, por delito cometido con anterioridad al pedido de extradición, la extradición podrá ser desde luego concedida ; pero la entrega al Estado requiriente deberá ser diferida hasta que se termine el proceso o se extinga la pena.

Artículo 7.

Cuando la extradición de un individuo fuere pedida por diversos Estados con referencia al mismo delito, se dará preferencia al Estado en cuyo territorio éste se haya cometido.

Si se solicita por hechos diferentes, se dará preferencia al Estado en cuyo territorio se hubiere cometido el delito que tenga pena mayor, según la ley del Estado requerido.

Si se tratare de hechos diferentes que el Estado requerido reputa de igual gravedad, la preferencia será determinada por la prioridad del pedido.

Artículo 8.

El pedido de extradición será resuelto de acuerdo con la legislación interior del Estado requerido ; y, ya corresponda, según ésta, al poder judicial o al poder administrativo, el individuo cuya extradición se solicite podrá usar todas las instancias y recursos que aquella legislación autorice.

Artículo 9.

Recibido el pedido de extradición en la forma determinada por el artículo 5, el Estado requerido agotará las medidas necesarias para proceder a la captura del individuo reclamado.

Article 5.

A request for extradition should be formulated by the respective diplomatic representative. When no such representative is available, consular agents may serve, or the Governments may communicate directly with one another. The following documents, in the language of the country to which the request for extradition is directed, shall accompany every such request :

(a) An authentic copy of the sentence, when the accused has been tried and condemned by the courts of the demanding State.

(b) When the person is only under accusation, an authentic copy of the order of detention issued by the competent judge, with a precise description of the imputed offense, a copy of the penal laws applicable thereto, and a copy of the laws referring to the prescription of the action or the penalty.

(c) In the case of an individual under accusation as also of an individual already condemned, there shall be furnished all possible information of a personal character which may help to identify the individual whose extradition is sought.

Article 6.

When a person whose extradition is sought shall be under trial or shall be already condemned in the State from which it is sought to extradite him, for an offense committed prior to the request for extradition, said extradition shall be granted at once, but the surrender of the accused to the demanding State shall be deferred until his trial ends or his sentence is served.

Article 7.

When the extradition of a person is sought by several States for the same offense, preference will be given to the State in whose territory said offense was committed. If he is sought for several offenses, preference will be given to the State within whose bounds shall have been committed the offense which has the greatest penalty according to the law of the surrendering State.

If the case is one of different acts which the State from which extradition is sought esteems of equal gravity, the preference will be determined by the priority of the request.

Article 8.

The request for extradition shall be determined in accordance with the domestic legislation of the surrendering State and the individual whose extradition is sought shall have the right to use all the remedies and resources authorized by such legislation, either before the judiciary or the administrative authorities as may be provided for by the aforesaid legislation.

Article 9.

Once a request for extradition in the form indicated in Article 5 has been received, the State from which the extradition is sought will exhaust all necessary measures for the capture of the person whose extradition is requested.

Artículo 10.

El Estado requiriente podrá solicitar, por cualquier medio de comunicación, la detención provisional o preventiva de un individuo siempre que exista a lo menos, una orden de detención dictada en su contra y ofrezca pedir oportunamente la extradición. El Estado requerido ordenará la inmediata detención del inculpado. Si dentro de un plazo máximo de dos meses, contados desde la fecha en que se notificó al Estado requiriente el arresto del individuo, no formalizara aquél su pedido de extradición, el detenido será puesto en libertad y no podrá solicitarse de nuevo su extradición sino en la forma establecida por el artículo 5.

Las responsabilidades que pudieran originarse de la detención provisional o preventiva corresponden exclusivamente al Estado requiriente.

Artículo 11.

Concedida la extradición y puesta la persona reclamada a disposición del agente diplomático del Estado requiriente, si dentro de dos meses contados desde la comunicación en ese sentido no hubiera sido aquella enviada a su destino será puesta en libertad, no pudiendo ser de nuevo detenida por el mismo motivo.

El plazo de dos meses se reducirá a cuarenta días si se tratare de países limítrofes.

Artículo 12.

Negada la extradición de un individuo no podrá solicitarse de nuevo por el mismo hecho imputado ¹.

Artículo 13.

El Estado requiriente podrá nombrar agentes de seguridad para hacerse cargo del individuo extraditado ; pero la intervención de aquéllos estará subordinada a los agentes o autoridades con jurisdicción en el Estado requerido o en los de tránsito.

Artículo 14.

La entrega del individuo extraditado al Estado requiriente se efectuará en el punto más apropiado de la frontera o en el puerto más adecuado si su traslación hubiera de hacerse por la vía marítima o fluvial.

Artículo 15.

Los objetos que se encontraren en poder del individuo requerido, obtenidos por la perpetración del delito que motiva el pedido de extradición, o que pudieran servir de prueba para el mismo, serán secuestrados y entregados al país requiriente aun cuando no pudiera verificarse la entrega del individuo por causas extrañas al procedimiento, como fuga o fallecimiento de dicha persona.²

¹ El art.º 12 no fué aceptado por los Estados Unidos de América.

² El art.º 15 no fué aceptado por los Estados Unidos de América.

Article 10.

The requesting State may ask, by any means of communication, the provisional or preventive detention of a person, if there is, at least, an order by some court for his detention and if the State at the same time offers to request extradition in due course. The State from which the extradition is sought will order the immediate arrest of the accused. If within a maximum period of two months after the requesting State has been notified of the arrest of the person, said State has not formally applied for extradition, the detained person will be set at liberty and his extradition may not again be requested except in the way established by Article 5.

The demanding State is exclusively liable for any damages which might arise from the provisional or preventive detention of a person.

Article 11.

Extradition having been granted and the person requested put at the disposition of the diplomatic agent of the demanding State, then, if, within two months from the time when said agent is notified of same, the person has not been sent to his destination, he will be set at liberty, and he cannot again be detained for the same cause.

The period of two months will be reduced to forty days when the countries concerned are conterminous.

Article 12.

Once extradition of a person has been refused, application may not again be made for the same alleged act.¹

Article 13.

The State requesting the extradition may designate one or more guards for the purpose of taking charge of the person extradited, but said guards will be subject to the orders of the police or other authorities of the State granting the extradition or of the States in transit.

Article 14.

The surrender of the person extradited to the requesting State will be done at the most appropriate point on the frontier or in the most accessible port, if the transfer is to be made by water.

Article 15.

The objects found in the possession of the person extradited, obtained by the perpetration of the illegal act for which extradition is requested, or which might be useful as evidence of same, will be confiscated and handed over to the demanding country, notwithstanding it might not be possible to surrender the accused because of some unusual situation such as his escape or death.²

¹ Art. 12 was not accepted by the United States of America.

² Art. 15 was not accepted by the United States of America.

Artículo 16.

Los gastos de prisión, custodia, manutención y transporte de la persona, así como de los objetos a que se refiere el artículo anterior, serán por cuenta del Estado requerido, hasta el momento de su entrega, y desde entonces quedarán a cargo del Estado requeriente.¹

Artículo 17.

Concedida la extradición, el Estado requeriente se obliga :

- a)* A no procesar ni a castigar al individuo por un delito común cometido con anterioridad al pedido de extradición y que no haya sido incluido en él, a menos que el interesado manifieste expresamente su conformidad.
- b)* A no procesar ni a castigar al individuo por delito político, o por delito conexo con delito político, cometido con anterioridad al pedido de extradición.
- c)* A aplicar al individuo la pena inmediata inferior a la pena de muerte, si, según la legislación del país de refugio, no correspondiera aplicarle pena de muerte.
- d)* A proporcionar al Estado requerido una copia auténtica de la sentencia que se dicte.

Artículo 18.

Los Estados signatarios se obligan a permitir el tránsito por su territorio de todo individuo cuya extradición haya sido acordada por otro Estado a favor de un tercero, sin más requisito que la presentación, en original o en copia auténtica, del acuerdo por el cual el país de refugio concedió la extradición.²

Artículo 19.

No podrá fundarse en las estipulaciones de esta Convención ningún pedido de extradición por delito cometido antes del depósito de su ratificación.

Artículo 20.

La presente Convención será ratificada mediante las formalidades legales de uso en cada uno de los Estados signatarios, y entrará en vigor, para cada uno de ellos, treinta días después del depósito de la respectiva ratificación. El Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Oriental del Uruguay queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los Gobiernos para el referido fin. Los instrumentos de ratificación serán depositados en los archivos de la Unión Panamericana, en Wáshington, que notificará dicho depósito a los Gobiernos signatarios ; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones.

¹ El art.  16 no fué aceptado por los Estados Unidos de América.

² El art.  18 no fué aceptado por los Estados Unidos de América.

Article 16.

The costs of arrest, custody, maintenance, and transportation of the person, as well as of the objects referred to in the preceding Article, will be borne by the State granting the extradition up to the moment of surrender and from thereon they will be borne by the demanding State.¹

Article 17.

Once the extradition is granted, the demanding State undertakes :

(a) Not to try nor to punish the person for a common offense which was committed previous to the request for extradition and which has not been included in said request, except only if the interested party expressly consents.

(b) Not to try nor to punish the person for a political offense, or for an offense connected with a political offense, committed previous to the request for extradition.

(c) To apply to the accused the punishment of next lesser degree than death if according to the legislation of the country of refuge the death penalty would not be applicable.

(d) To furnish to the State granting the extradition an authentic copy of the sentence pronounced.

Article 18.

The signatory States undertake to permit the transit through their respective territories of any person whose extradition has been granted by another State in favor of a third, requiring only the original or an authentic copy of the agreement by which the country of refuge granted the extradition.²

Article 19.

No request for extradition may be based upon the stipulations of this Convention if the offense in question has been committed before the ratification of the Convention is deposited.

Article 20.

The present Convention will be ratified by means of the legal forms in common use in each of the signatory States, and will come into force, for each of them, thirty days after the deposit of the respective ratification.

The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Uruguay shall transmit authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, which shall notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

¹ Art. 16 was not accepted by the United States of America.

² Art. 18 was not accepted by the United States of America.

Artículo 21.

La presente Convención no abroga ni modifica los tratados bilaterales o colectivos que en la fecha del actual estén en vigor entre los Estados signatarios. No obstante, si alguno de aquéllos dejara de regir, entrará a aplicarse de inmediato la presente Convención entre los Estados respectivos, en cuanto cada uno de ellos hubiere cumplido con las estipulaciones del artículo anterior.

Artículo 22.

La presente Convención regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciada mediante aviso anticipado de un año a la Unión Panamericana, que la transmitirá a los demás Gobiernos signatarios. Transcurrido este plazo, la Convención cesará en sus efectos para el denunciante, quedando subsistente para las demás Altas Partes Contratantes.

Artículo 23.

La presente Convención quedará abierta a la adhesión y accesoión de los Estados no signatarios. Los instrumentos correspondientes serán depositados en los Archivos de la Unión Panamericana que los comunicará a las otras Altas Partes Contratantes.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios que a continuación se indican, firman y sellan la presente Convención en español, inglés, portugués y francés, en la ciudad de Montevideo, República Oriental del Uruguay, este vigésimosexto día del mes de diciembre del año de mil novecientos treinta y tres.

RESERVAS.

La Delegación de los Estados Unidos de América, al firmar la presente Convención de Extradición, reserva los siguientes artículos :

Artículo 2 (Segunda frase del Texto Inglés) ;
Artículo 3, párrafo *d* ;
Artículos 12, 15, 16 y 18.

Reserva de que El Salvador, aunque acepta en tesis general el Artículo XVIII del Tratado Interamericano de Extradición, establece concretamente la excepción de que no puede cooperar a la entrega de sus propios nacionales, prohibida por su Constitución Política, permitiendo el paso por su territorio de dichos nacionales cuando un Estado extranjero los entrega a otro.

México suscribe la Convención sobre Extradición con la declaración respecto del Artículo 3, fracción *f*, que la legislación interna de México no reconoce los delitos contra la religión. No suscribirá la cláusula opcional de esta Convención.

La Delegación del Ecuador, tratándose de las Naciones con las cuales su país tiene celebradas Convenciones sobre Extradición, acepta las estipulaciones aquí establecidas en todo aquello que no estuvieren en desacuerdo con aquellas Convenciones.

Article 21.

The present Convention does not abrogate or modify the bilateral or collective treaties, which at the present date are in force between the signatory States. Nevertheless, if any of said treaties lapse, the present Convention will take effect and become applicable immediately among the respective States, if each of them has fulfilled the stipulations of the preceding Article.

Article 22.

The present Convention shall remain in force indefinitely but may be denounced by means of one year's notice given to the Pan-American Union, which shall transmit it to the other signatory Governments. After the expiration of this period the Convention shall cease in its effects as regards the Party which denounces but shall remain in effect for the remaining High Contracting Parties.

Article 23.

The present Convention shall be open for the adherence and accession of the States which are not signatories. The corresponding instruments shall be deposited in the archives of the Pan-American Union, which shall communicate them to the other High Contracting Parties.

In witness whereof, the following Plenipotentiaries have signed this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals in the city of Montevideo, Republic of Uruguay, this 26th day of December, 1933.

RESERVATIONS.

The Delegation of the United States of America, in signing the present Extradition Convention, reserves the following Articles :

Article 2 (second sentence, English text) ;
Article 3, paragraph (*d*) ;
Articles 12, 15, 16 and 18.

Reservation to the effect that El Salvador, although it accepts in general principle Article XVIII of the Inter-American Treaty of Extradition, concretely stipulates the exception that it cannot co-operate in the surrender of its own nationals, prohibited by its Political Constitution, by permitting the transit through its territory of said nationals when one foreign State surrenders them to another.

Mexico signs the Convention on Extradition with the declaration with respect to Article 3, paragraph (*f*), that the internal legislation of Mexico does not recognize offenses against religion. It will not sign the Optional Clause of this Convention.

The Delegation from Ecuador, in dealing with the nations with which Ecuador has signed Conventions on Extraditions, accepts the stipulations herein established in all respects which are not contrary to said Conventions.

Honduras :

M. PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

*Honduras :**Estados Unidos de América :*

Alexander W. WEDDELL.
J. BUTLER WRIGHT.

*United States of America :**El Salvador :*

Héctor David CASTRO.
Arturo R. AVILA.

*El Salvador :**República Dominicana :*

Tulio M. CESTERO.

*Dominican Republic :**Haiti :*

J. BARAU.
F. SALGADO.
Edmond MANGONÉS.
A. PRRE. PAUL.

*Haiti :**Argentina :*

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
I. RUIZ MORENO.
L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.

*Argentina :**Uruguay :*

A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.
Téofilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín R. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.

*Uruguay :**Paraguay :*

Justo PASTOR BENÍTEZ.
María F. GONZÁLEZ.

Paraguay :

<i>México :</i>	B. VADILLO. M. J. SIERRA. Eduardo SUÁREZ.	<i>Mexico :</i>
<i>Panamá :</i>	J. D. AROSEMENA. Magín PONS. Eduardo E. HOLGUÍN.	<i>Panama :</i>
<i>Guatemala :</i>	A. SKINNER KLEE. J. GONZÁLEZ CAMPO. Carlos SALAZAR. M. ARROYO.	<i>Guatemala :</i>
<i>Brasil :</i>	Lucillo A. DA CUNHA BUENO. Gilberto AMADO.	<i>Brazil :</i>
<i>Ecuador :</i>	A. AGUIRRE APARICIO. H. ALBORNOZ. Antonio PARRA V. C. PUIG V. Arturo SCARONE.	<i>Ecuador :</i>
<i>Nicaragua :</i>	Leonardo ARGÜELLO. M. CORDERO REYES. Carlos CUADRA PASOS.	<i>Nicaragua :</i>
<i>Colombia :</i>	Alfonso LÓPEZ. Raimundo RIVAS.	<i>Colombia :</i>
<i>Chile :</i>	Miguel CRUCHAGA. J. Ramón GUTIÉRREZ. F. FIGUEROA. F. NIETO DEL RÍO. B. COHEN.	<i>Chile :</i>
<i>Perú :</i>	Alfredo SOLF Y MURO.	<i>Peru :</i>
<i>Cuba :</i>	Alberto GIRAUDY. Herminio PORTELL VILÁ. Ing. A. E. NOGUEIRA.	<i>Cuba :</i>

CLAUSULA OPCIONAL

Los Estados signatarios de esta cl sula, no obstante lo establecido por el Art. 2.º, de la Convención sobre Extradición que antecede, convienen entre sí que en ningún caso la nacionalidad del reo pueda impedir la extradición.

La presente cl sula queda abierta a los Estados signatarios de la referida Convención sobre Extradición, que deseen adherirse a ella en lo futuro, para lo cual bastará comunicar ese propósito a la Unión Panamericana.

Argentina :

L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.

Uruguay :

A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín R. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

OPTIONAL CLAUSE.

The States signing this Clause, notwithstanding Article 2 of the preceding Convention on Extradition, agree among themselves that in no case will the nationality of the criminal be permitted to impede his extradition.

The present Clause is open to those States signing said Treaty of Extradition, which desire to be ruled by it in the future, for which purpose it will be sufficient to communicate their adherence to the Pan-American Union.

Argentina :

L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.

Uruguay :

A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín R. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.

Certified to be a true and complete textual copy of the Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

N° 3803. — CONVENTION RELATIVE A L'EXTRADITION ADOPTÉE
PAR LA SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRI-
CAINE. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 26 DÉCEMBRE 1933.

Les gouvernements représentés à la septième Conférence internationale américaine,
Désirant concerter une convention sur l'extradition ont nommé les plénipotentiaires suivants :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
M^{lle} Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Tulio M. CESTERO.

HAÏTI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINE :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.

ARGENTINE (*suite*) :

Carlos BREBBIA.
Isidoro RUÍZ MORENO.
Luis A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTKOLETZ.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luis CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
Juan José AMÉZAGA.
José G. ANTUÑA.
Juan Carlos BLANCO.
M^{me} Sofía A. V. DE DEMICHELI.
Martín R. ECHEGOYEN.
Luis Alberto DE HERRERA.
Pedro MANINI RÍOS.
Mateo MARQUES CASTRO.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Dardo REGULES.
José SERRATO.
José Pedro VARELA.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3803. — CONVENCÃO SOBRE EXTRADIÇÃO ADOTADA PELA SETIMA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSINADA EM MONTEVIDEO EN 26 DE DEZEMBRO DE 1933.

Os Governos representados na Setima Conferencia Internacional Americana, Desejando estabelecer um Convenio sobre Extradicação, nomearam os seguintes Plenipotenciarios :

HONDURAS :

Miguel PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luís BOGRÁN.

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Cordell HULL.
Alexander W. WEDDELL.
J. REUBEN CLARK.
J. BUTLER WRIGHT.
Spruille BRADEN.
Miss Sophonisba P. BRECKINRIDGE.

SALVADOR :

Héctor David CASTRO.
Arturo Ramón AVILA.
J. Cipriano CASTRO.

REPUBLICA DOMINICANA :

Tulio M. CESTERO.

HAITI :

Justin BARAU.
Francis SALGADO.
Antoine PIERRE-PAUL.
Edmond MANGONÉS.

ARGENTINA :

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.

ARGENTINA (*cont.*)

Carlos BREBBIA.
Isidoro RUIZ MORENO.
Luís A. PODESTÁ COSTA.
Raúl PREBISCH.
Daniel ANTOKOLETZ.

VENEZUELA :

César ZUMETA.
Luís CHURIÓN.
José Rafael MONTILLA.

URUGUAY :

Alberto MAÑÉ.
Juan José AMÉZAGA.
José G. ANTUÑA.
Juan Carlos BLANCO.
Señora Sofía A. V. DE DEMICHELI.
Martín R. ECHEGOYEN.
Luís Alberto DE HERRERA.
Pedro MANINI RÍOS.
Mateo MARQUES CASTRO.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luís MORQUIO.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Dardo REGULES.
José SERRATO.
José Pedro VARELA.

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
Gerónimo RIART.
Horacio A. FERNÁNDEZ.
Mlle María F. GONZÁLEZ.

MEXIQUE :

José Manuel PUIG CASAURANC.
Alfonso REYES.
Basilio VADILLO.
Genaro V. VÁSQUEZ.
Romeo ORTEGA.
Manuel J. SIERRA.
Eduardo SUÁREZ.

PANAMA :

J. D. AROSEMENA.
Eduardo E. HOLGUÍN.
Oscar R. MULLER.
Magín PONS.

BOLIVIE :

Casto ROJAS.
David ALVÉSTEGUI.
Arturo PINTO ESCALIER.

GUATÉMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
José GONZÁLEZ CAMPO.
Carlos SALAZAR.
Manuel ARROYO.

BRÉSIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
Francisco Luís DA SILVA CAMPOS.
Gilberto AMADO.
Carlos CHAGAS.
Samuel RIBEIRO.

EQUATEUR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
Humberto ALBORNOZ.
Antonio PARRA.
Carlos PUIG VILASSAR.
Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
Manuel CORDERO REYES.
Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIE :

Alfonso LÓPEZ.
Raimundo RIVAS.
José CAMACHO CARREÑO.

CHILI :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
Octavio SEÑORET SILVA.
Gustavo RIVERA.
José Ramón GUTIÉRREZ.
Félix NIETO DEL RÍO.
Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
Benjamín COHEN.

PÉROU :

Alfredo SOLF Y MURO.
Felipe BARREDA LAOS.
Luis FERNÁN CISNEROS.

CUBA :

Angel Alberto GIRAUDY.
Herminio PORTELL VILÁ.
Alfredo NOGUEIRA.

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, qui furent trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

PARAGUAY :

Justo PASTOR BENÍTEZ.
 Gerónimo RIART.
 Horacio A. FERNÁNDEZ.
 Señorita María F. GONZÁLEZ.

MEXICO :

José Manuel PUIG CASAURANC.
 Alfonso REYES.
 Basilio VADILLO.
 Genaro V. VASQUEZ.
 Romeo ORTEGA.
 Manuel J. SIERRA.
 Eduardo SUÁREZ.

PANAMÁ :

J. D. AROSEMENA.
 Eduardo E. HOLGUÍN.
 Ostor R. MULLER.
 Magín PONS.

BOLIVIA :

Casto ROJAS.
 David ALVÉSTEGUI.
 Arturo PINTO ESCALIER.

GUATEMALA :

Alfredo SKINNER KLEE.
 José GONZÁLEZ CAMPO.
 Carlos SALAZAR.
 Manuel ARROYO.

BRASIL :

Afranio DE MELLO FRANCO.
 Lucillo A. DA CUNHA BUENO.
 Francisco Luis DA SILVA CAMPOS.
 Gilberto AMADO.
 Carlos CHAGAS.
 Samuel RIBEIRO.

ECUADOR :

Augusto AGUIRRE APARICIO.
 Humberto ALBORNOZ.
 Antonio PARRA.
 Carlos PUIG VILASSAR.
 Arturo SCARONE.

NICARAGUA :

Leonardo ARGÜELLO.
 Manuel CORDERO REYES.
 Carlos CUADRA PASOS.

COLOMBIA :

Alfonso LÓPEZ.
 Raimundo RIVAS.
 José CAMACHO CARREÑO.

CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.
 Octavio SEÑORET SILVA.
 Gustavo RIVERA.
 José Ramón GUTIÉRREZ.
 Félix NIETO DEL RÍO.
 Francisco FIGUEROA SÁNCHEZ.
 Benjamín COHEN.

PERÚ :

Alfredo SOLF Y MURO.
 Felipe BARREDA LAOS.
 Luis FERNÁN CIANEROS.

CUBA :

Angel Alberto GIRAUDY.
 Herminio PORTELL VILÁ.
 Alfredo NOGUEIRA.

Os quaes, depois de haverem exhibido seus Plenos Poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, resolveram o seguinte :

Article premier.

Chacun des Etats signataires s'engage à livrer, conformément aux stipulations de la présente convention, à tout autre Etat qui les réclamera, les individus qui se trouvent dans son territoire et sont accusés ou ont été condamnés, pourvu que se trouvent réunies les circonstances suivantes :

- a) Que l'Etat requérant ait juridiction pour juger le fait délictueux imputé à l'individu réclamé.
- b) Que le fait pour lequel on demande l'extradition ait la nature d'un délit et soit punissable par les lois de l'Etat requérant et par celles de l'Etat requis d'une peine d'au moins un an de privation de la liberté.

Article 2.

Si l'individu était national de l'Etat requis, son extradition pourrait être accordée ou non, selon ce que détermine la législation ou les circonstances particulières à ce cas selon le jugement de l'Etat requis. S'il ne livre pas l'individu, l'Etat requis est obligé de le juger pour le fait qu'on lui impute, si ce fait comporte les conditions établies par le paragraphe de l'article antérieur, et de communiquer à l'Etat requérant la sentence imposée ¹.

Article 3.

L'Etat requis ne sera pas obligé d'accorder l'extradition :

- a) Quand l'action criminelle ou la peine seront prescrites, d'après les lois de l'Etat requérant et celles de l'Etat requis, antérieurement à la détention de l'individu inculpé.
- b) Quand l'individu inculpé a purgé sa sentence dans le pays du délit ou quand il a été amnistié ou élargi.
- c) Quand l'individu inculpé a été ou est en train d'être jugé par l'Etat requis pour le fait imputé et sur lequel se fonde la demande d'extradition.
- d) Quand l'individu inculpé aurait à comparaître devant un tribunal, ou juridiction d'exception de l'Etat requérant, les tribunaux militaires ne devant pas être considérés comme tels².
- e) Quand il s'agit de délit politique ou de ceux qui sont connexes, on ne considérera pas comme délit politique l'attentat contre la personne du chef de l'Etat ou de ses familiers.
- f) Quand il s'agit de délits purement militaires ou contre la religion.

Article 4.

L'appréciation du caractère des exceptions auxquelles se réfère l'article précédent appartient exclusivement à l'Etat requis.

Article 5.

La demande d'extradition doit être formulée par le représentant diplomatique respectif ou, à son défaut, par les agents consulaires ou directement de gouvernement à gouvernement, et elle doit être accompagnée des documents suivants, rédigés dans la langue du pays requis :

- a) Quand l'individu a été jugé et condamné par les tribunaux de l'Etat requérant, une copie authentique de la sentence exécutoire.
- b) Quand l'individu est seulement accusé, une copie authentique de l'ordre d'arrêt, émanée du juge compétent ; un rapport précis du fait imputé, une copie des lois pénales

¹ L'article 2 n'a pas été accepté par les Etats-Unis d'Amérique.

² Le paragraphe d) de l'article 3 n'a pas été accepté par les Etats-Unis d'Amérique.

Artigo 1.

Cada um dos Estados signatarios se obriga a entregar, de accordo com as estipulações da presente Convenção, a qualquer dos outros Estados que os requererem, os individuos que se encontrem em seu territorio e que estejam accusados ou tenham sido sentenciados, sempre que concorram as circunstancias seguintes :

- a) Que o Estado requerente tenha jurisdicção para julgar o facto delictuoso que se imputa ao individuo reclamado ;
- b) Que o facto pelo qual se pede a extradición tenha o character de delicto e seja punivel pelas leis do Estado requerente e pelas do Estado requerido, com a pena minima de um anno de privação de liberdade.

Artigo 2.

Quando o individuo for da nacionalidade do Estado requerido pelo que diz respeito a sua entrega, esta poderá ser ou não concedida segundo o que determinem a legislação ou a circunstancias do caso, a juizo do Estado requerido. Se não fizer a entrega do individuo, o Estado requerido fica obrigado a julgar-o pelo facto que se lhe imputa, se no mesmo concorrem as condições estabelecidas pelo inciso b) do artigo anterior, e a comunicar ao Estado requerente a sentença que corresponda¹.

Artigo 3.

O Estado requerido não ficará obrigado a conceder a extradición :

- a) Quando estiverem prescriptas a acção penal ou a pena, segundo as leis do Estado requerente e as do requerido, com anterioridade á detenção do individuo inculpado ;
- b) Quando o individuo inculpado tenha cumprido o tempo da pena no paiz onde commetteu o delicto ou quando tenha sido amnistiado ou indultado ;
- c) Quando o individuo inculpado haja sido ou estiver sendo julgado no Estado requerido pelo facto que se lhe imputa e no qual se fundamenta o pedido de extradición ;
- d) Quando o individuo inculpado tivesse que comparecer ante tribunal ou judicatura de excepção do Estado requerente, não se considerando assim aos tribunaes do forum militar² ;
- e) Quando se tratar de delicto politico ou dos que lhes são connexos. Não se reputará de delicto politico o attentado contra a pessoa do Chefe do Estado ou as pessoas de sua familia ;
- f) Quando se tratar de delictos puramente militares ou contra a religião.

Artigo 4.

A apreciação do character das excepções a que se refere o artigo anterior corresponde exclusivamente ao Estado requerido.

Artigo 5.

O pedido de extradición deve formular-se pelo respectivo representante diplomatico ; ou na falta deste, pelos agentes consulares ou directamente de Governo a Governo, e deve ser acompanhado dos seguintes documentos, em idioma do paiz requerido :

- a) Quando o individuo foi julgado e condemnado pelos tribunaes do Estado requerente, de uma copia authentica da sentença executoriada ;
- b) Quando o individuo é somente um accusado, de uma copia authentica da ordem de detenção emanada de juiz competente, uma relação exacta do facto imputado, de

¹ O art. 2 não foi aceite pelos Estados Unidos da America.

² A alinea d) do art. 3 não foi aceite pelos Estados Unidos da America.

applicables dans ce cas, ainsi que des lois concernant la prescription de la poursuite ou de la peine.

c) Qu'il s'agisse d'un condamné ou d'un accusé, pourvu que la chose soit possible, on enverra le signalement et les autres données personnelles permettant l'identification de l'individu réclamé.

Article 6.

Quand l'individu réclamé aura été poursuivi ou condamné dans l'Etat requis, pour un délit commis antérieurement à la demande d'extradition, l'extradition pourra évidemment être différée, mais la remise à l'Etat requérant devra être retardée jusqu'à ce que le procès soit terminé ou la peine purgée.

Article 7.

Quand l'extradition d'un individu aura été demandée par divers Etats pour le même délit, on donnera la préférence à l'Etat sur le territoire duquel le délit a été commis.

Si elle est demandée pour des faits différents, on donnera la préférence à l'Etat dans le territoire duquel aura été commis le délit punissable d'une plus grande peine, selon la loi de l'Etat requis.

S'il était question de faits différents que l'Etat requis considère d'égale gravité, la préférence sera déterminée par la priorité de la demande.

Article 8.

La demande d'extradition sera résolue conformément à la législation interne de l'Etat requis ; et, soit qu'elle appartienne au pouvoir judiciaire ou au pouvoir administratif, d'après cette législation, l'individu dont l'extradition est demandée pourra se servir de tous les appels et de tous les recours autorisés par cette législation.

Article 9.

Après avoir reçu la demande d'extradition dans les formes déterminées par l'article 5, l'Etat requis épuisera toutes les mesures nécessaires pour procéder à la capture de l'individu réclamé.

Article 10.

L'Etat requérant pourra demander, par n'importe quel moyen de communication, la détention provisoire ou préventive d'un individu, pourvu qu'il existe au moins un ordre d'arrêt émis contre lui, et qu'il offre de demander éventuellement l'extradition. L'Etat requis ordonnera l'arrêt immédiat de l'inculpé. Si dans un délai maximum de deux mois, à compter de la date où l'arrêt de l'individu a été notifié à l'Etat requérant, ce dernier ne faisait pas en due forme sa demande d'extradition, le détenu sera remis en liberté et l'on ne pourra plus demander son extradition, si ce n'est selon les règles établies par l'article 5.

Les responsabilités qui pourraient provenir de la détention provisoire ou préventive appartiennent à l'Etat requérant.

Article 11.

L'extradition ayant été accordée et la personne réclamée une fois mise à la disposition de l'agent diplomatique de l'Etat requérant, si dans un délai de deux mois, à compter de la communication faite dans ce sens, cette personne n'avait pas été envoyée à destination, elle sera mise en liberté et ne pourra plus être détenue pour le même motif.

Le délai de deux mois sera réduit à quarante jours quand il s'agira de pays limitrophes.

uma copia das leis pennes applicaveis a essa, assim como tambem das leis referentes á prescripção da acção penal ou da pena ;

c) Quando se tratar de condemnado ou accusado, e sempre que for possivel, remetter-se-á a filiação e demais dados pessoas que permittam identificar ao individuo reclamado.

Artigo 6.

Quando o individuo reclamado já se encontrasse processado ou condemnado no Estado requerido por delicto commettido com anterioridade ao pedido de extradição, esta poderá ser sempre concedida, mas a entrega ao Estado requerente deverá ser differida até que se termine o processo ou se extinga a pena.

Artigo 7.

Quando a extradição de um individuo for pedida por diversos Estados com referencia ao mesmo delicto, dar-se-á preferencia ao Estado em cujo territorio esse haja sido commettido. Se se solicitar por factos diferentes, dar-se-á preferencia ao Estado em cujo territorio houvesse sido commettido o delicto que tenha pena maior, segundo a lei do Estado requerido.

Se se tratar de factos diferentes que o Estado requerido reputa de igual gravidade, a preferencia será determinada pela prioridade do pedido.

Artigo 8.

O pedido de extradição será resolvido de accordo com a legislação interior do Estado requerido, quer corresponda, segundo essa, ao poder judicial ou ao poder administrativo, o individuo cuja extradição seja solicitada poderá usar de todas as instancias e recursos que aquella legislação autorize.

Artigo 9.

Recebido o pedido de extradição na forma determinada pelo artigo 5, o Estado requerido empregará todas as medidas necessarias para proceder á captura do individuo reclamado.

Artigo 10.

O Estado requerente poderá solicitar, por qualquer meio de communicação, a detenção provisoria ou preventiva de um individuo, sempre que exista, ao menos, uma ordem de detenção dictada contra elle a declare pedir opportunamente a dua extradição. O Estado requerido ordenará a immediata detenção do accusado. Se, dentro de um prazo maximo de dois meses, contados desde a data em que se notificou ao Estado requerente a prisão do individuo, não formalizar aquelle seu pedido de extradição, o detido será postoem liberdade e não se poderá solicitar de novo sua extradição senão na forma estabelecida pelo artigo 5.

As responsabilidades que possam originar-se da detenção provisoria ou preventiva correspondem exclusivamente ao Estado requerente.

Artigo 11.

Concedida a extradição e posto o individuo reclamado á disposição do agente diplomatico do Estado requerente, se dentro de dois mezes, contados deste a communicação nesse sentido, não fosse aquelle enviado a seu destino, será posto em liberdade, não podendo ser de novo detido pelo mesmo motivo.

O prazo de dois mezes ficará reduzido a quarenta dias se se tratar de paizes limitrophes.

Article 12.

L'extradition d'un individu ayant été refusée, on ne pourra pas la demander de nouveau pour le même fait imputé¹.

Article 13.

L'Etat requérant pourra nommer des agents de la sûreté pour se charger de l'individu extradé ; mais l'intervention de ces derniers sera subordonnée aux agents ou autorités ayant juridiction dans l'Etat requis ou dans les Etats de passage.

Article 14.

La remise d'un individu extradé à l'Etat requérant s'effectuera au point le mieux approprié de la frontière ou dans le port le plus adéquat si son transfert doit se faire par voie maritime ou fluviale.

Article 15.

Les objets que l'on trouvera en possession de l'individu requis, obtenus par la perpétration du délit qui motive la demande d'extradition, ou qui pourraient servir de preuve à cette demande, seront séquestrés et livrés au pays requérant même si la remise de l'individu ne pourrait pas être effectuée pour des causes étrangères à la procédure, comme la fuite ou le décès de ladite personne².

Article 16.

Les frais d'emprisonnement, garde, manutention et transport de la personne, ainsi que des objets auxquels se réfère l'article précédent, seront au compte de l'Etat requis, jusqu'au moment de leur remise ; à partir de ce moment ils seront au compte de l'Etat requérant³.

Article 17.

L'extradition une fois concédée, l'Etat requérant s'engage :

- a) A ne pas poursuivre ni punir l'individu pour un délit commun commis antérieurement à la demande d'extradition, et qui n'a pas été inclus dans cette demande, à moins que l'intéressé ne manifeste expressément son consentement.
- b) A ne pas poursuivre ni punir l'individu pour délit politique, ou pour délit connexe à un délit politique, commis antérieurement à la demande d'extradition.
- c) A appliquer à l'individu la peine immédiatement inférieure à la peine de mort, si, selon la législation du pays de refuge, il n'y aurait pas à appliquer la peine de mort.
- d) A fournir à l'Etat qui accorde l'extradition une copie authentique du jugement prononcé.

Article 18.

Les Etats signataires s'engagent à permettre le passage par leur territoire de tout individu dont l'extradition a été accordée par un autre Etat en faveur d'un tiers, sans autre formalité que la présentation de l'original ou d'une copie certifiée de l'acte par lequel le pays de refuge a concédé l'extradition⁴.

Article 19.

Aucune demande d'extradition pour délit commis avant le dépôt de ratification de cette convention ne pourra se fonder sur ses stipulations.

¹ L'article 12 n'a pas été accepté par les Etats-Unis d'Amérique.

² L'article 15 n'a pas été accepté par les Etats-Unis d'Amérique.

³ L'article 16 n'a pas été accepté par les Etats-Unis d'Amérique.

⁴ L'article 18 n'a pas été accepté par les Etats-Unis d'Amérique.

Artigo 12.

Negada a extradição de um individuo, não poderá esta solicitar-se de novo pelo mesmo facto imputado¹.

Artigo 13.

O Estado requerente poderá nomear agentes de segurança para fazerse cargo do individuo extraditado, mas a intervenção delles estará subordinada aos agentes ou autoridades com jurisdição no Estado requerido ou nos de transitio.

Artigo 14.

A entrega do individuo extraditado ao Estado requerente efectuar-se-á no ponto mais apropriado da fronteira ou no porto mais adequado, se o seu traslado tenha de ser feito por via maritima ou fluvial.

Artigo 15.

Os objectos que sejam encontrados em poder do individuo requerido, obtidos pela perpetração do delicto que motivou o pedido de extradição ou que pudessem servir de prova para o mesmo, serão sequestrados e entregues ao paiz requerente, ainda mesmo quando se não pudesse verificar a entrega do individuo por causas extranhas ao processo, como sejam a fuga ou o fallecimento do dito individuo².

Artigo 16.

Os gastos de prosão, custodia, manutenção e transporte de individuo requerido, como tambem dos objectos a que se refere o artigo anterior, serão feitos por conta do Estado requerido, até o momento de sua entrega, e desde então ficarão a cargo do Estado requerente³.

Artigo 17.

Concedida a extradição, o Estado requerente obrigar-se-á a :

- a) Não processar nem castigar o individuo por um delicto commun commettido com anterioridade ao pedido de extradição e que não ha sido incluído nelle, so menos que o interessado manifeste expressamente o seu Consentimento.
- b) Não processar nem castigar o individuo por delicto politico ou por delicto connexo a delicto politico, commettido com anterioridade ao pedido de extradição.
- c) Applicar ao individuo a pena immediata que seja inferior á pena de morte, se, segundo a legislação do paiz de refugio, não lhe correspondesse a pena de morte.
- d) Enviar ao Estado requerido uma copia authentica da sentença a que haja sido condenado o individuo em consequencia da extradição.

Artigo 18.

Os Estados signatarios obrigam-se a permittir o transitio pelo seu territorio de todo individuo cuja extradição tenha sido concedida por outro Estado a favor de um terceiro, sem mais requisito que a apresentação em original ou em copia authentica do accordo pelo qual o paiz de refugio concedeu a extradição⁴.

Artigo 19.

Não poderá autorizar-se nas estipulações desta Convenção nenhum pedido de extradição por delicto commettido antes do deposito de sua ratificação.

¹ O art. 12 não foi aceite pelos Estados Unidos da America.

² O art. 15 não foi aceite pelos Estados Unidos da America.

³ O art. 16 não foi aceite pelos Estados Unidos da America,

⁴ O art. 18 não foi aceite pelos Estados Unidos da America.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée moyennant les formalités légales en usage dans chacun des Etats signataires et entrera en vigueur, pour chacun d'eux, trente jours après le dépôt de la ratification respective. Le Ministère des Affaires étrangères de la République orientale de l'Uruguay est chargé d'envoyer à cette fin des copies certifiées authentiques aux gouvernements. Les instruments de ratification seront déposés aux Archives de l'Union panaméricaine, à Washington, qui donnera avis de ce dépôt aux gouvernements signataires ; cet avis servira comme échange de ratifications.

Article 21.

La présente convention n'apporte aucune abrogation ou modification aux traités bilatéraux ou collectifs qui à la date de l'actuel traité sont en vigueur entre les Etats signataires. Néanmoins, si quelqu'un de ces traités cessait d'exister, la présente convention sera immédiatement applicable entre les Etats respectifs, dès que chacun d'eux aura satisfait aux stipulations de l'article précédent.

Article 22.

La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle pourra être dénoncée moyennant avis fait un an à l'avance à l'Union panaméricaine, laquelle transmettra cet avis aux autres gouvernements signataires. Ce délai écoulé, la convention n'aura plus d'effet pour le dénonçant mais elle continuera à subsister pour les autres Hautes Parties contractantes.

Article 23.

La présente convention restera ouverte à l'adhésion et à l'accession des Etats non signataires. Les instruments correspondants seront déposés aux archives de l'Union panaméricaine, qui les communiquera aux autres Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires indiqués ci-dessous, signent et scellent les textes espagnol, anglais, portugais et français de la présente convention, dans la ville de Montevideo, République orientale de l'Uruguay, ce vingt-sixième jour du mois de décembre de l'an mil neuf cent trente-trois.

RÉSERVES

La délégation des Etats-Unis d'Amérique signe la présente Convention d'extradition, sous réserve des articles suivants :

- Article 2 (deuxième phrase du texte anglais) ;
- Article 3, paragraphe *d*) ;
- Articles 12, 15, 16 et 18.

Le Salvador, bien qu'il accepte comme thèse générale l'article 18 du Traité interaméricain d'extradition, établit de façon concrète cette réserve qu'il ne peut pas coopérer à la remise de ses propres nationaux, interdite par sa constitution politique, en permettant le passage par son territoire desdits nationaux quand un Etat étranger les livre à un autre.

Le Mexique souscrit la Convention sur l'extradition avec cette déclaration, au sujet de l'article 3 (paragraphe *f*), que la législation interne du Mexique ne reconnaît pas les délits contre la religion. Il ne souscrira pas la clause d'option de cette convention.

La délégation de l'Equateur, en ce qui concerne les Nations avec lesquelles son pays a conclu des conventions sur l'extradition, accepte les stipulations ici établies pour tout ce qui ne sera pas en désaccord avec ces conventions.

Artigo 20.

A presente Convenção será ratificada mediante as formalidades legais de uso em cada um dos Estados signatarios, e entrará em vigor, para cada um delles, trinta dias após o deposito da respectiva rectificação. O Ministerio das Relações Exteriores da Republica Oriental do Uruguay, fica encarregado de enviar copias registradas como authenticas aos Governos para o referido fim. Os instrumentos de ratificação serão depositados nos arquivos da União Panamericana em Washington, que notificará do dito deposito aos Governos signatarios ; e tal notificação servirá como troca de ratificações.

Artigo 21.

A presente Convenção não revoga nem modifica os tratados bi-lateraes ou collectivos que, na data actual, estejam em vigor entre os Estados signatarios. Não obstante, se alguns destes vierem a ser denunciados, começará a vigorar immediatamente a presente Convenção entre os Estados respectivos, desde que cada um delles haja cumprido com as estipulações do artigo anterior.

Artigo 22.

A presente Convenção vigorará indefinidamente, mas poderá ser denunciada mediante a aviso anticipado de um anno á União Pan-Americana, que o transmittirá aos demais Governos signatarios. Transcurrido esse prazo, a Convenção cessará em seus efeitos para o denunciante, ficando subsistente para as demais Altas Partes Contratantes.

Artigo 23.

A presente Convenção ficará aberta á adhesão e accessão dos Estados não signatarios. Os instrumentos correspondentes serão depositados nos arquivos da União Pan-americana, que os comunicará ás outras Altas Partes Contratantes.

Em fé do qual, os Plenipotenciarios que a continuação se indicam, assignam e sellam a presente Convenção em hespanhol, inglez, portuguez e francez na cidade de Montevideo, Republica Oriental do Uruguay, no vigesimo sexto dia do mez de dezembro do anno de mil novecentos e trinta e tres.

RESERVAS.

A Delegação dos Estados Unidos da America, ao assignar a presente Convenção de Extradicação, offerece reservas aos seguintes artigos :

Artigo 2. (Segunda phrase do texto inglez) ;

Artigo 3. (Paragrapho *d*) ;

Artigos 12, 15, 16 e 18.

Reserva de que o Salvador, ainda que aceitando em these geral o artigo XVIII do Tratado Inter-Americano de Extradicação, estabelece concretamente a excepção de que não póde cooperar na entrega de seus proprios concidadãos, prohibida pela sua Constituição politica, permitindo a passagem pelo seu territorio dos citados cidadãos quando um Estado estrangeiro os entrega a outro.

O Mexico subscreve a Convenção sobre Extradicação, com a declaração a respeito do Artigo 3, inciso *f*), de que a legislação interna do Mexico não reconhece os delictos contra a religião. Não subscreverá a clausula de opção desta Convenção.

A Delegação do Equador, tratando-se das nações com as quaes o seu paiz já tem effectuadas Convenções sobre Extradicação, aceita as estipulações aqui estabelecidas em tudo aquillo que não estiver em desaccordo com as referidas Convenções.

Honduras :

M. PAZ BARAONA.
Augusto C. COELLO.
Luis BOGRÁN.

*Honduras :**Etats-Unis d'Amérique :*

Alexander W. WEDDELL.
J. BUTLER WRIGHT.

*Estados Unidos da America :**Salvador :*

Héctor David CASTRO.
Arturo R. AVILA.

*Salvador :**République Dominicaine :*

Tulio M. CESTERO.

*Republica Dominicana :**Haïti :*

J. BARAU.
F. SALGADO.
Edmond MANGONÉS.
A. PRRE. PAUL.

*Haiti :**Argentine :*

Carlos SAAVEDRA LAMAS.
Juan F. CAFFERATA.
Ramón S. CASTILLO.
I. RUÍZ MORENO.
L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.

*Argentina :**Uruguay :*

A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín R. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.

Uruguay :

<i>Paraguay :</i>	Justo PASTOR BENÍTEZ. María F. GONZÁLEZ.	<i>Paraguay :</i>
<i>Mexique :</i>	B. VADILLO. M. J. SIERRA. Eduardo SUÁREZ.	<i>Mexico :</i>
<i>Panama :</i>	J. D. AROSEMENA. Magín PONS. Eduardo E. HOLGUÍN.	<i>Panamá :</i>
<i>Guatémala :</i>	A. SKINNER KLEE. J. GONZÁLEZ CAMPO. Carlos SALAZAR. M. ARROYO.	<i>Guatemala :</i>
<i>Brésil :</i>	Lucillo A. DA CUNHA BUENO. Gilberto AMADO.	<i>Brasil :</i>
<i>Equateur :</i>	A. AGUIRRE APARICIO. H. ALBORNOZ. Antonio PARRA V. C. PUIG V. Arturo SCARONE.	<i>Ecuador :</i>
<i>Nicaragua :</i>	Leonardo ARGÜELLO. M. CORDERO REYES. Carlos CUADRA PASOS.	<i>Nicaragua :</i>
<i>Colombie :</i>	Alfonso LÓPEZ. Raimundo RIVAS.	<i>Colombia :</i>
<i>Chili :</i>	Miguel CRUCHAGA. J. Ramón GUTIÉRREZ. F. FIGUEROA. F. NIETO DEL RÍO. B. COHEN.	<i>Chile :</i>
<i>Pérou :</i>	Alfredo SOLF Y MURO.	<i>Perú :</i>
<i>Cuba :</i>	Alberto GIRAUDY. Herminio PORTELL VILÁ. Ing. A. E. NOGUEIRA.	<i>Cuba :</i>

CLAUSE D'OPTION

Les Etats signataires de cette clause, nonobstant ce qui est établi par l'article 2 de la précédente convention sur l'extradition, conviennent entre eux que dans aucun cas la nationalité du criminel ne pourra empêcher son extradition.

La présente clause reste ouverte aux Etats signataires de ladite convention sur l'extradition, qui désireraient y adhérer dans l'avenir ; pour cela il suffira de communiquer cette intention à l'Union panaméricaine.

Argentine :

L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.

Uruguay :

A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín R. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.

Je certifie que la présente est une copie conforme à l'original dans la langue française de la convention sur l'extradition introduite dans l'Acte final de la septième Conférence internationale des Etats américains qui s'est assemblée à Montevideo du trois jusqu'au vingt-trois décembre 1933, qui a été déposé à l'Union panaméricaine par le Gouvernement de la République de l'Uruguay.

(L. S.) Rowe,
Directeur général de l'Union panaméricaine.

CLAUSULA DE OPÇÃO

Os Estados signatarios desta clausula, não obstante o estabelecido pelo artigo 2 da Convenção sobre Extradicação, que antecede, accordam, entre si, que em nenhum caso a nacionalidade do réo póde impedir a extradicação.

A presente clausula fica á disposição dos Estados signatarios desta Convenção, sobre Extradicação que desejarem adherir-se a ella, futuramente, para o qual bastará communicar esse proposito á União Panamericana.

Argentina :

L. A. PODESTÁ COSTA.
D. ANTOKOLETZ.

Uruguay :

A. MAÑÉ.
José Pedro VARELA.
Mateo MARQUES CASTRO.
Dardo REGULES.
Sofía ALVAREZ VIGNOLI DE DEMICHELI.
Teófilo PIÑEYRO CHAIN.
Luis A. DE HERRERA.
Martín E. ECHEGOYEN.
José G. ANTUÑA.
J. C. BLANCO.
Pedro MANINI RÍOS.
Rodolfo MEZZERA.
Octavio MORATÓ.
Luis MORQUIO.
José SERRATO.

Pelo presente certifico que o documento acima é copia fiel e verdadeira da Convenção sobre Extradicação assignada na Setima Conferencia Internacional Americana em Montevidéo, a 26 de dezembro de 1933, e que apparece na Acta Final da Conferencia depositada na União Panamericana pelo Governo do Uruguay.

(L. S.) Rowe,
Director Geral.

N° 3804.

**COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ET FRANCE**

Arrangement concernant l'échange
des colis postaux. Signé à Mel-
bourne, le 25 juillet 1933, et à
Paris, le 30 mai 1934.

**COMMONWEALTH OF
AUSTRALIA AND FRANCE**

Agreement for an Exchange of
Postal Parcels. Signed at Mel-
bourne, July 25th, 1933, and at
Paris, May 30th, 1934.

No. 3804. — AGREEMENT¹ FOR AN EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND FRANCE. SIGNED AT MELBOURNE, JULY 25TH, 1933, AND AT PARIS, MAY 30TH, 1934.

English and French official texts communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Agreement took place January 18th, 1936.

The undersigned, being duly authorised, have agreed, on behalf of their respective Governments, to the provisions contained in the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of postal parcels both insured and uninsured between France, Corsica and Algeria on the one hand, and the Commonwealth of Australia on the other hand. The exchange shall be effected per medium of such Post Offices of the two contracting countries as may be determined by the respective Postal Administrations.

Article 2.

Except where they are inconsistent with the provisions of the following Articles of this Agreement, the provisions of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to the exchange of postal parcels between France and Australia.

Article 3.

LIMITS OF SIZE AND WEIGHT.

(1) No parcel despatched from Australia to France may exceed 3 feet 6 inches (1.07 metres) in length and the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length shall not exceed 6 feet (1.83 metres).

(2) No parcel despatched from France to Australia may exceed 1.05 metres in length and 54 cubic decimetres in cubical contents.

(3) No parcel despatched from either of the contracting countries may exceed 5 kilogrammes (11 English pounds avoirdupois).

(4) For the correct computation of the weight and cubical contents or measurements of a parcel the opinion of the Administration of origin shall be taken as final unless an obvious error has been made.

(5) The foregoing limits of size and weight shall be subject to alteration by mutual arrangement between the Administrations concerned.

¹ Came into force September 1st, 1934.

N^o 3804. — ARRANGEMENT ¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LA FRANCE. SIGNÉ A MELBOURNE, LE 25 JUILLET 1933, ET A PARIS, LE 30 MAI 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires extérieures du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 18 janvier 1936.

Les soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont accepté, au nom de ces derniers, les dispositions contenues dans les articles suivants :

Article premier.

Il est établi un échange régulier des colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée, entre la France, la Corse, l'Algérie, d'une part, et l'Australie, d'autre part. L'échange en sera effectué par l'intermédiaire des bureaux qui seront désignés par chacune des administrations contractantes.

Article 2.

Dans la mesure où elles ne seront pas contraires aux stipulations des articles ci-après, les dispositions de l'Arrangement international s'appliqueront audit échange.

Article 3.

LIMITES DE DIMENSIONS ET DE POIDS.

(1) Les colis expédiés d'Australie en France ne pourront dépasser 3 pieds 6 pouces (1 m. 07) en longueur et la somme de leur longueur et de leur plus grande circonférence, prise dans une section autre que dans le sens de la longueur, ne devra pas dépasser 6 pieds (1 m. 83).

(2) Les colis expédiés de France en Australie ne pourront dépasser 1 m. 05 de longueur et 54 dcm³ de volume.

(3) Les colis originaires de l'un quelconque des pays contractants ne devront pas dépasser 5 kilos (11 livres anglaises avoirdupois).

(4) Pour l'évaluation correcte des poids, des volumes ou des dimensions l'opinion de l'administration d'origine sera considérée comme déterminante, sauf erreur manifeste.

(5) Les limites de dimensions et de poids ci-dessus sont sujettes à des modifications pouvant intervenir après accord mutuel entre les administrations intéressées.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

Article 4.

Pending any subsequent arrangement to the contrary the sealing by means of wax or lead seals of parcels originating in the Commonwealth of Australia for delivery in France shall not be compulsory.

Article 5.

POSTAGE.

- (1) The prepayment of postage shall be compulsory.
- (2) The postage shall be made up of sums accruing to the Administrations (including the Administrations of the two contracting countries) taking part in the conveyance of the parcels by land or by sea.
- (3) The Administration of each contracting country shall inform the other of the rates of postage which have been adopted and of any subsequent alteration to such rates.

Article 6.

PAYMENT FOR SEA CONVEYANCE.

- (1) The Administration of the despatching country shall bear the cost of the sea conveyance of the parcels to the country of destination.
- (2) The routes by which the parcels shall be forwarded and the ports at which the parcels shall be landed shall be determined by mutual arrangement between the two Administrations.
- (3) When one contracting country uses for the conveyance of its parcels a vessel which is under contract to the other contracting country payment for the service shall be made in accordance with the scale which the Administration providing the sea service has adopted for general application.

Article 7.

INTERMEDIARY SERVICES.

- (1) The services of one contracting country may at any time be utilised by the other contracting country for the transmission of parcels to any place or country with which the former has a parcels post service.
- (2) The payment for intermediary services shall be in accordance with the scale which the creditor country has adopted for general application to transit parcels.

Article 8.

EXPRESS PARCELS.

Pending any subsequent arrangement to the contrary (which may be effected by the mutual consent of the two Administrations) the service of express delivery shall not be available to parcels exchanged between the two contracting countries.

Article 9.

WITHDRAWAL — ALTERATION OF ADDRESS.

The service of withdrawal of a parcel from the post or alteration of address shall not be given after the parcel has been despatched from the country of origin. It shall, however, be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the provision of this service under conditions satisfactory to both Parties.

Article 4.

Jusqu'à l'adoption de dispositions contraires, le cachetage des colis originaires de l'Australie, à destination de la France, ne sera pas obligatoirement effectué à la cire ou au plomb.

Article 5.

TAXES.

- (1) Les taxes devront être acquittées d'avance.
- (2) Les taxes seront constituées par les sommes revenant aux administrations (y compris les deux administrations contractantes) participant au transport des colis, par terre et par mer.
- (3) L'administration de chaque pays contractant fera connaître à l'autre les taxes d'affranchissement adoptées et les modifications éventuelles de ces taxes.

Article 6.

PAYEMENT DU TRANSPORT PAR MER.

- (1) L'administration du pays expéditeur assumera les frais du transport par mer des colis, jusqu'au pays de destination.
- (2) Les voies par lesquelles les colis seront expédiés et les ports auxquels ils seront débarqués seront fixés par accord mutuel des deux administrations.
- (3) Lorsqu'une administration contractante utilise, pour le transport de ses colis, un navire contractuel de l'autre administration contractante, les taxes à payer pour le service seront calculées d'après le barème général de l'administration assurant le transport maritime.

Article 7.

SERVICES DE TRANSIT.

- (1) Les services d'un pays contractant peuvent, à tout moment, être utilisés par l'autre pays, pour la transmission des colis à destination de toute localité ou Etat avec lequel le premier possède un service de colis postaux.
- (2) Le paiement des services de transit sera calculé d'après le barème général adopté par l'office créditeur pour les colis en transit.

Article 8.

COLIS PAR EXPRÈS.

Jusqu'à l'adoption de toute disposition contraire (à instituer par consentement mutuel) le service de distribution par exprès ne s'appliquera pas aux colis échangés entre les deux administrations contractantes.

Article 9.

RETRAIT. CHANGEMENT D'ADRESSE.

Un colis ne pourra être retiré ou son adresse modifiée après qu'il aura été expédié du pays d'origine. Toutefois, ces facilités pourront être envisagées à une date ultérieure lorsque les deux administrations auront pris toutes dispositions utiles pour instituer ce service à leur commune satisfaction.

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery in accordance with the provisions of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London, but such service shall not be given in respect of an uninsured parcel. Nevertheless, it shall be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the extension of the "advice of delivery" service to uninsured parcels.

Article 11.

REDIRECTION OF PARCELS.

The redirection of a parcel :

(a) From either of the contracting countries to a third country,

(b) From the contracting country of address to the contracting country of origin,

will be subject to the charges normally made between the redirecting country and the new country of destination.

These charges, increased where necessary by the other charges to which the parcel is subject and to the cancellation of which the original Administration of destination does not agree, will continue to be leviable against the parcel, and be collected from the ultimate addressee or the sender in case of return to origin.

Article 12.

NON-DELIVERY.

Undelivered parcels, whether they bear instructions by the sender which are not admitted or the sender has not given any instruction, shall be returned without notification to the sender after the expiration of one month, reckoned from the day following that on which the parcels were made available to the addressee.

The Customs duty and the warehousing charges must be cancelled in the event of the return of the parcels to the place of origin in either of the contracting countries.

Article 13.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS.

The cash-on-delivery service shall not be available for parcels exchanged between the two contracting countries. Nevertheless, such service may be established by the two Administrations at a later date, when both Parties have mutually agreed to the conditions of service. Parcels of the kind arriving from or addressed to France shall be accepted in transit by Australia, it being understood that the Administration of the latter country will not be concerned in the settlement of the accounts for charges between France and the countries interested.

Article 14.

INSURED PARCELS.

The provisions of Chapters IV, VI and VII of the International Parcel Post Agreement, and of Chapter IV of its Regulations, shall apply to insured parcels exchanged between the two contracting countries except where such provisions are inconsistent with the provisions of the following paragraphs :

(a) The maximum amount for which a parcel may be insured shall be 1,250 gold francs (£50 gold).

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis V. D. peut obtenir un avis de réception conformément aux dispositions de l'Arrangement international de Londres ; cette faculté ne sera pas accordée à l'expéditeur d'un colis ordinaire. Toutefois, le service d'avis de réception pourra être ultérieurement étendu à cette catégorie, lorsque les administrations auront pris à cet effet toutes les dispositions utiles.

Article 11.

RÉEXPÉDITION DES COLIS.

La réexpédition d'un colis :

- a) D'un quelconque des pays contractants sur un troisième pays,
- b) Du pays contractant destinataire sur le pays contractant d'origine,

donnera lieu au décompte des taxes perceptibles normalement entre le pays réexpéditeur et le nouveau pays de destination.

Ces taxes, augmentées, le cas échéant, des autres frais grevant le colis et dont l'office de destination primitif n'accorde pas l'annulation, suivront à la charge du colis pour être perçues du destinataire définitif, ou de l'expéditeur en cas de renvoi à l'origine.

Article 12.

NON-REMISE.

Les colis non distribués, soit qu'ils aient été munis par l'expéditeur d'instructions non admises, soit que l'expéditeur n'ait donné aucune instruction, seront retournés sans avis à l'expéditeur après l'expiration d'un délai d'un mois, à compter du lendemain du jour où ces colis auraient été présentés au destinataire.

Les droits de douane et de magasinage doivent être annulés en cas de renvoi des colis à l'origine de l'un sur l'autre des deux pays contractants.

Article 13.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Le service des colis postaux contre remboursement ne sera pas ouvert aux colis échangés entre les deux pays contractants. Néanmoins, ce service sera ouvert par les deux administrations à une date à fixer ultérieurement, lorsque les deux Parties auront fixé d'un commun accord les conditions d'exploitation. Toutefois, les colis de la catégorie en provenance ou à destination de la France sont acceptés en transit par l'Australie étant entendu que l'administration de ce dernier pays ne participera pas à la liquidation des comptes de remboursement entre la France et les pays intéressés.

Article 14.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les dispositions des chapitres IV, VI et VII de l'Arrangement international relatif aux colis postaux et du chapitre IV de son Règlement d'exécution s'appliqueront aux colis V. D. échangés entre les deux pays contractants, sauf dans les cas où lesdites dispositions seraient contraires aux paragraphes ci-après :

- a) La somme maximum pour laquelle un colis peut être assuré est de 1.250 fr.-or (=£50 or).

(b) Each Administration shall have the right to determine the fees it will charge for insurance of the parcels it despatches.

(c) The creditor Administration shall have the right to determine the amount to be credited to it in respect of the risk accepted on parcels received for delivery or for re-transmission to a third country.

(d) Subject to the provisions of the foregoing paragraph the amount to be credited :

(i) To France in respect of parcels from Australia,

(ii) To Australia in respect of parcels from France,

shall be 5 gold centimes per 300 gold francs or portion thereof of the insured value of each parcel.

(e) Subject also to the provisions of paragraph (c) the additional amount which shall be credited to the contracting country which undertakes the sea service risk in respect of parcels despatched by the other contracting country shall be 10 gold centimes per 300 gold francs or portion thereof of the insured value of each parcel.

(f) Insured parcels shall be entered on a separate and appropriate parcel bill which must not contain any entries in respect of uninsured parcels. Insured parcels shall be forwarded in separate bags and such bags shall be labelled to indicate that the contents are insured parcels. The label of the bag which contains the Insured Parcel Bill shall bear the letter "F".

Article 15.

URGENT PARCELS.

The provisions of Chapter 5 — Urgent Parcels — of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement shall not be applied.

Article 16.

RESPONSIBILITY.

(1) No compensation shall be payable in respect of the loss of, abstraction from or damage to an uninsured parcel.

(2) In the absence of other arrangements between the two Administrations, compensation in respect of insured parcels containing liquids or semi-liquids, articles of a perishable character or articles of an exceptionally fragile nature shall be payable only in the event of the loss of the entire parcel.

Article 17.

APPORTIONMENT OF POSTAGE.

(1) In respect of parcels posted in Australia for delivery in France, the Administration of the latter country shall receive 45 gold centimes for each parcel weighing not more than one kilogramme and 75 gold centimes for each parcel of a weight exceeding one kilogramme. Parcels for Corsica and Algeria shall be subject to credits as indicated in the French Table C. P. 1.

(2) In respect of parcels posted in France for delivery in Australia, the Administration of the latter country shall receive for parcels weighing :

Up to 1 kilogramme . . .	1	gold franc
Over 1 and up to 3 kg. . .	2	»
» 3 and up to 5 kg. . .	3	»

(3) The creditor Administration shall have power to alter the relative foregoing amounts after the expiration of four months' notice to the other Administration if the notice is given by post or after three months if the notice is given by telegraph.

b) Chaque administration aura le droit de fixer les taxes qu'elle percevra pour l'assurance des colis qu'elle aura à expédier.

c) L'administration créditrice aura le droit de déterminer la somme à lui créditer pour les risques encourus par elle, au sujet des colis qu'elle est chargée de distribuer ou de transmettre à un tiers pays.

d) En ce qui concerne les dispositions du paragraphe précédent les sommes à créditer :

- i) A la France pour les colis originaires d'Australie,
 - ii) A l'Australie, pour ceux originaires de France,
- seront de 5 cent.-or par 300 fr.-or déclarés ou fraction de 300 fr.-or.

e) Pour les dispositions du paragraphe c), la somme additionnelle à créditer au pays contractant qui assume les risques du transport maritime pour les colis expédiés par l'autre pays contractant, sera de 10 cent.-or par 300 fr.-or ou fraction de 300 fr.-or.

f) Les colis V. D. figureront sur un bordereau distinct qui ne devra pas comporter d'inscriptions relatives aux colis ordinaires. Les colis V. D. devront être expédiés dans des sacs séparés et ces sacs seront étiquetés de manière à indiquer la nature de leur contenu. L'étiquette du sac contenant le bordereau des V. D. portera la lettre « F ».

Article 15.

COLIS URGENTS.

Les dispositions du Ch. V. Colis urgents de l'Accord sur les colis postaux ne seront pas appliquées.

Article 16.

RESPONSABILITÉ.

(1) Aucune indemnité ne sera payable pour la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis ordinaire.

(2) En l'absence d'autres arrangements entre les deux administrations, il ne sera pas payé d'indemnité à l'occasion des colis « Valeur déclarée » contenant des matières liquides ou semi-liquides, des articles périssables ou exceptionnellement fragiles, sauf en cas de perte intégrale desdits colis.

Article 17.

VENTILATION DES TAXES.

(1) Pour les colis expédiés d'Australie et destinés à être distribués dans la France continentale, l'administration française recevra 45 cent.-or, pour chaque colis d'un poids inférieur à 1 kilo et 75 cent.-or pour tout colis de 1 à 5 kilos.

Les colis à destination de la Corse et de l'Algérie feront l'objet des bonifications indiquées au tableau CP. 1 français.

(2) Pour les colis déposés en France et destinés à être distribués en Australie, l'administration australienne recevra pour les colis pesant :

Jusqu'à 1 kilo	:	1	fr.-or,
De 1 à 3 »	:	2	» »
De 3 à 5 »	:	3	» »

(3) L'administration créditrice pourra changer les barèmes ci-dessus sur notification préalable de 4 mois, à l'autre administration, quand ladite notification sera donnée par la poste, et 3 mois si elle est donnée par télégraphe.

Article 18.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

The amount due on a parcel delivered free of charge under the provisions of Article 12 of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall be expressed on the franking notes :

- (a) By the French service in French francs and centimes,
- (b) By the Australian service in pounds, shillings and pence, sterling currency.

Article 19.

AIR SERVICES.

Unless and until arrangements mutually satisfactory to both Parties are concluded by the respective Administrations, aerial services shall not be utilised for the exchange of parcels between France and the Commonwealth of Australia.

Article 20.

REGULATIONS.

The provisions of the Regulations for the execution of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to the exchange of parcels between France and Australia except where such provisions are inconsistent with the provisions of this Agreement or with any mutual arrangement between the two Administrations concerning the treatment of parcels or associated procedure.

Article 21.

ACCOUNTS.

(1) Each Administration shall prepare quarterly statements indicating the number of parcels received from the other Administration and the corresponding credits.

(2) Separate statements shall be prepared by the French Administration for the parcel mails received from each Australian office of exchange.

(3) The statement shall be summarised as an account and the account accompanied by the statements, the parcel bills and other necessary supporting documents shall be sent to the Administration concerned for verification, in the course of the quarter following that to which the account relates.

(4) The quarterly accounts after verification and acceptance shall be summarised in a quarterly general account by the creditor Administration and forwarded to the other Administration for verification and acceptance.

(5) The payments resulting from the balance of the two accounts shall be liquidated through the Comptroller and Accountant General, General Post Office, London.

(6) Franking notes shall form the subject of special accounts which shall be adjusted quarterly under the conditions prescribed by the Detailed Regulations of the International Parcels Agreement.

Article 22.

MEASURES OF DETAIL.

The Administrations of the two contracting countries shall have the power to decide by mutual arrangement all measures of detail concerning the carrying out of this Agreement and the exchange of parcels.

Article 18.

COLIS À DISTRIBUER FRANCS DE DROITS.

La somme due sur un colis remis franc de droits aux termes des dispositions de l'art. 12 de l'Arrangement international des colis postaux, sera énoncée sur les bulletins d'affranchissement :

- a) Par le service français, en francs et centimes français,
- b) Par le service australien, en livres, shillings et pence en monnaie sterling.

Article 19.

SERVICES AÉRIENS.

Tant que ne seront pas conclus par les Parties des arrangements à leur commune satisfaction, et jusqu'à ce moment, les services aériens ne seront pas utilisés pour la transmission de colis entre la France et l'Australie.

Article 20.

RÈGLEMENTS.

Les dispositions du Règlement pour l'exécution de l'Arrangement international des colis postaux s'appliqueront à l'échange des colis entre la France et l'Australie, dans la mesure où elles ne seront pas en désaccord avec les présentes ou tous arrangements mutuels intervenus entre les deux administrations au sujet du traitement des colis ou de questions connexes.

Article 21.

COMPTABILITÉ.

(1) Chaque administration établira trimestriellement des relevés indiquant le nombre des colis reçus de l'autre et les quotes-parts correspondantes.

(2) Des relevés spéciaux seront établis par l'administration française pour les dépêches de colis reçues de chacun des bureaux d'échange australiens.

(3) Les états seront totalisés en un compte récapitulatif appuyé par lesdits états, les bordereaux de colis et autres documents correspondants et expédiés à l'administration des postes intéressée dans le courant du trimestre suivant celui auquel ils se rapportent.

(4) Les comptes trimestriels seront, après vérification et acceptation, totalisés en un compte général trimestriel par l'administration postale créditrice et transmis à l'autre administration pour vérification et acceptation.

(5) Les paiements réglant la différence des deux comptes seront liquidés par l'intermédiaire du contrôleur et comptable général du General Post Office de Londres.

(6) Les bulletins d'affranchissement font l'objet de comptes spéciaux qui sont réglés trimestriellement dans les conditions prévues par le Règlement d'exécution de l'Arrangement international des colis postaux.

Article 22.

MESURES DE DÉTAIL.

Les administrations des deux pays contractants auront pouvoir de fixer par arrangement mutuel, toutes les mesures de détail relatives à l'exécution du présent arrangement et à l'échange des colis.

Article 23.

PERIOD OF AGREEMENT.

This Agreement shall come into operation on the first day of September, 1934, and shall remain in force until one year after the date on which one Party has given notice to the other Party of its intention to terminate it.

Both the French and English originals of this Agreement shall be considered as original texts.

Done at Melbourne, the twenty-fifth day of July, nineteen hundred and thirty-three.

(Signed) Archdale PARKHILL.

I certify that this is a copy of the Agreement for the Exchange of Postal Parcels between France and the Commonwealth of Australia and is identical with the original document.

A. J. McLachlan,
Postmaster-General.

Article 23.

DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier jour de septembre 1934 et restera valable une année à partir de la date à laquelle l'une des Parties notifierait à l'autre son intention d'y mettre fin.

Seront considérés comme textes originaux le texte français et le texte anglais du présent arrangement.

Fait à Paris le 30 mai 1934.

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones,
(Signed) MALLARMÉ.*

I certify that this is a copy of the Agreement for the Exchange of Postal Parcels between France and the Commonwealth of Australia and is identical with the original document.

A. J. McLachlan,
Postmaster-General.

N° 3805.

**COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ET ÉGYPTE**

Accord concernant l'échange des
colis postaux. Signé à Melbourne,
le 10 novembre 1933, et au Caire,
le 8 juin 1934.

**COMMONWEALTH OF
AUSTRALIA AND EGYPT**

Agreement for an Exchange of
Postal Parcels. Signed at Mel-
bourne, November 10th, 1933, and
at Cairo, June 8th, 1934.

No. 3805. — AGREEMENT ¹ FOR AN EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND EGYPT. SIGNED AT MELBOURNE, NOVEMBER 10TH, 1933, AND AT CAIRO, JUNE 8TH, 1934.

English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Agreement took place January 18th, 1936.

The undersigned, being duly authorised, have agreed, on behalf of their respective Governments, to the provisions contained in the following Articles :

Article I.

There shall be a regular exchange of postal parcels both insured and uninsured between Egypt and the Commonwealth of Australia. The exchange shall be effected per medium of such Post Offices of the two contracting countries as may be determined by the respective Postal Administrations.

Article II.

Except where they are inconsistent with the provisions of the following Articles of this Agreement, the provisions of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to the exchange of postal parcels between Egypt and Australia.

Article III.

LIMITS OF SIZE AND WEIGHT.

1. No parcel despatched from Australia to Egypt may exceed 3 feet 6 inches (1.07 metres) in length and the sum of the length and of the greatest circumference measured in a direction other than that of the length shall not exceed 6 feet (1.83 metres).

2. No parcel despatched from Egypt to Australia may exceed 1.05 metres in length and 54 cubic decimetres in cubical contents.

3. No parcel despatched from either of the contracting countries may exceed 5 kilogrammes (11 English pounds avoirdupois).

4. For the correct computation of the weight and cubical contents or measurements of a parcel the opinion of the Administration of origin shall be taken as final unless an obvious error has been made.

5. The foregoing limits of size and weight shall be subject to alteration by mutual arrangement between the Administrations concerned.

¹ Came into force January 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3805. — ACCORD ² CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX
ENTRE LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET L'ÉGYPTE.
SIGNÉ A MELBOURNE, LE 10 NOVEMBRE 1933, ET AU CAIRE, LE
8 JUIN 1934.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires extérieures du Commonwealth d'Australie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 janvier 1936.*

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus, au nom de leurs gouvernements respectifs, des dispositions contenues dans les articles suivants :

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de colis postaux, avec ou sans valeur déclarée, entre l'Égypte et le Commonwealth d'Australie. Cet échange s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux de poste des deux pays contractants dont la liste sera arrêtée par les administrations postales respectives.

Article II.

Sauf dans les cas où elles sont incompatibles avec les dispositions des articles ci-après du présent accord, les dispositions de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux, signé à Londres, s'appliqueront à l'échange des colis postaux entre l'Égypte et l'Australie.

Article III.

LIMITES DE DIMENSIONS ET DE POIDS.

1. Aucun colis expédié d'Australie à destination de l'Égypte ne pourra dépasser 3 pieds 6 pouces (1 m. 07) de longueur ; la somme de la longueur et du plus grand pourtour mesuré dans un sens autre que celui de la longueur ne devra pas dépasser 6 pieds (1 m. 83).

2. Aucun colis expédié d'Égypte à destination de l'Australie ne pourra dépasser 1 m. 05 de longueur et 54 décimètres cubes en volume.

3. Aucun colis expédié de l'un ou l'autre des pays contractants ne pourra peser plus de 5 kilos (11 livres anglaises avoirdupois).

4. Pour le calcul exact du poids et du cubage ou des dimensions d'un colis, l'appréciation de l'administration du pays d'origine sera, sauf erreur manifeste, considérée comme définitive.

5. Les limites de dimensions et de poids indiquées ci-dessus pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les administrations intéressées.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

Article IV.

POSTAGE.

1. The prepayment of postage shall be compulsory.
2. The postage shall be made up of sums accruing to the Administrations (including the Administrations of the two contracting countries) taking part in the conveyance of the parcels by land or by sea.
3. The Administration of each contracting country shall inform the other of the rates of postage which have been adopted and of any subsequent alteration to such rates.

Article V.

PAYMENT FOR SEA CONVEYANCE.

1. The Administration of the despatching country shall bear the cost of the sea conveyance of the parcels to the country of destination.
2. The routes by which the parcels shall be forwarded and the ports at which the parcels shall be landed shall be determined by mutual arrangement between the two Administrations.
3. When one contracting country uses for the conveyance of its parcels a vessel which is under contract to the other contracting country payment for the service shall be made in accordance with the scale which the Administration providing the sea service has adopted for general application.

Article VI.

INTERMEDIARY SERVICES.

1. The services of one contracting country may at any time be utilised by the other contracting country for the transmission of parcels to any place or country with which the former has a parcels post service.
2. In the absence of any arrangement to the contrary the parcels shall be forwarded *à découvert*.
3. The payment for intermediary services shall be in accordance with the scale which the creditor country has adopted for general application to transit parcels.

Article VII.

EXPRESS AND URGENT PARCELS.

The service of express delivery and of urgent parcels shall not be available to parcels exchanged between the two contracting countries. The introduction of the service of such parcels may, however, be effected by the mutual consent of the two Administrations.

Article VIII.

WITHDRAWAL. — ALTERATION OF ADDRESS.

The service of withdrawal of a parcel from the post or alteration of address shall not be given after the parcel has been despatched from the country of origin. It shall, however, be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the provision of this service under conditions satisfactory to both Parties.

Article IV.

TAXES POSTALES.

1. L'affranchissement préalable sera obligatoire.
2. La taxe postale se composera des sommes qui reviennent aux administrations (y compris celles des deux pays contractants) participant au transport des colis par terre ou par mer.
3. L'administration de chaque pays contractant fera connaître à celle de l'autre pays le tarif postal qui a été adopté et toute modification ultérieure apportée à ce tarif.

Article V.

PAIEMENT DU TRANSPORT PAR MER.

1. L'administration du pays d'expédition prendra à sa charge le coût du transport par mer des colis jusqu'au pays de destination.
2. Les itinéraires d'acheminement et les ports de débarquement des colis seront fixés par entente entre les deux administrations.
3. Si l'une des Parties contractantes utilise, pour le transport de ses colis, un navire affrété par l'autre Partie contractante, le transport sera payé conformément au tarif que l'administration assurant le service maritime aura adopté, aux fins d'application générale.

Article VI.

SERVICES INTERMÉDIAIRES.

1. Les services de l'un des pays contractants pourront être utilisés en tout temps, par l'autre pays contractant, pour la transmission des colis à destination de tout lieu ou pays avec lequel le premier nommé de ces pays assure un service de colis postaux.
2. Sauf disposition contraire, les colis seront expédiés à découvert.
3. La rémunération des services intermédiaires s'effectuera conformément au tarif adopté par le pays créditeur, aux fins d'application générale aux colis en transit.

Article VII.

COLIS PAR EXPRÈS ET COLIS URGENTS.

Le service de remise par exprès et celui des colis urgents ne s'appliqueront pas aux colis échangés entre les deux pays contractants. Toutefois, ces services pourront être institués d'un commun accord entre les deux administrations.

Article VIII.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

Aucun retrait de colis de la poste et aucune modification d'adresse ne pourront avoir lieu après que le colis aura été expédié du pays d'origine. Toutefois, les deux administrations pourront, à une date ultérieure, s'entendre en vue d'instituer un service de ce genre, dans des conditions satisfaisantes pour les deux Parties.

Article IX.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery in accordance with the provision of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London, but such service shall not be given in respect of an uninsured parcel. Nevertheless, it shall be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the extension of the " advice of delivery " service to uninsured parcels.

Article X.

REDIRECTION OF PARCELS.

For the redirection of a parcel :

- (a) From either of the contracting countries to a third country ;
 - (b) From the contracting country of address to the contracting country of origin ;
- additional postage shall be charged on the parcel at the rate applicable for the transmission of parcels from the country of redirection to the country to which the parcel is redirected.

Article XI.

NON-DELIVERY.

1. Senders may request that in the event of non-delivery :

- (a) The parcel be treated as abandoned ;
- (b) The parcel be delivered to another addressee in the country of destination.

Other requests are not admitted. The requests must be stated on the despatch note and on the parcel.

2. Undelivered parcels bearing instructions by the sender which are not permitted and undelivered parcels for which instructions by the sender in regard to disposal are missing shall without notification be returned to the sender after the expiration of one calendar month, reckoned from the day following that on which the parcel was available for delivery to the addressee.

3. Fresh charges in accordance with the regulations of the country returning the parcels and as shown on the relative despatch note shall be collected from the sender and apportioned between the countries taking part in the service.

Article XII.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS.

The Cash-on-delivery service shall not be available to parcels exchanged between the two contracting countries nor to parcels from a third country received by one of the contracting countries for transmission to the other. Nevertheless, it shall be open to the two Administrations at a later date to mutually arrange for the provision of this service under conditions satisfactory to both Parties.

Article XIII.

INSURED PARCELS.

The provisions of Chapters IV and VI of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to insured parcels exchanged between the two contracting countries except where such provisions are inconsistent with the provisions of the following paragraphs :

- (a) The maximum amount for which a parcel may be insured shall be 1,250 gold francs ;

Article IX.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception dans les conditions fixées par l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux, signé à Londres, mais cet avis de réception ne sera pas délivré pour un colis sans valeur déclarée. Néanmoins, les deux administrations pourront, à une date ultérieure, convenir d'étendre aux colis sans valeur déclarée le service des « avis de réception ».

Article X.

RÉEXPÉDITION DES COLIS.

Pour la réexpédition d'un colis :

- a) De l'un ou l'autre des pays contractants à destination d'un tiers pays ;
- b) Du pays contractant de destination au pays contractant d'origine ;

il sera perçu une taxe postale complémentaire d'après le tarif applicable pour la transmission de colis du pays de réexpédition au pays à destination duquel le colis est réexpédié.

Article XI.

REBUT.

1. Pour tout colis tombé en rebut les expéditeurs pourront demander :

- a) Que le colis soit traité comme colis abandonné ;
- b) Que le colis soit délivré à un autre destinataire dans le pays de destination.

Aucune autre demande ne sera admise. Les instructions devront figurer sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. Tout colis tombé en rebut, sur lequel l'expéditeur aura inscrit des instructions non autorisées ou pour lequel l'expéditeur n'aura pas donné d'instructions concernant l'usage qu'il faut en faire, sera retourné à l'expéditeur, sans préavis, à l'expiration d'un délai d'un mois calculé à partir du lendemain du jour où le colis était prêt à être remis au destinataire.

3. Il sera perçu sur l'expéditeur de nouvelles taxes postales conformes au règlement du pays qui renvoie le colis, et figurant sur le bulletin d'expédition y afférent ; le montant en sera réparti entre les pays participant au service.

Article XII.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Il n'y aura aucun service de remise contre remboursement pour les colis échangés entre les deux pays contractants, ou expédiés d'un troisième pays et reçus par l'un des pays contractants pour être transmis à l'autre. Toutefois, les deux administrations pourront, à une date ultérieure, s'entendre en vue d'instituer ce service, dans des conditions satisfaisantes pour les deux Parties.

Article XIII.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les dispositions des chapitres IV et VI de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux, signé à Londres, s'appliqueront aux colis avec valeur déclarée échangés entre les deux pays contractants, sauf lorsque ces dispositions seront incompatibles avec celles des paragraphes suivants :

- a) Les colis ne pourront être assurés que jusqu'à concurrence d'une somme de 1.250 francs-or ;

(b) Each Administration shall have the right to determine the fees it will charge for insurance of the parcels it despatches ;

(c) The creditor Administration shall have the right to determine the amount to be credited to it in respect of the risk accepted on parcels received for delivery or for retransmission to a third country ;

(d) Subject to the provisions of the foregoing paragraph the amount to be credited :

(i) To Egypt in respect of parcels from Australia,

(ii) To Australia in respect of parcels from Egypt,

shall be 5 gold centimes per 300 gold francs or portion thereof of the insured value of each parcel ;

(e) Subject also to the provisions of paragraph (c) the additional amount which shall be credited to the contracting country which undertakes the sea service risk in respect of parcels despatched by the other contracting country shall be 10 gold centimes per 300 gold francs or portion thereof of the insured value of each parcel ;

(f) It is not required that insured parcels from Australia be sealed with wax or lead ;

(g) Insured parcels shall be entered on a separate " insured parcel " bill which must not contain any entries in respect of uninsured parcels. Insured parcels shall also be forwarded in separate bags and such bags shall be labelled to indicate that the contents are insured parcels. The label of the bag which contains the insured parcel bill shall bear the letter " F ".

Article XIV.

RESPONSIBILITY.

1. No compensation shall be payable in respect of the loss of an uninsured parcel nor for the abstraction of or damage to the contents of an uninsured parcel.

2. No compensation shall be payable for the loss or damage of an insured parcel which arises from a cause beyond control (*force majeure*).

If the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove on which territory or in which service the irregularity took place, the offices concerned bear the loss in equal shares.

In the absence of other arrangements between the two Administrations compensation in respect of insured parcels containing liquids or semi-liquids, articles of a perishable character or articles of exceptionally fragile nature shall be payable only in the event of the loss of the entire parcel. Each Administration shall furnish the other with a description of the articles to which it has been decided this stipulation shall apply. Three months' notice shall be given of any modification of the arrangement.

Article XV.

APPORTIONMENT OF POSTAGE.

1. In respect of parcels (a) posted in Australia for delivery in Egypt and (b) posted in Egypt for delivery in Australia, the Administration of destination shall receive for parcels weighing :

Not exceeding 1 kg., 1 franc.

Exceeding 1 and not exceeding 3 kg., 2 francs.

Exceeding 3 and not exceeding 5 kg., 3 francs.

2. The creditor Administration shall have power to alter the relative foregoing amounts after the expiration of four months' notice to the other Administration if the notice is given by post or after three months if the notice is given by telegraph.

b) Chaque administration aura le droit de fixer les taxes qu'elle percevra pour l'assurance des colis acheminés par elle ;

c) L'administration créditrice aura le droit de déterminer le montant qui devra lui être crédité en raison du risque encouru pour les colis qu'elle recevra en vue de les remettre à leur destinataire ou de les retransmettre à un tiers pays ;

d) Sous réserve des dispositions du paragraphe qui précède, la somme à créditer :

i) A l'Egypte pour les colis provenant d'Australie ;

ii) A l'Australie pour les colis provenant d'Egypte ;

sera de 5 centimes-or par tranche de 300 francs-or ou fraction de 300 francs-or de la valeur déclarée de chaque colis ;

e) Sous réserve également des dispositions du paragraphe c), le montant additionnel qui sera porté au crédit du pays contractant assumant le risque du transport maritime des colis expédiés par l'autre pays contractant sera de 10 centimes-or par tranche de 300 francs-or ou fraction de 300 francs-or de la valeur déclarée de chaque colis ;

f) Il n'est pas nécessaire que les colis avec valeur déclarée en provenance d'Australie soient revêtus d'un cachet de cire ou plombés ;

g) Les colis avec valeur déclarée seront inscrits sur une feuille de route distincte pour « Colis avec valeur déclarée » qui ne devra porter aucune indication relative aux colis sans valeur déclarée. En outre, les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts auxquels devra être fixée une étiquette indiquant qu'ils contiennent des colis avec valeur déclarée. L'étiquette du sac contenant la feuille relative aux colis avec valeur déclarée portera la lettre « F ».

Article XIV.

RESPONSABILITÉ.

1. Il ne sera pas dû d'indemnité en cas de perte d'un colis sans valeur déclarée, ou en cas de spoliation ou d'avarie du contenu d'un colis sans valeur déclarée.

2. Il ne sera pas dû d'indemnité pour la perte ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée survenue par suite d'un cas de force majeure.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport, sans qu'il ait été possible de déterminer sur quel territoire ou dans quel service l'irrégularité s'est produite, les administrations intéressées supporteront le dommage par parts égales.

En l'absence d'autres arrangements entre les deux administrations, il ne sera dû d'indemnité pour les colis avec valeur déclarée contenant des substances liquides ou semi-liquides, des marchandises périssables ou des articles d'une nature exceptionnellement fragile, qu'en cas de perte totale du colis. Chaque administration fournira à l'autre une description des articles auxquels il aura été décidé d'appliquer cette stipulation. Pour toute modification de cet arrangement, il devra être donné un préavis de trois mois.

Article XV.

RÉPARTITION DES TAXES POSTALES.

1. Pour les colis postaux a) expédiés d'Australie à destination de l'Egypte et b) expédiés d'Egypte à destination de l'Australie, l'administration destinataire recevra par colis pesant :

Jusqu'à 1 kilo, 1 franc ;

Plus de 1 kilo jusqu'à 3 kilos, 2 francs ;

Plus de 3 kilos jusqu'à 5 kilos, 3 francs.

2. L'administration créditrice pourra modifier les taxes susindiquées à l'expiration d'un préavis de quatre mois, s'il en est donné avis à l'autre administration par la voie postale, ou de trois mois, si cet avis est donné par télégraphe.

Article XVI.

AIR SERVICES.

Unless and until arrangements mutually satisfactory to both Parties are concluded by the respective Administrations aerial services shall not be utilised for the exchange of parcels between Egypt and the Commonwealth of Australia.

Article XVII.

REGULATIONS.

The provisions of the Regulations for the execution of the Universal Postal Union Parcel Post Agreement of London shall apply to the exchange of parcels between Egypt and Australia, except where such provisions are inconsistent with the provisions of this Agreement or with any mutual arrangement between the two Administrations concerning the treatment of parcels or associated procedure.

Article XVIII.

ACCOUNTS.

Quarterly accounts relating to parcels exchanged between Egypt and Australia shall be prepared by the Postal Administration of the latter country and forwarded to the Postal Administration of Egypt for verification and acceptance. These accounts shall be based on the entries contained in the parcel bills for the quarter corrected by the verification certificates received up to the date of preparation of the accounts.

The balance of the quarterly accounts shall be liquidated as mutually arranged from time to time.

Article XIX.

MEASURES OF DETAIL.

The Administrations of the two contracting countries shall have power to decide by mutual arrangement all measures of detail concerning the carrying out of this Agreement and the exchange of parcels.

Article XX.

This Agreement shall come into operation on the first day of January, 1934, and shall remain in force until one year after the date on which one Party has given notice to the other Party of its intention to terminate it.

Done at Melbourne the tenth day of November, 1933.

(Signed) Archdale PARKHILL,
Postmaster General
of the Commonwealth of Australia.

Done at Cairo the eighth day of June, 1934.

(Signed) SHARARA,
Postmaster General
of Egypt.

I certify that this copy of the Agreement for the Exchange of Postal Parcels Between Egypt and the Commonwealth of Australia is identical with the original document.

A. J. McLachlan,
Postmaster-General.

Article XVI.

SERVICES AÉRIENS.

Aussi longtemps que les administrations n'auront pas conclu d'arrangements qui soient satisfaisants pour les deux Parties, les services aériens ne seront pas utilisés pour l'échange de colis entre l'Égypte et le Commonwealth d'Australie.

Article XVII.

RÈGLEMENT.

Les dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux, signé à Londres, s'appliqueront à l'échange des colis postaux entre l'Égypte et l'Australie, sauf dans les cas où ces dispositions seront incompatibles avec celles du présent accord ou avec toute entente entre les deux administrations concernant le traitement des colis ou les formalités qui s'y rattachent.

Article XVIII.

COMPTES.

Des comptes trimestriels relatifs aux colis postaux échangés entre l'Égypte et l'Australie seront établis par l'administration postale de ce dernier pays et adressés à l'administration postale d'Égypte, aux fins de vérification et d'acceptation. Ces comptes auront pour base les indications figurant sur les feuilles de route du trimestre, rectifiées par les bulletins de vérification reçus jusqu'à la date de l'établissement des comptes.

Le solde des comptes trimestriels sera réglé conformément aux arrangements pris de temps à autre, d'un commun accord.

Article XIX.

MESURES DE DÉTAIL.

Les administrations des deux pays contractants pourront arrêter d'un commun accord toutes mesures de détail concernant l'exécution du présent accord et l'échange des colis.

Article XX.

DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord prendra effet le premier janvier 1934 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait à Melbourne, le dix novembre 1933.

Fait au Caire, le 8 juin 1934.

(*Signé*) Archdale PARKHILL,
*Directeur général des Postes
du Commonwealth d'Australie.*

(*Signé*) SHARARA
*Directeur général des Postes
d'Égypte.*

N° 3806.

**COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ET ITALIE**

Accord entre l'Administration des postes du Commonwealth d'Australie et l'Administration des postes d'Italie concernant l'échange des mandats de poste. Signé à Melbourne, le 23 avril 1934, et à Rome, le 22 juin 1934.

**COMMONWEALTH OF
AUSTRALIA AND ITALY**

Agreement between the Post Office of the Commonwealth of Australia and the Post Office of Italy for the Exchange of Money Orders. Signed at Melbourne, April 23rd, 1934, and at Rome, June 22nd, 1934.

No. 3806. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE POST OFFICE OF ITALY FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS. SIGNED AT MELBOURNE, APRIL 23RD, 1934, AND AT ROME, JUNE 22ND, 1934.

English and Italian official texts communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 18th, 1936.

Article I.

There shall be a regular exchange of Postal Money Orders between Italy and the Commonwealth of Australia comprising the States of New South Wales, Victoria, Queensland, South Australia, Western Australia and Tasmania.

Article II.

OFFICES OF EXCHANGE.

The exchange shall be conducted through the medium of exchange offices. The offices of exchange for Australia shall be Sydney for New South Wales, Melbourne for Victoria and Tasmania, Brisbane for Queensland, Adelaide for South Australia, and Perth for Western Australia; and for Italy the exchange office shall be Turin.

Article III.

MAXIMUM AMOUNT.

The maximum amount for which a Money Order may be drawn in each country for payment in the other shall be £20 sterling, or the nearest practicable equivalent of that sum in the money of the country of issue.

This maximum may nevertheless be increased by agreement between the two Administrations.

Article IV.

DEPOSITS AND PAYMENTS.

The amount of every Money Order must be lodged by the remitter or paid to the payee in the currency legally current in the country in which the transaction takes place.

A receipt must be given to the remitter.

¹ Came into force July 1st, 1934.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3806. — CONVENZIONE ¹ FRA LE POSTE AUSTRALIANE E QUELLE ITALIANE PER LO SCAMBIO DEI VAGLIA POSTALI. FIRMATA A MELBOURNE, IL 23 APRILE 1934 ED A ROMA, IL 22 GIUGNO 1934.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le ministre des Affaires extérieures du Commonwealth d'Australie et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 janvier 1936.

Articolo I.

Vi sarà un regolare scambio dei vaglia postali fra l'Italia e la Federazione Australiana comprendente gli Stati di Nuova Galles del Sud, Vittoria, Queensland, Australia del Sud, Australia dell'Ovest e Tasmania.

Articolo II.

UFFICI DI CAMBIO.

Lo scambio dovrà effettuarsi a mezzo degli uffici di cambio. Gli uffici di cambio, per l'Australia, saranno : Sidney per la Nuova Galles del Sud, Melbourne per la Vittoria e la Tasmania, Brisbane per il Queensland, Adelaide per l'Australia dell'Ovest ; per l'Italia l'ufficio di cambio sarà Torino.

Articolo III.

IMPORTO MASSIMO.

L'importo massimo consentito per l'emissione di un vaglia da un paese all'altro sarà di 20 sterline o l'equivalente più approssimativo di tale somma nella moneta del paese di emissione.

Questo massimo potrà essere tuttavia aumentato in seguito ad accordo fra le due Amministrazioni.

Articolo IV.

EMISSIONE E PAGAMENTO.

L'ammontare di ogni vaglia dovrà essere versato dal mittente o pagato al destinatario nella moneta a corso legale del paese nel quale l'operazione ha luogo.

Una ricevuta dovrà essere rilasciata al mittente.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1934.

Article V.

INFORMATION REQUIRED FROM APPLICANT FOR MONEY ORDER.

The applicant for every Money Order shall be required to furnish the full surname and Christian name both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company which is the remitter or payee, and the address of the remitter and of the payee.

Article VI.

CURRENCY IN WHICH EXPRESSED.

The amount of each Money Order drawn in Australia for payment in Italy shall be expressed in lire and centesimi, and the amount of each Money Order drawn in Italy for payment in Australia shall be expressed in pounds, shillings and pence sterling currency.

For the purpose of this Agreement sterling means English currency.

Article VII.

CONVERSION.

Each Administration shall have the power to fix from time to time the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it on condition of notifying that rate to the other Administration.

In the conversion of amounts from the currency of the country of issue into the currency of the country of payment, fractions of a penny or of 10 centesimi in the resulting amounts shall be ignored.

The conversion into Italian money of sums advised by Australia for payment in Italy shall be effected at the Australian exchange offices, and the conversion into sterling of sums advised by Italy for payment in Australia shall be effected at the Italian exchange office.

Article VIII.

CHARGES.

The Postal Administration of each contracting country shall have power to fix from time to time the rates of commission to be charged on all Money Orders it may issue.

The commission so charged shall belong to the country of issue, but that country shall credit to the paying country one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the total value of the Orders issued in its jurisdiction and advised to the country of payment.

Each Administration shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under this Agreement.

Article IX.

LIST OF MONEY ORDERS ISSUED.

Each office of exchange shall communicate to the other particulars of the Money Orders issued in its country for payment in the other, and for this purpose shall use lists of the pattern shown in the Appendices A and B.

The lists shall be despatched only when there are any Money Orders to be advised but a duplicate or letter press copy of every list shall be despatched by the mail following that by which the original list was forwarded.

Articolo V.

INDICAZIONI DOVUTE DAL MITTENTE DEI VAGLIA.

Il mittente di ogni vaglia sarà tenuto ad indicare, il preciso cognome, il nome, del mittente e del destinatario oppure il nome di firma della ditta o società mittente o destinataria del vaglia stesso e l'indirizzo del mittente e del destinatario.

Articolo VI.

MONETA NELLA QUALE È ESPRESSO IL VAGLIA.

L'ammontare di ogni vaglia emesso in Australia per il pagamento in Italia sarà espresso in lire e centesimi e quello di ogni vaglia emesso in Italia e pagabile in Australia in sterline, scellini e denari.

Ai fini di questa Convenzione, con la voce « sterling » intendesi la moneta a corso legale inglese.

Articolo VII.

CONVERSIONE.

Ogni Amministrazione avrà la facoltà di stabilire di quando in quando il tasso di conversione applicato ai vaglia che emette a condizione di notificare quel tasso all'altra Amministrazione.

Nella conversione delle somme dalla moneta del paese di emissione in quella del paese di pagamento, le frazioni di « penny » o di 10 centesimi nelle somme risultanti saranno trascurate.

La conversione in moneta italiana di somme segnalate dall'Australia per il pagamento in Italia sarà effettuata dagli uffici di cambio dell'Australia, e la conversione in sterline di somme segnalate dall'Italia per il pagamento in Australia sarà effettuato dall' Ufficio di cambio italiano.

Articolo VIII.

TASSE.

L'Amministrazione delle poste di ogni paese contraente avrà la facoltà di fissare di quando in quando la rata di commissione (tassa) da applicarsi sui vaglia che emette.

La tassa all'uopo stabilita apparterrà al paese di emissione, ma tale paese accrediterà quello tenuto al pagamento del $\frac{1}{2}$ per cento del valore totale dei vaglia emessi nella propria giurisdizione e segnalati al paese di pagamento.

Ogni Amministrazione comunicherà all'altra le proprie tasse stabilite con la presente convenzione.

Articolo IX.

ELENCO DEI VAGLIA EMESSI.

Ogni ufficio di cambio comunicherà all'altro gli estremi dei vaglia emessi nel proprio paese per il pagamento sull'altro ed a tal fine userà degli elenchi del tipo di quello indicato nelle appendici A e B.

Gli elenchi saranno spediti solo quando vi siano dei vaglia da essere segnalati ma un duplicato, o copia a stampa di ogni elenco sarà spedito col dispaccio successivo a quello col quale l'elenco originale fu spedito.

Article X.

NUMBERING OF THE LISTS AND OF THE ORDERS.

Each list shall bear a serial number commencing on the 1st January every year with No. 1. It must also bear the date of despatch (written or applied by stamp impression) and the impression of a stamp or seal special to the exchange office of issue.

Every Money Order entered on the lists shall bear a serial number (to be known as the international number) commencing with No. 1 at the beginning of each year. A special column shall be reserved on the list for the entry of this international serial number.

Article XI.

MISSING LISTS.

Any missing list shall be immediately applied for by the office of exchange to which it should have been sent. The despatching office of exchange shall, in such case, transmit without delay to the receiving office of exchange a duplicate duly certified as such.

Article XII.

EXAMINATION OF LISTS.

The lists shall be carefully verified by the office of exchange to which they are sent, and corrected when they contain manifest errors. The corrections shall be communicated to the despatching office of exchange.

When the lists show other irregularities the office of exchange receiving them shall require an explanation from the despatching office of exchange which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of internal Money Orders relating to the entries on the list which are to be found irregular shall be suspended.

Article XIII.

ISSUE OF INTERNAL MONEY ORDERS.

As soon as the list shall have reached the receiving office of exchange that office shall prepare in equivalent money of the country of payment internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the list, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices in conformity with the arrangements existing in each country for the payment of the Money Orders.

Article XIV.

" THROUGH " ORDERS.

Money Orders sent from Italy through the medium of the Australian Post Office to any other country shall be dealt with under the following conditions :

(a) The Italian Post Office shall advise the amounts of such " Through " Orders to the Money Order Department, Sydney, which will re-advise them to the exchange offices of the countries of payment.

(b) No order shall exceed the maximum amount fixed for the exchange between Italy and Australia.

(c) The particulars of " Through " Orders must be entered on separate sheets of the ordinary Advice Lists despatched to the exchange office of Sydney, the total amount of the " Through " Orders being included in the total of such lists.

Articolo X.

NUMERAZIONE DEGLI ELENCHI E DEI VAGLIA.

Ogni elenco recherà un numero d'ordine a cominciare dal 1° gennaio di ogni anno col No. 1. Dovrà anche portare la data di spedizione (scritta o con timbro) nonchè il timbro o lo speciale suggello dell'Ufficio Cambio di emissione.

Ogni vaglia iscritto sull'elenco porterà un numero d'ordine (da essere riconosciuto come numero internazionale) a cominciare dal No. 1 al principio di ogni anno. Una speciale colonna sarà riservata sull'elenco per l'indicazione di questo numero d'ordine internazionale.

Articolo XI.

ELENCHI MANCANTI.

Ogni elenco mancante sarà immediatamente richiesto dall'ufficio di cambio al quale avrebbe dovuto essere inviato. L'Ufficio di cambio speditore trasmette in tale caso senza ritardo all'ufficio di cambio ricevente una copia debitamente dichiarata come tale.

Articolo XII.

ESAME DEGLI ELENCHI.

Cli elenchi saranno attentamente esaminati e verificati dall'ufficio di cambio cui sono inviati e corretti allorchè contengano degli errori evidenti

Le correzioni saranno notificate all'ufficio di cambio speditore.

Allorchè le liste contengano altre irregolarità, l'ufficio di cambio che le riceve domanderà chiarimenti all'ufficio di cambio speditore il quale, fornirà tali chiarimenti col minore ritardo possibile. Nel contempo l'emissione di vaglia internazionali relativi alle registrazioni sugli elenchi trovati irregolari sarà sospesa.

Articolo XIII.

EMISSIONE DEI VAGLIA INTERNI.

Non appena l'elenco sarà pervenuto all'ufficio di cambio ricevente, tale ufficio preparerà nell'equivalente moneta del paese di pagamento vaglia interni a favore dei destinatari per le somme specificate nell'elenco e spedirà quindi tali vaglia interni ai destinatari stessi o agli uffici addetti al pagamento giusta gli accordi vigenti in ogni paese per il pagamento dei vaglia.

Articolo XIV.

VAGLIA SPEDITI PER MEDIAZIONE (THROUGH).

I vaglia inviati dall'Italia per il tramite delle Poste Australiane a qualsiasi altro paese saranno soggetti alle seguenti condizioni :

a) Le Poste Italiane signaleranno l'ammontare di tali vaglia alla Direzione dei Vaglia di Sidney, la quale trasmetterà tale indicazione agli uffici di cambio dei paesi di pagamento.

b) Nessun vaglia potrà eccedere l'ammontare fissato per lo scambio fra l'Italia e l'Australia.

c) Gli estremi dei vaglia per mediazione vanno descritti su fogli separati dagli elenchi ordinari di avviso spediti all'ufficio cambio di Sidney e l'ammontare complessivo dei vaglia per mediazione sarà riportato sul totale di tali vaglia.

(d) The names and addresses of the payees, including the names of the town and country of payment must be given as fully as possible.

(e) The Italian Post Office shall allow to the Sydney Post Office the same percentage (see Article VIII of the Agreement) on "Through" Orders as on Orders payable in Australia, the Sydney Office crediting the office of the country of payment with the same percentage for the "Through" Orders as for the Orders issued in Australia, and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised order a special commission to be fixed by the Australian Post Office.

(f) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter the commission charged for the intermediary service is not refunded.

Orders sent from Australia through the medium of the Italian Post Office shall be advised under similar conditions.

Each Administration shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, and the rates of commission which it charges for rendering intermediary services.

Article XV.

PERIOD OF THE VALIDITY OF THE ORDERS.

The Orders are valid up to the expiration of the twelfth month following the month of their issue. On the expiration of that period the amount of unpaid Orders must be refunded to the Administration of the country of origin which disposes of them in accordance with the laws and regulations operating in that country.

Amounts deposited in respect of Money Orders which are not claimed within the prescribed periods fixed by the laws and regulations of the country of issue become the absolute property of that country.

It shall be understood that no claim respecting the payment of a Money Order to an unauthorised person will be entertained unless made within the period of a year from the date when such Order becomes void. After the lapse of this period the Administrations of the two countries will cease to be responsible for payments to wrong persons.

Article XVI.

ADVICE OF PAYMENT.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a charge to be fixed by such Administration.

If this advice of payment is not applied for at the time of the issue of the Order, the remitter may make the application subsequently but it must be made within the period fixed by paragraph 3 of Article XV.

If application for an advice of payment be made at the time of issue of the Order, the letters "AP" shall be written against the entry in the list.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or similar to that shown in Appendix H.

In the case of "Through" Orders (Article XIV), all completed forms of advice of payment shall be sent to the office of exchange of the intermediary country which shall arrange for their despatch to the remitters.

d) I nomi e gl'indirizzi dei destinatari devono essere forniti con la maggiore esattezza possibile.

e) Le Poste Italiane accorderanno sui vaglia per mediazione a quelle di Sidney la medesima percentuale (vedere articolo VIII della Convenzione), concessa per i vaglia pagabili in Australia, e l'Ufficio di Sidney accrediterà l'ufficio del paese di pagamento della stessa percentuale dovuta per i vaglia emessi in Australia e dedurrà dall'ammontare di ogni vaglia riavvisato una speciale commissione che dovrà essere fissata dalle Poste Australiane.

f) Allorchè l'ammontare di un vaglia per mediazione è rimborsato al mittente, il diritto di commissione addebitato non sarà restituito.

I vaglia inviati dall'Australia per il tramite delle Poste Italiane saranno segnalati alle stesse condizioni.

Ogni Amministrazione comunicherà all'altra i nomi dei paesi su i quali intende avere un servizio di spedizione di vaglia e i diritti di commissione che essa addebita per la prestazione di tale servizio intermediario.

Articolo XV.

PERIODO DI VALIDITÀ DEI VAGLIA.

I vaglia sono validi fino allo scadere del dodicesimo mese successivo a quello della loro emissione.

Allo scadere di quel periodo l'ammontare dei vaglia non pagati deve essere rimborsato alla Amministrazione del paese di origine la quale dispone dell'ammontare stesso secondo le leggi ed i regolamenti vigenti in quel paese.

Le somme depositate per vaglia non reclamati entro il periodo di tempo prescritto, fissato dalle leggi e dai regolamenti del paese di emissione, diviene assoluta proprietà di quel paese.

E'sottinteso che nessun reclamo riguardante il pagamento di un vaglia a persona non autorizzata sarà accolto a meno che non venga fatto entro il periodo di un anno dalla data in cui tale vaglia perde la validità.

Dopo la scadenza di tale periodo l'Amministrazione dei due paesi cesserà di essere responsabile del pagamento irregolarmente fatto.

Articolo XVI.

AVVISO DI PAGAMENTO.

Il mittente di un vaglia può ottenere un avviso di pagamento del vaglia pagando in anticipo ad esclusivo profitto dell'Amministrazione del paese di emissione, un diritto da essere fissato da tale Amministrazione.

Se questo avviso di pagamento non viene domandato all'atto dell'emissione del vaglia il mittente può successivamente avanzare richiesta, ma questa deve essere fatta entro il periodo fissato dal 4° comma dell'articolo XV.

Se la richiesta relativa ad un avviso di pagamento viene fatta all'epoca dell'emissione del vaglia, le lettere « A P » saranno scritte nell'elenco.

L'avviso di pagamento sarà fatto su di un modulo simile a quello indicato nell'appendice H conformemente ad esso.

Nel caso di vaglia per mediazione (Articolo XIV) tutti i moduli completati di avviso di pagamento saranno inviati all'ufficio di cambio del paese intermediario il quale disporrà la loro spedizione ai mittenti.

Article XVII.

REPAYMENT AND CORRECTION OF ERRORS.

When it is desired that an error in the name or address of the payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Administration of the country in which the Order was issued.

On receipt of an application, containing the necessary particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Repayment shall not in any case be made until it has been ascertained, through the Administration of the country where such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Administration authorises repayment.

Article XVIII.

ISSUE OF DUPLICATE ORDERS AND TRANSFER OF PLACE OF PAYMENT.

Duplicate Orders shall be issued and transfer of place of payment made only by the Postal Administration of the country on which the Orders were drawn and in conformity with the regulations established or to be established in that country.

Article XIX.

GENERAL STIPULATIONS APPLICABLE TO THE ORDERS.

In regard to matters not specially covered by the provisions of this Agreement, Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules and regulations in force in the country of origin and, as regards payment, to the rules and regulations in force in the country of destination.

Article XX.

STATEMENT OF UNPAID ORDERS.

At the end of every month each Administration shall prepare and forward to the other Administration on a form in accordance with or analogous to the specimen shown in Appendix " C " particulars of all Orders issued by the other Administration which have remained unpaid at the end of the period specified in Article XV.

No advice is necessary, however, when there are no orders to be repaid.

Article XXI.

ACCOUNTS.

At the close of each quarter or as soon thereafter as practicable an account (Form " D ") in duplicate shall be prepared and forwarded from the Postal Administration of the Commonwealth of Australia to the Postal Administration of Italy. Such account shall comprise Forms " E ", " F " and " G " in respect of the business between Australia and Italy.

Articolo XVII.

RIMBORSO E CORREZIONI DI ERRORI.

Allorchè si desidera che un errore nel nome o indirizzo del destinatario sia corretto oppure che l'ammontare di un vaglia sia rimborsato al mittente, si deve avanzare richiesta del mittente stesso all'Amministrazione del paese nel quale il vaglia fu emesso.

A ricezione di una richiesta contenente i necessari particolari saranno date istruzioni per fermare il pagamento di un vaglia.

Il rimborso non sarà fatto in nessun caso finchè non sia stato accertato, a mezzo dell'Amministrazione destinataria del paese dove tale vaglia è pagabile, che il vaglia non è stato pagato e che l'Amministrazione destinataria ne autorizza il rimborso stesso.

Articolo XVIII.

EMISSIONE DI VAGLIA DUPLICATI E TRASFERIMENTO DI PAGAMENTO IN ALTRO LUOGO.

I vaglia duplicati saranno emessi, e il trasferimento del pagamento in altro luogo sarà effettuato soltanto dall'Amministrazione delle Poste del paese sul quale i vaglia furono tratti ed in conformità dei regolamenti adottati o da adottare in quel paese.

Articolo XIX.

CONDIZIONI D'INDOLE GENERALE APPLICABILI AI VAGLIA.

In merito ai casi non previsti dalle disposizioni di questa Convenzione, i vaglia inviati da un paese all'altro saranno soggetti, per quanto riguarda l'emissione, alle norme ed ai regolamenti vigenti nel paese di origine e per quanto concerne il pagamento, alle norme ed ai regolamenti in vigore nel paese di destinazione.

Articolo XX.

PROSPETTO DEI VAGLIA NON PAGATI.

Alla fine di ogni mese ogni Amministrazione preparerà e spedirà all'altra sopra un modulo conforme o analogo all'esemplare indicato nell'appendice « C » gli estremi di tutti i vaglia emessi dall'altra Amministrazione, rimasti non pagati alla fine del periodo specificato nell'art. XV, nessuna comunicazione tuttavia è necessaria quando non vi sono vaglia da essere rimborsati.

Articolo XXI.

CONTI.

Alla fine di ogni trimestre o non appena è possibile dopo tale periodo, l'Amministrazione delle Poste Australiane preparerà e spedirà all'Amministrazione delle Poste Italiane un conto (modulo « D ») in doppia copia.

Tale conto comprenderà i moduli « E », « F », e « G » relativi alle operazioni avvenute fra l'Australia e l'Italia.

The accounts shall be prepared both in sterling and Italian currencies. In the General Account the amount of Orders issued in Australia on Italy shall be shown in lire and centesimi and the amount of those issued in Italy on Australia shall be shown in sterling currency. The balance if in favour of Italy shall be shown in Italian currency and if in favour of Australia in sterling.

To compute the balance the smaller credit if in favour of Australia shall be converted to lire and if in favour of Italy shall be converted to sterling at the mean of the official rates of exchange between London and Italy during the period to which the account relates. This arrangement may be modified by agreement between the Post Offices of the contracting countries when they shall consider it desirable.

A statement showing particulars from which the mean rate has been calculated shall accompany the account.

Article XXII.

REMITTANCES.

Monthly remittances shall be made on account by the Administration which, after a monthly review of the amount of Money Orders exchanged, finds itself indebted to the other to the extent of £1,000 or more, or the equivalent to that sum. If Australia is the debtor Administration it shall arrange for the monthly remittance to be made by telegraph.

If the debit is against Australia the Postal Administration of the Commonwealth shall arrange for the amount of lire due to Italy to be made available in Rome.

If the debit is against Italy the Italian Administration shall arrange payment to Australia on a sterling basis through the General Post Office London.

The expenses attending all such payments shall be borne by the debtor Administration.

The balance of the account referred to in Article XXI remaining due after deducting the amount of the monthly remittances if not received by the creditor Administration within 4 months from the expiration of the period to which the account relates shall bear interest at the rate of 7 % per annum from the date of the expiration of the period of grace until the date on which payment is made.

If the monthly remittances referred to in the first clause of this Article are not received by the creditor Administration within 2 months from the expiration of the month in respect of which the amount of the remittance has been calculated the same rate of interest shall apply from the date of the expiration of the period of two months until the date on which payment is made.

Article XXIII.

MISCELLANEOUS STIPULATIONS.

Either Administration may adopt any additional rules, if not in contradiction to the foregoing, for greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules shall be communicated to the other contracting Administration. Such provisions of the Agreement as are of a minor character may also be modified by mutual arrangement between the two Administrations by correspondence without the execution of formal additional Articles.

Article XXIV.

SUSPENSION OF SERVICE.

Should it appear at any time that the Money Order service is being used by mercantile men or other persons in Italy or in Australia for the transmission of large sums of money, or should any other extraordinary circumstance warrant the step, either the Italian or the Australian Administration shall have power to temporarily or definitely suspend the Money Order service on condition that immediate advice thereof by telegraph, if necessary, is given to the other Administration.

I conti saranno preparati in sterline e moneta italiana.

Nel conto generale l'ammontare dei vaglia emessi in Australia sull'Italia sarà indicato in lire e centesimi e l'ammontare di quelli emessi in Italia sull'Australia in sterline. Il bilancio, se in favore dell'Italia, sarà indicato in moneta italiana e, se in favore dell'Australia, in sterline.

Nel compilare il bilancio, il più piccolo credito, se in favore dell'Australia, sarà convertito in lire e, se in favore dell'Italia, sarà convertito in sterline alla media dei corsi di cambio ufficiale fra Londra e l'Italia durante il periodo al quale il conto riferiscesi.

Questa transazione può essere modificata da convenzione fra le Poste dei paesi contraenti allorchando sarà ritenuto opportuno.

Un prospetto indicante i particolari in base ai quali il tasso medio è stato calcolato accompagnerà il conto.

Articolo XXII.

RIMESSE.

Mensili delle rimesse verranno effettuati a titolo di acconto dall'Amministrazione la quale trovi, dopo una revisione mensile dell'ammontare dei vaglia scambiati, di essere debitrice verso l'altra di lire sterline. 1000 e più o l'equivalente di quella somma.

Se l'Australia è l'Amministrazione debitrice disporrà che la rimessa mensile sia fatta telegraficamente.

Se il debito è a carico dell'Australia, l'Amministrazione delle Poste della Federazione disporrà che l'ammontare delle lire dovute all'Italia sia pagabile in Roma.

Se il debito è a carico dell'Italia, l'Amministrazione Italiana disporrà il pagamento in lire sterline a mezzo della Direzione Generale Poste di Londra.

Le spese relative a tale pagamento saranno sostenute dall'Amministrazione debitrice.

Il saldo del conto di cui all'Articolo XXI, deduzione fatta dell'ammontare delle rimesse mensili, non pervenuto all'Amministrazione creditrice durante i quattro mesi che seguono il termine del periodo al quale il conto si riferisce, sarà produttivo d'interessi in ragione del sette per cento all'anno, a datare dal giorno della scadenza del detto periodo di quattro mesi fino al giorno in cui il pagamento ha luogo.

In merito ai versamenti mensili, di cui al 1° comma di questo Articolo, non pervenuti all'Amministrazione creditrice durante i due mesi che seguono il mese sul quale è stato calcolato il versamento, lo stesso interesse sarà applicato dal giorno della scadenza del detto periodo di due mesi fino al giorno in cui il pagamento ha luogo.

Articolo XXIII.

CONDIZIONI VARIE.

Ogni Amministrazione può stabilire delle norme aggiuntive, qualora non siano le medesime contrarie a quanto precede, per una maggiore sicurezza contro le frodi o per il migliore andamento del servizio, in linea generale. Tutte le norme aggiuntive di cui sopra saranno comunicate all'altra Amministrazione contraente.

Tali disposizioni della Convenzione poichè sono di minore importanza potranno anche essere modificate con reciproco accordo, per corrispondenza, fra le Amministrazioni senza la formalità di articoli aggiuntivi.

Articolo XXIV.

SOSPENSIONE DEL SERVIZIO.

Qualora del Servizio Vaglia si avvalgano sia in Italia che in Australia commercianti o altre persone per la trasmissione di grosse somme di denaro oppure si verifichino comunque altre circostanze atte a giustificare il provvedimento, sia l'Amministrazione Italiana che quella Australiana avranno la facoltà di sospendere temporaneamente o definitivamente il servizio stesso a condizione però che immediato telegrafico avviso, se necessario, sia dato all'altra Amministrazione.

Article XXV.

PUTTING INTO OPERATION AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall take the place of all previous Agreements or arrangements, which are hereby cancelled, relative to the exchange of Money Orders between the two Administrations and shall come into operation on and from 1st day of July, 1934, and shall continue in force until one of the Contracting Parties has advised the other at least six months in advance of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Melbourne on the twenty-third day of April, 1934, and at Rome on the twenty-second day of June, 1934, XII.

(Signed) H. S. W. LAWSON,
Acting Postmaster General
of the Commonwealth of Australia.

I certify that this copy of the Agreement for the Exchange of Postal Money Orders between Italy and the Commonwealth of Australia is identical with the original document.

A. J. McLachlan,
Postmaster-General.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Articolo XXV.

ATTUAZIONE E DURATA DELLA CONVENZIONE.

Questa Convenzione sostituisce tutte le altre precedenti comprese le transazioni al riguardo, le quali con la presente vengono abrogate, se relative allo scambio di vaglia fra le due Amministrazioni, e andrà in vigore dal 1° luglio 1934 rimanendo in attuazione finchè una delle parti contraenti non abbia avvisato l'altra di intenderla come abrogata almeno sei mesi prima.

Compilata in duplice copia e firmata a Melbourne il 23 aprile 1934 ed a Roma il 22 giugno 1934
XII.

(Fto.) G. PESSON.
*Il Direttore generale
delle Poste e dei Telegrafi d'Italia.*

I certify that this copy of the Agreement for the Exchange of Postal Money Orders between Italy and the Commonwealth of Australia is identical with the original document.

A. J. McLachlan,
Postmaster-General.

Per copia conforme :
p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

" A ".

List No.
Sheet No.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.

Office Stamp

LIST OF MONEY ORDERS ISSUED IN THE STATE OF AND
PAYABLE IN ITALY, DESPATCHED THIS DAY OF..... 19...

Inter-national Number of the Money Order	Original Number of the Money Order	Date	Office at which the Money was paid in	Name of the Remitter	Name of the Person to whom the Money is to be paid	Address of the Person to whom the Money is to be paid	Amount received in Australia			Amount to be paid in Italy	Advice of Payment	Space for use in the Italian Office of Exchange
							£	s	d			

" B ".

Elenco N°
Foglio N°

ITALIA.

Bollo dell'Ufficio

ELENCO DEI VAGLIA EMESSI IN ITALIA SULLA AUSTRALIA.

Data di emissione	No. Internazionale del Vaglia	No. Originale del Vaglia	Ufficio di Origine	Indicazione del Mittente	Indicazione del destinatario	Indirizzo del destinatario	Importo depositato in Italia	Importo da pagarsi nella Australia	Avviso di pagamento	For use by the Australian Office of Exchange

" C ".

LIST OF MONEY ORDERS ISSUED IN ON
 DURING THE MONTH OF 19.....
 WHICH, NOT HAVING BEEN PAID WITHIN TWELVE MONTHS AFTER ISSUE, HAVE BECOME VOID.

Date of Issue	Number	International Number	Where Issued	Where Payable	Amount					Remarks and List No.
					£	s	d	Lire	Cts.	

Money Order Office,
 19...

Accountant.

“ D ”.

GENERAL ACCOUNT
OF MONEY ORDER TRANSACTIONS BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND ITALY
FOR THE QUARTER ENDED

CREDIT OF AUSTRALIA				CREDIT OF ITALY					
			£	s	d			Lire	cts.
Balance from previous Quarter . . .						Balance from previous Quarter . . .			
Orders issued in Italy						Orders issued in Australia			
Amount due to State of :						Amount due by State of :			
	£	s	d				Lire	cts.	
New South Wales . .									
Victoria and Tasmania									
Queensland									
South Australia . . .									
Western Australia . .									
<i>Deduct</i> : Credit of Italy						<i>Deduct</i> : Credit of Australia			
Converted at rate of £1 =						Converted at rate of £1 =			
Balance						Balance			
Paid on account by Italy through official Secretary for Common- wealth, London (See statement at back.)						Paid on account by Australia through Official Secretary for Common- wealth, London (See statement at back.)			
Balance remaining due to Australia .						Balance remaining due to Italy . . .			

Postmaster General's Department,
Central Office, Melbourne, C. 2.

Accepted at
Chief Inspector (Finance).

"E".

ACCOUNT IN RESPECT OF MONEY ORDER TRANSACTIONS BETWEEN THE STATE OF AND ITALY
FOR THE QUARTER ENDED

To CREDIT OF STATE OF		To CREDIT OF ITALY	
£	s d	£	s d
Lire cts.		Lire cts.	
Amount of Orders issued in Italy on		Amount of Orders issued in	
Commission on amount of such issue at ½ per cent		Commission on amount of such issue at ½ per cent	
To be deducted:		To be deducted:	
Amount of Repaid Orders issued in Italy		Amount of Repaid Orders issued in State of	
Amount of Void Orders issued in Italy		Amount of Void Orders issued in State of	
Total amount due to		Total amount due to Italy	

Balance due by is £ Lire

..... Accountant.

“ H ”.

State of

Date Stamp of Exchange Office

[Empty rectangular box for Date Stamp of Exchange Office]

ADVICE OF PAYMENT OF A MONEY ORDER.

of Country of Issue.

The undersigned certifies that the sum of being the amount of Money Order No. issued by the office of on the 19... in favour of :

(Name)

(Address)

.....

was duly paid on the

Stamp of Paying Office.

[Empty rectangular box for Stamp of Paying Office]

Signature Payee

..... Postmaster.

This advice must be signed by the payee, or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, enclosed in an envelope and despatched by first post to the Exchange Office of the country of issue.

If the Advice of Payment is not applied for at the time of issue of the Order, particulars regarding the No. of the Order, Office of Issue, etc., must be supplied by the Exchange Office of the country of issue and forwarded to the Exchange Office of the country of payment.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3806. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES D'ITALIE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A MELBOURNE, LE 23 AVRIL 1934, ET A ROME, LE 22 JUIN 1934.

Article premier.

Il sera institué un échange régulier de mandats de poste entre l'Italie et le Commonwealth d'Australie, qui comprend les Etats de la Nouvelle-Galles du Sud, du Victoria, du Queensland, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale et de la Tasmanie.

Article II.

BUREAUX D'ÉCHANGE.

L'échange devra s'effectuer par l'intermédiaire des bureaux d'échange. Pour l'Australie, les bureaux d'échange seront : Sydney pour la Nouvelle-Galles du Sud, Melbourne pour le Victoria et la Tasmanie, Brisbane pour le Queensland, Adélaïde pour l'Australie méridionale et Perth pour l'Australie occidentale ; pour l'Italie, le bureau d'échange sera Turin.

Article III.

MONTANT MAXIMUM.

Le montant maximum pour lequel un mandat de poste pourra être émis dans l'un des deux pays en vue de son paiement dans l'autre est fixé à 20 livres sterling, ou l'équivalent le plus proche de cette somme dans la monnaie légale du pays d'émission.

Ce maximum pourra toutefois être relevé, à la suite d'un accord entre les deux administrations.

Article IV.

EMISSION ET PAIEMENT.

Le montant de chaque mandat de poste devra être versé par l'expéditeur ou payé au destinataire dans la monnaie légale du pays où a lieu l'opération.

Un récépissé devra être délivré à l'expéditeur.

Article V.

INDICATIONS A FOURNIR PAR L'EXPÉDITEUR D'UN MANDAT.

L'expéditeur d'un mandat de poste sera tenu d'indiquer les noms et prénoms de l'expéditeur et du destinataire ou le nom de la maison ou société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article VI.

MONNAIE DANS LAQUELLE SONT ÉTABLIS LES MANDATS.

Le montant de tout mandat émis en Australie pour être payé en Italie sera exprimé en lires et en centesimi, et celui de tout mandat émis en Italie pour être payé en Australie sera exprimé en livres sterling, en shillings et en pence.

Aux fins du présent accord, le terme « sterling » s'entend de la monnaie anglaise.

Article VII.

CONVERSION.

Chaque administration aura la faculté de fixer de temps à autre le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle, à condition de notifier ce taux à l'autre administration.

Lors de la conversion des sommes de la monnaie du pays d'émission dans celle du pays de paiement, les fractions de penny ou de 10 centesimi seront négligées dans le résultat de la conversion.

La conversion en monnaie italienne des sommes notifiées par l'Australie pour paiement en Italie sera effectuée par les bureaux d'échange australiens, et la conversion en sterling des sommes notifiées par l'Italie pour paiement en Australie sera effectuée par le bureau d'échange italien.

Article VIII.

TAXES.

L'administration des postes de chaque pays contractant aura la faculté de fixer, de temps à autre, le taux de commission (taxe) applicable à tous les mandats de poste émis par elle.

Cette taxe sera acquise au pays d'émission, mais ce pays créditera le pays de paiement d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant total des mandats émis sur son territoire et notifiés au pays de paiement.

Chaque administration communiquera à l'autre son tarif de taxes ou droits de commission établi en vertu du présent accord.

Article IX.

LISTE DES MANDATS ÉMIS.

Chaque bureau d'échange communiquera à l'autre les indications relatives aux mandats émis dans son pays pour paiement dans l'autre, en utilisant à cet effet des listes du modèle indiqué aux annexes A et B.

Ces listes ne seront envoyées que s'il y a des mandats à notifier, mais un duplicata, ou une copie à la presse, de chaque liste sera expédié par le courrier qui suivra celui par lequel la liste originale aura été envoyée.

Article X.

NUMÉROTATION DES LISTES ET DES MANDATS.

Chaque liste sera numérotée suivant une série commençant le 1^{er} janvier de chaque année par la numéro 1, et devra porter la date d'expédition, manuscrite ou indiquée au moyen d'un timbre, ainsi que le timbre ou cachet spécial du bureau d'échange émetteur.

Chaque mandat inscrit sur les listes portera un numéro d'ordre (dénommé numéro international) suivant une série qui commencera au début de chaque année par le N^o 1. Une colonne spéciale sera réservée dans la liste à l'indication de ce numéro d'ordre international.

Article XI.

LISTES MANQUANTES.

Toute liste manquante sera immédiatement réclamée par le bureau d'échange auquel elle aurait dû parvenir. Le bureau d'échange expéditeur adressera alors sans retard un duplicata dûment certifié comme tel au bureau d'échange destinataire.

Article XII.

EXAMEN DES LISTES.

Les listes seront soigneusement vérifiées par le bureau d'échange auquel elles parviendront, et rectifiées si elles contiennent des erreurs manifestes. Les rectifications seront notifiées au bureau d'échange expéditeur.

Lorsque les listes contiendront d'autres irrégularités, le bureau d'échange qui les aura reçues demandera des explications au bureau d'échange expéditeur, qui devra fournir ces explications dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, l'émission de mandats intérieurs se rapportant aux indications de la liste qui auront été reconnues irrégulières sera suspendue.

Article XIII.

EMISSION DE MANDATS INTÉRIEURS.

Dès que la liste sera parvenue au bureau d'échange destinataire, celui-ci établira dans la monnaie du pays de paiement, pour l'équivalent des sommes spécifiées dans la liste, des mandats intérieurs au bénéfice des destinataires et il adressera ces mandats aux destinataires ou aux bureaux de paiement, selon les arrangements en vigueur dans chaque pays pour le paiement des mandats.

Article XIV.

MANDATS EN TRANSIT.

Les conditions suivantes seront applicables aux mandats expédiés d'Italie par l'intermédiaire de l'administration des postes australiennes à destination de tout autre pays :

a) Les postes italiennes communiqueront le montant de ces mandats en transit au service des mandats de Sydney, qui transmettra cette indication aux bureaux d'échange des pays de paiement.

b) Aucun mandat ne pourra dépasser le montant maximum fixé pour l'échange de mandats entre l'Italie et l'Australie.

c) Les indications relatives aux mandats en transit devront être inscrites sur des feuilles distinctes des listes d'avis ordinaires envoyées au bureau d'échange de Sydney, et le montant total des mandats en transit sera compris dans le total de ces listes.

d) Les noms et adresses des destinataires, y compris l'indication de la ville et du pays de paiement, devront être spécifiés aussi complètement que possible.

e) Les postes italiennes bonifieront au bureau des postes de Sydney le même pourcentage (voir article VIII de l'accord) sur les mandats en transit que sur les mandats payables en Australie, et le bureau de Sydney bonifiera au bureau du pays de paiement le même pourcentage sur les mandats en transit que sur les mandats émis en Australie, en déduisant du montant de chaque mandat dont les indications seront retransmises par lui une commission spéciale dont le chiffre devra être fixé par l'administration des postes australiennes.

f) Lorsque le montant d'un mandat en transit sera remboursé à l'expéditeur, le droit de commission perçu pour le service intermédiaire ne sera pas restitué.

Les mandats envoyés d'Australie par l'intermédiaire des postes italiennes seront signalés dans les mêmes conditions.

Chaque administration communiquera à l'autre les noms des pays avec lesquels elle procède à l'échange de mandats, ainsi que les droits de commission qu'elle perçoit pour la prestation de ce service intermédiaire.

Article XV.

PÉRIODE DE VALIDITÉ DES MANDATS.

La validité des mandats s'étendra jusqu'à la fin du douzième mois qui suivra le mois de leur émission. A l'expiration de cette période, le montant des mandats non payés devra être remboursé à l'administration du pays d'origine, laquelle en disposera conformément aux lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Les sommes versées pour des mandats dont le paiement n'aura pas été réclamé dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'émission seront acquises en totalité à ce pays.

Il est entendu qu'il ne sera donné suite à aucune réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non qualifiée si cette réclamation n'a pas été faite dans le délai d'une année à partir de la date à laquelle ce mandat s'est trouvé périmé. A l'expiration de ce délai, les administrations des deux pays cesseront d'être responsables de paiements faits à des personnes non qualifiées.

Article XVI.

AVIS DE PAIEMENT.

L'expéditeur d'un mandat pourra obtenir un avis de paiement du mandat en versant d'avance un droit dont le montant sera fixé par l'administration du pays d'émission et acquis en totalité à celle-ci.

Si cet avis de paiement n'est pas demandé au moment de l'émission du mandat, l'expéditeur pourra en faire la demande ultérieurement, à condition que ce soit dans les délais fixés au troisième alinéa de l'article XV.

Si une demande d'avis de paiement est présentée au moment de l'émission du mandat, les lettres « A. P. » seront inscrites dans la liste, en regard des indications relatives à ce mandat.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou similaire à celui de l'annexe H.

Pour les mandats en transit (article XIV), tous les avis de paiement établis seront envoyés au bureau d'échange du pays intermédiaire, qui en assurera la transmission aux expéditeurs.

Article XVII.

REMBOURSEMENT ET RECTIFICATION DES ERREURS. ¶

Lorsque l'expéditeur d'un mandat désirera faire rectifier le nom ou l'adresse du destinataire, ou bien se faire rembourser le montant d'un mandat, il devra en faire la demande à l'administration du pays d'émission.

Après réception d'une demande à cet effet, contenant les indications nécessaires, il sera donné des instructions pour arrêter le paiement du mandat en question.

Le remboursement n'aura lieu en aucun cas avant qu'on se soit assuré, par l'intermédiaire de l'administration du pays où le mandat est payable, que celui-ci n'a pas été payé et que ladite administration en autorise le remboursement.

Article XVIII.

EMISSION DE DUPLICATA DE MANDATS ET CHANGEMENT DU LIEU DE PAIEMENT.

L'établissement de duplicata de mandats et le changement du lieu de paiement ne pourront être effectués que par l'administration des postes du pays à destination duquel ont été établis les mandats, et conformément aux règlements qui ont été ou qui pourront être adoptés dans ce pays.

Article XIX.

CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MANDATS.

En ce qui concerne les cas non prévus par les dispositions du présent accord, les mandats expédiés d'un pays dans l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux dispositions et règlements en vigueur dans le pays d'origine et, en ce qui concerne le paiement, aux dispositions et règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article XX.

ÉTAT DES MANDATS NON PAYÉS.

A la fin de chaque mois, chacune des administrations préparera et communiquera à l'autre au moyen d'un état conforme ou analogue au modèle de l'annexe C, les indications requises sur tous les mandats émis par l'autre administration qui seront restés non payés à l'expiration du délai spécifié à l'article XV.

Toutefois, cette communication ne sera pas nécessaire lorsqu'il n'y aura pas de mandats à rembourser.

Article XXI.

COMPTES.

A la fin de chaque trimestre, ou aussitôt que possible après cette date, l'administration des postes australiennes préparera et enverra à l'administration des postes italiennes un compte (modèle D) établi en double exemplaire. Ce compte comprendra les états modèles « E », « F » et « G », relatifs aux opérations effectuées entre l'Australie et l'Italie.

Les comptes seront établis en sterling et en monnaie italienne. Dans le compte général, le montant des mandats émis en Australie sur l'Italie sera indiqué en liras et en centesimi, et celui des mandats émis en Italie sur l'Australie en sterling. Le solde, s'il est en faveur de l'Italie, sera indiqué en monnaie italienne et, s'il est en faveur de l'Australie, en sterling.

Dans le calcul du solde, le montant créditeur le plus faible, s'il est en faveur de l'Australie, sera converti en liras et, s'il est en faveur de l'Italie, en sterling, au taux moyen des cours officiels du change entre Londres et l'Italie pendant la période à laquelle se rapporte le compte. Cette disposition pourra être modifiée d'un commun accord entre les administrations des postes des pays contractants, lorsqu'elles le jugeront opportun.

Le compte sera accompagné d'un état donnant les indications sur la base desquelles aura été calculé le taux moyen.

Article XXII.

REMISES.

Chaque mois, l'administration qui, après revision mensuelle du montant des mandats échangés, sera débitrice vis-à-vis de l'autre d'une somme de 1.000 livres sterling au minimum, ou l'équivalent de cette somme, devra verser un acompte à l'autre administration. Si c'est l'administration australienne qui est débitrice, elle utilisera pour cette remise mensuelle la voie télégraphique.

Si le solde débiteur est à la charge de l'Australie, l'administration des postes du Commonwealth fera en sorte que le montant dû en liras à l'Italie soit payable à Rome.

Si le solde débiteur est à la charge de l'Italie, l'administration italienne procédera au paiement en livres sterling par l'intermédiaire de la Direction générale des postes de Londres.

Les frais de ces paiements seront supportés par l'administration débitrice.

Le solde du compte mentionné à l'article XXI, déduction faite des remises mensuelles, s'il n'est pas parvenu à l'administration créditrice dans le délai de quatre mois après l'expiration de la période à laquelle se rapporte le compte, portera intérêts à raison de 7 % par an, à dater de l'expiration du délai de quatre mois jusqu'à la date où aura lieu le paiement.

Si les remises mensuelles dont il est question au premier alinéa du présent article ne sont pas parvenues à l'administration créditrice dans le délai de deux mois après l'expiration du mois pour lequel a été calculé le montant de la remise, le même taux d'intérêts sera applicable à partir de la date où expirera cette période de deux mois, jusqu'à la date où aura lieu le paiement.

Article XXIII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Chaque administration pourra adopter toutes règles additionnelles compatibles avec les dispositions qui précèdent, afin d'assurer une sécurité plus grande contre la fraude ou un meilleur fonctionnement du service en général. Toutes règles additionnelles de ce genre devront être communiquées à l'autre administration contractante. Les dispositions de l'accord qui sont d'importance secondaire pourront également être modifiées d'un commun accord entre les deux administrations, par voie de correspondance, sans qu'il soit nécessaire d'établir des articles additionnels.

Article XXIV.

SUSPENSION DU SERVICE.

S'il apparaît que le service des mandats de poste est utilisé, en Italie ou en Australie, par des commerçants ou d'autres personnes pour la transmission de sommes importantes, ou si d'autres circonstances extraordinaires justifient cette mesure, l'administration italienne et l'administration australienne auront chacune la faculté de suspendre temporairement ou définitivement ce service, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, en cas de besoin par la voie télégraphique.

Article XXV.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord remplacera tous les accords ou arrangements antérieurs concernant l'échange de mandats de poste entre les deux administrations, qui sont abrogés par le présent accord. Il entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1934 et restera applicable aussi longtemps que l'une des Parties contractantes n'aura pas notifié à l'autre, au moins six mois d'avance, son intention d'y mettre fin.

Fait en double expédition et signé à Melbourne, le 23 avril 1934, et à Rome, le 22 juin 1934-XII.

(Signé) H. S. W. LAWSON,
Directeur général p. i. des Postes
du Commonwealth d'Australie.

(Signé) G. PESSON,
Directeur général des Postes
et Télégraphes d'Italie.

« A »

Liste N°
Feuille N°

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.

Timbre du bureau

LISTE DES MANDATS DE POSTE ÉMIS DANS L'ÉTAT DE..... ET
PAYABLES EN ITALIE, EXPÉDIÉE LE 19...

Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Date	Bureau de versement	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Somme reçue en Australie			Somme payable en Italie	Avis de paiement	Espace réservé au Bureau d'échange italien
							£	s	d			

« B »

Liste N°
Feuille N°

ITALIE.

Timbre du bureau

LISTE DES MANDATS ÉMIS EN ITALIE SUR L'AUSTRALIE.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'origine	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Somme versée en Italie			Somme payable en Australie	Avis de paiement	Espace réservé au Bureau d'échange australien
							£	s	d			

« C »

LISTE DES MANDATS DE POSTE ÉMIS EN SUR

PENDANT LE MOIS DE 19.....

QUI, RESTÉS NON PAYÉS DANS LES DOUZE MOIS SUIVANT LEUR ÉMISSION, SONT PÉRIMÉS.

Date d'émission	Numéro	Numéro international	Lieu d'émission	Lieu de paiement	Somme					Observations et numéro de la liste
					£	s	d	Lires	Ct.	

Bureau des mandats,
..... 19...

L'agent comptable :

« E »

COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES AUX MANDATS DE POSTE ENTRE L'ÉTAT DE ET L'ITALIE,
 POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN LE

AU CRÉDIT DE L'ÉTAT DE				AU CRÉDIT DE L'ITALIE							
£	s	d	Lires	Ct.	£	s	d	Lires	Ct.		
Montant des mandats émis en Italie sur Commission sur le montant de ces mandats, au taux de 1/2 %				Montant des mandats émis dans sur l'Italie Commission sur le montant de ces mandats, au taux de 1/2 %							
A déduire : Montant des remboursements de mandats émis en Italie Montant des mandats émis en Italie et annulés				A déduire : Montant des remboursements de mandats émis dans l'Etat de Montant des mandats émis dans l'Etat de et annulés							
Somme totale due à.....				Somme totale due à l'Italie							

Le solde dû par se monte à £ Lires
 L'agent comptable :

« F »

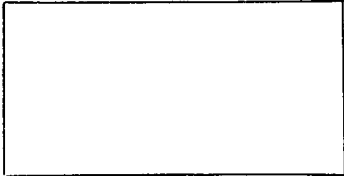
ETAT DES LISTES DE MANDATS ÉMIS PAR L'ÉTAT DE ET L'ITALIE, RESPECTIVEMENT,
PENDANT LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN LE 19.....

EMIS PAR L'ÉTAT DE						EMIS PAR L'ITALIE							
Date	Numéro de la liste	Somme					Date	Numéro de la liste	Somme				
		Lires	Ct.	£	s	d			Lires	Ct.	£	s	d
Total au crédit de l'Italie							Total au crédit de l'Etat de						

« H »

Etat de

Timbre à date du Bureau d'échange



du pays d'émission.

AVIS DE PAIEMENT D'UN MANDAT DE POSTE.

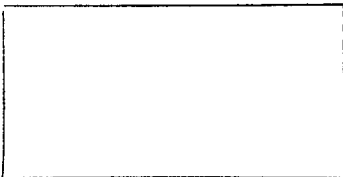
Le soussigné certifie que la somme de
montant du mandat de poste N°, émis par le Bureau de
le19..., au bénéfice de

(Nom)

(Adresse)

a été dûment payé le

Timbre du Bureau de paiement.



Signature : Destinataire.

..... Receveur des postes.

Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si le règlement du pays de destination le permet, par l'agent qui effectue le paiement, puis mis sous enveloppe et adressé par le premier courrier au Bureau d'échange du pays d'émission.

Si l'avis de paiement n'est pas demandé au moment de l'émission du mandat, des indications sur le numéro du mandat, le bureau d'émission, etc., doivent être fournies par le Bureau d'échange du pays d'émission et adressées au Bureau d'échange du pays de paiement.

N° 3807.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Arrangement concernant les facilités
en matière de circulation et de
travail dans les zones frontalières,
et protocole de clôture. Signés à
Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.

GERMANY AND BELGIUM

Agreement regarding Traffic and
Labour Facilities in the Frontier
Zones, and Final Protocol.
Signed at Aix-la-Chapelle, May
10th, 1935.

N^o 3807. — ARRANGEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE
CONCERNANT LES FACILITÉS EN MATIÈRE DE CIRCULATION
ET DE TRAVAIL DANS LES ZONES FRONTALIÈRES. SIGNÉ A
AIX-LA-CHAPELLE, LE 10 MAI 1935.

*Textes officiels allemand et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 22 janvier 1936.*

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ont jugé opportun d'adapter aux circonstances et de compléter les dispositions de l'Arrangement¹ du 1^{er} juillet 1926 concernant les facilités de passage à accorder à leurs ressortissants dans les zones frontalières. A cet effet, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

§ 1^{er}. Les personnes de nationalité belge ou allemande ayant leur domicile dans la zone frontalière ou résidant dans cette zone depuis quatre mois au moins, peuvent obtenir une carte frontalière les autorisant, dans les conditions et sous les réserves ci-après, à passer la frontière et à séjourner temporairement dans la zone frontalière voisine.

§ 2. Les fonctionnaires ainsi que les employés et agents de l'Etat, des provinces, cercles, cantons et communes, qui sont appelés à franchir la frontière dans l'exercice d'un mandat officiel, jouissent du bénéfice de la carte frontalière sans être astreints aux limitations de temps prévues au § 1^{er} du présent article.

§ 3. Il en est de même en ce qui concerne les personnes ayant la jouissance de terrains situés dans l'une des zones frontalières et exploités par une entreprise se trouvant dans l'autre zone frontalière, ainsi que les personnes occupées dans pareille entreprise.

Article 2.

§ 1^{er}. Est considérée comme zone frontalière au regard du présent arrangement :

Du côté belge, une bande de territoire comprenant les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, ainsi que les communes de Sippenaeken, Moresnet, La Calamine, Gemmenich, Montzen, Henri-Chapelle, Welkenraedt, Baelen et Membach.

Du côté allemand, une bande de territoire d'une profondeur de 15 kilomètres le long de la frontière.

§ 2. Au cas où la ligne de démarcation telle qu'elle est définie ci-dessus, diviserait le territoire d'une commune ou d'une localité, l'entièreté de cette commune ou de cette localité sera comprise dans la zone frontalière.

¹ Vol. LXII, page 127, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3807. — DEUTSCH-BELGISCHES ABKOMMEN ÜBER ERLEICHTERUNGEN AUF DEM GEBIETE DES PASSWESENS UND DER ARBEITSAUFNAHME IM KLEINEN GRENZVERKEHR. GEZEICHNET IN AACHEN, AM 10. MAI 1935.

German and French official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 22nd, 1936.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE BELGISCHE REGIERUNG haben es für angezeigt gehalten, die Bestimmungen des Abkommens¹ vom 1. Juli 1926 über Passerleichterungen für die beiderseitigen Staatsangehörigen im kleinen Grenzverkehr den gegenwärtigen Verhältnissen entsprechend zu ändern und zu ergänzen. Zu diesem Zweck haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachfolgenden Bestimmungen vereinbart :

Artikel 1.

(1) Deutsche Reichsangehörige und Belgische Staatsangehörige, die im Grenzbezirk ihren Wohnsitz haben oder sich dort seit wenigstens vier Monaten aufhalten, können einen Grenzausweis erhalten, der sie unter den nachfolgenden Bedingungen und Vorbehalten berechtigt, die Grenze zu überschreiten und sich im Nachbargrenzbezirk vorübergehend aufzuhalten.

(2) Beamte und Angestellte im Dienste des Reichs, des Staates, der Provinzen, Kreise, Kantone und Gemeinden, die in amtlichem Auftrage die Grenze überschreiten müssen, geniessen die Vorteile des Grenzausweises ohne die im Absatz 1 dieses Artikels vorgesehenen zeitlichen Beschränkungen.

(3) Das Gleiche gilt für Nutzungsberechtigte von Grundstücken, die in einem Grenzbezirk liegen, aber von einer benachbarten Grenzbezirk belegenen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, sowie für Personen, die in einer solchen Betriebsstätte beschäftigt sind.

Artikel 2.

(1) Als Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens wird angesehen :

Auf deutscher Seite ein Gebietsstreifen von 15 km Breite längs der Grenze,

Auf belgischer Seite das Gebiet der Kantone Eupen, Malmedy und St. Vith sowie der Gemeinden Sippenaeken, Moresnet, La Calamine, Gemmenich, Montzen, Henri-Chapelle, Welkenraedt, Baelen und Membach.

(2) Falls die vorbezeichnete Abgrenzung das Gebiet einer Gemeinde oder einer Ortschaft durchschneidet, wird die ganze Gemeinde oder Ortschaft in den Grenzbezirk einbezogen.

¹ Vol. LXII, page 127, of this Series.

§ 3. Les Parties contractantes se communiqueront la liste des communes qui font partie des zones frontalières définies ci-dessus.

Article 3.

Les cartes frontalières sont délivrées par les autorités dont relève le lieu où l'intéressé a son domicile ou sa résidence et qui seront désignées à cet effet par chacune des deux Parties contractantes pour son propre territoire.

Article 4.

§ 1^{er}. Les cartes frontalières seront établies en langues française, flamande et allemande d'après les modèles ci-joints (annexes A et B).

§ 2. La carte frontalière sera jaune ou verte suivant qu'elle aura été délivrée par une autorité belge ou une autorité allemande. Si l'intéressé a son domicile ou réside à la fois dans la zone frontalière et dans le rayon douanier, la carte frontalière sera rayée transversalement d'une ligne rouge.

Article 5.

§ 1^{er}. Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes communiquent aux autorités compétentes de l'autre Partie (art. 3) les listes, en deux exemplaires, des personnes qui sollicitent une carte frontalière. Ces listes doivent mentionner les noms et prénoms, profession, lieu et date de naissance, domicile ou résidence des intéressés ainsi que la justification de la demande de carte, la zone de validité de la carte et les points de passage de la frontière ; elles doivent être datées. Les cartes frontalières destinées aux personnes désignées dans les listes doivent être jointes à celles-ci. Les autorités de la seconde Partie renvoient, dans les deux semaines qui suivent la réception de la communication, aux autorités qui ont établi les cartes, les doubles des listes ainsi que les cartes et, le cas échéant, tous autres documents qui auraient été communiqués. Les cartes dont la validation ne soulève aucune objection sont revêtues du sceau des autorités qui les renvoient. Ces autorités portent sur ces listes, en regard des noms des personnes qui ne peuvent être admises ou dont l'admission serait subordonnée à certaines réserves, soit la mention « refus », soit l'indication des modifications exigées quant à la zone de validité ou quant aux points de passage.

§ 2. Lorsque les conditions prévues par le présent arrangement sont remplies, les refus ne sont opposés qu'à titre exceptionnel pour des raisons de sécurité publique.

Article 6.

Les cartes frontalières ne sont délivrées qu'à des personnes ayant dépassé l'âge de quinze ans. Exceptionnellement, en cas de nécessité particulière, les personnes de moins de quinze ans pourront en obtenir également. En principe, toutefois, les enfants de moins de quinze ans ne pourront passer la frontière qu'en compagnie d'une personne adulte et uniquement dans le cas où la carte de cette personne autorise celle-ci à se faire accompagner de ces enfants.

Article 7.

§ 1^{er}. En règle générale, les cartes frontalières sont délivrées pour une période de deux ans.

§ 2. Il sera uniquement perçu pour la délivrance d'une carte frontalière une taxe fixée en Belgique à 1 belga 50, en Allemagne à 0,50 Reichsmark.

(3) Die vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Gemeinden zu ihrem oben bezeichneten Grenzbezirk gehören.

Artikel 3.

Die Grenzausweise werden von den Behörden ausgestellt, die für den Wohnsitz- oder Aufenthaltsort des Bewerbers von jedem der vertragschliessenden Teile auf seinem Gebiet als zuständig erklärt werden.

Artikel 4.

(1) Die Grenzausweise werden nach den anliegenden Vordrucken (Anlagen A und B) in deutscher, französischer und flämischer Sprache ausgestellt.

(2) Die Grenzausweise werden von den deutschen Behörden in grüner und von den belgischen Behörden in gelber Farbe ausgestellt. Wenn der Bewerber seinen Wohnsitz oder Aufenthalt gleichzeitig im Grenzbezirk und im Zollgrenzbezirk hat, wird der Grenzausweis mit einem roten Querstrich versehen.

Artikel 5.

(1) Die zuständigen Behörden jedes der vertragschliessenden Teile übersenden den zuständigen Behörden des anderen Teiles (Artikel 3) Listen der Ausweisbewerber in doppelter Ausfertigung. Diese Listen sollen Namen und Vornamen, Beruf, Ort und Tag der Geburt, Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt des Ausweisbewerbers und die Tatsachen angeben, die den Antrag auf Ausstellung des Ausweises rechtfertigen, ferner den Geltungsbereich des Ausweises und die zu benutzenden Grenzübergangsstellen anführen; sie sind mit Tagesangabe zu versehen. Die Grenzausweise, die den in den Listen aufgeführten Personen ausgestellt werden sollen, sind mitzuübersenden.

Die Behörden des anderen Teiles senden innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Listen die Doppel nebst den Grenzausweisen und gegebenenfalls allen sonstigen mitübersandten Unterlagen an die zur Ausstellung der Ausweise berufenen Behörden zurück. Die nichtbeanstandeten Ausweise werden dabei mit dem Stempel der zurücksendenden Behörde versehen. Diese Behörden fügen in den Listen bei den Namen der Personen, die nicht oder nur mit Einschränkungen zugelassen werden, entweder den Vermerk « abgelehnt » hinzu oder geben an, welche Änderungen hinsichtlich des Geltungsbereichs oder der Grenzübergangsstellen gefordert werden.

(2) Die Ablehnung der Grenzausweise soll, wenn die in diesem Abkommen vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, nur ausnahmsweise, und zwar aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, erfolgen.

Artikel 6.

Die Grenzausweise werden nur Personen über 15 Jahren ausgestellt. Ausnahmsweise kann im Falle eines besonderen Bedürfnisses ein Grenzausweis auch Personen unter 15 Jahren ausgestellt werden. Im übrigen dürfen Jugendliche unter 15 Jahren die Grenze ohne Ausweis nur in Begleitung eines Erwachsenen und nur dann überschreiten, wenn dessen Ausweis die Befugnis zur Mitnahme des Jugendlichen enthält.

Artikel 7.

(1) Die Grenzausweise werden in der Regel für zwei Jahre ausgestellt.

(2) Für die Ausstellung eines Grenzausweises wird auf deutscher Seite eine Gebühr von 0,50 Reichsmark, auf belgischer Seite von 1,50 Belga erhoben.

Article 8.

§ 1^{er}. Les cartes frontalières autorisent le passage de la frontière aux endroits qui y sont indiqués.

§ 2. Les lieux de passage autorisés sont déterminés de commun accord par les autorités compétentes des Parties contractantes.

§ 3. Le passage de la frontière pourra être autorisé par d'autres endroits que les lieux de passage fixés, pour des raisons d'ordre économique, notamment, pour les besoins des travaux des champs ou forestiers, l'exercice de la chasse, de la pêche, pour conduire les bêtes à la pâture et pour la récolte de la tourbe. Les lieux de passage de la frontière nécessaires à ces effets sont déterminés de commun accord entre les autorités compétentes des deux Parties et les intéressés en tenant compte des besoins économiques réels. Une remarque sera inscrite à ce sujet sur la carte frontalière.

Article 9.

§ 1^{er}. Le passage de la frontière en vertu des cartes frontalières n'est permis, en règle générale, que pendant les heures de jour, c'est-à-dire du lever au coucher du soleil. Les barrages seront ouverts à temps et ne devront pas être fermés avant l'heure.

§ 2. Les autorités administratives et douanières compétentes peuvent, de commun accord, modifier d'une manière générale ou partielle, les heures fixées pour le passage de la frontière, lorsque les circonstances locales l'exigent.

§ 3. Les heures de passage par chemin de fer, tramways et chemins de fer vicinaux ne sont pas limitées.

Article 10.

Les ecclésiastiques et leurs servants, les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes peuvent aussi, pour l'exercice de leurs fonctions, passer la frontière par une autre voie que le lieu de passage fixé et cela même la nuit.

Article 11.

Les cartes frontalières délivrées dans l'une des zones frontalières, permettent de séjourner dans l'autre zone frontalière pendant des périodes ne dépassant jamais six jours.

Article 12.

Pour des motifs de sécurité publique ou dans des cas d'abus graves et répétés de la carte frontalière, l'autorité qui a donné son autorisation à la délivrance de celle-ci, pourra, par une brève communication des motifs à l'autorité qui a délivré la carte, soit retirer son autorisation, soit faire dépendre son autorisation d'une limitation de la zone d'utilisation de la carte ou bien de la fixation de certains points de passage à la frontière. L'autorité citée en dernier lieu devra alors retirer la carte ou y apposer les restrictions tout en faisant part des mesures prises à l'autorité du pays voisin.

Article 13.

Afin de leur permettre de porter secours en cas d'incendie ou d'autre calamité dans les zones frontalières, les corps de pompiers et les corps de secours des mines, ainsi que d'autres organisations de secours pourront passer la frontière sans formalités de passeport.

Artikel 8.

(1) Die Grenzausweise berechtigen zum Grenzübertritt an den in ihnen bezeichneten Grenzübergangsstellen.

(2) Die Grenzübergangsstellen werden von den zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile im gegenseitigen Einvernehmen bestimmt.

(3) Der Grenzübertritt an anderen als den festgesetzten Grenzübergangsstellen kann aus wirtschaftlichen Gründen, insbesondere für die Bedürfnisse der Feldarbeit und der Forstwirtschaft, die Ausübung der Jagd und der Fischerei sowie für den Weidebetrieb und den Torfstich gestattet werden. Die hierzu erforderlichen Grenzübergangsstellen werden durch die beiderseitigen zuständigen Behörden im Einvernehmen mit den Beteiligten unter Berücksichtigung der tatsächlichen wirtschaftlichen Verhältnisse bestimmt. Ein entsprechender Vermerk ist in den Grenzausweis aufzunehmen.

Artikel 9.

(1) Der Grenzübertritt auf Grund von Grenzausweisen ist regelmässig nur während der Tagesstunden, d. h. von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang, gestattet. Absperrvorrichtungen müssen rechtzeitig geöffnet und dürfen nicht vorzeitig geschlossen werden.

(2) Die zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden können im beiderseitigen Einvernehmen die Zeiten für den Verkehr an den Übergangsstellen allgemein oder im Einzelfall anderweit festsetzen, wenn die örtlichen Verhältnisse es angezeigt erscheinen lassen.

(3) Der Grenzübertritt mit Eisenbahn, Strassenbahn und Kleinbahn ist zeitlich nicht beschränkt.

Artikel 10.

Geistliche und ihre Gehilfen, Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufs die Grenze auch ausserhalb der Grenzübergangsstellen und auch bei Nachtzeit überschreiten.

Artikel 11.

Die in dem einen Grenzbezirk ausgestellten Grenzausweise berechtigen zum jeweiligen Aufenthalt in dem anderen Grenzbezirk auf die Dauer eines Zeitraums, der sechs Tage nicht überschreiten darf.

Artikel 12.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder in Fällen schweren oder wiederholten Missbrauchs bei Benutzung des Grenzausweises kann die Behörde, die der Ausstellung des Grenzausweises zugestimmt hat, gegenüber der Behörde, die den Grenzausweis ausgestellt hat, unter kurzer Mitteilung der Gründe ihre Zustimmung widerrufen oder sie davon abhängig machen, dass der Geltungsbereich des Grenzausweises eingeschränkt oder die Benutzung bestimmter Grenzübergangsstellen vorgeschrieben wird. Die zuletzt bezeichnete Behörde hat den Grenzausweis daraufhin einzuziehen oder zu beschränken und die Behörde des Nachbarlandes von den getroffenen Massnahmen zu unterrichten.

Artikel 13.

Zur Hilfeleistung bei Bränden und anderen Unglücksfällen in den Grenzbezirken dürfen Feuer- und Bergwehren sowie sonstige Rettungsorganisationen die Grenze ohne Passförmlichkeiten überschreiten.

Article 14.

§ 1^{er}. Le porteur d'une carte frontalière d'une des deux Parties contractantes ne pourra prendre du travail dans la zone frontalière de l'autre Partie que s'il est en possession de l'autorisation prévue par la législation ou la réglementation de cette seconde Partie sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

§ 2. L'autorisation de prendre du travail est accordée aux travailleurs frontaliers :

Du côté belge, par l'Office de placement et du chômage dans la juridiction duquel se trouve l'entreprise.

Du côté allemand, par l'Arbeitsamt dans la juridiction duquel se trouve l'entreprise.

L'employeur sollicitera, auprès de l'autorité prédésignée de son pays, l'autorisation, pour le travailleur, de prendre du travail. Il transmettra cette autorisation au travailleur, ou lui fera connaître, le cas échéant, que l'autorisation a été refusée.

§ 3. Si la législation de l'une des Parties contractantes prévoit que l'utilisation d'un travailleur étranger nécessite, pour l'employeur, une autorisation distincte, celle-ci devra être demandée directement à l'autorité compétente visée au § 2.

§ 4. L'établissement et la délivrance des documents portant autorisation de prendre du travail ou d'employer un travailleur frontalier ne donnent pas lieu à perception d'une taxe ou droit de timbre.

Article 15.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître les services qui doivent être considérés comme autorités compétentes au sens du présent arrangement.

Article 16.

Les Parties contractantes se réservent d'apporter, de commun accord, au présent arrangement, par simple échange de notes, les modifications qu'elles considéreraient comme nécessaires par suite de l'expérience acquise.

Article 17.

Le présent arrangement et le protocole de clôture ci-annexé entreront en vigueur le 1^{er} août 1935. A cette date, l'Arrangement conclu entre des deux Parties contractantes, le 1^{er} juillet 1926, concernant les facilités de passage à accorder à leurs ressortissants dans les zones frontalières, cessera de sortir ses effets.

Article 18.

Chacune des Parties contractantes aura le droit de dénoncer le présent arrangement pour la fin de l'année civile, moyennant un préavis de trois mois.

AIX-LA-CHAPELLE, le 10 mai 1935.

(S.) LAVERS.

(S.) ECKARDT.

Artikel 14.

(1) Der Inhaber eines Grenzausweises des einen der vertragschliessenden Teile darf im Grenzbezirk des anderen Teiles Arbeit nur aufnehmen, wenn er die Arbeitserlaubnis besitzt, die für ausländische Arbeitnehmer nach den Bestimmungen dieses Teiles vorgesehen ist.

(2) Die Arbeitserlaubnis wird für Grenzarbeitnehmer erteilt :

Auf deutscher Seite von dem Arbeitsamt, in dessen Bezirk die Arbeitsstelle liegt,

Auf belgischer Seite vom « Office de placement et du chômage », in dessen Bezirk die Arbeitsstelle liegt.

Der Arbeitgeber hat bei der oben bezeichneten Behörde seines Landes für den Arbeitnehmer die Arbeitserlaubnis zu beantragen ; er übermittelt dem Arbeitnehmer die Arbeitserlaubnis oder teilt ihm gegebenenfalls die Ablehnung des Antrags mit.

(3) Soweit nach den Bestimmungen eines der vertragschliessenden Teile der Arbeitgeber zur Beschäftigung eines ausländischen Arbeitnehmers einer besonderen Beschäftigungsgenehmigung bedarf, wird diese Genehmigung durch die oben bezeichnete Behörde seines Landes erteilt.

(4) Bei Beschäftigung von Grenzarbeitnehmern werden für die Arbeitserlaubnis und die Beschäftigungsgenehmigung Gebühren nicht erhoben.

Artikel 15.

Die vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 16.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für notwendig erachten sollten, im Wege des einfachen Notenwechsels zu vereinbaren.

Artikel 17.

Das vorliegende Abkommen nebst Schlussprotokoll tritt am 1. August 1935 in Kraft. Mit dem gleichen Zeitpunkt tritt das Abkommen zwischen Deutschland und Belgien über Passerleichterungen für die beiderseitigen Staatsangehörigen im kleinen Grenzverkehr vom 1. Juli 1926 ausser Kraft.

Artikel 18.

Jeder der vertragschliessenden Teile kann das Abkommen mit einer Frist von drei Monaten für das Ende des Kalenderjahres kündigen.

AACHEN, den 10. Mai 1935.

(Gez.) LAVERS.

(Gez.) ECKARDT.

PROTOCOLE DE CLOTURE

A L'ARRANGEMENT DU 10 MAI 1935 CONCERNANT LES FACILITÉS EN MATIÈRE DE CIRCULATION ET DE TRAVAIL DANS LES ZONES FRONTALIÈRES.

Au moment de signer l'Arrangement du 10 mai 1935, concernant les facilités en matière de circulation et de travail dans les zones frontalières, les plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

I.

Les cartes frontalières délivrées en vertu de l'Arrangement du 1^{er} juillet 1926 ne seront plus, en aucun cas, valables après le 31 octobre 1935.

II.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve de prendre des mesures telles que, pour les cartes frontalières délivrées avant le 1^{er} novembre 1935, conformément aux dispositions du présent arrangement, une taxe inférieure à celle prévue à l'article 7, § 2, soit prélevée si le requérant présente une carte délivrée conformément aux dispositions de l'ancien arrangement et dont la durée de la validité ne viendrait à expiration qu'après le 31 juillet 1936.

III.

Les travailleurs frontaliers d'une des deux Parties contractantes en service dans les entreprises déterminées à l'article premier, § 3, peuvent travailler dans les dépendances de ces entreprises situées dans la zone frontalière du pays voisin sans être en possession de l'autorisation de travail prévue à l'article 14, § 1^{er}.

IV.

Les dispositions du Protocole¹ du 7 novembre 1929 concernant les points de passage de la frontière belgo-allemande, resteront en vigueur même après le 31 juillet 1935.

AIX-LA-CHAPELLE, le 10 mai 1935.

(S.) LAVERS.

(S.) ECKARDT.

¹ Vol. CXXI, page 426, de ce recueil.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM ABKOMMEN ÜBER ERLEICHTERUNGEN AUF DEM GEBIETE DES PASSWESENS
UND DER ARBEITSAUFNAHME IM KLEINEN GRENZVERKEHR VOM 10. MAI 1935.

Bei Unterzeichnung des Abkommens über Erleichterungen auf dem Gebiete des Passwesens und der Arbeitsaufnahme im kleinen Grenzverkehr vom 10. Mai 1935 haben sich die Bevollmächtigten noch über folgendes geeinigt :

I.

Die Grenzausweise, die auf Grund des Abkommens vom 1. Juli 1926 ausgestellt sind, werden spätestens am 31. Oktober 1935 ungültig.

II.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich vor, Massnahmen zu treffen, die es ermöglichen, für Grenzausweise, die auf Grund des vorliegenden Abkommens vor dem 1. November 1935 ausgestellt werden, eine geringere als die im Artikel 7, Absatz 2 vorgesehene Gebühr zu erheben, wenn der Ausweisbewerber einen nach dem bisherigen Abkommen ausgestellten Grenzausweis vorlegt, dessen Geltungsdauer erst nach dem 31. Juli 1936 ablaufen würde.

III.

Solche Grenzarbeiter eines der beiden vertragschliessenden Teile, die in den im Artikel 1, Absatz 3, bezeichneten Betrieben beschäftigt sind, dürfen in Teilen dieses Betriebes, die in dem benachbarten Grenzbezirk liegen, arbeiten, ohne im Besitz einer Arbeiterlaubnis nach Artikel 14, Absatz 1, zu sein.

IV.

Die Bestimmungen des Protokolls¹ über die Grenzübergangsstellen an der deutsch-belgischen Grenze vom 7. November 1929 bleiben auch nach dem 31. Juli 1935 in Kraft.

AACHEN, den 10. Mai 1935.

(Gez.) LAVERS.

(Gez.) ECKARDT.

¹ Vol. CXXI, page 427, of this Series.

ANLAGE A.

Annexe A.

Gebühr } Taxe } Taxe }	Rm.....	Gültig bis zum } Valable jusqu'au } Geldig tot } 19 ...
------------------------------	---------	--	--------------

*Deutsch-Belgischer Grenzverkehr.**Circulation frontalière entre l'Allemagne et la Belgique. — Duitsch-Belgisch Grensverkeer.*

GRENZAUSWEIS. — CARTE FRONTALIÈRE. — GRENSKAART.

N°

Zu- und Vornamen } Nom et prénoms } Naam en voornamen }
---	-------

Wohnsitz oder Aufenthaltsort } Domicile ou lieu de résidence } Woon- of verblijfplaats }
--	-------

Der Ausweis berechtigt zum Grenzübertritt an den amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen und zum jeweiligen Aufenthalt von höchstens sechs Tagen im belgischen Grenzbezirk.

Cette carte autorise le porteur à traverser la frontière aux endroits officiellement désignés à cet effet et à séjourner dans la zone frontalière belge pendant des périodes ne dépassant jamais six jours.

Aan houder van deze kaart wordt vergund de grens aan de officieel daartoe veroorloofde plaatsen te overschrijden en in de Belgische grensstreek te verblijven gedurende tijdruimten welke nooit zes dagen mogente boven gaan.

.....

Zur Arbeitsaufnahme im belgischen Grenzbezirk ist eine besondere Arbeitserlaubnis des « Office de placement et du chômage » erforderlich, in dessen Bezirk die Arbeitsstelle liegt.

Pour prendre du travail dans la zone frontalière belge, une autorisation de l'Office de placement et du chômage dans la juridiction duquel se trouve l'entreprise est nécessaire.

Voor het aannemen van arbeid in de Belgische grensstreek is een toelating van den Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid in het gebied van hetwelk de onderneming zich bevindt, noodig.

ANNEXE B

Valable jusqu'au } 19.....
 Geldig tot }
 Gültig bis zum }

Circulation frontalière entre la Belgique et l'Allemagne.
Belgisch-Duitsch Grensverkeer. — Belgisch-Deutscher Grenzverkehr.

CARTE FRONTALIÈRE. — GRENSKAART. — GRENZAUSWEIS.

N°

Nom et prénoms }
 Naam en voornamen }
 Zu- und Vornamen }

Domicile ou lieu de résidence }
 Woon- of verblijfplaats }
 Wohnsitz oder Aufenthaltsort }

Cette carte autorise le porteur à traverser la frontière aux endroits officiellement désignés à cet effet et à séjourner dans la zone frontalière allemande pendant des périodes ne dépassant jamais six jours.

Aan houder van deze kaart wordt vergund de grens aan de officieel daartoe veroorloofde plaatsen te overschrijden en in de Duitse grensstreek te verblijven gedurende tijdruimten welke nooit zes dagen mogen te boven gaan.

Der Ausweis berechtigt zum Grenzübertritt an den amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen und zum jeweiligen Aufenthalt von höchstens sechs Tagen im deutschen Grenzbezirk.

Pour prendre du travail dans la zone frontalière allemande, une autorisation de l'« Arbeitsamt » dans la juridiction duquel se trouve l'entreprise est nécessaire.

Voor het aannemen van arbeid in de Duitse grensstreek is een toelating van het « Arbeitsamt » in het gebied van hetwelk de onderneming zich bevindt, noodig.

Zur Arbeitsaufnahme im deutschen Grenzbezirk ist eine besondere Arbeiterlaubnis des Arbeitsamtes erforderlich, in dessen Bezirk die Arbeitsstelle liegt.

Beschränkungen
Limitations
Beperkingen

} Der Ausweis berechtigt nur (*Cette carte n'est valable que pour*)

PERSONENBESCHREIBUNG. — SIGNALEMENT.

PERSOONSBESCHRIJVING.

Stand oder Beruf
Etat ou profession
Stand of beroep

Staatsangehörigkeit
Nationalité
Nationaliteit

Geburtsort
Lieu de naissance
Geboorteplaats

Geburtstag
Date de naissance
Geboortedag

Gestalt
Taille
Gestalte

Gesicht
Visage
Aangezicht

Farbe der Augen
Yeux
Kleur der oogen

Farbe des Haares
Cheveux
Kleur van het haar

Besondere Kennzeichen
Signes particuliers
Bijzondere kenteekenen

.....
*Mitzunehmende jugendliche Personen. — Enfants pouvant accompagner le titulaire.
Kinderen die den houder mogen vergezellen.*

Zu- und Vornamen. — Nom et prénoms.
Naam en voornamen.

Geburtstag. — Date de naissance.
Geboortedag.

1.
2.
3.
4.

Limitations }
 Bependingen } Der Ausweis berechtigt nur (*Cette carte n'est valable que pour*)
 Beschränkungen }

SIGNALLEMENT. — PERSOONSBESCHRIJVING.

PERSONENBESCHREIBUNG.

Etat ou profession
 Stand of beroep
 Stand oder Beruf

Nationalité
 Nationaliteit
 Staatsangehörigkeit

Lieu de naissance
 Geboorteplaats
 Geburtsort

Date de naissance
 Geboortedag
 Geburtstag

Taille
 Gestalte
 Gestalt

Visage
 Aangezicht
 Gesicht

Yeux
 Kleur der oogen
 Farbe der Augen

Cheveux
 Kleur van het haar
 Farbe des Haares

Signes particuliers
 Bijzondere kenteekenen
 Besondere Kennzeichen

.....
Enfants pouvant accompagner le titulaire.
Kinderen die den houder mogen vergezellen. — Mitzunehmende jugendliche Personen.

Nom et prénoms. — Naam en Voornamen.
 Zu- und Vornamen.

Date de naissance. — Geboortedag.
 Geburtstag.

1.
2.
3.
4.

Photographie.
Photo.
Lichtbild.

Cachet de service.
Dienststempel.
Dienststempel.

Cachet de service.
Dienststempel.
Dienststempel.

Signature manuscrite du titulaire.
Eigenhandige handteekening van den houder.
Eigenhändige Unterschrift des Inhabers.

.....

.....

Cachet de l'autorité qui délivre la carte.
Dienststempel van de overheid die de kaart afgeeft.
Dienststempel der ausstellenden Behörde.

Cachet de service.
Dienststempel.
Dienststempel.

....., le 19.....
den

Signature du fonctionnaire délégué.
Handteekening van den afgevaardigde ambtenaar.
Unterschrift des Beamten.

.....

.....

Cachet de l'autorité allemande.
Dienststempel van de Duitse overheid.
Dienststempel der deutschen Behörde.

Cachet de service.
Dienststempel.
Dienststempel.

Lichtbild.
Photographie.
Photo.

Dienststempel.
Cachet de service.
Dienststempel.

Dienststempel.
Cachet de service.
Dienststempel.

Eigenhändige Unterschrift des Inhabers.
Signature manuscrite du titulaire.
Eigenhandige handteekening van den houder.

.....

.....

Dienststempel der ausstellenden Behörde.
Cachet de l'autorité qui délivre la carte.
Dienststempel van de overheid die de kaart afgeeft.

Dienststempel.
Cachet de service.
Dienststempel.

....., den
....., le 19.....
....., den

Unterschrift des Beamten.
Signature du fonctionnaire délégué.
Handteekening van den afgevaardigde ambtenaar.

.....

.....

Dienststempel der belgischen Behörde.
Cachet de l'autorité belge.
Dienststempel van de Belgische overheid.

Dienststempel.
Cachet de service.
Dienststempel.

Timbre fiscal.
Fiscale zegel.
Fiskalmarke.

Timbres consulaires.
Consulaire zegels.
Konsularmarken.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3807. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND BELGIUM
REGARDING TRAFFIC AND LABOUR FACILITIES IN THE FRON-
TIER ZONES. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, MAY 10TH, 1935.

The BELGIAN GOVERNMENT and the GERMAN GOVERNMENT have considered it desirable to adapt to present circumstances and to supplement the provisions of the Agreement of July 1st, 1926, concerning facilities for crossing the frontier to be granted to their nationals in the frontier zones. For that purpose, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following provisions:

Article 1.

1. Belgian or German nationals who are domiciled in the frontier zone or who have been resident there for at least four months may obtain a frontier permit entitling them, under the conditions and reservations laid down hereinafter, to cross the frontier and to stay temporarily in the neighbouring frontier zone.

2. Officials and employees of the State, provinces, *Kreise*, cantons and communes, who have to cross the frontier in the exercise of their official duties, shall enjoy the privilege of the frontier permit regardless of the time restriction imposed in the first paragraph of this Article.

3. The same shall apply to persons enjoying the use of land situated in one of the frontier zones and cultivated by a concern in the other frontier zone, as well as to persons employed in such concerns.

Article 2.

1. For the purposes of the present Agreement, the frontier zone shall be understood to mean :

On the Belgian side, a strip of territory including the cantons of Eupen, Malmedy and St. Vith and the communes of Sippenaeken, Moresnet, La Calamine, Gemmenich, Montzen, Henri-Chapelle, Welkenraedt, Baelen and Membach.

On the German side, a strip of territory along the frontier fifteen kilometres in breadth.

2. Should the line of demarcation as defined above divide the territory of a commune or locality, the whole of this commune or locality shall be included in the frontier zone.

3. The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the communes included in the frontier zones as defined above.

Article 3.

Frontier permits shall be issued by the competent authorities of the place where the person concerned has his domicile or residence. The said authorities shall be designated for that purpose by each of the two Contracting Parties in respect of its own territory.

Article 4.

1. Frontier permits shall be issued in French, Flemish and German, in accordance with the annexed specimens (Annexes A and B).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The frontier permit shall be yellow or green according as it is issued by a Belgian or a German authority. If the person concerned is domiciled or resides both in the frontier zone and within the Customs area, the frontier permit shall be marked transversely with a red line.

Article 5.

1. The competent authorities of each Contracting Party shall communicate to the competent authorities of the other Party (Article 3) two copies of the lists of persons applying for a frontier permit. Such lists must give the names and christian names, trade or profession, place and date of birth, domicile or residence of the persons concerned, and the reasons in support of the application for the permit, the area for which the permit is to be valid and the points at which the frontier may be crossed ; the lists must be dated. The frontier permits for the persons named in the lists must be attached to the same. The authorities of the other Party must within two weeks following receipt of the communication return to the authorities which have made out the permits the duplicates of the lists and also the permits, and, if necessary, any other documents which may have been communicated. Permits to which no objection is taken shall be stamped by the authorities returning them. Such authorities shall enter on the lists, opposite the names of the persons who cannot be admitted or whose admission shall be subject to certain conditions, a note either to the effect that they are refused or to the effect that certain changes are required in respect of the area in which the permit is valid or the points at which the frontier may be crossed.

2. Provided that the conditions stated in the present Agreement are complied with, the granting of permits shall only be refused as an exceptional measure for reasons of public security.

Article 6.

Frontier permits may only be granted to persons over fifteen years of age. As an exceptional measure and in case of special need permits may also be granted to persons under fifteen. For the rest, children under fifteen may only cross the frontier without a permit if accompanied by an adult and only if the adult's permit authorises him to take the children with him.

Article 7.

1. As a general rule, frontier permits shall be issued for a period of two years.
2. A fee of 1.50 belgas in Belgium and of 0.50 Reichsmark in Germany shall be charged for the issue of a frontier permit.

Article 8.

1. Frontier permits entitle the holder to cross the frontier at the points named on the permit.
2. The competent authorities of the Contracting Parties shall determine by agreement the points at which the frontier may be crossed.
3. Permission to cross the frontier at points other than the recognised crossing points may be granted for economic reasons, especially if this is necessary for the purpose of agriculture or forestry, hunting or fishing, driving cattle to pasturage or peat-cutting. The crossing points necessary for these purposes shall be determined by agreement between the competent authorities of the two Parties and the persons concerned, due consideration being given to actual economic requirements. A note on the subject shall be entered in the frontier permit.

Article 9.

1. As a general rule, the frontier may only be crossed in virtue of frontier permits during the hours of daylight, that is to say between sunrise and sunset. Barriers shall be opened in good time and shall not be closed before the hour fixed.

2. Should local conditions seem to require it, the competent administrative and Customs authorities may, by agreement, change the hours at which the frontier may be crossed, such provisions to be applicable generally or only in individual cases.

3. The crossing of the frontier by rail, tramway and local railways shall not be subject to any restrictions as to hours.

Article 10.

Ministers of religion and their assistants, doctors, veterinary surgeons and midwives may also, in the pursuit of their calling, cross the frontier at a point other than the fixed crossing point, and even at night.

Article 11.

Frontier permits issued in one of the frontier zones shall entitle the holder to stay in the other frontier zone for not more than six days at a time.

Article 12.

For reasons connected with public security or in cases of serious and repeated misuse of a frontier permit, the authority which has consented to the issuing of the permit may, by briefly communicating its reasons to the authority which has issued the permit, either withdraw its consent or make its consent conditional on a restriction of the area in which the permit may be used or on the fixing of certain points at which the frontier may be crossed. The latter authority must then withdraw the permit or impose the said restrictions thereon, notifying the measures which it has taken to the authority of the neighbouring country.

Article 13.

Members of fire brigades, mining salvage corps and other organisations engaged in rescue work shall have the right, for the purpose of rendering assistance in the case of fire or other disasters in the frontier zones, to cross the frontier without being subject to passport formalities.

Article 14.

1. The holder of a frontier permit of one of the two Contracting Parties may only accept work in the frontier zone of the other Party if he is in possession of the workers' licence provided for by the legislation or the regulations of the second Party in respect of the employment of foreign labour.

2. Licences to accept work shall be granted to frontier workers :

On the Belgian side, by the Labour Exchange (" Office de Placement et du Chômage ") in whose area the undertaking concerned is situated.

On the German side, by the " Arbeitsamt " in whose area the undertaking concerned is situated.

The employer shall apply to the above-mentioned authority in his country for a licence to be issued to the worker in order that he may accept employment. He shall transmit the said licence to the worker or, if necessary, shall inform him that the licence has been refused.

3. Should the legislation of one of the Contracting Parties lay down that a special licence must be obtained by the employer in order to employ a foreign worker, such licence shall be applied for direct to the competent authority mentioned under 2.

4. No charge or stamp duty shall be levied for drawing up and issuing documents authorising acceptance of employment or the employment of a frontier worker.

Article 15.

The Contracting Parties shall notify each other of the services which are to be considered as competent authorities for the purpose of the present Agreement.

Article 16.

The Contracting Parties reserve the right to make such modifications in the present Agreement, by common consent and by a simple exchange of notes, as they may deem to be necessary in the light of the experience acquired.

Article 17.

The present Agreement and the Final Protocol annexed hereto shall come into force on August 1st, 1935. On that date the Agreement concluded between the two Contracting Parties on July 1st, 1926, concerning the facilities of movement granted to their nationals in the frontier zones, shall cease to have effect.

Article 18.

Each of the Contracting Parties shall have the right to denounce the present Agreement for the end of any calendar year at three months' notice.

AIX-LA-CHAPELLE, *May 10th*, 1935.

(*Signed*) LAVERS.

(*Signed*) ECKARDT.

FINAL PROTOCOL

TO THE AGREEMENT OF MAY 10TH, 1935, CONCERNING FACILITIES FOR MOVEMENT AND EMPLOYMENT IN THE FRONTIER ZONES.

At the moment of signing the Agreement of May 10th, 1935, concerning facilities for movement and employment in the frontier zones, the Plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

Frontier permits issued under the Agreement of July 1st, 1926, shall no longer be valid in any case after October 31st, 1935.

II.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to take steps to provide that in the case of frontier permits issued before November 1st, 1935, under the provisions of the present Agreement, a fee lower than that laid down in Article 7, paragraph 2, shall be levied should the applicant produce a permit which has been issued under the provisions of the former Agreement and which ceases to be valid only after July 31st, 1936.

III.

The frontier workers of one of the two Contracting Parties who are employed in the undertakings defined in Article 1, paragraph 3, may work in sections of such undertakings situated in the frontier zone of the neighbouring country without being in possession of the workers' licence provided for in Article 14, paragraph 1.

IV.

The provisions of the Protocol of November 7th, 1929, concerning the points at which the Belgo-German frontier may be crossed shall remain in force even after July 31st, 1935.

AIX-LA-CHAPELLE, *May 10th*, 1935.

(*Signed*) LAVERS.

(*Signed*) ECKHARDT.

ANNEX A.

Fee : RM

Valid till 19.....

Frontier Traffic between Germany and Belgium.

FRONTIER PERMIT.

No.

Name and christian names

Domicile or place of residence

.....

This permit entitles the holder to cross the frontier at the officially recognised crossing points, and to stay in the Belgian frontier zone for not more than six days at a time.

.....

A licence from the Labour Exchange (" Office de Placement et du Chômage ") in whose area the undertaking concerned is situated must be obtained previous to the acceptance of employment in the Belgian frontier zone.

Restrictions : The permit only entitles :

DESCRIPTION.

Status or profession

Nationality

Place of birth

Date of birth

Height

Face

Eyes

Hair

Any special peculiarities

.....

Children who may accompany the Holder.

Name and christian names.

Date of birth.

1.

2.

3.

4.

ANNEX B.

Valid till 19.....

Frontier Traffic between Belgium and Germany.

FRONTIER PERMIT.

No.

Name and christian names

Domicile or place of residence

.....

This permit entitles the holder to cross the frontier at the officially recognised crossing points, and to stay in the German frontier zone for not more than six days at a time.

.....

A licence from the "Arbeitsamt" in whose area the undertaking concerned is situated must be obtained previous to the acceptance of employment in the German frontier zone.

Restrictions : The permit only entitles :

DESCRIPTION.

Status or profession

Nationality

Place of birth

Date of birth

Height

Face

Eyes

Hair

Any special peculiarities

.....

Children who may accompany the Holder.

Name and christian names.

Date of birth.

1.

2.

3.

4.

Photograph.

Official stamp.

Official stamp.

Signature of the holder.

.....

Stamp of the authority issuing the permit.

Official stamp.

..... 19.....

Signature of the official.

.....

Stamp of the German authority.

Official stamp.

Photograph.

Official stamp.

Official stamp.

Signature of the holder.

.....

Stamp of the authority issuing the permit.

Official stamp.

..... 19.....

Signature of the official.

.....

Stamp of the Belgian authority.

Official stamp.

Fiscal stamp.

Consular stamps.

N° 3808.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Accord au sujet de l'institution d'une
procédure d'enquête sur certains
incidents de frontière. Signé à
Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.

GERMANY AND BELGIUM

Agreement with regard to the Insti-
tution of a Procedure for Enquiry
into Certain Frontier Incidents.
Signed at Aix-la-Chapelle, May
10th, 1935.

N^o 3808. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE AU SUJET DE L'INSTITUTION D'UNE PROCÉDURE D'ENQUÊTE SUR CERTAINS INCIDENTS DE FRONTIÈRE. SIGNÉ À AIX-LA-CHAPELLE, LE 10 MAI 1935.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 janvier 1936.

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, afin d'élucider dans le plus bref délai certains incidents de frontière occasionnés par des personnes ayant un caractère officiel, ont résolu d'instituer une procédure d'enquête en commun concernant les faits constitutifs de tels incidents. A cet effet, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Seront soumis à la procédure d'enquête instituée par le présent accord, les incidents de frontière qui, sur le territoire d'une des deux Parties contractantes, résulteraient de l'exercice des fonctions d'une personne se trouvant directement ou indirectement au service de l'autre Partie contractante. Il en serait de même en ce qui concerne les incidents résultant d'un acte commis par une telle personne sur le territoire d'un des deux Etats et dont l'effet se manifesterait sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

§ 1. Les deux gouvernements constituent une Commission permanente d'enquête composée pour chacune des Parties contractantes de deux membres effectifs et d'un membre suppléant. Seront désignées en ces qualités, des personnalités particulièrement compétentes et qui sont en mesure de se rendre rapidement sur les lieux. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les noms des personnes choisies comme membres.

§ 2. La commission a pour mission d'établir toutes les circonstances de fait de l'incident sur lequel elle indague. Elle pourra, à cet effet, entendre les fonctionnaires et toutes autres personnes en mesure de donner des renseignements utiles.

¹ Par un échange de notes du 12 juillet 1935, les Gouvernements belge et allemand ont approuvé l'accord ci-dessus, qui est entré en vigueur le 11 août 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3808. — DEUTSCH-BELGISCHE VEREINBARUNG¹ ZUR AUFLÄRUNG VON GRENZZWISCHENFÄLLEN. GEZEICHNET IN AACHEN, AM 10. MAI 1935.

French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 22nd, 1936.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG UND DIE BELGISCHE REGIERUNG haben, um eine möglichst beschleunigte Aufklärung der durch Handlungen beamteter Personen herbeigeführten Grenzzwischenfälle zu erzielen, beschlossen, ein gemeinsames Verfahren vorzusehen, durch das der solchen Zwischenfällen zugrunde liegende Tatbestand klargestellt wird. Zu diesem Zweck haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachfolgenden Bestimmungen vereinbart:

Artikel 1.

Gegenstand dieser Vereinbarung sind diejenigen Grenzzwischenfälle, die auf dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles durch die Ausübung oder bei Gelegenheit der dienstlichen Tätigkeit von Beamten oder Angestellten im mittelbaren oder unmittelbaren Dienst des anderen vertragschliessenden Teiles eingetreten sind. Als Grenzzwischenfälle gelten auch solche Handlungen der bezeichneten Personen auf dem Gebiet eines der beiden Staaten, die sich auf dem Gebiet des anderen Staates auswirken.

Artikel 2.

(1) Zur Aufklärung der den Gegenstand dieser Vereinbarung bildenden Grenzzwischenfälle wird ein ständiger Ausschuss eingerichtet, der sich für jeden der vertragschliessenden Teile aus je zwei ordentlichen Mitgliedern und je einem Stellvertreter zusammensetzt. Zu Mitgliedern des Ausschusses sollen Persönlichkeiten bestimmt werden, die mit den örtlichen Verhältnissen vertraut und für ein Zusammenwirken leicht erreichbar sind. Die Namen der Mitglieder werden sich die vertragschliessenden Teile gegenseitig bekanntgeben.

(2) Der Ausschuss hat die Aufgabe, alle Tatumstände des Vorfalles festzustellen, auf den sich seine Ermittlungen beziehen. Er kann zu diesem Zweck Beamte und andere Personen hören, die über den Vorfall sachdienliche Angaben machen können.

¹ By an Exchange of Notes dated July 12th, 1935, the Belgian and German Governments approved the above-mentioned Agreement, which came into force on August 11th, 1935.

Article 3.

§ 1. La commission se réunira à la demande d'un de ses membres. Si l'un des membres de la commission le juge nécessaire, l'enquête sera effectuée sur les lieux. Si l'incident a été l'origine de mort ou de blessure, la commission se réunira dans les 24 heures.

§ 2. La présidence sera assumée par le membre de la Partie contractante qui a demandé la réunion de la commission.

Article 4.

Le résultat des constatations doit être consigné dans un procès-verbal qui sera établi en double exemplaire, en français et en allemand, et signé par chacun des membres qui ont pris part à l'enquête.

Article 5.

Pour autant qu'il n'en soit pas disposé autrement dans le présent accord, la commission déterminera elle-même la procédure suivant laquelle elle exercera son activité.

Article 6.

Chaque fois que se produira un incident de frontière tombant sous l'application du présent accord, l'autorité dont dépendraient les personnes impliquées dans l'incident faisant l'objet de l'enquête, sera invitée à participer à celle-ci. La commission peut laisser à cette autorité le soin de poursuivre l'enquête.

Article 7.

Le présent accord entrera en vigueur 30 jours après la date à laquelle il aura été approuvé par les deux Parties contractantes, sous forme d'un échange de notes concordantes par la voie diplomatique.

Article 8.

Le présent accord pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

AIX-LA-CHAPELLE, le 10 mai 1935.

(S.) LAVERS.

(S.) ECKARDT.

Artikel 3.

(1) Der Ausschuss tritt auf Verlangen eines seiner Mitglieder zusammen. Wenn eines der Mitglieder des Ausschusses es für notwendig erachtet, soll der Ausschuss seine Ermittlungen an Ort und Stelle vornehmen. Ist durch den Grenzzwischenfall die Verwundung oder Tötung einer Person herbeigeführt worden, so soll der Ausschuss nicht später als 24 Stunden nach der Tat zusammentreten.

(2) Dasjenige Mitglied, das den Zusammentritt des Ausschusses beantragt hat, führt den Vorsitz.

Artikel 4.

Über das Ergebnis der Feststellungen des Ausschusses ist eine Niederschrift in doppelter Ausfertigung in deutscher und in französischer Sprache aufzunehmen. Die Niederschrift ist von den an den Ermittlungen beteiligten Mitgliedern zu unterzeichnen.

Artikel 5.

Soweit nicht in dieser Vereinbarung etwas anderes bestimmt ist, regelt der Ausschuss sein Verfahren nach eigenem Ermessen.

Artikel 6.

Bei jedem Grenzzwischenfall, der unter diese Vereinbarung fällt, ist die vorgesetzte Behörde derjenigen Personen, durch die der Grenzzwischenfall herbeigeführt wurde, zur Beteiligung an der Aufklärung aufzufordern. Der Ausschuss kann dieser Behörde die Fortführung der Ermittlungen überlassen.

Artikel 7.

Diese Vereinbarung soll 30 Tage nach Ablauf desjenigen Tages in Kraft treten, an dem auf diplomatischem Wege durch eine gemeinsame Niederschrift festgestellt worden ist, dass die beiden vertragschliessenden Teile der Vereinbarung zugestimmt haben.

Artikel 8.

Diese Vereinbarung kann von jedem der vertragschliessenden Teile mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

AACHEN, den 10. Mai 1935.

(Gez.) LAVERS.

(Gez.) ECKARDT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3808. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND BELGIUM WITH REGARD TO THE INSTITUTION OF A PROCEDURE FOR ENQUIRY INTO CERTAIN FRONTIER INCIDENTS. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, MAY 10TH, 1935.

The BELGIAN GOVERNMENT and the GERMAN GOVERNMENT, in order to clear up as soon as possible certain frontier incidents occasioned by persons having an official status, have decided to establish a procedure for joint enquiry into the facts constituting such incidents. For that purpose, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following provisions :

Article 1.

Frontier incidents which occur on the territory of one of the two Contracting Parties as a result of the performance of the duties of a person directly or indirectly in the service of the other Contracting Party shall be subject to the procedure of enquiry established by the present Agreement. The same provision shall apply to incidents resulting from an act which is committed by such a person in the territory of one of the two States and takes effect in the territory of the other State.

Article 2.

1. The two Governments shall set up a permanent Commission of Enquiry composed of two regular members and one substitute member for each Contracting Party. The persons appointed in these capacities must have particular competence and must be able to proceed rapidly to the place where an incident occurs. The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the persons chosen as members.

2. It shall be the duty of the Commission to ascertain all the material circumstances connected with the incident into which it is enquiring. It may for that purpose take the evidence of officials or any other persons able to give useful information.

Article 3.

1. The Commission shall meet at the request of one of its members. Should any of its members think necessary, the Commission's enquiry shall be carried out at the place where the incident occurred. Should the incident have caused injury or death, the Commission shall meet within twenty-four hours.

2. The member who has asked the Commission to meet shall take the chair.

Article 4.

The result of the Commission's findings shall be recorded in a report, which shall be drawn up in duplicate in French and in German and signed by each of the members who took part in the enquiry.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Unless otherwise provided in the present Agreement, the Commission shall determine its own procedure.

Article 6.

Whenever a frontier incident within the scope of the present Agreement occurs, the authority to which the persons belong who are implicated in the incident forming the subject of the enquiry shall be invited to participate in the enquiry. The Commission may leave such authority to conduct the enquiry.

Article 7.

The present Agreement shall come into force within 30 days after the date on which it has been approved by the two Contracting Parties, in the form of an exchange of corresponding notes through the diplomatic channel.

Article 8.

The present Agreement may be denounced by either Contracting Party at three months' notice.

AIX-LA-CHAPELLE, *May 10th*, 1935.

(*Signed*) LAVERS.

(*Signed*) ECKARDT.

N° 3809.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET DANEMARK

Convention établissant la réciprocité
de traitement des travailleurs des
deux pays en matière d'indemni-
sation pour les accidents du tra-
vail. Signée à Buenos-Ayres, le
16 novembre 1927.

ARGENTINE REPUBLIC
AND DENMARK

Convention concerning Reciprocity
with respect to the Treatment of
Workers of the Two Countries in
Matters of Compensation for Indus-
trial Accidents. Signed at Buenos
Aires, November 16th, 1927.

N^o 3809. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE ROYAUME DE DANEMARK ÉTABLISSANT LA RÉCIPROCITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS DES DEUX PAYS EN MATIÈRE D'INDEMNISATION POUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 16 NOVEMBRE 1927.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 janvier 1936.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE, désirant fixer en un arrangement le statut des ouvriers des deux pays, victimes d'accidents du travail, sur leurs territoires respectifs et leur assurer les bénéfices de la réciprocité en ce qui concerne les indemnités auxquelles ils ont droit, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Son Excellence Monsieur Knud MONRAD-HANSEN, ministre du Danemark près le Gouvernement argentin ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

Son Excellence Monsieur le ministre de la Justice et de l'Instruction publique, docteur Antonio SAGARNA, chargé *ad interim* du Ministère des Affaires étrangères et du Culte ;

Lesquels, après avoir échangé les pleins pouvoirs dont ils sont investis et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les sujets argentins victimes d'accidents du travail en Danemark, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets danois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Par réciprocité, les sujets danois victimes d'accidents du travail sur le territoire de la République Argentine, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets argentins par la législation en vigueur sur la responsabilité des accidents du travail.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 7 février 1935.

La convention est entrée en vigueur en ce qui concerne la République Argentine, le 13 mars 1935, et en ce qui concerne le Danemark, le 9 avril 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3809. — CONVENTION ² BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE KINGDOM OF DENMARK CONCERNING RECIPROCITY WITH RESPECT TO THE TREATMENT OF WORKERS OF THE TWO COUNTRIES IN MATTERS OF COMPENSATION FOR INDUSTRIAL ACCIDENTS. SIGNED AT BUENOS AIRES, NOVEMBER 16TH, 1927.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations.
The registration of this Convention took place January 24th, 1936.*

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION, being desirous of fixing by an agreement the position of workers of the two countries who have met with industrial accidents in their respective territories and of ensuring them the advantages of reciprocity in regard to the compensation to which they are entitled, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

His Excellency Monsieur Knud MONRAD-HANSEN, Danish Minister accredited to the Argentine Government ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

His Excellency Dr. Antonio SAGARNA, Minister of Justice and Education, Acting Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

Subjects of the Argentine Republic who meet with industrial accidents in Denmark, and their surviving dependants, shall be entitled to the compensation and other rights granted to Danish subjects by the laws in force respecting compensation for industrial accidents.

Reciprocally, Danish subjects who meet with industrial accidents in the territory of the Argentine Republic, and their surviving dependants, shall be entitled to the compensation and other rights granted to Argentine subjects by the laws in force respecting liability for industrial accidents.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

² The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, February 7th, 1935.

The Convention came into force as regards the Argentine Republic on March 13th, 1935, and as regards Denmark on April 9th, 1935.

Article II.

La susdite stipulation de réciprocité sortira ses effets même si la victime ou ses ayants droit, postérieurement à l'accident, venaient à quitter le territoire soit du Danemark, soit de la République Argentine. Il en sera de même dans le cas où les ayants droit résideraient dans un pays autre que celui où l'accident est survenu.

Article III.

Les autorités argentines et danoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter, de part et d'autre, l'exécution des lois relatives aux accidents du travail, spécialement en ce qui concerne l'avertissement aux héritiers.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en Argentine et en Danemark un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés à cet effet signent et apposent leur sceau sur la présente convention rédigée en langue française, en deux exemplaires, à Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le seize novembre de l'année mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (Signé) K. MONRAD-HANSEN.

(L. S.) (Signé) Antonio SAGARNA.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 13 janvier 1936.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

Article II.

The above stipulation as to reciprocity shall apply even to cases where injured persons or their dependants leave the territory of Denmark or of the Argentine Republic, as the case may be, at a date subsequent to the accident. The same rule shall apply to cases where the dependants are not resident in the country where the accident occurred.

Article III.

The Argentine and Danish authorities shall give one another mutual assistance for the purpose of facilitating the administration by both Parties of the laws relating to industrial accidents, in particular with respect to the giving of notice to the heirs.

Article IV.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

It shall come into operation in the Argentine Republic and in Denmark one month after its publication in both countries in the manner prescribed by their respective laws.

It shall remain in force until the expiration of a period of one year reckoned from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries appointed for the purpose have signed and affixed their seals to the present Convention, which has been drawn up in French in two copies at Buenos Aires, the Capital of the Argentine Republic, on the sixteenth day of November, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) (Signed) K. MONRAD-HANSEN.

(L. S.) (Signed) Antonio SAGARNA.

N° 3810.

LA MARTINIQUE
ET SAINTE-LUCIE

Convention concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Sainte-Lucie, le 15 avril 1933, et à la Martinique, le 25 août 1934.

MARTINIQUE
AND SAINT LUCIA

Parcel Post Agreement, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Saint Lucia, April 15th, 1933, and at Martinique, August 25th, 1934.

N^o 3810. — CONVENTION¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA MARTINIQUE ET SAINTE-LUCIE. SIGNÉE A SAINTE-LUCIE, LE 15 AVRIL 1933, ET A LA MARTINIQUE, LE 25 AOUT 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 janvier 1936.

Les Offices postaux de SAINTE-LUCIE et de LA MARTINIQUE arrêtent les dispositions ci-après à l'effet d'établir un service d'échange de colis postaux entre Castries et Fort-de-France.

CONVENTION

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DIMENSIONS.

I. Un colis déposé à Sainte-Lucie à destination de la Martinique ne pourra peser plus de 22 livres, ni dépasser 3 pieds 6 pouces de longueur ou 6 pieds de longueur et de circonférence combinées. Un colis déposé à la Martinique et destiné à Sainte-Lucie ne pourra peser plus de 10 kilogrammes ni dépasser 1 m. 05 de longueur et 55 décimètres cubes de volume.

II. Pour le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, l'appréciation de l'office expéditeur suffira sauf dans le cas d'erreur manifeste.

Article 2.

TRANSIT DE COLIS.

Les deux administrations garantissent le droit au transit par leur territoire des colis originaires ou à destination des pays avec lesquels elles sont respectivement en communication pour l'échange des colis postaux. Le transit des colis sera soumis aux dispositions de la présente convention et du règlement d'exécution dans toute la mesure où celui-ci est applicable.

Article 3.

PAIEMENT D'AVANCE DE LA TAXE DE TRANSPORT. TARIFS.

I. Le paiement d'avance de la taxe de transport des colis est obligatoire, sauf dans le cas de réexpédition ou de retour à l'origine desdits colis.

II. La taxe de transport sera composée des quotes-parts revenant à chaque office participant au transport territorial ou maritime.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Les colis échangés entre les deux pays donneront lieu au paiement d'une taxe territoriale égale pour Sainte-Lucie à 65 centimes, 1 franc 15 centimes, 1 franc 60 centimes et 2 francs 30 pour les

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juin 1935.

No. 3810. — PARCEL POST AGREEMENT¹ BETWEEN MARTINIQUE AND SAINT LUCIA. SIGNED AT SAINT LUCIA, APRIL 15TH, 1933, AND AT MARTINIQUE, AUGUST 25TH, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place January 24th, 1936.

The Post Offices of SAINT LUCIA and MARTINIQUE agree to effect a regular direct exchange of parcels between Saint Lucia and Martinique.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Martinique posted in Saint Lucia shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined; and a parcel for Saint Lucia posted in Martinique shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the Saint Lucia territorial rate shall be 65 centimes, 1 franc 15 centimes, and 1 franc 60 centimes and 2 francs

¹ Came into force June 1st, 1935.

colis ne dépassant pas 1 kilo (3 livres), 3 kilos (7 livres), 5 kilos (11 livres) et 10 kilos (22 livres) respectivement et pour la Martinique 30 centimes, 50 centimes, 50 centimes et 1 franc pour les mêmes coupures de poids.

Article 5.

TAXE DE TRANSPORT MARITIME.

La taxe de transport maritime est fixée en conformité des articles 4 et 6 de l'Arrangement de Londres concernant les colis postaux et calculée comme suit :

Colis de 1 kilo (3 livres) et au-dessous	0,25
1 » à 3 kilos (3 à 7 livres)	0,40
3 » » 5 kilos (7 à 11 livres)	0,40
5 » » 10 kilos (11 à 22 livres)	0,75

Article 6.

DROIT DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

Les administrations postales des deux pays peuvent percevoir, pour le factage et le dédouanement, un droit de 50 centimes maximum par colis.

Article 7.

DROIT DE MAGASINAGE.

Les administrations postales des deux pays peuvent percevoir le droit de magasinage fixé par leur législation pour tout colis adressé « poste restante » ou qui n'a pas été réclamé dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut en aucun cas dépasser 5 francs.

Article 8.

INTERDICTIONS.

I. Sont exclus du transport par colis postaux :

a) Les matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les fusées d'artillerie et les allumettes).

b) Les objets de nature obscène ou immorale.

c) Les objets dont l'admission n'est pas autorisée par la loi, les règlements de douane ou autres.

d) Les lettres ou notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que les objets de correspondance ou paquets quelconques portant une adresse autre que celle du destinataire du colis (il est permis, toutefois, d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, et une simple copie de l'adresse du colis et de l'adresse de l'expéditeur).

e) Les animaux vivants (à l'exception des abeilles qui doivent être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout danger aux agents des postes et à permettre la vérification du contenu).

II. Il est interdit d'expédier des pièces monnayées, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, et d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée adressés à des pays qui admettent la déclaration de valeur.

30 centimes for parcels not exceeding 1 kilogramme (3 lbs.), 3 kilogrammes (7 lbs.), and 5 kilogrammes (11 lbs.), and 10 kilogrammes (22 lbs.) respectively ; and the Martinique territorial rate shall be 30 centimes for parcels not exceeding 1 kilogramme, and 50 centimes for parcels over 1 kilogramme and not exceeding 5 kilogrammes and 1 franc for parcels exceeding 5 kilogrammes and not exceeding 10 kilogrammes.

Article 5.

SEA RATE.

The sea rate is fixed by Articles 4 and 6 of the London Parcels Post Agreement and calculated as follows in French currency :

Parcels of 1 kilo (3 lbs.) and under	0.25
Parcels of 1 to 3 kilos (3 to 7 lbs.)	0.40
Parcels of 3 to 5 kilos (7 to 11 lbs.)	0.40
Parcels of 5 to 10 kilos (11 to 22 lbs.)	0.75

Article 6.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of either country may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding 50 centimes per parcel.

Article 7.

WAREHOUSING CHARGE.

The Postal Administration of either country may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " Poste restante " or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 8.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(b) Articles of an obscene or immoral nature ;

(c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel ;

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also) ;

(e) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send coins, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

III. Un colis qui a été admis à tort à l'expédition doit être renvoyé à l'office d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Dans ce dernier cas l'office expéditeur doit être informé d'une manière précise du traitement dont le colis a été l'objet.

Toutefois le fait qu'un colis contient une lettre ou des notes ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ne peut en aucun cas entraîner son retour à l'office d'origine.

IV. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets de nature obscène ou immorale ne seront pas retournés à l'office d'origine; il en sera disposé par l'administration qui les a découverts dans la correspondance conformément à sa législation interne.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception pour un colis valeur déclarée suivant les conditions prévues pour les paquets-poste par la Convention de l'Union postale. Un avis de livraison ne peut être obtenu pour un colis dont la valeur n'est pas déclarée.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

I. Un colis peut être réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire dans le pays de destination.

II. Les taxes additionnelles appliquées en raison de la réexpédition et non acquittées par le destinataire ou son représentant ne sont pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour à l'origine, mais sont perçues du destinataire ou de l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice de toutes autres taxes spéciales grevant le colis et dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 11.

COLIS REÇUS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront transmis conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphes I et II, du règlement d'exécution.

Article 12.

REBUTS.

I. Sauf dans le cas de demande contraire de l'expéditeur, un colis qui n'a pu être livré sera retourné à l'expéditeur sans notification préalable et à ses frais après conservation pendant la durée prévue par les règlements du pays de destination.

II. L'expéditeur peut demander au moment du dépôt que le colis s'il ne peut être livré à l'adresse indiquée soit : ou bien *a*) considéré comme colis abandonné, ou bien *b*) remis à une seconde adresse dans le pays de destination, ou bien *c*) renvoyé immédiatement à l'origine. Aucune autre alternative n'est admissible. Si l'expéditeur veut user de cette faculté sa demande doit figurer sur le bulletin d'expédition et doit être conforme ou analogue aux formules suivantes :

« Si la remise ne peut être faite à l'adresse indiquée, j'abandonne. »

« Si la remise ne peut être faite à l'adresse indiquée, remettre à

« Si la remise ne peut être faite à l'adresse indiquée, renvoyer à l'expéditeur. »

La même demande doit figurer sur l'emballage du colis.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an Advice of Delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An Advice of Delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 10.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative, shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 11.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 16, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (*a*) treated as abandoned, or (*b*) tendered for delivery at a second address in the country of destination, or (*c*) returned immediately to the country of origin. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to..... ”.

“ If not delivered as addressed, return to sender ”.

The same request must also be written on the cover of the parcel.

III. Les taxes dues sur des colis tombés en rebut et retournés seront recouvrées conformément aux dispositions de l'article 27.

Article 13.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties contractantes s'engagent à faire annuler par leurs administrations douanières respectives les droits de douane grevant les colis retournés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un autre pays.

Article 14.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption et ceux-là seulement, même quand ils sont en transit pour l'extérieur ou en retour, peuvent être vendus immédiatement sans avis préalable et sans aucune formalité judiciaire. Si pour une raison quelconque la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 15.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être livrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'office de destination qui les traite conformément à sa législation.

Article 16.

RÉCLAMATIONS.

I. Un droit fixe de 1 franc au maximum peut être perçu pour toute demande concernant un colis.

Ce droit ne sera pas acquitté si l'expéditeur a déjà payé la taxe spéciale prévue pour un avis de réception.

II. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt.

III. Quand une réclamation est motivée par une faute de service postal, la taxe de réclamation est restituée.

Article 17.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

I. La valeur des colis peut être déclarée jusqu'à un maximum de 2.500 francs.

II. Un droit d'assurance dont le taux est fixé par l'office d'origine, est réclamé par 12 livres sterling (ou 300 francs), ou fraction, de valeur déclarée.

III. L'office d'origine peut également réclamer à l'expéditeur d'un colis valeur déclarée une taxe d'expédition égale au plus à 50 centimes.

IV. L'expéditeur d'un colis valeur déclarée reçoit au moment du dépôt, un récépissé délivré sans frais.

Article 18.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne doit pas excéder la valeur réelle du contenu et de l'emballage du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 27.

Article 13.

CONCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 14.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the office of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 16.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 17.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2,500 francs.

2. An insurance fee, to be fixed by the office of origin, shall be charged for each £12 or 300 francs or part thereof of the insured value.

3. The office of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 18.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi entraîne les poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 19.

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ.

I. Sauf dans les cas mentionnés dans l'article 24 ci-après, les deux administrations répondent de la perte des colis ou de la perte, la spoliation ou la détérioration de leur contenu ou d'une partie du contenu.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, le montant de l'indemnité ne peut dépasser 10 francs par colis de 1 kilogramme (3 livres), 25 francs par colis de plus de un et de moins de cinq kilogrammes (11 livres) et 40 francs par colis de 5 et de moins de 10 kilogrammes (22 livres). Pour un colis valeur déclarée, le montant de l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans les cas où la perte, la destruction ou la spoliation se produisent dans le service du pays de destination l'office destinataire peut payer l'indemnité au destinataire à ses propres frais et sans consulter l'office d'origine, du moment que le destinataire peut prouver que l'expéditeur a fait abandon de ses droits en sa faveur.

II. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il n'est pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

III. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à l'époque où les marchandises ont été acceptées au transport.

IV. Lorsque l'indemnité est due pour la perte, la destruction ou la détérioration complète d'un colis ou pour la spoliation complète de son contenu, l'expéditeur a droit également au remboursement des taxes de transport.

V. Dans tous les cas, le droit d'assurance reste acquis à l'administration postale.

Article 20.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a)* En cas de force majeure.
- b)* Lorsqu'elles sont dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.
- c)* Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet.
- d)* Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions mentionnées à l'article 8.
- e)* Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage.
- f)* En ce qui concerne les colis non réclamés dans le délai prescrit par l'article 16.
- g)* En ce qui concerne les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou toutes matières d'or ou d'argent d'une valeur de plus de 100 livres sterling (2.500) non contenus dans une boîte des dimensions prévues par l'article 6, paragraphe III, du règlement d'exécution.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 19.

RESPONSIBILITY FOR LOSS OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article 24, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (3 lbs.), and 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lbs.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes (11 lbs.) and less than ten kilogrammes (22 lbs.). For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the office of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the office of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases the insurance fees shall be retained by the Postal Administrations.

Article 20.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In all cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 8 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 16 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 21.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations cessent d'être responsables des colis livrés conformément à leurs règlements particuliers et dont les ayants droit ont pris livraison sans formuler de réserves.

Article 22.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'office d'origine, sauf dans les cas prévus à l'article 19, paragraphe I, où le paiement est fait par l'office destinataire. L'office d'origine peut toutefois, avec le consentement de l'expéditeur, autoriser l'office destinataire à désintéresser le destinataire. L'office payeur conserve un droit de recours contre l'office responsable.

Article 23.

DÉLAIS DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

I. L'indemnité sera payée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

II. L'office d'expédition est autorisé à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'autre office si ce dernier, après avoir été dûment saisi de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre une décision à ce sujet.

III. L'office d'expédition peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal (force majeure).

Article 24.

DÉTERMINATION DE L'OFFICE RESPONSABLE.

I. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'office qui, ayant reçu le colis de l'autre office sans formuler des réserves et étant mis en possession de tous les moyens d'investigation prévus par les règlements, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'office suivant.

II. Si dans le cas d'un colis expédié d'une des deux colonies pour être remis dans l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quelle colonie s'est produite l'irrégularité, les deux administrations supporteront par parts égales le paiement de l'indemnité.

III. Le même principe sera, autant que possible, appliqué quand d'autres administrations sont intéressées dans le transport du colis. Toutefois, dans le cas des colis envoyés en transit d'une des deux colonies par l'intermédiaire de l'autre, aucune des deux administrations ne peut être tenue pour responsable quand la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans un service qui n'accepte pas la responsabilité.

IV. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pas été possible sont à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

V. Par le paiement de l'indemnité l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence de la somme payée, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité pour toute action éventuelle contre le destinataire, l'expéditeur ou un tiers.

Si toutefois un colis considéré comme perdu a été retrouvé ultérieurement, en entier ou en partie, la personne à qui l'indemnité a été payée sera informée qu'elle a la faculté de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 21.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 22.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the office of origin except in the cases indicated in Article 19, section 1, where payment is made by the office of destination. The office of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the office of destination to settle with the addressee. The paying office retains the right to make a claim against the office responsible.

Article 23.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The despatching office is authorised to settle with the sender or his agent on behalf of the other office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The despatching office may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 24.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the office which, having received the parcel from the other office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or regular transfer to the following office, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 25.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'OFFICE EXPÉDITEUR.

L'office responsable ou pour le compte duquel le paiement a été effectué en conformité de l'article 22 est tenu de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant sera recouvré sur la colonie responsable par le moyen des comptes prévus à l'article 22, paragraphe II, du règlement d'exécution.

L'office dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement refusé de payer l'indemnité est tenu de supporter tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 26.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de Sainte-Lucie à la Martinique, l'office expéditeur bonifie à l'office de destination :

- a) Les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions de l'article 4.
- b) La taxe de transport maritime prévue à l'article 5, ladite taxe faisant l'objet d'un règlement direct entre la Martinique et l'office de transport maritime.
- c) Eventuellement les quotes-parts revenant tant à l'office transporteur (10 c. par 100 fr.) qu'à l'office de la Martinique (5 c.) dans le cas de colis avec valeur déclarée.

Pour les colis expédiés de la Martinique à Sainte-Lucie, l'office expéditeur ne bonifie à l'office de destination que le droit prévu à l'article 4 et en cas de déclaration de valeur, la quote-part lui revenant sur le droit d'assurance prévu à l'article 17 § II (5 centimes par 300 fr.).

La taxe de transport maritime est conservée pour être versée à l'office de transport.

La procédure est la même pour les colis expédiés en transit d'une des deux colonies dans l'autre.

Pour chaque colis expédié en transit d'une des deux colonies dans l'autre, l'office expéditeur bonifiera à l'autre office les droits dus pour le transport et la déclaration de valeur du colis.

Article 27.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'une colonie à l'autre, l'office réexpéditeur reprend sur l'autre les droits qui lui reviennent ainsi qu'à toute autre administration participant à la réexpédition ou au renvoi.

Article 28.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine la taxe de réexpédition prévue à l'article 10, paragraphe II, est acquise au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 29.

DROITS DIVERS.

I. Sont acquis en entier à l'office qui les a perçus :

- a) Le droit appliqué aux avis de réception (art. 9) ;
- b) Le droit appliqué aux réclamations (art. 16, paragraphe I) ;
- c) Le droit additionnel prévu à l'article 17, paragraphe III, pour les colis valeur déclarée.

Article 25.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE DESPATCHING OFFICE.

The office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 22 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the country responsible through the Accounts provided for in Article 22, § 2, of the Detailed Regulations.

The office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 26.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from St. Lucia to Martinique the despatching office shall credit the office of destination with :

- (a) The rates which accrue to it by virtue of Article 4.
- (b) The sea rate allowed by Article 5 which rate is settled directly by mutual arrangement between Martinique and the sea transport office.
- (c) The proportions due to the transporting office (10 centimes per 100 francs) and the Martinique office (5 centimes) in the case of insured parcels.

For parcels despatched from Martinique to St. Lucia, the despatching office shall only credit the office of destination with the rate provided by Article 4 and in the case of insured parcels with the proportion due to the office of destination of the insurance fee prescribed in Article 17, § 2 (5 centimes per 300 francs).

The sea rate shall be reserved to be paid to the sea transport office.

The same procedure will be observed in regard to parcels despatched in transit from one colony to the other.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 27.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting office shall claim from the other the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

Article 28.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 10, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 29.

MISCELLANEOUS FEES.

- I. The following fees shall be retained in full by the office which has collected them :
 - (a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 9 ;
 - (b) The enquiry fee referred to in Article 16, section 1 ;
 - (c) The supplementary fee for an insured parcel referred to in Article 17, section 3.

II. Le droit de factage et de dédouanement dont il est question à l'article 6 est acquis à l'office destinataire ; le droit de magasinage prévu à l'article 7 peut être repris par le même office.

Article 30.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée l'office d'origine est redevable à l'office destinataire, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée. Si l'office destinataire assure le transport maritime, l'office d'origine lui sera redevable d'un droit additionnel de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée.

Article 31.

DISPOSITIONS DIVERSES.

I. Les francs et centimes mentionnés dans cette convention sont des francs et centimes-or, tels qu'ils sont définis par la Convention de l'Union postale de Londres.

II. Sauf avec le consentement mutuel des deux administrations, les colis ne seront passibles d'aucune taxe postale autre que celles déterminées dans la présente convention.

III. Dans des circonstances extraordinaires, une des deux administrations peut suspendre temporairement le service, entièrement ou en partie, à la condition d'en donner avis immédiatement, au besoin par télégraphe, à l'autre administration.

IV. Les deux administrations ont établi le règlement détaillé ci-après pour assurer l'exécution de la présente convention. Les questions de détail non contradictoires avec les dispositions d'ordre général de cette convention et non prévues dans le règlement d'exécution peuvent être réglées de temps en temps par l'accord des Parties.

V. Les règlements intérieurs de Sainte-Lucie et de la Martinique demeurent applicables à tous les cas non prévus par les stipulations contenues dans la présente convention et dans le règlement d'exécution.

Article 32.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord entre les deux administrations et restera applicable jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date à laquelle elle sera dénoncée par l'une des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Sainte-Lucie, le 15 avril 1933,

T. A. V. BEST,
Gouverneur des Iles sous le Vent,

et à la Martinique, le 25 août 1934.

René VEBER.

2. The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 6, and the warehousing charge provided for in Article 7, shall be retained by the office of destination.

Article 30.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the despatching office shall allow to the office of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the office of destination provides the sea service, the despatching office shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 31.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of London.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Saint Lucia and Martinique shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 32.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Saint Lucia, the 15th day of April, 1933.

T. A. V. BEST,
Governor of the Windward Islands,

and at Martinique, the 25th day of August, 1934.

René VEBER.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE LA CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA MARTINIQUE ET SAINTE-LUCIE.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

I. Chaque administration est obligée d'acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre pour être expédiés en transit par son territoire.

II. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

I. L'échange des colis entre les deux colonies est effectué par les bureaux désignés suivant une convention entre les deux administrations.

II. Les colis seront échangés entre les colonies dans des sacs dûment attachés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'une des deux colonies contractantes en transit par l'autre, s'opère à découvert.

III. Une étiquette désignant le bureau d'échange d'origine et celui de destination est attachée au col de chaque sac, le nombre de colis contenus dans le sac étant indiqué au verso de l'étiquette.

IV. Le sac contenant les feuilles de route et autres documents concernant les colis postaux est étiqueté d'une manière distinctive.

V. Les colis expédiés dans une même dépêche sont placés ensemble, et autant que possible dans le sac renfermant la feuille de route et les autres documents. Quand ils ne peuvent être tous placés dans le sac renfermant la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés doivent être indiqués par une étiquette distinctive.

VI. De même, les colis valeur déclarée sont expédiés dans des sacs séparés et les étiquettes de ces sacs sont marquées d'un signe distinctif qui peut de temps en temps être convenu entre les deux administrations.

VII. Le poids d'un sac quelconque de colis ne doit pas être supérieur à 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

VIII. Les sacs seront fournis par chacun des offices pour l'acheminement de ses propres envois de colis postaux. Ils ne devront être employés à aucun autre usage.

IX. Les sacs vides doivent être renvoyés à l'office d'origine par le premier courrier, soit dans un envoi de colis postaux, soit dans une dépêche postale. Le nombre de sacs vides expédiés sera mentionné sur la feuille de route ou sur la feuille d'avis de la dépêche.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

I. Chaque administration communique à l'autre, au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN MARTINIQUE AND SAINT LUCIA.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two colonies shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two colonies in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting colonies in transit through the other shall be effected *à découvert*.

3. A label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bills and other documents shall be distinctly labelled.

5. Parcels which are included in the same despatch shall be placed together and as far as possible in the bag containing the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag containing the Parcel Bill the bag or bags in which they are despatched must bear a distinctive label.

6. In the same way insured parcels must be despatched in separate bags, the labels of which bear a distinctive mark as may be arranged from time to time between the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. The bags will be provided by each office for its own despatches. They must not be used for any other purpose.

9. The empty bags must be returned to the office of origin by the next mail, either in a parcel bag or in a letter bag. The number of empty bags shall be noted either on a Parcel Bill or on a Way Bill.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans ses services.

c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés pour chaque destination.

d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné, et tous autres renseignements nécessaires.

II. Chaque administration doit faire connaître à l'autre les pays pour lesquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par l'intermédiaire de l'autre à moins toutefois que le nombre de colis en question soit insuffisant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

En fixant les taxes des colis, chaque administration a la liberté d'adopter tels équivalents qui lui semblent convenir dans sa monnaie propre.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis doit :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères romains. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve efficacement le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser aucune trace apparente de violation.

c) Les colis doivent être scellés par des cachets identiques, à la cire, par des plombs ou par tout autre moyen avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres colis doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

I. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure de bois, son, ou de toute autre matière absorbante ou protectrice en quantité suffisante pour absorber le contenu liquide dans le cas de bris.

II. Les matières colorantes comme l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients. Les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton ; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

III. Les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres objets en or ou en argent d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2.500 francs) doivent être emballés dans des boîtes mesurant au minimum 3 pieds 6 pouces (1 m. 05) en longueur et circonférence combinées.

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry to its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents so that it shall be impossible to tamper with them without leaving an obvious trace of violation ;

(c) Every parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals with some special uniform design or mark of the sender.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent or protective material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

BULLETIN D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

I. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes aux règlements du pays de destination ; les déclarations sont attachées aux bulletins d'expédition.

II. Toutefois un seul bulletin d'expédition et une seule déclaration en douane peuvent suffire pour deux ou trois (mais pas plus) colis ordinaires déposés en même temps par un même expéditeur à l'adresse d'un même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis avec valeur déclarée, ou aux colis exprès.

III. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité à la sincérité des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

I. Les colis avec valeur déclarée dont les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou « A.R. ». La même mention est reproduite sur le bulletin d'expédition.

II. Les colis de cette nature doivent être accompagnés d'une formule analogue à celle annexée au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par l'office d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'office expéditeur ; elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

III. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

IV. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article 9 suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule les mots « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine remplit une formule d'avis de réception qu'il attache à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée conformément aux prescriptions de l'article 19 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception à l'origine, de la manière prescrite au paragraphe III de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION DE VALEUR.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents doivent comporter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite sans rature ni surcharge même approuvées. Le montant de la déclaration doit

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels, or express parcels.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A.R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by the other office appointed by the despatching Administration ; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning the Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception, etc. ".

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Postal Union Convention have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 19 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall in addition be converted into gold

en outre être converti en francs-or par l'office d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 11.

ETIQUETTES, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent porter une étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsque les colis contiennent des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis, doivent être espacés, de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage. Les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas, non plus, être pliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 12.

EMPREINTE DU CACHET.

Les colis avec valeur déclarée doivent être cachetés à la cire par des plombs ou par un autre moyen avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets étant en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de se rendre compte du contenu sans laisser une trace évidente de violation.

Les expéditeurs de colis de l'espèce devront obligatoirement donner sur le bulletin d'expédition correspondant, toutes les fois qu'il est possible, une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale dont il est question plus haut.

Article 13.

INDICATION DU POIDS.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'office d'origine :

- a) Sur l'adresse du colis.
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

Article 14.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 15.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date de dépôt.

francs by the office of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 11.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication "insured" or "valeur déclarée" in roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to examine the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be obliged to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each parcel shall be entered by the office of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 14.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the office of posting. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 15.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 16.

RÉEXPÉDITION.

I. Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'office réexpéditeur.

Lorsqu'un office renvoie un tel colis à l'office duquel il l'a reçu directement, il lui restitue les bonifications qu'il a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition, l'office réexpéditeur bonifie à l'office auquel il expédie le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; il récupère ensuite la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

II. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'office qui restitue ce colis alloue à l'office qui le lui a livré les bonifications qu'il a reçues.

III. Les taxes grevant les colis réexpédiés, par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, à un pays avec lequel Sainte-Lucie ou la Martinique sont en relations pour l'échange de colis postaux, sont reprises sur l'administration à laquelle le colis est expédié, à moins que la taxe de transport ne soit payée au moment de la réexpédition, auquel cas le colis est traité comme s'il avait été directement adressé du pays réexpéditeur au nouveau pays de destination.

IV. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif ; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé, ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 17.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

I. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 12, paragraphe II, de la convention, l'office de destination est libre de ne pas s'y conformer et peut renvoyer le colis à l'office d'origine, à l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

II. Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer, d'une manière claire et concise, sur le colis la cause de la non-remise. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette.

III. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Article 18.

VENTE. DESTRUCTION.

I. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 14 de la convention il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

II. Le produit de la vente sert en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent est, le cas échéant, transmis à l'office d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 16.

RETRANSMISSION.

1. The office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an office returns such a parcel to the office from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting office shall allow to the office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the office which sends the parcel back shall allow to the office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Saint Lucia or Martinique has parcel post communication, shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the office of origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 17.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 12, section 2, of the Agreement, the office of destination need not comply with it but may return the parcel to the office of origin after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 18.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the office of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 19.

RÉCLAMATIONS DE COLIS POSTAUX.

Pour les réclamations de colis non parvenus en retour, il est fait usage de formules analogues au modèle annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules sont expédiées aux bureaux désignés par les deux administrations comme devant s'en servir et elle sont traitées de la manière arrêtée de commun accord entre les deux administrations.

Article 20.

FEUILLE DE ROUTE.

I. Les colis postaux devront être inscrits par le bureau d'échange expéditeur :

a) Individuellement sur une feuille de route conformément au modèle annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, etc., sont joints à la feuille de route.

b) Globalement, sur une feuille de route récapitulative qui indiquera le nombre de colis de chaque catégorie suivant les coupures de poids de 1, 3, 5 et 10 kilogrammes et le montant des sommes à bonifier à l'office du transport maritime.

La première feuille de route sera insérée dans un des sacs de l'envoi, la deuxième sera laissée en dehors et remise à la Compagnie générale transatlantique.

II. Chaque bureau d'échange expéditeur doit numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination, en mentionnant, autant que possible, sous le numéro, le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 21.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

I. A la réception d'une dépêche contenant des colis ou des sacs vides, le bureau d'échange vérifie les colis et les divers documents qui les accompagnent, ou, s'il y a lieu, les sacs vides, d'après les indications figurant sur la feuille de route correspondante, et, s'il est nécessaire, signale les objets manquants ou les autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

II. Les différences de bonifications ou de comptes sont notifiées au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification acceptés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Article 22.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

I. Chaque administration fait établir mensuellement par ses bureaux d'échange pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, à son crédit ou à son débit.

II. Ces états sont ensuite récapitulés, par chaque administration, dans un compte qui, accompagné par les états mensuels, les feuilles de route et, le cas échéant, les bulletins de vérification y relatifs, est expédié à l'administration correspondante dans le cours du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

Article 19.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 20.

PARCEL BILL.

1. Parcels shall be entered by the despatching office of exchange :

(a) Individually on a Parcel Bill in conformity with the model annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Customs Declarations, and Advices of Delivery, etc., shall be attached to this Parcel Bill.

(b) On a recapitulatory Way Bill which shall indicate the number of parcels in each category according to the division of weights of 1, 3, 5 and 10 kilogrammes and the amounts due for the sea conveyance.

The first Way Bill shall be enclosed in one of the bags of the despatch ; the second Way Bill shall be handed to the company providing the sea conveyance.

2. Each despatching office of exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 21.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail containing parcels or empty bags the office of exchange shall verify the parcels and various documents which accompany them and, if necessary, the empty bags according to the particulars entered on the relative Way Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching office of exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 22.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall cause each of its offices of exchange to prepare monthly for all the parcel mails received from the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account, which, accompanied by the monthly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which it relates.

III. Les états mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général trimestriel établi par l'office créditeur.

Article 23.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

I. Le solde résultant de la balance des comptes généraux est payé par l'office débiteur à l'office créditeur de la manière prévue par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des balances des comptes de transit.

II. L'établissement, l'envoi et le paiement du solde d'un compte général doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans le délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Passé ce délai les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt à 5 % à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 24.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration doit donner à l'autre toutes indications nécessaires sur les points de détail en ce qui concerne l'exécution du service.

Article 25.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à compter du jour de la mise en vigueur de la convention concernant les colis postaux et aura la même durée que celle-ci. Les administrations intéressées peuvent toutefois en modifier de temps en temps les détails d'un commun accord.

Fait en double à Sainte-Lucie, le 15 avril 1933,

T. A. V. BEST,
Gouverneur des Iles sous le Vent,

et à la Martinique, le 25 août 1934.

René VEBER.

3. The monthly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarized in a general quarterly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 23.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of account shall be made by the debtor to the creditor Administration in the manner laid down by the Postal Union Convention for the settlement of the balances of conveyance charges.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of six months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 24.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 25.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Saint Lucia, the 15th day of April, 1933,

T. A. V. BEST,

Governor of the Windward Islands,

and at Martinique, the 25th day of August, 1934.

René VEBER.



N° 3811.

FRANCE ET MALAISIE

Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Kuala-Lumpur, le 26 juin 1935, et à Paris, le 31 août 1935.

FRANCE AND MALAYA

Parcel Post Agreement, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Kuala Lumpur, June 26th, 1935, and at Paris, August 31st, 1935.

N^o 3811. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE FRANCE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE MALAISIE. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 26 JUIN 1935, ET A PARIS, LE 31 AOUT 1935.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 24 janvier 1936.

Les Administrations postales de Malaisie et de France conviennent d'effectuer un échange direct régulier de colis postaux entre la Malaisie, d'une part, et la France continentale, la Corse et l'Algérie, d'autre part.

Dans le présent arrangement et dans le règlement d'exécution y annexé, l'expression « Malaisie » désignera les Etablissements des Détroits, les États malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et tout Etat malais sous le protectorat de la Grande-Bretagne qui pourra ultérieurement faire partie de l'Union postale malaise.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Un colis pour la France déposé en Malaisie ne doit pas dépasser en poids 22 livres, en longueur 3 pieds 6 pouces, ou 6 pieds en longueur et pourtour combinés. Un colis pour la Malaisie déposé en France ne doit pas dépasser le poids de 10 kilogrammes, 1 m. 05 en longueur et 1 m. 80 en longueur et pourtour combinés.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'office expéditeur sera acceptée, sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations des postes garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou originaires de tout pays avec lequel elles font respectivement échange de colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent arrangement et règlement d'exécution dans la mesure où ceux-ci seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT PRÉALABLE. TAXES.

1. L'affranchissement des colis est obligatoire, sauf lorsqu'il s'agit de colis réexpédiés ou retournés à l'envoyeur.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1935.

No. 3811. — PARCEL POST AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF FRANCE AND THE POST OFFICE OF MALAYA. SIGNED AT KUALA LUMPUR, JUNE 26TH, 1935, AND AT PARIS, AUGUST 31ST, 1935.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place January 24th, 1936.

The Post Offices of Malaya and France agree to effect a regular direct exchange of parcels between Malaya on the one part and continental France, Corsica and Algeria on the other part.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended thereto the expression " Malaya " means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for France posted in Malaya shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for Malaya posted in France shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT PARCELS.

The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

¹ Came into force October 1st, 1935.

2. La taxe d'affranchissement se compose des sommes (droits) revenant à chaque office participant au transport territorial ou maritime.

Article 4.

DROITS TERRITORIAUX.

Pour les colis expédiés par l'un des deux pays à destination de l'autre pays, les droits territoriaux de la Malaisie seront de 80 centimes, 1 franc 40, 2 francs et 3 francs pour les colis ne dépassant pas le poids de 1, 3, 5 et 10 kilos, respectivement ; les droits territoriaux de la France seront de 45 centimes, de 75 centimes et de 1 franc 20 pour les colis ne dépassant pas 2 livres, 11 livres et 22 livres, respectivement.

Article 5.

DROIT MARITIME.

Chacune des deux administrations aura le droit de fixer le taux de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 6.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Au moment de la livraison au destinataire, l'Administration des postes de France pourra percevoir, pour la remise à la douane, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis ou tout autre droit pouvant être fixé par l'Arrangement du Caire de 1934 ou par des conventions internationales postérieures. Dans les mêmes conditions, l'Administration des postes de Malaisie aura la faculté de percevoir toute taxe qu'elle pourra éventuellement fixer pour des services de même nature dans ses échanges de colis postaux avec les autres pays en général.

Article 7.

REMISE AUX DESTINATAIRES. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

1. Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, le destinataire doit être avisé sans retard de leur arrivée.

2. Chaque administration est autorisée à percevoir pour la remise à domicile un droit égal à celui qui est fixé dans son service intérieur.

Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation, autre que la première, faite au domicile du destinataire.

Article 8.

DROIT DE MAGASINAGE.

Pour les colis non retirés par les destinataires dans les délais prescrits, le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation. Ce droit ne peut, toutefois, excéder 5 francs.

Article 9.

DROIT DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et les autres droits non postaux devront être payés par les destinataires des colis.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Malaya shall be 80 centimes, 1.40 francs, 2 francs and 3 francs for parcels not exceeding 1, 3, 5 and 10 kilogrammes respectively ; and the territorial rates of France shall be 0.45 centimes, 0.75 centimes and 1.20 francs for parcels not exceeding 2 lbs., 11 lbs. and 22 lbs. respectively.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Post Offices shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

At the time of delivery to the addressee the Post Office of France may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 may fix. Under the same conditions the Post Office of Malaya may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

DELIVERY TO THE ADDRESSEES. CHARGE FOR DELIVERY AT THE RESIDENCE.

1. Parcels shall be delivered to the addressees with the least possible delay and in accordance with the regulations in force in the country of destination. When the parcels are not delivered at his residence, the addressee must be advised without delay of their arrival.

2. Each Post Office is authorised to collect for delivery at the residence a charge equal to that which is fixed in its internal service. The same charge is made, should such be the case, on each occasion, other than the first, that the parcel is presented for delivery at the residence of the addressee.

Article 8.

WAREHOUSING CHARGE.

For parcels not claimed by the addressees within the prescribed period, the country of destination is authorised to collect the warehousing charge fixed by its legislation. This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 9.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels.

Article 10.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans un colis postal :

- a)* Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents des postes, ou salir et détériorer d'autres colis ;
- b)* Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;
- c)* Des objets obscènes ou immoraux ;
- d)* Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou règlements de douane ou autres ;
- e)* Des lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle ou personnelle, ainsi que des correspondances ou paquets de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou de personnes demeurant avec lui (il est permis, toutefois, d'insérer dans un colis une facture ouverte ne contenant que les renseignements constitutifs d'une facture) ;
- f)* Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, qui doivent être contenues dans des boîtes de manière à éviter tout danger pour les agents des postes et à permettre le contrôle du contenu).

2. Il est, en outre, interdit d'envoyer des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, des bijoux ou autres objets précieux dans les colis ordinaires (non assurés) à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Un colis accepté à tort doit être renvoyé à l'office d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Néanmoins, le fait, pour un colis, de contenir une lettre ou des communications ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne doit, dans aucun cas, entraîner son renvoi à l'office d'origine.

4. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets de nature obscène ou immorale ne doivent pas être renvoyés à l'office d'origine. L'administration qui les aura découverts dans les dépêches en disposera conformément aux règlements de son service intérieur.

5. Si un colis accepté à tort n'est ni renvoyé à l'origine, ni livré au destinataire, l'administration du pays d'origine sera informée, d'une manière précise, du traitement auquel aura été soumis le colis afin qu'elle puisse prendre telles mesures qui seront nécessaires.

Article 11.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée déposé en Malaisie peut obtenir un avis de réception dans les conditions prescrites pour les envois (packets) postaux, par la Convention de l'Union postale. Dans ces mêmes conditions l'expéditeur d'un colis ordinaire ou avec valeur déclarée, déposé en France, en Corse ou en Algérie, peut obtenir un avis de réception.

Article 12.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié par suite du changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration des postes du pays de destination peut percevoir pour ce nouveau transport la taxe de réexpédition prescrite par ses règlements intérieurs. De même, un colis peut être réexpédié par l'un des deux pays contractants sur un autre pays, à la condition que le colis remplisse les conditions requises pour sa réexpédition.

Article 10.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Articles of an obscene or immoral nature ;

(d) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Letters, notes or documents having the character of an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel, or of persons dwelling with him. (It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice) ;

(f) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is, moreover, forbidden to send coins, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit assurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the Office of origin, unless the Post Office of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the Office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the Office of origin ; they shall be disposed of by the Post Office which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Post Office of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 11.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender of an insured parcel posted in Malaya may obtain an advice of delivery under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. Under similar conditions, the sender of an uninsured or insured parcel posted in France, Corsica or Algeria may obtain an advice of delivery.

Article 12.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Post Office of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance.

2. Les taxes de transport revenant aux diverses administrations pour un colis réexpédié et non payées par le destinataire ou par son représentant, ne seront pas annulées en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine. Elles devront être reprises dans les conditions indiquées à l'article 35 et perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du paiement de toutes taxes spéciales dont le colis serait grevé et que le pays de destination ne consentirait pas à annuler.

3. La réexpédition a lieu suivant les dispositions de l'article 25 § 3 et 4 du règlement d'exécution.

Article 13.

COLIS ENVOYÉS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus en fausse direction ou acceptés à tort devront être transmis conformément aux dispositions de l'article 25 § 1 et 2 du règlement d'exécution.

Article 14.

NON-REMISE.

1. En l'absence d'une demande de l'expéditeur à l'effet contraire, un colis qui ne peut être livré doit être renvoyé à l'expéditeur, sans avis préalable et à ses frais, après avoir été conservé pendant la période prescrite par les règlements de l'administration des postes du pays de destination. Néanmoins, un colis qui aura été nettement refusé par le destinataire devra être renvoyé immédiatement.

2. L'expéditeur peut demander, au moment du dépôt, que, si le colis ne peut être livré à l'adresse indiquée, il soit :

- a) Traité comme colis abandonné ;
- b) Présenté à la livraison à une deuxième adresse dans le pays de destination.

Aucune autre disposition n'est admise. Si l'expéditeur désire user de cette facilité, sa demande doit figurer sur le bulletin d'expédition et doit être conforme ou analogue à l'une des indications suivantes :

- « Si le colis ne peut être distribué à l'adresse indiquée, abandonner » ;
- « Si le colis ne peut être distribué à l'adresse indiquée, remettre à »

La même indication doit aussi être inscrite sur l'enveloppe du colis.

3. Les taxes dues pour les colis non délivrés et retournés à l'envoyeur sont recouvrées conformément aux dispositions de l'article 35.

Article 15.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties signataires du présent arrangement s'engagent à intervenir auprès des administrations des douanes respectives pour faire annuler les droits de douane applicables aux colis qui sont renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés à un tiers pays.

Article 16.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles susceptibles de détérioration ou de corruption et ceux-là seulement, peuvent être vendus immédiatement même en cours de transport, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ou sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus doivent être détruits.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin. They shall be collected under the conditions of Article 35 from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Post Office of the country of destination does not agree to cancel.

3. The redirection shall take place in accordance with Article 25, sections 3 and 4, of the Detailed Regulations.

Article 13.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 25, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 14.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Post Office of country of destination. Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either :

(a) Treated as abandoned, or

(b) Tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible.

If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”.

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 35.

Article 15.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Departments to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 16.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 17.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne doivent pas être renvoyés par l'administration des postes du pays de destination, qui les traite d'après sa législation.

Article 18.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 60 centimes au maximum.

Aucun droit ne doit être perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt.

3. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont restitués.

Article 19.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement entre la Malaisie et la France.

Le montant du remboursement doit être exprimé en monnaie du pays d'origine du colis.

Le montant maximum d'un remboursement s'il s'agit d'un colis à livrer en Malaisie est fixé à 4.000 fr. français et s'il s'agit d'un colis à livrer en France à 340 dollars de Malaisie. Pour le calcul du montant du remboursement, on négligera les fractions de cent ou de demi-décime.

Les deux administrations des postes s'engagent à admettre en transit par leurs services les colis postaux contre remboursement. Néanmoins, les comptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et liquidés directement entre les administrations des pays d'origine et de destination des colis contre remboursement.

2. Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires, ou, le cas échéant, des colis avec déclaration de valeur. En outre, l'expéditeur devra payer une taxe spéciale qui sera fixée par l'office d'origine et qui ne devra pas dépasser :

a) 10 cents par 10 \$ ou fraction de 10 \$ du remboursement, s'il s'agit d'un colis déposé en Malaisie ;

b) 20 centimes par 20 francs ou fraction de 20 francs du remboursement s'il s'agit d'un colis déposé en France.

3. Le montant d'un remboursement encaissé sera envoyé au moyen d'un mandat de remboursement exempt de tous droits.

4. En sus de la taxe spéciale fixée en vertu du 2^e §, l'Administration des postes de Malaisie aura le droit de percevoir, sur l'expéditeur d'un colis contre remboursement déposé en Malaisie, une taxe supplémentaire ne dépassant pas 10 cents par colis et, sur le destinataire d'un colis contre remboursement délivré en Malaisie, une taxe supplémentaire ne dépassant pas 15 cents par colis.

Article 20.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis contre remboursement ne peut annuler ni modifier le montant du remboursement après le dépôt du colis.

Article 17.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Post Office of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 18.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 60 centimes may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 19.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between Malaya and France.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel for delivery in Malaya shall be fixed at 4,000 French francs and in the case of a parcel for delivery in France at \$340. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a cent or of a centime shall be ignored.

The two Post Offices undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Post Offices of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Office of origin and shall not exceed :

(a) 10 cents for each \$10 or fraction of \$10 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Malaya.

(b) 20 centimes for each 20 francs or fraction of 20 francs of the Trade Charge in the case of a parcel posted in France.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Post Office of Malaya shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in Malaya a supplementary fee not exceeding 10 cents for each parcel and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in Malaya a supplementary fee not exceeding 15 cents for each parcel.

Article 20.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 21.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations des postes sont responsables, dans les conditions fixées par les articles 27 à 33 ci-après, de la perte d'un colis grevé de remboursement et de la spoliation ou de l'avarie de son contenu.

Article 22.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT OU D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 18 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même si la somme encaissée sur le destinataire est inférieure au montant du remboursement ou si l'encaissement du montant a été effectué frauduleusement. L'indemnité ne devra en aucun cas dépasser le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration des postes responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

Article 23.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES REMBOURSEMENTS.

Le paiement par l'administration des postes du pays d'origine des sommes régulièrement encaissées se fera pour le compte de l'administration du pays de destination. De même, le paiement de l'indemnité se fera pour le compte de l'administration des postes du pays de destination si cette dernière est responsable.

La responsabilité incombe à l'administration du pays de destination, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'administration du pays d'origine ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le règlement pour les colis grevés de remboursement.

L'administration du pays de destination sera tenue de rembourser dans les conditions prescrites par l'article 33 la somme qui a été avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 24.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pu être payé au bénéficiaire ne devra pas être remboursé à l'administration dont dépend le bureau d'émission du mandat. Il sera tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement et il reviendra définitivement à cette administration après l'expiration du délai légal de prescription.

Article 25.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. La limite de déclaration de valeur pour les colis est de 2.000 francs.
2. Un droit d'assurance, dont le montant sera fixé par l'office d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.
3. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 21.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Post Offices shall be responsible under the conditions fixed by Articles 27 to 33 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 22.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 18 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not in any case exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Post Office concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 23.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Post Office of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Post Office of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Post Office of the country of destination if the latter is responsible.

Responsibility shall rest with the Post Office of the country of destination unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Post Office of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel and the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels.

The Post Office of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 35 the sum which has been advanced by the Post Office of the country of origin.

Article 24.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Post Office to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Post Office of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Post Office at the end of the legal period of validity.

Article 25.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Office of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 26.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu du colis et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 27.

RESPONSABILITÉ DE LA PERTE, DE LA SPOILIATION OU DE L'AVARIE.

1. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations des postes sont responsables de la perte des colis ou de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de leur contenu ou d'une partie de celui-ci.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis non assurés, le montant de l'indemnité ne devra pas dépasser 10 francs par colis jusqu'au poids de un kilogramme (2 livres), 25 francs par colis d'un poids supérieur à un kilogramme mais n'excédant pas cinq kilogrammes (11 livres), et 40 francs par colis d'un poids supérieur à cinq kilogrammes, mais ne dépassant pas dix kilogrammes (22 livres). Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne devra pas dépasser le montant de la déclaration de valeur.

L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison du colis, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. Pour le calcul du montant de l'indemnité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. L'indemnité doit être calculée au prix courant des marchandises de même nature à l'endroit et au moment où ces marchandises ont été acceptées au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie totale d'un colis ou pour la soustraction totale du contenu, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes de transport.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance restent acquis aux administrations des postes.

Article 28.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 10 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) A l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation pendant le délai prescrit par l'article 18 ;

Article 26.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 27.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Post Offices shall be responsible for the loss of parcels or for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.), and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

The compensation is paid to the addressee when he claims it, either after making reservations when accepting delivery of the parcel, or if he proves that the sender has waived his rights in his favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases the insurance fees shall be retained by the Post Offices.

Article 26.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 10 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 18 ;

g) A l'égard de tous les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou des objets quelconques d'or ou d'argent dont la valeur dépasse 2.500 francs et qui ne sont pas emballés dans une boîte de la dimension prescrite par l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 29.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations des postes cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et dont les ayants droit ou leurs mandataires auront pris livraison sans formuler de réserves.

Article 30.

PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration des postes du pays d'origine, sauf dans les cas indiqués à l'article 27, paragraphe 1, où le paiement est effectué par l'administration des postes du pays de destination. L'administration d'origine peut, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration qui effectue le paiement conserve le droit de faire une reprise sur l'administration responsable.

Article 31.

DÉLAI DE PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. L'administration des postes du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, après avoir été dûment saisie de la demande, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.
3. L'administration du pays d'origine peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de la responsabilité ne peut être tranchée pour des raisons indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 32.

OFFICE RESPONSABLE. (OFFICE A QUI INCOMBE LE PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.)

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration des postes qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler des réserves et ayant été mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration des postes suivante.
2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie se sont produites en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supportent par parts égales le montant de l'indemnité.
3. Le même principe devra, autant que possible, être appliqué lorsque d'autres administrations participeront au transport d'un colis. Néanmoins, lorsqu'il s'agira de colis expédiés en transit de l'un des pays par l'intermédiaire de l'autre, aucune des deux administrations ne devra être tenue pour responsable, lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se seront produites dans un service qui n'accepte pas la responsabilité.

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 29.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 30.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Post Office of the country of origin except in the cases indicated in Article 27, section 1, where payment is made by the Post Office of the country of destination. The Post Office of the country of origin may however, after obtaining the sender's consent, authorise the Post Office of the country of destination to settle with the addressee. The paying Post Office retains the right to make a claim against the Post Office responsible.

Article 31.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Post Office of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Post Office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The Post Office of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Post Offices concerned have no control.

Article 32.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Post Office which, having received the parcel from the other Post Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or regular transfer to the following Post Office, as the case may be.
2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Post Offices shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Post Offices are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Post Offices shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Les droits de douane et autres qu'il n'aura pas été possible d'annuler devront être supportés par l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.

Si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 33.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION DES POSTES DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 30 est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de cette indemnité sera repris sur le pays responsable au moyen des comptes prévus par l'article 31, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité est tenue de prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 34.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays pour être livré dans l'autre pays, l'office expéditeur devra bonifier l'office de destination des droits qui lui reviennent en vertu des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des pays en transit par l'autre pays, l'office expéditeur devra bonifier l'autre office des taxes dues pour le transport et pour la déclaration de valeur du colis.

Article 35.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration qui effectue la retransmission reprendra, sur l'autre, les taxes qui lui reviennent ou qui reviennent à toute autre administration participant à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera faite sur la feuille de route afférente à la dépêche dans laquelle le colis est transmis.

Article 36.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, la taxe de réexpédition prévue par l'article 12, § 2, reviendra au pays qui aura effectué la réexpédition du colis dans les limites de son territoire.

Article 37.

DROITS DIVERS.

I. Sont acquis en entier à l'office qui les a perçus :

- a) Le droit appliqué aux avis de réception visé par l'article 11 ;
- b) Le droit appliqué aux réclamations visé par l'article 18, § 1 ;
- c) Le droit supplémentaire appliqué aux colis contre remboursement visé par l'article 19, § 4.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Post Office responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Post Office concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 33.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POST OFFICE OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Post Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 30 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the country responsible through the Accounts provided for in Article 31, section 2, of the Detailed Regulations.

The Post Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 34.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 35.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Post Office shall claim from the other the charges due to it and to any other Post Office taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 36.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 12, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 37.

MISCELLANEOUS FEES.

- I. The following fees shall be retained in full by the office which has collected them :
 - (a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 11 ;
 - (b) The enquiry fee referred to in Article 18, section 1 ;
 - (c) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 19, section 4.

2. Les droits visés par les articles 6, 7 et 8 seront acquis à l'administration du pays de destination.

Article 38.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe spéciale de remboursement prévue à l'article 19, § 2, devra être partagée entre l'administration des postes du pays d'origine et celle du pays de destination, comme le prescrit l'article 33, § 2, du règlement d'exécution.

Article 39.

DROIT D'ASSURANCE.

En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, l'administration des postes du pays d'origine attribuera à l'administration des postes du pays de destination, à titre de service territorial, un droit de 5 centimes par 300 francs ou par fraction de 300 francs de valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le service par mer, l'administration du pays d'origine devra lui attribuer une taxe additionnelle de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs.

Article 40.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés au présent arrangement, sauf stipulation contraire, s'entendent des francs et centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale universelle.

2. Les colis ne devront être soumis à aucune taxe postale autre que celles envisagées par le présent arrangement, sauf par consentement mutuel des deux administrations.

3. Dans les circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations peut suspendre temporairement le service des colis postaux, soit en totalité, soit en partie, à la condition d'en donner avis immédiatement, au besoin par télégraphe, à l'autre administration.

4. Les deux administrations ont établi le règlement de détail ci-annexé en vue d'assurer l'exécution du présent arrangement. Les autres questions de détail qui ne sont pas contraires aux dispositions générales du présent arrangement et qui ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution pourront être réglées éventuellement, d'un commun accord.

5. La législation intérieure de la Malaisie et de la France demeurera respectivement applicable en ce qui concerne tout ce qui n'est pas prévu dans les stipulations du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 41.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1935 et restera valable jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Kuala-Lumpur, le 26 juin 1935, et à Paris, le 31 août 1935.

(*Sd.*) Georges MANDEL,
Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.

(*Sd.*) T. P. COE,
Le Directeur général
des Postes et Télégraphes de Malaisie.

2. The fees referred to in Articles 6, 7 and 8 shall be retained by the Post Office of the country of destination.

Article 38.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 19, section 2, shall be shared between the Post Office of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 33, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 39.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Post Office of the country of origin shall allow to the Post Office of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Post Office of the country of destination provides the sea service, the Post Office of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 40.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement except where otherwise specified are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Post Offices.

3. In extraordinary circumstances either Post Office may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Post Office.

4. The two Post Offices have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Malaya and France shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 41.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the 1st of October, 1935, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Post Offices.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Kuala Lumpur, the 26th day of June, 1935, and at Paris, the 31st day of August, 1935.

(*Sd.*) Georges MANDEL,
Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.

(*Sd.*) T. P. COE,
Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX ÉCHANGÉS
ENTRE LA FRANCE ET LA MALAISIE.*Article premier.*

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration des postes devra acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction devront être réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays devra être effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations des postes.

2. Les colis devront être échangés entre les deux pays en sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit par l'autre pays s'opérera en dépêches closes.

3. Une étiquette indiquant le numéro du récipient utilisé, les noms des bureaux d'échange d'origine et de destination doit être attachée au collier de chaque dépêche ; le nombre des colis contenus dans la dépêche doit également être indiqué au dos de l'étiquette.

4. L'étiquette du récipient contenant les feuilles de route et autres documents doit porter, en outre, la mention « Feuilles de route » ou la lettre « F ».

5. Les colis contre remboursement expédiés dans une dépêche doivent être mis ensemble et, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. Lorsqu'ils ne peuvent pas être tous placés dans le sac qui contient la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils ont été expédiés doivent être signalés au moyen d'une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée doivent être expédiés dans des sacs séparés ; et les étiquettes de ces sacs doivent être revêtues de la vignette spéciale « Valeur déclarée ».

7. Le poids de chaque sac de colis ne peut être supérieur à 50 kilogrammes.

Les récipients doivent porter l'indication très lisible du bureau ou du pays d'origine. Ils doivent être renvoyés vides à l'office expéditeur par le prochain courrier.

L'office réexpéditeur doit faire mention sur ses feuilles de route des numéros des récipients retournés et devient responsable de la perte de ceux dont il ne peut justifier le renvoi.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration des postes devra communiquer à l'autre au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT
BETWEEN FRANCE AND MALAYA.*Article 1.*

CIRCULATION.

1. Each Post Office shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Post Office for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Post Offices.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected in closed mails.

3. A label showing the number of the bag used, the names of the Offices of Exchange of origin and of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The label of the bag containing the Parcel Bills and other documents shall be marked " Feuilles de route " or with the letter " F ".

5. The Trade Charge parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, insured parcels shall be forwarded in separate bags ; and the labels of these bags shall be marked with the distinctive symbol " Valeur déclarée ".

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 50 kilogrammes (110 pounds avoirdupois). The bags must bear a clear indication of the office or country of origin. They must be returned empty to the despatching Office by the next despatch.

The Office which returns the bags must insert on the Parcel Bills the numbers of the bags returned and shall be responsible for the loss of those of which it cannot prove the return.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Post Office shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

- c)* Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
 - d)* Le nombre de déclarations en douane dont doit être accompagné chaque colis ;
 - e)* Et tous autres renseignements nécessaires.
2. Chaque administration devra faire connaître à l'autre le nom des pays auxquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par l'autre administration, à moins que, dans des cas particuliers, le nombre des colis de l'espèce ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Pour la fixation des taxes afférentes aux colis postaux, chacune des administrations aura la faculté d'adopter les équivalents approximatifs qui conviendront le mieux dans sa propre monnaie.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Pour être admis au transport, tout colis doit :

a) Porter, en caractères latins, l'adresse exacte du destinataire ainsi que celle de l'expéditeur. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'à la durée du transport. L'emballage et la fermeture doivent préserver assez efficacement le contenu pour que celui-ci ne puisse pas être détérioré par la pression ou au cours des manipulations et pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation. Toutefois, sont acceptés sans emballage les objets qui peuvent être emboîtés, ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas exigé, non plus, d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger ;

c) Être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur ;

d) Présenter des espaces suffisants pour permettre l'inscription des indications de service ainsi que l'application des timbres et des étiquettes.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être emballés dans deux récipients. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), on devra ménager un espace qui sera rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber la totalité du liquide en cas de bris du premier récipient.

2. Les poudres colorantes sèches, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes métalliques résistantes, placées à leur tour dans des boîtes en bois, avec de la sciure entre les deux récipients.

(c) The total amount to be credited to it by the other Post Office for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;

(e) And any other necessary information.

2. Each Post Office shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Post Office shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

In order to be accepted for transmission, every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee as well as that of the sender in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address.

(b) Be packed and closed in a manner which is adequate for the length of the journey, and which protects the contents so effectually as to render it impossible to tamper with them without leaving an obvious trace of violation. Articles are, however, accepted without packing if they are fitted close together or fastened and kept in place by a strong cord secured with lead or other seals so as to make one single parcel which cannot fall apart. Packing, moreover, is not essential in the case of parcels consisting of a single article, such as objects of wood, metal, etc. which it is not the trade custom to pack.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

(c) Be sealed either by means of impressions of the same seal in wax, or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender.

(d) Have sufficient space on it to take the necessary service indications as well as the stamps and labels.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou un objet quelconque d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 2.500 francs devra être emballé dans une boîte en métal résistant ou une caisse en bois d'au moins un centimètre d'épaisseur. Les dimensions de l'un ou l'autre de ces récipients ne doivent pas être inférieures à 3 pieds 6 pouces (1 m. 05) en longueur et pourtour combinés.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformément aux règlements du pays de destination.

Les déclarations en douane doivent être attachées solidement au bulletin d'expédition.

2. Toutefois, un seul bulletin d'expédition et un seul jeu de déclarations en douane peuvent suffire pour deux ou trois colis ordinaires (mais pas davantage) déposés en même temps par le même expéditeur et pour le même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis contre remboursement ou avec valeur déclarée.

3. Les deux administrations des postes n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » (« Advice of delivery ») ou « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule analogue à celle qui est annexée au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule d'avis de réception doit être établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine ; elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie, à découvert et en franchise, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article 9 suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention : « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'annexe à une formule de réclamation revêtue de timbres-poste représentant la taxe réglementaire.

La formule de réclamation accompagnée de la formule d'avis de réception est traitée selon les prescriptions de l'article 28 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception à l'origine, de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a strong metal box or in a wooden box at least a centimetre thick. The dimensions of either receptacle must measure not less than 3 feet 6 inches (1.05 metre) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination. Customs Declarations must be firmly attached to the Despatch Notes.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels or insured parcels.

3. The two Post Offices accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A.R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the Office of origin or by any other Office appointed by the Post Office of the country of origin ; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the Office of destination, that Office shall make out officially a new Advice of Delivery.

3. The Office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the Office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception, etc. ".

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the Office of origin or any other Office appointed by the Post Office of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the prescribed fee have been fixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 28 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the Office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse l'indication « C. O. D. » (« Remboursement ») écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit, en outre, indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins.

Article 11.

ETIQUETTE. REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement ainsi que les bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 12.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis contre remboursement doit être accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule doit être annexée au bulletin d'expédition et elle doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine du colis et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux colis originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date du dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas autorisées sur les formules de mandats de remboursement.

Article 13.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements doit être converti en monnaie du pays de destination par l'administration des postes de ce pays, qui se sert à cet effet d'un taux de conversion se rapprochant du taux courant du change. Le taux du change peut être modifié éventuellement.

Article 14.

DÉLAI DE PAYEMENT DES REMBOURSEMENTS.

Le montant du remboursement doit être payé dans le délai prescrit par les règlements du pays de destination.

Passé ce délai, le colis doit être traité comme étant tombé en rebut et conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrangement.

Article 15.

RÉEXPÉDITION DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure avec le pays d'origine un service de colis postaux grevés de remboursement. Dans ce cas, les colis doivent être accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'office de la nouvelle destination procède à la liquidation du remboursement directement avec le pays d'origine comme si le colis lui avait été expédié directement.

Article 10.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication "C.O.D." ("Remboursement") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 11.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention.

Article 12.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Post Office is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 13.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Post Office of that country, which shall use for this purpose a rate of conversion approximating to the current rate of exchange. The rate of exchange can be modified from time to time.

Article 14.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement.

Article 15.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the service of origin. The new Office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. En cas de demande de réexpédition sur un pays qui n'assure pas de service de colis contre remboursement avec le pays d'origine, ces colis seront traités comme étant tombés en rebut.

Article 16.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays de destination, remplira la partie du mandat de remboursement intitulée « Service Instructions » (« Indications de service »), et après l'avoir frappée du timbre à date le renverra en franchise de port au bureau de dépôt ou au bureau spécialement désigné par l'administration du pays d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions fixées par l'administration du pays qui effectue le paiement.

Article 17.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. La formule de mandat de remboursement afférente à un colis qui, pour un motif quelconque, est renvoyé à l'expéditeur, doit être annulée par l'office qui effectue le renvoi, et elle doit être renvoyée annexée au bulletin d'expédition.

2. Lorsqu'une formule de mandat de remboursement est égarée, perdue ou détruite avant l'encaissement du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration des postes du pays de destination en établit un duplicata.

Article 18.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Un mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du remboursement, doit être remplacé par un duplicata ou par une autorisation de paiement, après constatation par les deux administrations des postes intéressées que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être livrés aux bénéficiaires dans un délai de douze mois doivent, à l'expiration de ce délai, être quittancés par l'administration du pays de paiement et repris sur l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été livrés aux bénéficiaires et dont ceux-ci n'ont pas demandé le paiement dans le délai de validité fixé par le paragraphe 2 ci-dessus seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement doivent être établies par l'administration qui a encaissé le remboursement, dès qu'elle a pu s'assurer que les mandats originaux n'ont pas été payés pendant la période de validité ; elles seront acquittées par l'autre administration, qui en prendra le montant dans le premier compte qui suivra l'acquit.

4. L'administration qui a émis le mandat de remboursement doit aviser l'autre administration si le titre n'a pas été repris dans les délais de validité.

5. Un mandat de remboursement dont le paiement ne peut être effectué par suite d'une irrégularité commise par le bureau de destination du colis lorsqu'il a complété la formule *ad hoc*, doit être renvoyé dès que possible audit bureau recommandé d'office, pour régularisation.

Article 19.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION DE VALEUR.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, doivent porter l'indication de la valeur déclarée en monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite en

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 16.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the Office of destination, or any other Office appointed by the Post Office of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Service Instructions" ("Indications de service") and, after date-stamping it, shall return it free of postage to the Office at which the parcel was posted or to the Office specially named by the Post Office of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Post Office of the country of payment.

Article 17.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the Office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge the Office of destination or any other office appointed by the Post Office of the country of destination shall prepare a duplicate.

Article 18.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Post Offices that the Order has not been paid or refunded.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within a period of twelve months shall, at the expiration of this period, be receipted by the Post Office of the country of payment and claimed from the Post Office which issued them.

3. Trade Charge Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the preceding section 2 shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Post Office which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Post Office which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Post Office issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Post Office if the Order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that Office officially registered for correction.

Article 19.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or

caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes sans ratures ni surcharges même approuvées. Le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'administration des postes du pays d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué distinctement par de nouveaux chiffres soulignés d'un fort trait au crayon de couleur et placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 20.

ETIQUETTES DE VALEUR DÉCLARÉE, ETC.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que son bulletin d'expédition, doivent porter une étiquette rouge avec l'indication : « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsqu'un colis contient des pièces de monnaie, de l'or ou de l'argent en lingots ou d'autres matières précieuses, les cachets ou scellés, les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ce colis, doivent être espacés de manière à ne pouvoir cacher des lésions de l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne doivent pas être repliés sur deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 21.

SCELLEMENT DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée doit être cacheté au moyen de cachets de cire, de plomb ou autres, avec l'empreinte ou la marque spéciale uniforme de l'expéditeur ; ces cachets devront être en nombre suffisant pour rendre impossible la spoliation du contenu sans laisser une trace apparente de violation.

On devra vivement recommander aux expéditeurs de porter sur le bulletin d'expédition, chaque fois que cela sera possible, une reproduction exacte du cachet et de la marque dont il est question ci-dessus.

Article 22.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'office d'origine :

- a) Sur l'adresse du colis ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

Article 23.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition y relatif devront être revêtus d'une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Un bureau de dépôt ne devra pas employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes à moins que ces séries ne soient complétées par un caractère distinctif.

Article 24.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE ET INDICATION DU POIDS.

Le bulletin d'expédition est frappé, par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Le poids de chaque colis en kilogrammes ou en livres doit être inscrit par le bureau d'origine sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet. Les fractions de kilogramme ou de livre sont arrondies au demi-kilogramme ou à la demi-livre supérieure.

correction even if certified. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Post Office of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 20.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur Déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 21.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 22.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Office of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 23.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the Office of posting. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 24.

DATE-STAMP IMPRESSION AND INDICATION OF WEIGHT.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting. The weight of each parcel in kilogrammes or pounds shall be inserted by the Office of origin in the place reserved for this purpose in the Despatch Note. Fractions of a kilogramme or pound shall be rounded up to the next half-kilogramme or half-pound.

Article 25.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis réexpédié par suite de fausse direction ne doit pas être frappé de droits de douane ou autres droits non postaux par l'administration des postes qui le réexpédie.

Lorsqu'une administration renvoie un colis de l'espèce au pays duquel elle l'a reçu directement, elle doit lui restituer les bonifications qu'elle a reçues et signaler l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice doit bonifier, à l'administration à laquelle elle remet le colis, les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite du changement de domicile du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur à un pays avec lequel la Malaisie ou la France échange des colis postaux seront reprises sur l'administration à laquelle le colis aura été réexpédié, à moins que la taxe du transport ne soit payée au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de nouvelle destination.

4. Un colis réexpédié sans être affranchi doit être réacheminé dans son emballage primitif et doit être accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si, pour un motif quelconque, le colis doit être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date du dépôt à ce bureau, doivent être portés tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 26.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue par l'article 14, paragraphe 2, de l'arrangement, l'administration des postes du pays de destination n'a pas à en tenir compte, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine, après l'avoir conservé pendant le délai prescrit par ses règlements.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer d'une manière claire et concise, sur le colis et sur le bulletin d'expédition, la cause de la non-remise. Cette indication peut être manuscrite ou fournie au moyen d'un timbre ou d'une étiquette. Le bulletin d'expédition original afférent au colis en retour doit être renvoyé au pays d'origine avec le colis.

3. Un colis à renvoyer à l'expéditeur doit être inscrit sur la feuille de route avec la mention : « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il doit être traité et taxé comme objet réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 27.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 16 de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal de vente ou de destruction est transmise au bureau d'origine avec le bulletin d'expédition du colis.

Article 25.

RETRANSMISSION.

1. The Post Office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Post Office returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Post Office shall allow to the Post Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Post Office which sends the parcel back shall allow to the Post Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Malaya or France has parcel post communication shall be claimed from the Post Office to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that Office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 26.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 14, section 2, of the Agreement, the Post Office of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Post Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 27.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 16 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

A copy of the report of the sale or destruction is sent to the office of origin together with the despatch note of the parcel.

2. Le produit de la vente doit être utilisé, en premier lieu, pour couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration des postes du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui doit supporter les frais d'envoi.

Article 28.

RÉCLAMATIONS RELATIVES A DES COLIS OU A DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les réclamations relatives à des colis ou à des mandats de remboursement qui n'ont pas été renvoyés, il doit être fait usage d'une formule conforme au spécimen annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formules doivent être transmises aux bureaux désignés par les deux administrations des postes et elles doivent être traitées de la manière convenue d'un commun accord par les deux administrations.

Article 29.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Tous les colis doivent être inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au spécimen annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Les bulletins d'expédition, les formules de mandats de remboursement, les déclarations en douane, les avis de réception, etc., devront être transmis avec la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur doit numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination et, autant que possible, il doit mentionner, au-dessous du numéro, le nom du bateau qui transporte la dépêche. Mention du dernier numéro de l'année doit être faite sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 30.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'une dépêche, soit de colis, soit de sacs vides, le bureau d'échange doit vérifier les colis et les divers documents qui les accompagnent ou bien les sacs vides, suivant le cas, au moyen des indications portées sur la feuille de route correspondante et, si nécessaire, il doit signaler les objets manquants ou autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute différence dans les bonifications et dans les décomptes sera signalée au bureau d'échange expéditeur par bulletin de vérification. Les bulletins de vérification acceptés devront être annexés aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent.

Article 31.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration des postes doit faire établir trimestriellement, par chacun de ses bureaux d'échange, pour toutes les dépêches de colis postaux reçues des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, que ce soit à son crédit ou à son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et, le cas échéant, des bulletins de vérification y afférents, doit être transmis à l'administration correspondante dans le cours du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

3. Les comptes trimestriels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général semestriel établi par l'administration créditrice.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Post Office of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 28.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Post Offices to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Post Offices.

Article 29.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs Declarations, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 30.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate.

Article 31.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Post Office shall cause each of its Offices of Exchange to prepare quarterly for all the Parcel Mails received from the Offices of Exchange of the other Post Office a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Post Office in an account, which accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Post Office in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a half-yearly general account prepared by the Post Office to which the balance is due.

Article 32.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde du compte est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des balances résultant des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général, ainsi que le paiement du solde de ce compte, devront être effectués le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de cette période, les sommes dues par une administration à l'autre sont productives d'intérêt au taux de 5 pour cent par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 33.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Chaque administration établit un compte trimestriel indiquant le montant des remboursements payés pour le compte de l'autre administration.

2. Dans ce compte, qui doit être accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'administration qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance un demi pour cent représentant la part de l'autre administration dans la taxe de remboursement.

3. Le compte est envoyé, pour vérification, à l'autre administration, et, s'il est accepté, il est réglé au moyen de chèques ou de traites tirés sur une ville du pays créateur en monnaie de ce pays.

Article 34.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration doit fournir à l'autre tous les renseignements nécessaires relatifs aux points de détails et concernant le fonctionnement du service.

Article 35.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement sera exécutoire le jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les colis postaux et aura la même durée que cet arrangement. Les administrations intéressées auront toutefois le pouvoir d'en modifier éventuellement les détails d'un commun accord.

Fait en double à Kuala-Lumpur, le 26 juin 1935, et à Paris, le 31 août 1935.

(*Sd.*) Georges MANDEL,
Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.

(*Sd.*) T. P. COE,
Le Directeur général
des Postes et Télégraphes de Malaisie.

Article 32.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Post Office in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of six months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Post Office to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 33.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. Each Post Office shall prepare a quarterly account showing the amount of Trade Charges paid on behalf of the other Post Office.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Post Office which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half per cent, representing the share of the other Post Office in the Trade Charge fee.

3. The account is sent for verification to the other Post Office and, if accepted, will be settled by means of a draft drawn on a town in the creditor country and in the money of that country.

Article 34.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Post Office shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 35.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Post Office concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Kuala Lumpur, the 26th day of June, 1935, and at Paris, the 31st day of August, 1935.

(*Sd.*) Georges MANDEL,
*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.*

(*Sd.*) T. P. COE,
*Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya.*

N° 3812.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'application de contingentements entre les Pays-Bas, d'une part, et Terre-Neuve, les colonies et protectorats britanniques et les territoires sous mandat pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, d'autre part. Londres, le 18 décembre 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Application of Quotas between the Netherlands, on the One Side, and Newfoundland, the British Colonies and Protectorates and Mandated Territories in respect of which the Mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, on the Other Side. London, December 18th, 1935.

No. 3812. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE APPLICATION OF QUOTAS BETWEEN THE NETHERLANDS, ON THE ONE SIDE, AND NEWFOUNDLAND, THE BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES IN RESPECT OF WHICH THE MANDATE IS EXERCISED BY HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, ON THE OTHER SIDE. LONDON, DECEMBER 18TH, 1935.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 24th, 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. W. 10609/226/29.

December 18th, 1935.

SIR,

On behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, I have the honour to propose that the following arrangements should be concluded with regard to trade between the Netherlands on the one side and Newfoundland, the British Colonies and Protectorates and Mandated Territories in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom on the other side :

(1) In connexion with quantitative restrictions on imports into the Netherlands, the Netherland Government guarantee that there shall be granted as from the 1st January 1936 to Newfoundland, to British Colonies, to any territory under British protection, and to any Mandated Territory in respect of which the Mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom the full share of all quotas, as now established, or hereafter varied or established in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to each of those territories in accordance with the proportion of the total foreign importations during the basic period into the Netherlands of the goods in question which was represented by goods imported therefrom.

¹ Came into force December 18th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3812. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'APPLICATION DE CONTINGENTEMENTS ENTRE LES PAYS-BAS, D'UNE PART, ET TERRE-NEUVE, LES COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES ET LES TERRITOIRES SOUS MANDAT POUR LESQUELS LE MANDAT EST EXERCÉ PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, D'AUTRE PART. LONDRES, LE 18 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 janvier 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

N^o W. 10609/226/29.

Le 18 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de proposer la conclusion des arrangements ci-après concernant le commerce entre les Pays-Bas, d'une part, et, d'autre part, Terre-Neuve, les colonies et protectorats britanniques et les territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni :

1^o En ce qui concerne les restrictions d'ordre quantitatif des importations aux Pays-Bas, le Gouvernement néerlandais garantit qu'il sera accordé, à dater du 1^{er} janvier 1936, à Terre-Neuve, aux colonies britanniques, à tout territoire sous protectorat britannique et à tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, la quote-part intégrale de tous les contingents actuellement établis ou pouvant être modifiés ou établis ultérieurement pour une catégorie quelconque de marchandises, qui revient mathématiquement à chacun de ces territoires, d'après la part que représentaient les marchandises importées de chacun de ces territoires par rapport au total des importations étrangères des marchandises en question aux Pays-Bas pendant la période de base.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 18 décembre 1935.

(2) In connexion with quantitative restrictions on imports from the Netherlands into Newfoundland, the British Colonies and territories under British protection, His Majesty's Government in the United Kingdom guarantee that there shall be granted as from the 1st January 1936 to the Netherlands the full share of all quotas in Newfoundland and the aforesaid Colonies and Territories as now established or hereafter varied or established in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the Netherlands in accordance with the proportion of the total foreign importations of the goods in question which was represented by Netherland goods imported in the basic period into Newfoundland, each British Colony, and each territory under British protection.

(3) It is understood that the term "foreign importations" when used in relation to Newfoundland, the British Colonies, territories under British protection, and Mandated Territories in respect of which the Mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, means imports from countries not being territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and, when used in relation to the Netherlands, means imports from countries not being territories under the sovereignty, suzerainty or protection of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

2. If the Netherland Government agree to this proposal I would suggest that the present note and your reply in similar terms be regarded as constituting a formal agreement between the two Governments, which shall remain in force until the expiration of three months from the date on which notice to terminate it is given by either Government.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

Samuel HOARE.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1876.

LONDON, *December 18th, 1935.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note No. W 10609/226/29, which you have been good enough to address to me to-day and in which you propose on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that the following arrangements should be concluded with regard to trade between the Netherlands on the one side and Newfoundland, the British Colonies and Protectorates and Mandated Territories in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom on the other side:

(1) In connexion with quantitative restrictions on imports into the Netherlands, the Netherland Government guarantee that there shall be granted as from the 1st January 1936 to Newfoundland, to British Colonies, to any territory under British protection, and to any Mandated Territory in respect of which the Mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom the full share of all quotas, as now established, or hereafter varied or established in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to each of those territories in accordance with the proportion

2^o En ce qui concerne les restrictions d'ordre quantitatif des importations néerlandaises à Terre-Neuve, dans les colonies britanniques et les territoires sous protectorat britannique, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni garantit qu'il sera accordé aux Pays-Bas, à dater du 1^{er} janvier 1936, la quote-part intégrale de tous les contingents actuellement établis ou pouvant être modifiés ou établis ultérieurement, pour une catégorie quelconque de marchandises, à Terre-Neuve et dans les colonies et territoires susmentionnés, qui revient mathématiquement aux Pays-Bas, d'après la part que représentaient les marchandises néerlandaises importées pendant la période de base à Terre-Neuve, dans chaque colonie britannique et chaque territoire sous protectorat britannique, par rapport au total des importations étrangères des marchandises en question.

3^o Il est entendu que l'expression « importations étrangères », en ce qui concerne Terre-Neuve, les colonies britanniques, les territoires sous protectorat britannique et les territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, vise les importations en provenance de pays qui ne sont pas des territoires relevant de la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni des territoires placés sous la suzeraineté, le protectorat ou le mandat de Sa Majesté ; en ce qui concerne les Pays-Bas, ladite expression vise les importations en provenance de pays qui ne sont pas des territoires placés sous la souveraineté, la suzeraineté ou le protectorat de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

2. Si le Gouvernement néerlandais accepte cette proposition, je suggère que la présente note et votre réponse, conçue en termes identiques, soient considérées comme constituant un accord formel entre les deux gouvernements, qui restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date à laquelle il sera dénoncé par l'un ou l'autre gouvernement.

Veillez agréer, etc.

Samuel HOARE.

Le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 1876.

LONDRES, le 18 décembre 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o W 10609/226/29, que vous avez bien voulu m'adresser ce jour et par laquelle vous proposez, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, que les arrangements ci-après soient conclus relativement au commerce entre les Pays-Bas, d'une part, et, d'autre part, Terre-Neuve, les colonies et protectorats britanniques et les territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni :

1^o En ce qui concerne les restrictions d'ordre quantitatif des importations aux Pays-Bas, le Gouvernement néerlandais garantit qu'il sera accordé, à dater du 1^{er} janvier 1936, à Terre-Neuve, aux colonies britanniques, à tout territoire sous protectorat britannique et à tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, la quote-part intégrale de tous les contingents actuellement établis ou pouvant être modifiés ou établis ultérieurement pour une catégorie quelconque de marchandises, qui revient mathématiquement à chacun

of the total foreign importations during the basic period into the Netherlands of the goods in question which was represented by goods imported therefrom.

(2) In connexion with quantitative restrictions on imports from the Netherlands into Newfoundland, the British Colonies and territories under British protection, His Majesty's Government in the United Kingdom guarantee that there shall be granted as from the 1st January 1936 to the Netherlands the full share of all quotas in Newfoundland and the aforesaid Colonies and Territories as now established or hereafter varied or established in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the Netherlands in accordance with the proportion of the total foreign importations of the goods in question which was represented by Netherland goods imported in the basic period into Newfoundland, each British Colony, and each territory under British protection.

(3) It is understood that the term "foreign importations" when used in relation to Newfoundland, the British Colonies, territories under British protection, and Mandated Territories in respect of which the Mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, means imports from countries not being territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and, when used in relation to the Netherlands, means imports from countries not being territories under the sovereignty, suzerainty or protection of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

2. On behalf of the Netherland Government I agree to this proposal and to the suggestion that your note and this reply be regarded as constituting a formal agreement between the two Governments, which shall remain in force until the expiration of three months from the date on which notice to terminate it is given by either Government.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient. Servant.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable
Sir Samuel Hoare, Bart.,
G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

de ces territoires, d'après la part que représentaient les marchandises importées de chacun de ces territoires par rapport au total des importations étrangères des marchandises en question aux Pays-Bas pendant la période de base.

2° En ce qui concerne les restrictions d'ordre quantitatif des importations néerlandaises à Terre-Neuve, dans les colonies britanniques et les territoires sous protectorat britannique, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni garantit qu'il sera accordé aux Pays-Bas, à dater du 1^{er} janvier 1936, la quote-part intégrale de tous les contingents actuellement établis ou pouvant être modifiés ou établis ultérieurement, pour une catégorie quelconque de marchandises, à Terre-Neuve et dans les colonies et territoires susmentionnés, qui revient mathématiquement aux Pays-Bas, d'après la part que représentaient les marchandises néerlandaises importées pendant la période de base à Terre-Neuve, dans chaque colonie britannique et chaque territoire sous protectorat britannique, par rapport au total des importations étrangères des marchandises en question.

3° Il est entendu que l'expression « importations étrangères », en ce qui concerne Terre-Neuve, les colonies britanniques, les territoires sous protectorat britannique et les territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, vise les importations en provenance de pays qui ne sont pas des territoires relevant de la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni des territoires placés sous la suzeraineté, le protectorat ou le mandat de Sa Majesté ; en ce qui concerne les Pays-Bas, ladite expression vise les importations en provenance de pays qui ne sont pas des territoires placés sous la souveraineté, la suzeraineté ou le protectorat de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

2. Au nom du Gouvernement néerlandais, j'accepte cette proposition et la suggestion que votre note et la présente réponse soient considérées comme constituant un accord formel entre les deux gouvernements, qui restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date à laquelle il sera dénoncé par l'un ou l'autre gouvernement.

Veillez agréer, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le très honorable
sir Samuel Hoare, Bart.,
G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.



N° 3813.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exonération réciproque des droits de douane et autres sur les carburants et lubrifiants d'aéronefs. Londres, le 30 décembre 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Exemption from the Payment of Customs and Other Duties on Aircraft Fuel and Lubricants. London, December 30th, 1935.

No. 3813. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM THE PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER DUTIES ON AIRCRAFT FUEL AND LUBRICANTS. LONDON, DECEMBER 30TH, 1935.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 24th, 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.
No. W 10257/585/13.

December 30th, 1935.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are desirous of concluding with the Netherlands Government a provisional Agreement for the reciprocal exemption of aircraft from the payment of Customs and other duties on fuel and lubricants and propose that it should consist of the following provisions :

I. The Government of the United Kingdom will accord in the United Kingdom to all aircraft registered in the Netherlands the following facilities :

(i) On the arrival of the aircraft in the United Kingdom the fuel and the lubricants contained in the tanks installed in the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

(ii) On the departure of the aircraft from a Customs aerodrome in the United Kingdom for a destination abroad, the fuel and lubricants intended for use on the journey shall be delivered free of Customs or other duties, it being understood, however, that in the event of the aircraft landing again before leaving the United Kingdom the grant of exemption may be subject to certain prescribed conditions.

(iii) The exemption contemplated under sub-paragraph (ii) may be accorded in the form of a restitution of duties paid.

¹ Came into force December 30th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3813. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXONÉRATION RÉCIPROQUE DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES SUR LES CARBURANTS ET LUBRIFIANTS D'AÉRONEFS. LONDRES, LE 30 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 janvier 1936.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.

N^o W. 10257/585/13.

Le 30 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est désireux de conclure avec le Gouvernement des Pays-Bas un accord provisoire pour l'exonération réciproque des droits de douane et autres sur les carburants et lubrifiants des aéronefs et propose que cet accord comporte les dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni accordera dans le Royaume-Uni à tout aéronef immatriculé dans les Pays-Bas les facilités spécifiées ci-après :

(i) A l'arrivée de l'aéronef dans le Royaume-Uni, les carburants et les lubrifiants que contiennent les réservoirs installés à bord seront admis en franchise de droits de douane ou autres droits, étant entendu toutefois qu'il ne pourra être sorti de l'aéronef aucune quantité de ces carburants ou lubrifiants sans payer de droits.

(ii) Au départ de l'aéronef d'un aéroport douanier du Royaume-Uni pour l'étranger, les carburants et lubrifiants destinés à être utilisés en cours de voyage seront délivrés franco de droits de douane ou autres, étant entendu toutefois que dans le cas où l'aéronef atterrirait à nouveau avant de quitter le Royaume-Uni, l'octroi de l'exonération pourra être subordonné à certaines prescriptions.

(iii) L'exonération envisagée à l'alinéa (ii) ci-dessus pourra être accordée sous forme de restitution des droits versés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 30 décembre 1935.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(iv) A Customs aerodrome is an aerodrome open to the public at which a Customs service is in regular operation.

2. The Government of the Netherlands will reciprocally accord in the Netherlands to all aircraft registered in the United Kingdom facilities equivalent to those indicated above.

3. The Government of the United Kingdom may, at any time, by means of a notification to the Netherlands Government through the diplomatic channel extend the present Agreement to any British colony, overseas territory, protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, and on such notification being received :

(a) Aircraft registered in the territory or territories named in the notification shall, in the Netherlands and in any other territory to which the Agreement shall have been or shall thereafter be extended under paragraph 4 below, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 2 of this Agreement in respect of United Kingdom aircraft in the Netherlands ; and

(b) Aircraft registered in the Netherlands, or in any territory to which the present Agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with the provisions of paragraph 4 below, shall, in the territory or territories named in the notification, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 1 of this Agreement in respect of Netherlands aircraft in the United Kingdom.

4. Similarly, the Government of the Netherlands may at any time, by means of a notification to the Government of the United Kingdom, extend the present Agreement to any overseas territory of the Kingdom of the Netherlands and on the receipt of such notification :

(a) Aircraft registered in the territory or territories mentioned in the notification shall, in the United Kingdom, and in any territory to which the Agreement shall have been or shall thereafter be extended under paragraph 3 above, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 1 of this Agreement in respect of Netherlands aircraft in the United Kingdom ; and

(b) Aircraft registered in the United Kingdom or in any territory to which the present Agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with paragraph 3 shall, in the territory or territories mentioned in the notification, be entitled to the same privileges as are provided for in paragraph 2 of this Agreement in respect of United Kingdom aircraft in the Netherlands.

5. Any extension of the present Agreement, by notification under paragraph 3 or 4 above, may be separately terminated by either Government by means of a notice given to the other Government of their desire to terminate such extension. Any such notice shall take effect three months after the date on which it is given.

6. The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given to the other notice of the termination of the Agreement.

7. I have the honour to propose that the present note and your reply in similar terms be regarded as constituting a formal Agreement on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

Anthony EDEN.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

(iv) Par aéroport douanier il faut entendre un aéroport ouvert au public et dans lequel un service douanier fonctionne de façon régulière.

2. Le Gouvernement des Pays-Bas accordera, par réciprocité, dans les Pays-Bas, à tout aéronef immatriculé dans le Royaume-Uni, des facilités équivalentes à celles qui sont spécifiées ci-dessus.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra à tout moment, au moyen d'une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas par la voie diplomatique, étendre le présent accord à toute colonie, à tout territoire d'outre-mer ou protectorat britanniques ou à tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, et, à réception de cette notification :

a) Les aéronefs immatriculés dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification auront droit, dans les Pays-Bas et dans tout autre territoire auquel l'accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu du paragraphe 4 ci-dessous, aux mêmes avantages que ceux qui sont prévus au paragraphe 2 du présent accord pour les aéronefs du Royaume-Uni dans les Pays-Bas ; et

b) Les aéronefs immatriculés aux Pays-Bas ou dans tout territoire auquel le présent accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu des dispositions du paragraphe 4 ci-dessous, auront droit, dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification, aux mêmes avantages que ceux qui sont prévus au paragraphe premier du présent accord pour les aéronefs des Pays-Bas dans le Royaume-Uni.

4. De même, le Gouvernement des Pays-Bas pourra à tout moment, par le moyen d'une notification adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, étendre le présent accord à tout territoire d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas, et, à réception de cette notification :

a) Les aéronefs immatriculés dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification auront droit, dans le Royaume-Uni et dans tout territoire auquel l'accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu du paragraphe 3 ci-dessus, aux mêmes avantages que ceux qui sont prévus au paragraphe premier du présent accord pour les aéronefs des Pays-Bas dans le Royaume-Uni ; et

b) Les aéronefs immatriculés dans le Royaume-Uni ou dans tout territoire auquel le présent accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu du paragraphe 3 auront droit, dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification, aux mêmes privilèges que ceux qui sont prévus au paragraphe 2 du présent accord pour les aéronefs du Royaume-Uni dans les Pays-Bas.

5. Chaque gouvernement pourra mettre fin séparément à toute extension du présent accord résultant d'une notification adressée en vertu du paragraphe 3 ou du paragraphe 4 ci-dessus, au moyen d'un préavis, donné à l'autre gouvernement, de son intention de mettre fin à ladite extension. Le préavis prendra effet trois mois après la date à laquelle il aura été donné.

6. Le présent accord entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre la dénonciation de l'accord.

7. J'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse conçue en des termes semblables soient considérées comme l'instrument officiel de l'accord intervenu en la matière entre les deux gouvernements.

Je vous prie d'agréer, etc.

Anthony EDEN.

Le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1907.

LONDON, *December 30th*, 1935.

SIR,

I have the honour to acknowledge your note of to-day's date stating that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are desirous of concluding with the Netherland Government a provisional Agreement for the reciprocal exemption of aircraft from the payment of Customs and other duties on fuel and lubricants and in the following terms :

1. The Government of the United Kingdom will accord in the United Kingdom to all aircraft registered in the Netherlands the following facilities :

(i) On the arrival of the aircraft in the United Kingdom the fuel and the lubricants contained in the tanks installed in the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

(ii) On the departure of the aircraft from a Customs aerodrome in the United Kingdom for a destination abroad, the fuel and lubricants intended for use on the journey shall be delivered free of Customs or other duties, it being understood, however, that in the event of the aircraft landing again before leaving the United Kingdom, the grant of exemption may be subject to certain prescribed conditions.

(iii) The exemption contemplated under sub-paragraph (ii) may be accorded in the form of a restitution of duties paid.

(iv) A Customs aerodrome is an aerodrome open to the public at which a Customs service is in regular operation.

2. The Government of the Netherlands will reciprocally accord in the Netherlands to all aircraft registered in the United Kingdom facilities equivalent to those indicated above.

3. The Government of the United Kingdom may, at any time, by means of a notification to the Netherland Government through the diplomatic channel extend the present Agreement to any British colony, overseas territory, protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, and on such notification being received :

(a) Aircraft registered in the territory or territories named in the notification shall, in the Netherlands and in any other territory to which the Agreement shall have been or shall thereafter be extended under paragraph 4 below, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 2 of this Agreement in respect of United Kingdom aircraft in the Netherlands ; and

(b) Aircraft registered in the Netherlands, or in any territory to which the present Agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with the provisions of paragraph 4 below, shall, in the territory or territories named in the notification, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 1 of this Agreement in respect of Netherland aircraft in the United Kingdom.

4. Similarly, the Government of the Netherlands may at any time, by means of a notification to the Government of the United Kingdom, extend the present Agreement to any overseas territory of the Kingdom of the Netherlands and on the receipt of such notification :

(a) Aircraft registered in the territory or territories mentioned in the notification shall, in the United Kingdom, and in any territory to which the Agreement shall

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 1907.

LONDRES, le 30 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui, me faisant connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est désireux de conclure avec le Gouvernement des Pays-Bas un accord provisoire pour l'exonération réciproque de droits de douane et autres sur les carburants et lubrifiants des aéronefs, dans les termes suivants :

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni accordera dans le Royaume-Uni à tout aéronef immatriculé dans les Pays-Bas les facilités spécifiées ci-après :

(i) A l'arrivée de l'aéronef dans le Royaume-Uni, les carburants et les lubrifiants que contiennent les réservoirs installés à bord seront admis en franchise de droits de douane ou autres droits, étant entendu toutefois qu'il ne pourra être sorti de l'aéronef aucune quantité de ces carburants ou lubrifiants sans payer de droits.

(ii) Au départ de l'aéronef d'un aéroport douanier du Royaume-Uni pour l'étranger, les carburants et lubrifiants destinés à être utilisés en cours de voyage seront délivrés franco de droits de douane ou autres droits, étant entendu toutefois que, dans le cas où l'aéronef atterrirait à nouveau avant de quitter le Royaume-Uni, l'octroi de l'exonération pourra être subordonné à certaines prescriptions.

(iii) L'exonération envisagée à l'alinéa (ii) ci-dessus pourra être accordée sous forme de restitution des droits versés.

(iv) Par aéroport douanier il faut entendre un aéroport ouvert au public et dans lequel un service douanier fonctionne de façon régulière.

2. Le Gouvernement des Pays-Bas accordera, par réciprocité, dans les Pays-Bas, à tout aéronef immatriculé dans le Royaume-Uni, des facilités équivalentes à celles qui sont spécifiées ci-dessus.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra à tout moment, au moyen d'une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas par la voie diplomatique, étendre le présent accord à toute colonie, à tout territoire d'outre-mer ou protectorat britanniques ou à tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, et, à réception de cette notification :

a) Les aéronefs immatriculés dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification auront droit, dans les Pays-Bas et dans tout autre territoire auquel l'accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu du paragraphe 4 ci-dessous, aux mêmes avantages que ceux qui sont prévus au paragraphe 2 du présent accord pour les aéronefs du Royaume-Uni dans les Pays-Bas ; et

b) Les aéronefs immatriculés aux Pays-Bas ou dans tout territoire auquel le présent accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu des dispositions du paragraphe 4 ci-dessous, auront droit, dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification, aux mêmes avantages que ceux qui sont prévus au paragraphe premier du présent accord pour les aéronefs des Pays-Bas dans le Royaume-Uni.

4. De même, le Gouvernement des Pays-Bas pourra à tout moment, par le moyen d'une notification adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, étendre le présent accord à tout territoire d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas, et, à réception de cette notification :

a) Les aéronefs immatriculés dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification auront droit, dans le Royaume-Uni et dans tout territoire auquel l'accord

have been or shall thereafter be extended under paragraph 3 above, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 1 of this Agreement in respect of Netherland aircraft in the United Kingdom; and

(b) Aircraft registered in the United Kingdom or in any territory to which the present Agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with paragraph 3 shall, in the territory or territories mentioned in the notification, be entitled to the same privileges as are provided for in paragraph 2 of this Agreement in respect of United Kingdom aircraft in the Netherlands.

5. Any extension of the present Agreement, by notification under paragraph 3 or 4 above, may be separately terminated by either Government by means of a notice given to the other Government of their desire to terminate such extension. Any such notice shall take effect three months after the date on which it is given.

6. The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given to the other notice of the termination of the Agreement.

7. I am authorised to state that the Netherland Government accept the above proposals and agree that the present note and your note of to-day's date shall be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable
Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu du paragraphe 3 ci-dessus, aux mêmes avantages que ceux qui sont prévus au paragraphe premier du présent accord pour les aéronefs des Pays-Bas dans le Royaume-Uni ; et

b) Les aéronefs immatriculés dans le Royaume-Uni ou dans tout territoire auquel le présent accord aura été, ou sera par la suite, étendu en vertu du paragraphe 3 auront droit, dans le territoire ou les territoires désignés dans la notification, aux mêmes privilèges que ceux qui sont prévus au paragraphe 2 du présent accord pour les aéronefs du Royaume-Uni dans les Pays-Bas.

5. Chaque gouvernement pourra mettre fin séparément à toute extension du présent accord résultant d'une notification adressée en vertu du paragraphe 3 ou du paragraphe 4 ci-dessus, au moyen d'un préavis, donné à l'autre gouvernement, de son intention de mettre fin à ladite extension. Le préavis sortira ses effets trois mois après la date à laquelle il aura été donné.

6. Le présent accord entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre la dénonciation de l'accord.

7. Je suis autorisé à déclarer que le Gouvernement des Pays-Bas accepte les propositions ci-dessus et accepte également que la présente note et votre note en date d'aujourd'hui soient considérées comme l'instrument officiel de l'accord intervenu entre les deux gouvernements.

Je vous prie d'agrée, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le très honorable Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 3814.

ROUMANIE ET TURQUIE

Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation, signé à Ankara, le 17 octobre 1933, et échange de notes y relatif, Bucarest, les 6 avril et 9 mai 1934.

ROUMANIA AND TURKEY

Treaty of Friendship, Non-Aggression, Arbitration and Conciliation, signed at Ankara, October 17th, 1933, and Exchange of Notes relating thereto, Bucharest, April 6th and May 9th, 1934.

N^o 3814. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ, DE NON-AGRESSION, D'ARBITRAGE
ET DE CONCILIATION ENTRE LA ROUMANIE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A ANKARA, LE 17 OCTOBRE 1933.

*Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie
près la Société des Nations et le délégué permanent de la Turquie près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 janvier 1936.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,

Egalement attachés au maintien de la paix générale,

Convaincus que la Roumanie et la Turquie se doivent d'y collaborer dans un esprit de mutuelle confiance en préparant le règlement pacifique des différends qui peuvent survenir entre elles,

Ayant en vue que les deux Etats sont les signataires du Pacte² de Paris du 27 août 1928 relatif à la renonciation à la guerre et des Conventions définissant l'agression, du 3^e et 4^e juillet 1933,

Désireux de raffermir dans l'intérêt commun des deux pays, les liens d'amitié existants, qui sont pour eux un gage d'avenir,

Ont décidé de conclure entre eux le présent traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation,

Et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Nicolas TITULESCO, ministre des Affaires étrangères de Roumanie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence le Docteur Tevfik RÜŞTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie, député d'Izmir ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y a et il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre le Royaume de Roumanie et la République turque et leurs peuples.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 11 mai 1934.

² Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; vol. CLII, page 298 ; et vol. CLX, page 354, de ce recueil.

³ Vol. CXLVII, page 67, de ce recueil.

⁴ Vol. CXLVIII, page 211, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3814. — TREATY² OF FRIENDSHIP, NON-AGGRESSION, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN ROUMANIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, OCTOBER 17TH, 1933.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations and by the Permanent Delegate of Turkey to the League of Nations. The registration of this Treaty took place January 25th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA
and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Being equally solicitous for the maintenance of general peace,

Convinced that Roumania and Turkey should co-operate in a spirit of mutual confidence in preparing for the pacific settlement of any disputes that may arise between them,

Mindful that both States are signatories to the Pact³ of Paris of August 27th, 1928, for the renunciation of war and the Conventions of July 3rd⁴ and 4th⁵, 1933, defining aggression,

And desirous, in the common interest of both countries, of strengthening the bonds of friendship between them, which constitute a pledge to them for the future,

Have decided to conclude with one another the present Treaty of Friendship, Non-Aggression, Arbitration and Conciliation,

And for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Nicolas TITULESCO, Minister for Foreign Affairs of Roumania ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Doctor Tevfik Rüşrü Bey, Minister for Foreign Affairs of Turkey, Deputy of Izmir ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Kingdom of Roumania and the Turkish Republic and their people.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, May 11th, 1934.

³ Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; Vol. CLII, page 298 ; and Vol. CLX, page 354, of this Series.

⁴ Vol. CXLVII, page 67, of this Series.

⁵ Vol. CXLVIII, page 211, of this Series.

Article 2.

Fidèles à leurs engagements déjà pris, à ne pas recourir l'une vis-à-vis de l'autre à la guerre comme moyen de leur politique nationale, ni à l'agression telle qu'elle a été définie par les Conventions du 3 et 4 juillet 1933 et partant, de ne pas participer à un acte d'agression commis par un tiers, les deux Hautes Parties contractantes assument en outre l'engagement de condamner toute agression ou toute participation à une agression quelconque tentée par des tiers ainsi que toute entente agressive contre l'un ou l'autre des deux pays.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à résoudre par voie de conciliation ou de règlement judiciaire ou arbitral de la manière prévue ci-après, tout différend, né de situations ou faits postérieurs à l'entrée en vigueur du présent traité, au sujet duquel les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'aurait pu dans un délai raisonnable être résolu par les procédés diplomatiques ordinaires.

Les deux Hautes Parties contractantes maintiennent en ce qui concerne l'application du présent accord les réserves qu'elles ont faites lors de leur adhésion à la clause facultative de l'art. 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale étant d'autre part entendu que l'engagement ci-haut mentionné ne s'applique pas :

1. Aux différends relatifs à des prétentions que des particuliers auraient contre l'une des Hautes Parties contractantes et qui seront définitivement tranchés par les juridictions nationales compétentes de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
2. Aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats, tel que le droit interne ou qui relève de sa souveraineté ;
3. Aux différends ayant trait au statut territorial des Parties.

Article 4.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre le différend à un Tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis.

Au cas où elles ne seraient pas d'accord de se référer, purement et simplement à la Convention de la Haye² du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, elles détermineraient, dans ce compromis, outre le choix des arbitres et l'objet du litige, les modalités de la procédure et les règles de fond à appliquer par les arbitres.

Article 6.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre le différend à un Tribunal arbitral et à défaut d'accord entre les Parties, sur le compromis visé à l'article précédent, ou à défaut de désignation d'arbitres, et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; et vol. CLXIV, page 352, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

Faithful to their undertakings that neither, as against the other, shall resort to war as an instrument of national policy, or to acts of aggression as defined by the Conventions of July 3rd and 4th, 1933, and accordingly to refrain from participation in any act of aggression committed by a third party, the two High Contracting Parties further undertake to condemn any act of aggression or participation in any act of aggression whatsoever attempted by third parties, or any aggressive agreement against either country.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to settle by conciliation, judicial settlement or arbitration, in the manner hereinafter provided, all disputes arising out of situations or events prior to the entry into force of the present Treaty, with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights and which it has not been possible to settle by the ordinary diplomatic methods within a reasonable period.

In so far as the application of the present Agreement is concerned, the two High Contracting Parties maintain the reservations which they made on acceding to the Optional Clause of Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice. It is also understood that the above-mentioned undertaking does not extend to :

- (1) Disputes relating to the claims of private individuals against either High Contracting Party which will be definitively settled by the competent national Courts of either High Contracting Party ;
- (2) Disputes relating to questions which, according to international law, come within the exclusive jurisdiction of the States, such as municipal law or concern the exercise of sovereign rights ;
- (3) Disputes concerning the territorial status of the Parties.

Article 4.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 5.

If the Parties agree to submit the dispute to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement.

Should they not agree to rely solely on the Hague Convention² of October 18th, 1907, for the pacific settlement of international disputes, this special agreement should determine not only the choice of arbitrators and the subject of the dispute but the procedure to be followed and the rules regarding the substance of the dispute to be applied by the arbitrators.

Article 6.

If the Parties agree to submit the dispute to an arbitral tribunal and fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; and Vol. CLXIV, page 352, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 293.

Article 7.

L'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou la sentence du Tribunal arbitral sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Les difficultés auxquelles l'interprétation ou l'exécution des arrêts de la Cour permanente de Justice internationale ou des sentences arbitrales rendues dans les conditions ci-dessus prévues, pourraient donner lieu, seront tranchées par la Cour permanente de Justice internationale, saisie à la requête de l'une ou de l'autre des Parties.

Article 8.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions ci-dessus prévues, le différend pourra être d'un commun accord entre les Parties soumis à la procédure de conciliation prévue par le présent pacte.

En cas d'échec de la tentative de conciliation et après l'expiration du délai prévu à l'article 21, la Cour permanente de Justice internationale, ou le Tribunal arbitral, selon le cas, pourront être saisis du différend dans les conditions prévues dans les articles précédents.

Article 9.

Sur la demande adressée à cet effet, par une des Parties contractantes à l'autre, il devra être constitué dans les trois mois une Commission permanente de conciliation.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera composée de trois membres. Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs.

Elles désigneront d'un commun accord le président qui ne devra ni être ressortissant des Hautes Parties contractantes, ni avoir sa résidence habituelle sur leurs territoires, ni se trouver à leur service. Si la nomination du président n'intervient pas dans le délai prévu à l'article précédent ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à partir de la vacance du siège, il sera désigné, à défaut d'entente entre les Parties, et à la requête de l'une d'entre elles, par un chef d'Etat d'une Puissance à désigner d'un commun accord, s'il y consent.

Les commissaires sont nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement, et en tous les cas, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de désigner un successeur. Elle aura aussi le droit de retirer son consentement à la nomination du président.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite d'expiration de mandat, de révocation, de décès, de démission ou de quelque autre empêchement en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 11.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties, agissant d'un commun accord, ou à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toute mesure propre à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée en même temps par celle-ci à l'autre Partie.

Article 7.

The decision of the Permanent Court of International Justice or the award of the arbitral tribunal shall be executed by the Parties in good faith.

Any difficulties that may arise out of the interpretation or execution of the decisions of the Permanent Court of International Justice or arbitral awards given in the above conditions shall be settled by the Permanent Court of International Justice, to which they may be referred at the request of either Party.

Article 8.

Pending any arbitral procedure or procedure before the Permanent Court of International Justice in the above conditions, the dispute may by common agreement between the Parties be submitted to the conciliation procedure laid down in the present Agreement.

In the event of the failure of conciliation the dispute may be referred, after the expiration of the time-limit laid down in Article 21, to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal, as the case may be, under the conditions laid down in the preceding Articles.

Article 9.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to the other, a Permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of three months.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of three members. The High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals.

They shall appoint the President by common agreement. He shall not be a national of the High Contracting Parties, nor be habitually resident in their territories, nor be employed in their service. If the appointment of the President is not made within the period provided for in the preceding Article, or in the case of a vacancy within three months from the date on which the vacancy occurs, he shall be appointed, in the absence of an agreement between the Parties, and at the request of either Party, by the Head of State of a Power to be designated by common agreement, subject to the consent of the said Head of State.

The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. They shall continue to exercise their functions until they are replaced and in any event until the expiration of their mandate.

Until the proceedings are opened, each High Contracting Party may recall the commissioner appointed by it and appoint a successor. It may also withdraw its approval of the appointment of the President.

Vacancies which may occur as a result of the expiration of a mandate, recall, death, resignation or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for nominations.

Article 11.

Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties. The application, after giving an account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall be notified by it at the same time.

Article 12.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la Commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 13.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Article 14.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

Après examen de l'affaire elle formulera, dans un rapport, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 15.

La procédure devant la Commission de conciliation sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décisions contraires prises à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 16.

Les délibérations de la Commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 17.

Les Parties auront le droit de nommer auprès de la commission des agents, conseils et experts, qui serviront en même temps d'intermédiaires entre elles et la commission, ainsi que de demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leurs gouvernements.

Article 18.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user de tous les moyens dont elles disposent d'après leur législation pour lui permettre de procéder à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts.

Article 19.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à compter du jour où elle a été saisie du différend, à moins que les Parties ne conviennent de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérants juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 12.

Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before the Conciliation Commission, either Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 13.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at a place selected by its President.

Article 14.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information, and to endeavour to bring the Parties to an agreement.

After the case has been examined, it shall draw up a report formulating proposals for the settlement of the dispute.

Article 15.

The procedure of the Conciliation Commission shall provide for the hearing of both Parties.

The Commission shall lay down its own procedure, taking account, in the absence of unanimous agreement to the contrary, of the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 16.

The Commission's proceedings shall be conducted in camera, unless, in agreement with the Parties, it decides otherwise.

Article 17.

The Parties shall be entitled to be represented before the Commission by agents, counsel and experts who shall, at the same time, act as intermediaries between them and the Commission, and shall request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 18.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use all the means at their disposal, in accordance with their law, to allow it to proceed to the summoning and hearing of witnesses or experts.

Article 19.

The Conciliation Commission shall present its report within four months of the day on which the dispute was brought before it, unless the Parties agree to prolong this period.

A copy of the report shall be handed to each Party. The report shall not have the character of an arbitral award, either as regards the statement of facts or as regards the legal arguments.

Article 20.

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlement contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas trois mois.

Article 21.

Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une partie égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

Le présent pacte sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés dans le plus bref délai.

Le pacte entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Il est conclu pour la durée de dix ans, à compter de son entrée en vigueur.

S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure arbitrale ou judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent pacte, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent pacte, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le dix-sept octobre mil neuf cent trente-trois.

Pour copie conforme :

*Le Ministre des Affaires étrangères,
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.*

(L. S.) (ss) N. TITULESCO.

(L. S.) (ss) D^r T. RÜŞTÜ.

Aslinin aynidir

27/2/1936.

Protokol Dairesi Sefi y Elçi

M. Esad Atuner.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE.
N° 209/13.

BUCAREST, le 6 avril 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que dans l'esprit de mon gouvernement l'amitié entre la Turquie et la Roumanie telle qu'elle est affirmée dans l'article premier du Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation, conclu à Ankara le 17 octobre 1933 entre la République turque et le Royaume de Roumanie, ayant un caractère

Article 20.

The Conciliation Commission shall prescribe the period within which the Parties must give their decision as to the proposals for a settlement contained in its report. This period shall not exceed three months.

Article 21.

During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

The Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

It shall be concluded for a period of ten years from the date on which it comes into force.

Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to be renewed for a further period of five years and similarly thereafter.

If conciliation, arbitral or judicial proceedings are pending at the time of the expiration of the present Treaty, such proceedings shall be continued in conformity with the provisions of the present Treaty, unless the Parties agree otherwise.

Done at Ankara, in duplicate, this seventeenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (Signed) N. TITULESCO.

(L. S.) (Signed) Dr. T. RÜŞTÜ.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

LEGATION
OF THE TURKISH REPUBLIC
No. 209/13.

BUCHAREST, *April 6th*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that, in the opinion of my Government, the friendship affirmed between Turkey and Roumania in Article 1 of the Treaty of Friendship, Non-Aggression, Arbitration and Conciliation concluded at Ankara on October 17th, 1933, between the Turkish Republic and the Kingdom of Roumania being of a perpetual character, the stipulation

perpétuel, la stipulation y relative ne saurait, en aucune façon, être considérée comme qualifiée par la mention inscrite en son article 22 relative à la durée du traité.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Ministre de Turquie :
(ss) Hamdullah SUPHY.

A Son Excellence
Monsieur N. Titulescu
Ministre des Affaires étrangères,
En ville.

Pour copie conforme :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
N^o 25765.

BUCAREST, le 9 mai 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la lettre sous le N^o 209/13 en date du 6 avril a. c. Votre Excellence a bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que dans l'esprit de mon gouvernement, l'amitié entre la Turquie et la Roumanie telle qu'elle est affirmée dans l'article premier du Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation, conclu à Ankara le 17 octobre 1933, entre la République turque et le Royaume de Roumanie, ayant un caractère perpétuel, la stipulation y relative ne saurait, en aucune façon, être considérée comme qualifiée par la mention inscrite en son article 22 relative à la durée du traité. »

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication avec la teneur de laquelle, au nom de mon gouvernement, je me déclare d'accord avec elle.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre,
(ss) N. TITULESCO.

A Son Excellence
Monsieur Hamdullah Suphy Bey,
Ministre plénipotentiaire de la République turque,
En ville.

Pour copie conforme :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

relative thereto should not in any way be regarded as qualified by the reference in Article 22 to the duration of the Treaty.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Hamdullah SUPHY,
Turkish Minister.

To His Excellency
Monsieur N. Titulesco,
Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
No. 25765.

BUCHAREST, *May 9th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Your Excellency was good enough to make the following communication in your letter No. 209/13 of April 6th :

“ I have the honour to inform Your Excellency that in the opinion of my Government the friendship affirmed between Turkey and Roumania in Article I of the Treaty of Friendship, Non-Aggression, Arbitration and Conciliation concluded at Ankara on October 17th, 1933, between the Turkish Republic and the Kingdom of Roumania being of a perpetual character, the stipulation relative thereto should not in any way be regarded as qualified by the reference in Article 22 to the duration of the Treaty.”

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication and to declare, on behalf of my Government, that I am in agreement with its contents.

I have the honour to be, etc.

(Signed) N. TITULESCO,
Minister for Foreign Affairs.

To His Excellency Monsieur Hamdullah Suphy Bey,
Minister Plenipotentiary of the
Turkish Republic,
Bucharest.

N° 3815.

FINLANDE ET ROUMANIE

Accord de paiement, signé à Bucarest, le 3 décembre 1935, notes s'y rattachant et Accord additionnel à l'accord susmentionné, signé à Bucarest, le 23 juin 1936.

FINLAND AND ROUMANIA

Payments Agreement, signed at Bucharest, December 3rd, 1935, Notes relating thereto and Additional Agreement to the above-mentioned Agreement, signed at Bucharest, June 23rd, 1936.

N° 3815. — ACCORD¹ DE PAIEMENT ENTRE LA FINLANDE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 3 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 janvier 1936.

LES GOUVERNEMENTS DE FINLANDE et DE ROUMANIE sont, afin de faciliter le règlement des paiements résultant d'opérations commerciales entre les deux pays, convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le règlement des créances résultant d'achats en Finlande de marchandises d'origine roumaine et d'achats en Roumanie de marchandises d'origine finlandaise se fera par le paiement en Finlande à la Banque de Finlande et en Roumanie à la Banque nationale de Roumanie ou autre banque autorisée par la Banque nationale de Roumanie.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine roumaine importées en Finlande devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque de Finlande.

La Banque de Finlande créditera les sommes encaissées sur un compte global sans intérêts en markkas qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque nationale de Roumanie.

Article 3.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine finlandaise importées en Roumanie devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque nationale de Roumanie ou banque autorisée.

La Banque nationale de Roumanie créditera les sommes encaissées sur un compte global sans intérêts en markkas, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque de Finlande.

Il est bien entendu que la contre-valeur en lei des dettes commerciales arriérées, pourra être utilisée, d'accord avec la Banque nationale de Roumanie, suivant les dispositions accordées par l'Etat roumain aux arriérées de tous pays.

La répartition des sommes s'accumulant au compte global se fera tous les 6 mois.

Article 4.

Si une opération n'est pas facturée en markkas, les encaissements se feront après conversion de la devise en question en markkas au dernier cours coté à Londres avant le jour du versement.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3815. — PAYMENTS AGREEMENT² BETWEEN FINLAND AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 3RD, 1935.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place January 25th, 1936.*

THE FINNISH and ROUMANIAN GOVERNMENTS, being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

The settlement of claims arising in connection with purchases in Finland of goods of Roumanian origin and purchases in Roumania of goods of Finnish origin shall be effected by means of payments in Finland into the Finlands Bank and in Roumania into the Banca Națională a României or such other bank as the Banca Națională a României may authorise for the purpose.

Article 2.

All commercial claims arising in connection with purchases of goods of Roumanian origin imported into Finland shall be settled by the payment of the sums due to the Finlands Bank.

The Finlands Bank shall credit the sums received to a non-interest-bearing pooled account in markkas to be opened by it in the name of the Banca Națională a României.

Article 3.

All commercial claims arising in connection with purchases of goods of Finnish origin imported into Roumania shall be settled by the payment of the sums due to the Banca Națională a României, or such other authorised bank.

The Banca Națională a României shall credit the sums received to a non-interest-bearing pooled account in markkas to be opened by it in the name of the Finlands Bank.

It is understood that the lei equivalent of commercial debts in arrears may be used, in concert with the Banca Națională a României, in accordance with the rules laid down by the Roumanian State in the matter of arrears from all countries.

The balances accumulating in the pooled account shall be allocated half-yearly.

Article 4.

In the case of transactions in currencies other than markkas, payment shall be made in markkas, the other currency being converted into markkas at the last rate of exchange quoted in London before the day of payment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 1st, 1936.

Article 5.

La Banque de Finlande et la Banque nationale de Roumanie, s'avertiront réciproquement des versements effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement au vendeur intéressé.

Les paiements aux exportateurs des marchandises finlandaises seront effectués par la Banque de Finlande et aux exportateurs des marchandises roumaines par les banques de Roumanie. Ils seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus à l'alinéa précédent et dans les limites des disponibilités des comptes globaux susvisés tenus par la Banque de Finlande et la Banque nationale de Roumanie.

Article 6.

Les créances résultant d'exportations de marchandises faites avant l'entrée en vigueur du présent traité seront réglées conformément à ses dispositions.

Les créances résultant de livraisons de marchandises dont le montant aurait été versé avant l'entrée en vigueur de ce traité à un compte quelconque en Roumanie en faveur d'un vendeur de marchandises finlandaises, devront à la demande du créancier être transférées, dès l'entrée en vigueur de ce traité et conformément à ses dispositions, au compte global tenu à la Banque nationale de Roumanie pour la Banque de Finlande.

Article 7.

Les marchandises finlandaises importées en Roumanie, ainsi que les marchandises roumaines importées en Finlande devront être accompagnées d'un certificat d'origine.

Il est bien entendu que même dans le cas où l'importation dans l'un des deux Etats contractants s'effectuera par l'entremise d'un tiers pays, les paiements se feront par l'emploi des comptes prévus au présent accord.

A cet effet, les autorités douanières de la République finlandaise aviseront régulièrement la Banque de Finlande de toute entrée de marchandises roumaines, ainsi que du nom et du domicile du commerçant intermédiaire, qui les communiquera à la Banque nationale de Roumanie.

Les autorités douanières du Royaume de la Roumanie aviseront également la Banque nationale de Roumanie de toute entrée de marchandises finlandaises, ainsi que du nom et du domicile du commerçant intermédiaire, qui les communiquera à la Banque de Finlande.

Les deux gouvernements intéressés feront tout le possible, d'autre part, afin que l'échange des marchandises entre leurs pays respectifs se fasse directement, en évitant autant que possible l'importation par l'intermédiaire d'un tiers Etat.

Article 8.

La Banque de Finlande et la Banque nationale de Roumanie prendront d'un commun accord toute mesure propre à assurer le bon fonctionnement des paiements dans le cadre des dispositions du présent accord.

Article 9.

Les deux gouvernements prendront les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à employer le système de paiement prévu dans le présent traité.

Article 10.

A l'échéance du présent traité les importateurs du pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations

Article 5.

The Finlands Bank and the Banca Naționala a României shall advise one another of all payments received. Every advice of payments received shall contain particulars as to the date and source of each payment, to enable payment to be made to the vendor concerned.

Payments out to exporters of Finnish goods shall be made by the Finlands Bank, and payments out to exporters of Roumanian goods shall be made by the Roumanian banks concerned. Payments shall be made in the chronological order of the payments in, to which the preceding paragraph relates, as and when the necessary funds are available in the respective pooled accounts at the Finlands Bank and the Banca Naționala a României.

Article 6.

Claims arising in connection with exports of goods effected before the entry into force of the present Agreement shall be settled in accordance with the provisions thereof.

In the case of deliveries of goods, the price of which has been paid before the entry into force of the present Agreement into an account in Roumania of a vendor of Finnish goods, the amounts so paid shall be transferred, if the vendor so desires, to the pooled account of the Finlands Bank at the Banca Naționala a României at any time after the entry into force of the present Agreement, and shall then and thereafter be governed by the provisions thereof.

Article 7.

Finnish goods imported into Roumania and Roumanian goods imported into Finland must be accompanied by a certificate of origin.

It is agreed that payments for goods imported into one of the two contracting States through the intermediary of a third country shall be made, as in the case of direct imports, through the pooled accounts for which the present Agreement provides.

To which end, the Customs authorities of the Finnish Republic shall regularly advise the Finlands Bank of all arrivals of Roumanian goods with particulars of the names and domiciles of the intermediary traders ; and the Finlands Bank shall advise the Banca Naționala a României accordingly.

Similarly, the Customs authorities of the Kingdom of Roumania shall advise the Banca Naționala a României of all arrivals of Finnish goods with particulars of the names and domiciles of the intermediary traders ; and the Banca Naționala a României shall advise the Finlands Bank accordingly.

Further, the two Governments concerned shall take all possible steps for the encouragement of direct import of the goods of their respective countries, and for the avoidance as far as possible of import through the intermediary of third States.

Article 8.

The Finlands Bank and the Banca Naționala a României shall concert together as to all measures indicated for the satisfactory operation of payments under the system established by the present Agreement.

Article 9.

The two Governments shall take the necessary steps to compel importers to make use of the system of payment established by the present Agreement.

Article 10.

On the expiry of the present Agreement, importers of the country, in favour of which there is a balance in the other country, shall continue to make payments of the equivalent values of their

selon les dispositions de ce traité jusqu'à l'amortissement total des créances correspondant à ce solde.

De même les contre-valeurs de marchandises importées à crédit au cours de ce traité et antérieurement à sa résiliation continueront à être versées aux comptes de paiement.

Article II.

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} janvier 1936 et restera en vigueur aussi longtemps que l'un des deux gouvernements n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin sous préavis d'un mois.

BUCAREST, le 3 décembre 1935.

K. G. IDMAN.

D^r J. COSTINESCU.

NOTE A

Les avoirs résultant des exportations roumaines au compte global tenu à la Banque de Finlande au nom de la Banque nationale de Roumanie seront répartis de la manière suivante :

a) 60 % pour les paiements envers les créanciers finlandais représentant la contre-valeur des marchandises finlandaises importées en Roumanie.

b) 5 % seront affectés aux paiements des dettes commerciales arriérées.

Dans les limites de ce pourcentage des 5 % la Banque nationale de Roumanie doit admettre à la demande de l'importateur débiteur, qu'il paie en même temps que son importation nouvelle, une somme sur ses arriérées représentant jusqu'à 10 % calculé sur la facture de la nouvelle importation, si celle-ci provient du même fournisseur.

En cas qu'ils n'existent pas des arriérées, ces sommes prévues pour les arriérées doivent être employées également pour l'importation finlandaise en Roumanie.

c) 35 % seront mis à la disposition de la Banque nationale de Roumanie.

NOTE B

Le Gouvernement roumain réservera un contingent et donnera en conséquence l'autorisation d'importation dans la limite des contingents généraux et dans la proportion de 60 % du total des exportations effectuées en Finlande, même pour les marchandises d'origine finlandaise non importées jusqu'à présent en Roumanie.

Le solde de l'importation des marchandises finlandaises en Roumanie non utilisé, restera en faveur de la Finlande pendant le trimestre suivant.

Le pourcentage de 60 % augmentera en rapport avec la déduction des arriérées et arrivera donc au maximum de 65 %.

NOTE C

Le Gouvernement roumain et le Gouvernement finlandais conviennent de permettre l'importation de produits roumains en Finlande et finlandais en Roumanie, ainsi que leur paiement sans autre prime et taxe, que celles appliquées au pays le plus favorisé.

imports in accordance with the provisions of the present Agreement, until the complete liquidation of the claims represented by the said balance.

In the same manner, the equivalent values of goods imported on credit while the present Agreement is in force, or at any time before its denunciation, shall continue to be paid into the pooled accounts.

Article II.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1936, and shall remain in force until either of the two Governments signifies its desire to terminate the same by giving one month's notice.

BUCHAREST, *December 3rd, 1935.*

K. G. IDMAN.

Dr. J. COSTINESCU.

NOTE A.

The sums accruing from Roumanian exports, which are credited to the pooled account opened at the Finlands Bank in the name of the Banca Naționala a României, shall be allocated in the following manner :

(a) 60 % to payments to Finnish creditors as value for Finnish goods imported into Roumania.

(b) 5 % to payments of arrears of commercial debts.

Within the limits of the said 5 %, the Banca Naționala a României shall allow Roumanian debtors importing further Finnish goods to arrange, if they so desire, when making payment for their new imports, to pay off at the same time a part of their arrears not exceeding 10 % of the invoiced total of the new imports, provided the new imports are from the same vendor.

Where there are no arrears, the sums provided for arrear payments shall be added to the amounts allocated as value for Finnish imports into Roumania.

(c) 35 % shall be placed at the disposal of the Banca Naționala a României.

NOTE B.

The Roumanian Government shall reserve a percentage for itself, and shall issue import licences accordingly, within the limits of the general percentages and to an amount not exceeding 60 % of the total Roumanian exports to Finland. The goods for which such import licences are issued may include goods of Finnish origin not yet imported into Roumania.

Any unused balance resulting from imports of Finnish goods into Roumania shall be credited to Finland for the following quarter of the year.

The aforesaid percentage of 60% shall be increased in proportion to the reduction of arrears up to, but not beyond, 65 %.

NOTE C.

The Roumanian Government and the Finnish Government agree not to allow or impose any premium or charge beyond the premiums or charges applicable to the most-favoured nation, in the case of imports of Roumanian products into Finland or of Finnish products into Roumania, and the payments therefor.

ACCORD ¹ ADDITIONNEL

A L'ACCORD DE PAIEMENT ENTRE LA FINLANDE ET LA ROUMANIE DU 3 DÉCEMBRE 1935.
SIGNÉ A BUCAREST, LE 23 JUIN 1936.

*Communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations,
le 26 octobre 1936.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE sont convenus de ce qui suit :

1. L'article premier de l'Accord de paiement du 3 décembre 1935, est modifié comme suit :

Le règlement des créances résultant d'achats en Finlande de marchandises d'origine roumaine et d'achats en Roumanie de marchandises d'origine finlandaise se fera par le paiement en Finlande à la Banque de Finlande et en Roumanie à la Banque nationale de Roumanie.

2. L'article 2, deuxième alinéa de l'Accord du 3 décembre 1935 est modifié comme suit :

La Banque de Finlande créditera les sommes encaissées sur un compte global sans intérêts en livres sterling, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque nationale de Roumanie.

3. L'article 3 de l'Accord du 3 décembre 1935 est modifié comme suit :

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine finlandaise importées en Roumanie devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque nationale de Roumanie.

La Banque nationale de Roumanie créditera les sommes encaissées au compte global sans intérêts en livres sterling qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque de Finlande.

Il est précisé que la Banque nationale de Roumanie recevra les versements en lei des débiteurs en Roumanie, représentant la contre-valeur des importations de marchandises finlandaises dans la limite de ses disponibilités en livres sterling à la Banque de Finlande, destinée aux paiements desdites marchandises conformément aux dispositions de la Note A, alinéa a).

Il est bien entendu que la contre-valeur en lei des dettes commerciales arriérées pourra être utilisée, d'accord avec la Banque nationale de Roumanie suivant les dispositions accordées par l'Etat roumain aux arriérées de tous pays.

La répartition des sommes s'accumulant au compte global se fera tous les quinze jours.

¹ Entré en vigueur le 15 juillet 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL AGREEMENT ²

TO THE PAYMENTS AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND ROUMANIA DATED DECEMBER 3rd, 1935.
SIGNED AT BUCHAREST, JUNE 23rd, 1936.

*Communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations,
October 26th, 1936.*

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE ROYAL ROUMANIAN GOVERNMENT have agreed as follows :

- I. Article 1 of the Payments Agreement dated December 3rd, 1935, shall be amended as follows :

The settlement of claims arising in connection with purchases in Finland of goods of Roumanian origin and purchases in Roumania of goods of Finnish origin shall be effected by means of payments in Finland into the Finlands Bank and in Roumania into the Bancă Națională a României.

2. Article 2, paragraph 2, of the Agreement dated December 3rd, 1935, shall be amended as follows :

The Finlands Bank shall credit the sums received to a non-interest-bearing pooled account in pounds sterling, to be opened by it in the name of the Bancă Națională a României.

3. Article 3 of the Agreement dated December 3rd, 1935, shall be amended as follows :

All commercial claims arising in connection with purchases of goods of Finnish origin imported into Roumania shall be settled by the payment of the sums due to the Bancă Națională a României.

The Bancă Națională a României shall credit the sums received to the non-interest-bearing pooled account in pounds sterling to be opened by it in the name of the Finlands Bank.

It is specifically agreed that the Bancă Națională a României shall receive from debtors in Roumania payments in lei as value for imports of Finnish goods within the limits of the sums at its disposal in pounds sterling in the Finlands Bank, intended for the payment of such goods in conformity with the provisions of Note A, paragraph (a).

It is understood that the lei equivalent of commercial debts in arrears may be used, in concert with the Bancă Națională a României, in accordance with the rules laid down by the Roumanian State in the matter of arrears from all countries.

The balances accumulating in the pooled account shall be allocated every fifteen days.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force July 15th, 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. L'article 4 de l'Accord du 3 décembre 1935 est modifié comme suit :

Si une opération n'est pas facturée en livres sterling les encaissements se feront après conversion de la devise en question en livres sterling au dernier cours coté à Londres, avant le jour du versement.

5. La Banque de Finlande et la Banque nationale de Roumanie se communiqueront la date de mise en vigueur du présent accord additionnel.

Fait à Bucarest en double expédition aujourd'hui le 23 juin 1936.

Pour le Gouvernement de Finlande :

K. G. IDMAN.

Pour le Gouvernement roumain :

D^r J. COSTINESCO.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

4. Article 4 of the Agreement dated December 3rd, 1935, shall be amended as follows :

In the case of transactions in currencies other than pounds sterling, payment shall be made in pounds sterling, the other currency being converted into pounds sterling at the last rate of exchange quoted in London before the day of payment.

5. The Finlands Bank and the Bancă Națională a României shall notify each other of the date of the entry into force of the present Additional Agreement.

Done at Bucharest, in duplicate, on this 23rd day of June, 1936.

For the Government of Finland :

K. G. IDMAN.

For the Roumanian Government :

Dr. J. COSTINESCO.

N° 3816.

GRÈCE ET SUÈDE

Accord concernant les échanges commerciaux. Signé à Athènes, le 11 janvier 1936.

GREECE AND SWEDEN

Agreement regarding Commercial Exchanges. Signed at Athens, January 11th, 1936.

N° 3816. — ACCORD ¹ CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA GRÈCE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 11 JANVIER 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 janvier 1936.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLÉNIQUE, désireux de faciliter les échanges commerciaux entre la Suède et la Grèce, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement suédois s'engage à recommander à Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet d'acheter pendant le courant de l'année 1936 des tabacs grecs de la récolte 1935 dans les plus larges limites compatibles avec ses besoins.

Article II.

Tous montants en devises provenant :

1° Des achats de tabacs de la récolte de 1935 et versés par Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet, ses représentants et fournisseurs en Grèce, à la Banque de Grèce, soit directement, soit par l'entremise d'une banque établie dans le pays et autorisée à traiter des opérations de change ;

2° Du solde éventuellement existant le 31 décembre 1935 à l'actif de la Suède par suite de l'application de l'Accord ² du 17 janvier 1935 ; et

3° D'achats par le marché suédois durant l'année 1936 de marchandises grecques autres que le tabac de la récolte de 1935, importées en Suède ;

seront employés exclusivement à l'achat de marchandises suédoises à importer en Grèce.

Article III.

Le règlement des créances résultant de l'achat des marchandises importées de l'un des deux pays dans l'autre, continuera à s'effectuer, tout comme jusqu'ici, par l'octroi, dans le cadre des règlements en vigueur dans le pays importateur, et par le libre transfert des devises nécessaires au paiement de la valeur des marchandises considérées.

¹ En vigueur dès le 1^{er} janvier 1936.

² Vol. CLVII, page 9, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3816. — AGREEMENT ² REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES
BETWEEN GREECE AND SWEDEN. SIGNED AT ATHENS,
JANUARY 11TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 27th, 1936.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE ROYAL HELLENIC GOVERNMENT, being desirous of facilitating trade between Sweden and Greece, have agreed as follows :

Article I.

The Swedish Government undertakes to recommend Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet to purchase during the year 1936 as much Greek tobacco of the 1935 crop as is compatible with its requirements.

Article II.

All foreign exchange accruing from :

(1) Purchases of tobacco of the 1935 crop and paid over by Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet, its representatives and suppliers in Greece, to the Bank of Greece, whether direct or through a bank established in the country and authorised to undertake exchange transactions ;

(2) Any balance standing to the credit of Sweden on December 31st, 1935, through the application of the Agreement ³ of January 17th, 1935 ; and

(3) Purchases by the Swedish market during the year 1936 of Greek goods, other than tobacco of the 1935 crop, imported into Sweden ;

shall be used solely for purchasing Swedish goods for importation into Greece.

Article III.

Debts in respect of purchases of goods imported from either country into the other shall continue to be settled as heretofore by the grant, in accordance with the regulations in force in the importing country, and by the unrestricted transfer of the foreign exchange necessary to cover the value of the goods in question.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² In force as from January 1st, 1936.

³ Vol. CLVII, page 9, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

La Banque de Grèce tiendra un compte d'ordre statistique des paiements effectués comme prévu ci-dessus pour l'achat des marchandises en provenance de l'un des deux pays et importées dans l'autre.

Ce compte sera libellé en francs suisses, les montants qui y seront crédités devant être établis par la conversion, aux fins de comptabilité, de la monnaie inscrite sur les factures des marchandises considérées, en francs suisses au cours du jour, suivant le bulletin de la Banque de Grèce. D'un commun accord, les Parties pourront porter leur choix sur une autre devise que le franc suisse, si cela était jugé nécessaire.

Article V.

Le Gouvernement hellénique s'engage, au cas où un solde actif en faveur de la Grèce viendrait à se présenter à la fin de chacun des deux semestres de la durée du présent accord sur le compte susvisé tenu à la Banque de Grèce, à prendre toutes mesures appropriées pour la liquidation de cet actif dans le plus bref délai possible par l'achat de marchandises suédoises à importer en Grèce.

Article VI.

Toutefois, si, malgré les efforts des deux Parties pour maintenir un équilibre de leurs échanges commerciaux, il demeurerait à la date du 31 décembre 1936, un solde en faveur de l'une d'elles, ce solde sera soumis au régime de la compensation, généralement visé par le présent accord.

Article VII.

Dans la mesure du possible, et sans préjudice des règlements en vigueur en Grèce sur les importations, l'accord sera appliqué de manière à ne pas entraver l'écoulement en Grèce des marchandises suédoises normalement absorbées par ce marché.

Article VIII.

Toute cession de change par Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet ou par ses représentants et fournisseurs en Grèce sera assujettie à la retenue légale, décomptée au cours de l'ancienne parité, aussi longtemps que cette retenue est imposée par la loi.

Le change importé comme ci-dessus confère à Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet la faculté d'exporter, soit lui-même directement, soit par l'intermédiaire de ses représentants et fournisseurs, la quantité correspondante de tabacs.

Article IX.

Le Gouvernement hellénique s'engage à autoriser au profit de ceux de ses ressortissants qui ont à régler en Suède des dettes commerciales arriérées résultant d'échanges commerciaux et contractées antérieurement au 26 avril 1932, l'exportation d'un pourcentage semestriel de change étranger de 15 % du montant de ces dettes, accordé, sur la demande des débiteurs grecs intéressés, pendant la durée du présent accord.

Le transfert de ce change sera autorisé sans préjudice du transfert du change correspondant aux intérêts moratoires, prévus par la loi monétaire hellénique du 26 avril 1932.

Article IV.

The Bank of Greece shall keep a statistical account of the payments effected as provided above for the purchase of goods from either country imported into the other.

This account shall be kept in Swiss francs, the amounts credited thereto being fixed by the conversion, for accounting purposes, of the sums shown in the invoices for the goods in question into Swiss francs at the current rate published in the official list of the Bank of Greece. The Parties may, by joint agreement, select a currency other than the Swiss franc, should this be considered necessary.

Article V.

In the event of the above-mentioned account at the Bank of Greece showing a credit balance in favour of Greece at the end of either of the two half-years during which the present Agreement is in force, the Hellenic Government undertakes to adopt the appropriate measures to dispose of this balance as soon as possible by purchasing Swedish goods for importation into Greece.

Article VI.

If, however, notwithstanding the efforts of both Parties to maintain equilibrium in their commercial exchanges, there should remain a balance in favour of one or the other on December 31st, 1936, such balance shall be subject to the system of compensation generally contemplated by the present Agreement.

Article VII.

In so far as possible, and without prejudice to the import regulations in force in Greece, the Agreement shall be applied in such a way as not to hamper the disposal in Greece of the Swedish goods normally absorbed by that market.

Article VIII.

Any exchange transfer effected by Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet or its representatives and suppliers in Greece shall be subject to the legal deduction, reckoned at the former parity rate, for such time as that deduction is required by law.

The importation of exchange as above shall confer on Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet the right to export, either direct or through its representatives and suppliers, the corresponding amount of tobacco.

Article IX.

The Hellenic Government undertakes to authorise for the benefit of such of its nationals as have outstanding commercial debts to settle in Sweden in respect of trade, the debts in question having been contracted prior to April 26th, 1932, the export of a half-yearly percentage of foreign exchange to the value of 15 % of the amount of such debts, to be granted at the request of the Greek debtors concerned as long as the present Agreement is in force.

The transfer of this exchange shall be authorised without prejudice to the transfer of the exchange corresponding to the interest on overdue payments as laid down by the Hellenic Monetary Law of April 26th, 1932.

Article X.

Le présent accord est conclu pour une durée d'une année à partir du 1^{er} janvier 1936.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 11 janvier 1936.

H. BERNIS.
Constantin DEMERTZIS.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 janvier 1936.

Le Chef des Archives p. i. :
C^{te} Lewenhaupt.

Article X.

The present Agreement shall be concluded for a period of one year from January 1st, 1936.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Athens, in duplicate, this 11th day of January, 1936.

H. BERNS.

Constantin DEMERTZIS.

N° 3817.

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Accord additionnel à la Convention commerciale du 7 mai 1926, et protocole de signature. Signés à Berlin, le 21 décembre 1934.

GERMANY AND SPAIN

Additional Agreement to the Commercial Convention of May 7th, 1926, and Protocol of Signature. Signed at Berlin, December 21st, 1934.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3817. — ACUERDO¹ COMPLEMENTARIO AL CONVENIO COMERCIAL ENTRE ALEMANIA Y ESPAÑA DE 7 DE MAYO DE 1926. FIRMADO EN BERLÍN, EL 21 DE DICIEMBRE DE 1934.

Textes officiels espagnol et allemand communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 janvier 1936.

LOS GOBIERNOS ESPAÑOL y ALEMÁN han convenido complementar el Convenio Comercial² entre España y Alemania de 7 de mayo de 1926 con las siguientes disposiciones :

Artículo I.

El Anejo A del Convenio Comercial se complementará como sigue :

Número del Arancel de Aduanas alemán.	Artículos	Derechos por quintal métrico. RM.
Partida 33.	Tomates frescos :	
	En la temporada del 15 de noviembre al 14 de enero	6
	En la temporada del 15 de enero al 30 de abril	3
Partida 212.	Extracto de higos que no contenga éter o alcohol, para aromatizar tabaco, bajo vigilancia aduanera	12

Artículo II.

I. El Anejo B del Convenio Comercial se complementará con las siguientes partidas del Arancel de Aduanas alemán :

657** - 658** - 670** - 671** - 672**.

El Anejo B se complementará además con la siguiente nota, debajo de la correspondiente al número 180 :

****Nota :** A las partidas 657/8 y 670/2. Sólo para impresos y carteles de propaganda, cuyo objeto principal consiste en fomentar la visita de regiones y localidades, ferias o Exposiciones en el territorio español, siempre que dichos impresos y carteles hayan sido confeccionados en España, que hayan de ser repartidos gratuitamente en Alemania y que sea manifestato su carácter de elemento de propaganda.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 23 novembre 1935.

² Vol. LIII, page 321, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3817. — ZUSATZVEREINBARUNG¹ ZUM HANDELSABKOMMEN VOM 7. MAI 1926 ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND SPANIEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 21. DEZEMBER 1934.

Spanish and German official texts communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place January 28th, 1936.

DIE DEUTSCHE und DIE SPANISCHE REGIERUNG haben vereinbart, das deutsch-spanische Handelsabkommen² vom 7. Mai 1926 durch folgende Bestimmungen zu ergänzen :

Artikel I.

Die Anlage A des Handelsabkommens wird wie folgt ergänzt :

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warengattung	Zollsatz für 1 dz. RM.
aus 33 ...	Tomaten, frisch : in der Zeit vom 15. November bis 14. Januar	6
	in der Zeit vom 15. Januar bis 30. April.	3
aus 212 ...	Auszüge aus Feigen, nicht äther- oder weingeisthaltig, zum Laugen von Tabak unter Zollsicherung	12

Artikel II.

1. In die Anlage B des Handelsabkommens werden folgende Nummern des deutschen Zolltarifs aufgenommen :

657** - 658** - 670** - 671** - 672**.

In die Anlage B wird ferner unter die Anmerkung zu Nr. 180 folgende Anmerkung aufgenommen :

** *Anmerkung zu Nr. 657/8 und 670/2* : Nur für Werbedruckschriften und Werbeplakate, deren wesentlicher Zweck darin besteht, zum Besuch von Gegenden und Orten, Messen oder Ausstellungen in Gebiete Spaniens anzuregen, und vorausgesetzt, dass diese Druckschriften und Plakate in Spanien hergestellt sind, im deutschen Zollgebiet unentgeltlich verteilt werden sollen und ihr Charakter als Werbemittel augenscheinlich ist.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, November 23rd, 1935.

² Vol. LIII, page 321, of this Series.

2. El Anejo C del Convenio Comercial se complementará con las siguientes partidas del Arancel de Aduanas español :

59 - 63 - 88 - 256 - 268 - 277 - 499 - 622 - 691 - 691 bis - 692 - 695 - 721 - 722 - 826 - 834 - 978 - I.016 - I.306.

Artículo III.

A la importación de vinos generosos españoles, acompañados de los certificados en español y alemán convenidos entre los dos Gobiernos, se prescindirá, en general, del análisis de identidad previsto en las Ordenanzas aduaneras alemanas para vinos cuando éstos sean importados en vagones-cubas o en bultos en expediciones de dos quintales métricos, máximo peso bruto, en inmediato tránsito a través de un tercer país por vía terrestre, con documentación de tránsito y con los cierres oficiales intactos.

Artículo IV.

Este Acuerdo complementario constituye parte integrante del Convenio Comercial Hispano-alemán de 7 de mayo de 1926. Podrá, sin embargo, ser denunciado independientemente de dicho Convenio con un preaviso de tres meses.

Este Acuerdo deberá ser ratificado. Entrará en vigor el décimo día después de la fecha del canje de los Instrumentos de Ratificación, que tendrá lugar en Madrid. Los dos Gobiernos aplicarán, sin embargo, provisionalmente, este Acuerdo complementario antes del canje de los Instrumentos de Ratificación a partir del 1.º de enero de 1935.

Y para que así conste, los Plenipotenciarios de ambas Partes han firmado este Acuerdo complementario.

Hecho en doble ejemplar, uno en español y otro en alemán, en Berlín a 21 de diciembre de 1934.

Por el Gobierno español :

(Firmado) Pelayo G. OLAY.

Por el Gobierno alemán :

VON BÜLOW.

PROTOCOLO DE FIRMA

A.

A los artículos II y IV del Convenio Comercial Hispano-alemán de 7 mayo de 1926 :

Cada una de las Partes contratantes accederá, a petición de la otra, y siempre que demuestre interés para su comercio de exportación, a incluir nuevas partidas en los anejos B y C del Convenio Comercial.

B.

Al art. II, apartado 2 del Acuerdo complementario :

Queda entendido que las partidas enumeradas en el art. II gozarán, a partir de la fecha de la aplicación provisional del Acuerdo complementario, según el art. IV, apartado 2 del Convenio Comercial de 7 de mayo de 1926, de las tarifas más bajas que se hayan concedido o se concedan a un tercer país.

2. In die Anlage C des Handelsabkommens werden folgende Positionen des spanischen Zolltarifs aufgenommen :

59 - 63 - 88 - 256 - 268 - 277 - 499 - 622 - 691 - 691 bis - 692 - 695 - 721 - 722 - 826 - 834 - 978 - I.016-I.306.

Artikel III.

Bei der Einfuhr spanischer Dessertweine, die von einem zwischen den Regierungen zu vereinbarenden Zeugnis in deutscher und spanischer Sprache begleitet sind, wird in Deutschland in der Regel dann von der in der deutschen Weinzollordnung vorgeschriebenen Nämlichkeitsuntersuchung abgesehen werden, wenn diese Dessertweine in Behälterwagen oder, bei der Einfuhr von Packstücken, in Sendungen von höchstens 2 Doppelzentner Rohgewicht nach unmittelbarer Durchfuhr durch dritte Länder auf dem Landwege mit durchgehenden Frachtpapieren und mit unverletztem amtlichen Verschluss eingeführt werden.

Artikel IV.

Diese Zusatzvereinbarung bildet einen integrierenden Bestandteil des deutsch-spanischen Handelsabkommens vom 7. Mai 1926. Sie kann jedoch auch unabhängig von diesem Abkommen mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden.

Die Zusatzvereinbarung soll ratifiziert werden. Sie tritt am zehnten Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden, der in Madrid erfolgen soll, in Kraft. Die beiden Regierungen werden jedoch die Zusatzvereinbarung bereits vor dem Austausch der Ratifikationsurkunden mit Wirkung vom 1. Januar 1935 an vorläufig anwenden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diese Zusatzvereinbarung unterzeichnet.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und spanischem Wortlaut zu Berlin am 21. Dezember 1934.

Für die Deutsche Regierung :

VON BÜLOW.

Für die Spanische Regierung :

Pelayo G. OLAY.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL

A.

Zu Artikel 2 und 4 des deutsch-spanischen Handelsabkommens vom 7. Mai 1926.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird auf Antrag des anderen Teiles bei nachweislichem Ausfuhrinteresse der nachträglichen Aufnahme von Waren in die Anlagen B und C des Handelsabkommens zustimmen.

B.

Zu Artikel II Ziffer 2 der Zusatzvereinbarung.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die in Artikel II aufgeführten Positionen vom Tage der vorläufigen Anwendung der Zusatzvereinbarung an gemäss Artikel 4 Satz 2 des Handelsabkommens vom 7. Mai 1926 die niedrigsten Zollsätze geniessen, die einem dritten Lande zugestanden worden sind oder in Zukunft zugestanden werden.

C.

Al art. III del Acuerdo complementario :

Queda entendido que sigue vigente el apartado B) del Canje de Notas de 18 de febrero de 1933.

D.

El Gobierno español toma nota, con referencia al apartado C) del Canje de Notas de 18 de febrero de 1933, de que los derechos por los análisis para comprobar la aptitud de importación y la identidad de los vinos generosos españoles, se rebajan, cuando se trate de envases de menos de 50 litros, a 15 Reichsmark, siempre que no se haga objeción.

Hecho en doble ejemplar, uno en español y otro en alemán, en Berlín el 21 de diciembre de 1934.

Por el Gobierno español :

(Firmado) Pelayo G. OLAY.

Por el Gobierno alemán :

VON BÜLOW

Copia certificada conforme :

El Subsecretario,

José M^a Aguinaga.

Madrid, 17 de enero de 1936.

C.

Zu Artikel III der Zusatzvereinbarung.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmung unter Abschnitt B des Notenwechsels vom 18. Februar 1933 weiterhin in Geltung bleibt.

D.

Die Spanische Regierung nimmt mit Beziehung auf Abschnitt C des Notenwechsels vom 18. Februar 1933 davon Kenntnis, dass die Gebühren für die Untersuchung spanischer Dessertweine auf Einfuhrfähigkeit und Nämlichkeit, soweit keine Beanstandung erfolgt, bei der Einfuhr in Behältnissen von weniger als 50 l. auf 15 RM. herabgesetzt worden sind.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutschem und spanischem Wortlaut zu Berlin am 21. Dezember 1934.

Für die Deutsche Regierung :

B. W. VON BÜLOW.

Für die Spanische Regierung :

Pelayo G. OLAY.

Copia certificada conforme :

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

Madrid, 17 de enero de 1936.

¹ TRADUCTION.

N° 3817. — ACCORD ADDITIONNEL A LA CONVENTION COMMERCIALE
ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESPAGNE DU 7 MAI 1926. SIGNÉ
A BERLIN, LE 21 DÉCEMBRE 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL sont convenus de compléter la Convention commerciale germano-espagnole du 7 mai 1926 par les dispositions ci-après :

Article premier.

L'annexe A de la convention commerciale est complétée comme suit :

Numéro du tarif douanier allemand	Marchandises	Droit par 100 kg. RM.
ex 33	Tomates, fraîches :	
	Du 15 novembre au 14 janvier	6
	Du 15 janvier au 30 avril	3
ex 212	Extrait de figues ne contenant ni éther ni alcool, pour aromatiser le tabac, sous contrôle de la douane	12

Article II.

1. Les numéros suivants du tarif douanier allemand sont insérés à l'annexe B de la convention commerciale :

657** - 658** - 670** - 671** - 672**.

En outre, la note suivante est insérée à l'annexe B, sous la note *ad* 180 :

** *Note ad Nos 657/8 et 670/2* : Exclusivement pour les imprimés et les affiches de publicité qui ont essentiellement pour objet de suggérer la visite de certaines contrées et de certains lieux, de foires ou d'expositions sur le territoire espagnol, et à condition que ces imprimés et affiches aient été fabriqués en Espagne, qu'ils soient destinés à être distribués gratuitement dans le territoire douanier allemand et qu'il s'agisse manifestement de matériel de publicité.

2. Les positions suivantes du tarif douanier espagnol sont insérées à l'annexe C de la convention commerciale :

59 - 63 - 88 - 256 - 268 - 277 - 499 - 622 - 691 - 691 bis - 692 - 695 - 721 - 722 - 826 - 834 - 978 - 1.016 - 1.306.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3817. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN GERMANY AND SPAIN OF MAY 7TH, 1926. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 21ST, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE SPANISH GOVERNMENT have agreed to supplement the German-Spanish Commercial Convention of May 7th, 1926, by the following provisions :

Article I.

Annex A of the Commercial Convention shall be supplemented as follows :

Number in German Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. RM.
ex 33	Tomatoes, fresh :	
	From November 15th to January 14th	6
	From January 15th to April 30th	3
ex 212	Extract of figs containing neither ether nor alcohol, for aromatising tobacco, under Customs supervision	12

Article II.

1. The following items in the German Customs tariff shall be added to Annex B of the Commercial Convention :

657** - 658** - 670** - 671** - 672**.

The following note shall also be added to Annex B, after the note *ad* 180 :

** *Note ad Nos. 657/8 and 670/2* : Solely for printed matter and posters, the main object of which is to advertise certain districts and localities, fairs or exhibitions in Spanish territory, provided the said printed matter and posters are produced in Spain, are for distribution free of charge in German Customs territory, and are manifestly advertising matter.

2. The following items in the Spanish Customs tariff shall be added to Annex C of the Commercial Convention :

59 - 63 - 88 - 256 - 268 - 277 - 499 - 622 - 691 - 691 (a) - 692 - 695 - 721 - 722 - 826 - 834 - 978 - 1,016 - 1,306.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Lors de l'importation de vins de dessert espagnols accompagnés d'un certificat en langue allemande et en langue espagnole dont conviendront les deux gouvernements, l'Allemagne renoncera, en règle générale, à l'analyse d'identité prescrite par les règlements douaniers allemands concernant les vins, à condition que ces vins de dessert soient importés dans des wagons-citernes, ou, s'il s'agit de colis, sous forme d'envois de 2 quintaux métriques de poids brut au maximum, expédiés en transit direct à travers un tiers pays par la voie terrestre, avec des documents d'expédition directs et des cachets officiels intacts.

Article IV.

Le présent accord additionnel fait partie intégrante de la Convention commerciale germano-espagnole du 7 mai 1926. Toutefois, il pourra aussi être dénoncé indépendamment de cette convention, moyennant un préavis de 3 mois.

L'accord additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur le dixième jour après la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Madrid. Toutefois, même avant l'échange des instruments de ratification, les deux gouvernements appliqueront l'accord additionnel, à titre provisoire, à dater du 1^{er} janvier 1935.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord additionnel.

Fait en double original, en langue allemande et en langue espagnole, à Berlin, le 21 décembre 1934.

Pour le Gouvernement allemand :

VON BÜLOW.

Pour le Gouvernement espagnol :

Pelayo G. OLAY.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

A.

Ad articles 2 et 4 de la Convention commerciale germano-espagnole du 7 mai 1926.

Chacune des deux Parties contractantes, à la demande de l'autre Partie, consentira à inclure après coup des marchandises dans les annexes B et C de la convention commerciale, s'il est établi que lesdites marchandises intéressent le commerce d'exportation.

B.

Ad article II, N° 2, de l'accord additionnel.

Il est entendu que les positions énumérées à l'article II bénéficieront, à partir de la date de l'application provisoire de l'accord additionnel, conformément à la deuxième phrase de l'article 4 de la Convention commerciale du 7 mai 1926, des droits de douane les plus réduits qui ont été ou pourront à l'avenir être concédés à un tiers pays.

C.

Ad article III de l'accord additionnel.

Il est entendu que la disposition de la section B de l'échange de notes du 18 février 1933 restera en vigueur.

Article III.

On the importation of Spanish dessert wines which are accompanied by a certificate in Spanish and German to be agreed upon between the two Governments, Germany shall in general not insist on the identity analysis required under the German Customs regulations on wines, provided these dessert wines are imported in tank-wagons or in consignments of two metric quintals maximum gross weight, in direct transit through a third country by land, with through transit documents and with the official seals intact.

Article IV.

The present Additional Agreement shall form an integral part of the German-Spanish Commercial Convention of May 7th, 1926. It may, however, be denounced independently of that Convention at three months' notice.

The Additional Agreement shall be ratified. It shall come into force on the tenth day after the date of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Madrid. The Additional Agreement shall, however, be put into force provisionally by the two Governments as from January 1st, 1935, even before the instruments of ratification have been exchanged.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Additional Agreement.

Done in two original copies, in German and Spanish, in Berlin, this 21st day of December, 1934.

For the German Government :

VON BÜLOW.

For the Spanish Government :

Pelayo G. OLAY.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

A.

Ad Articles 2 and 4 of the German-Spanish Commercial Convention of May 7th, 1926.

Each Contracting Party shall agree, at the request of the other Party, to include new commodities in Annexes B and C of the Commercial Convention, provided it is established that the said commodities are of importance for the export trade.

B.

Ad Article II, No. 2, of the Additional Agreement.

It is understood that, in accordance with the second sentence of Article 4 of the Commercial Convention of May 7th, 1926, the items enumerated in Article II shall, as from the date on which the Additional Agreement is enforced provisionally, enjoy the benefit of the lowest Customs duties which are or may in the future be granted to a third country.

C.

Ad Article III of the Additional Agreement.

It is understood that the provision in Section B of the exchange of notes of February 18th, 1933, shall remain in force.

D.

Le Gouvernement espagnol, en ce qui concerne la section C de l'échange de notes du 18 février 1933, prend acte du fait que les droits pour l'analyse des vins de dessert espagnols destinée à établir leur conformité aux conditions d'importation et leur identité, sont réduits à 15 Reichsmark lorsque l'importation s'effectue en récipients de moins de 50 litres et que l'examen ne donne lieu à aucune contestation.

Fait en double original, en langue allemande et en langue espagnole, à Berlin, le 21 décembre 1934.

Pour le Gouvernement allemand :

B. W. VON BÜLOW.

Pour le Gouvernement espagnol :

Pelayo G. OLAY.

D.

The Spanish Government takes note, as regards Section C of the exchange of notes of February 18th, 1933, that the charges for the analysis of Spanish dessert wines, with a view to verifying their identity and establishing that they fulfil the conditions for import, are reduced to 15 Reichsmarks, provided the wines imported in receptacles containing under 50 litres and the result of the analysis is satisfactory.

Done in two original copies in German and Spanish, in Berlin, this 21st day of December, 1934.

For the German Government :

B. W. VON BÜLOW.

For the Spanish Government :

Pelayo G. OLAY.

N° 3818.

ESPAGNE ET SALVADOR

Echange de notes comportant un accord relatif à la prohibition de la préparation, du commerce, de la circulation et de la projection de tous films dénigrant l'une ou l'autre des Parties ou l'un des pays hispano-américains. San-Salvador, le 15 juin 1935.

SPAIN AND SALVADOR

Exchange of Notes constituting an Agreement prohibiting the Preparation of, Trade in and Circulation and Exhibition of All Films disparaging Either of the Parties or One of the Hispano-American Countries. San Salvador, June 15th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N  3818. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE ESPAÑA Y EL GOBIERNO DE EL SALVADOR POR EL QUE SE ESTABLECE UN ACUERDO PROHIBIENDO LA PREPARACIÓN, EL COMERCIO, LA CIRCULACION Y LA EXHIBICION DE PELICULAS DENIGRANTES PARA UNA U OTRA DE LAS PARTES O PARA UNO DE LOS PAISES HISPANO-AMERICANO. SAN SALVADOR, 15 DE JUNIO DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne   Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 janvier 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place January 28th, 1936.

I.

LEGACIÓN DE ESPAÑA EN EL SALVADOR,
HONDURAS Y NICARAGUA.

N  78.

SAN SALVADOR, 15 de junio de 1.935.

SEÑOR MINISTRO ;

Por orden de mi Gobierno tengo la honra de proponer al Gobierno de la República de El Salvador, por el alto conducto de Vuestra Excelencia, el siguiente Acuerdo :

I. Los Gobiernos de España y El Salvador convienen en considerar como denigrantes y en no admitir al comercio, circulación ni exhibición en ambos paises las películas o cintas cinematográficas con o sin sonido y producidas por cualquier procedimiento que ataquen, calumnien, difamen, burlen, ofendan o desfiguren directa o indirectamente los usos y costumbres, instituciones, hábitos, características, peculiaridades o hechos de España o de El Salvador.

II. Los mismos Gobiernos se comprometen a no permitir en sus propios territorios la preparación parcial o total de las películas a que se refiere el artículo primero y a no permitir la entrada, circulación ni exhibición de las mismas.

III. Convienen asi mismo en que, cuando una casa extranjera productora de películas reincida y filme nuevas películas denigratorias, se pueda llegar a la sanción, previo acuerdo entre España y El Salvador, de prohibir la exhibición de todas las películas de la casa reincidente.

IV. Los Gobiernos de España y de El Salvador darán aviso a la mayor brevedad posible a los Representantes diplomáticos de El Salvador y España acreditados en los

respectivos países, cada vez que uno de dichos Gobiernos tenga conocimiento de la aparición de una película denigrante y ambos Gobiernos procederán inmediatamente a aplicar las sanciones correspondientes.

V. Cuando las Legaciones respectivas tengan conocimiento de la existencia en España o en El Salvador de películas denigrantes para uno u otro país, girarán un aviso al Gobierno correspondiente, el cual, con carácter urgente, dará las órdenes procedentes a las autoridades que corresponda para recoger la película denunciada y suspender su exhibición.

VI. Para admitirse a la entrada aduanal y a la exhibición una película considerada como denigrante, será indispensable que los Gobiernos respectivos lo convengan expresamente por vía diplomática, ya sea mediante una nueva revisión de la cinta o una reforma de la misma.

VII. Los Gobiernos de El Salvador y España convienen en sancionar con los mismos procedimientos y penas a las películas cinematográficas que consideren denigrantes para cualquier otro país hispano-americano.

VIII. Este Acuerdo entrará en vigor el primero de agosto de mil novecientos treinta y cinco y podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes contratantes, con un año de anticipación.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia, Señor Ministro, las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Firmado) Fernando GONZALEZ ARNAO.

Excmo. Señor Doctor Don Miguel Angel Araujo,
Ministro de Relaciones Exteriores,
Presente.

II.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES
DE LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR. C. A.
SECCIÓN DEL PROTOCOLO.

Nº de A. 840. 6. S. P. 0747/L. D. 1027.

Palacio Nacional :
SAN SALVADOR, 15 de junio de 1935.

SEÑOR MINISTRO :

En respuesta a su atenta Nota del día de hoy, relativa a un Acuerdo entre los Gobiernos de España y El Salvador sobre películas denigratorias, tengo la honra de poner en conocimiento de Vuestra Excelencia que el Gobierno de éste país está conforme con el Acuerdo propuesto, cuyas normas son las siguientes :

I. Los Gobiernos de El Salvador y España convienen en considerar como denigrantes y en no admitir al comercio, circulación ni exhibición en ambos Países, las películas o cintas cinematográficas con o sin sonido y producidas por cualquier procedimiento, que ataquen, calumnien, difamen, burlen, ofendan o desfiguren directa o indirectamente los usos y costumbres, instituciones, hábitos, características, peculiaridades o hechos de El Salvador o de España.

II. Los mismos Gobiernos se comprometen a no permitir en sus propios territorios la preparación parcial o total de las películas a que se refiere el artículo I, y a no permitir la entrada, circulación ni exhibición de las mismas.

III. Conviene asimismo en que, cuando una casa extranjera productora de películas reincida y filme nuevas películas denigratorias, se pueda llegar a la sanción, previo acuerdo entre España y El Salvador, de prohibir la exhibición de todas las películas de la casa reincidente.

IV. Los Gobiernos de El Salvador y de España darán aviso, a la mayor brevedad posible, a los Representantes diplomáticos de España y de El Salvador, acreditados en los respectivos países, cada vez que uno de dichos Gobiernos tenga conocimiento de la aparición de una película denigrante, y ambos Gobiernos procederán inmediatamente a aplicar las sanciones correspondientes.

V. Cuando las Legaciones respectivas tengan conocimiento de la existencia en El Salvador o en España de películas denigrantes para uno u otro país, girarán un aviso al Gobierno correspondiente, el cual, con carácter de urgente, dará las ordenes procedentes a las autoridades que correspondan para recoger la película denunciada y suspender su exhibición.

VI. Para admitirse a la entrada aduanal y a la exhibición una película cinematográfica considerada como denigrante, será indispensable que los Gobiernos respectivos lo convengan expresamente, por la vía diplomática ya sea mediante una nueva revisión de la cinta o una reforma de la misma.

VII. Los Gobiernos de El Salvador y de España convienen en sancionar con los mismos procedimientos y penas a las películas cinematográficas que consideren como denigrantes para cualquier otro país hispano-americano.

VIII. Este Acuerdo entrará en vigor el 1º de agosto de 1935 y podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes Contratantes con un año de anticipación.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a Vuestra Excelencia, las seguridades de mi más alta consideración y aprecio.

(Firmado) Miguel Angel ARAUJO.

Al Excmo. Señor Ministro de España,
Don Fernando Gonzalez Arnao,
Presente.

Copia certificada conforme :

El Subsecretario,

José M^a Aguinaga.

Madrid, 17 de enero de 1936.

¹ TRADUCTION.

N^o 3818. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE L'ESPAGNE ET DU SALVADOR COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROHIBITION DE LA PRÉPARATION, DU COMMERCE, DE LA CIRCULATION ET DE LA PROJECTION DE TOUS FILMS DÉNIGRANT L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES OU L'UN DES PAYS HISPANO-AMÉRICAINS. SAN-SALVADOR, LE 15 JUIN 1935.

I.

LÉGATION D'ESPAGNE
AU SALVADOR, AU HONDURAS
ET AU NICARAGUA.

N^o 78.

SAN-SALVADOR, le 15 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement de la République du Salvador, par l'intermédiaire de Votre Excellence, l'accord suivant :

I. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Salvador conviennent de considérer comme dénigrants et de ne pas admettre au commerce, à la circulation et à la projection dans les deux pays, les films ou bandes cinématographiques sonores ou non sonores, produits par un procédé quelconque, qui attaqueraient, calomnieraient, diffameraient, tourneraient en déri-

¹ TRANSLATION.

No. 3818. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF SPAIN AND SALVADOR CONSTITUTING AN AGREEMENT PROHIBITING THE PREPARATION OF, TRADE IN AND CIRCULATION AND EXHIBITION OF ALL FILMS DISPARAGING EITHER OF THE PARTIES OR ONE OF THE HISPANO-AMERICAN COUNTRIES. SAN SALVADOR, JUNE 15th, 1935.

I.

SPANISH LEGATION
IN SALVADOR, HONDURAS
AND NICARAGUA.

No. 78.

SAN SALVADOR, June 15th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Acting on the instructions of my Government, I have the honour to propose to the Government of the Republic of Salvador, through Your Excellency, the following Agreement :

I. The Governments of Spain and Salvador agree to regard as disparaging and to prohibit the trade in and the circulation and exhibition in both countries of cinematograph films or reels, whether sound or silent, produced by any process whatsoever, which attack, slander, defame, ridicule, insult or misrepresent directly or indirectly the uses and customs, institutions,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sion, offenseraient ou déformeraient directement ou indirectement les usages et coutumes, institutions, mœurs, caractères distinctifs, particularités ou faits d'Espagne ou du Salvador.

II. Les mêmes gouvernements s'engagent à ne pas permettre, sur leur propre territoire, la préparation partielle ou totale des films visés à l'article premier et à ne pas permettre l'importation, la circulation et la projection de ces films.

III. Ils conviennent également qu'au cas où une maison étrangère, productrice de films, récidiverait et produirait de nouveaux films dénigrants, il pourra être infligé une sanction, moyennant accord préalable entre l'Espagne et le Salvador, consistant à interdire la projection de tous les films de la maison récidiviste.

IV. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Salvador aviseront, dans le plus bref délai possible, les représentants diplomatiques du Salvador et de l'Espagne accrédités dans leurs pays respectifs chaque fois qu'un desdits gouvernements aura connaissance de l'apparition d'un film dénigrant, et les deux gouvernements procéderont immédiatement à l'application des sanctions prévues.

V. Lorsque les légations respectives auront connaissance de l'existence, en Espagne ou au Salvador, de films dénigrant l'un ou l'autre pays, elles aviseront le gouvernement du pays en question, qui donnera d'urgence aux autorités compétentes les ordres nécessaires pour retirer de la circulation le film dénoncé et suspendre sa projection.

VI. Pour qu'un film jugé dénigrant puisse être admis à l'importation et que sa projection soit autorisée, il sera indispensable que les gouvernements respectifs donnent leur agrément par la voie diplomatique, à la suite d'un nouvel examen du film ou d'une modification de celui-ci.

VII. Le Gouvernement du Salvador et le Gouvernement espagnol conviennent d'appliquer les mêmes mesures et les mêmes sanctions aux films cinématographiques qu'ils jugeraient dénigrants pour tout autre pays hispano-américain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le premier août mil neuf cent

habits, characteristics or peculiarities of, or incidents occurring in, Spain or Salvador.

II. The said Governments agree to prohibit in their own territories the partial or total preparation of films such as those referred to in Article I, and also to prohibit the importation, circulation and exhibition of such films.

III. They likewise agree that, should a foreign film-producing firm repeat the offence and produce further films of a disparaging nature, a penalty may be imposed by previous agreement between Spain and Salvador consisting in prohibiting the exhibition of all films produced by the offending firm.

IV. The Governments of Spain and Salvador shall as soon as possible notify the diplomatic representatives of Salvador and Spain accredited to their respective countries whenever it comes to the knowledge of either Government that a film of a disparaging nature has appeared, in which case both Governments shall at once proceed to apply the corresponding penalties.

V. Should the respective Legations at any time have knowledge of the existence in Spain or Salvador of films disparaging either country, they shall notify the Government concerned, which shall at once instruct the competent authorities to withdraw the film from circulation and to suspend its exhibition.

VI. The importation and exhibition of a film considered to be of a disparaging nature shall only be allowed by express agreement between the respective Governments through diplomatic channels, after the film has been either re-examined or altered.

VII. The Governments of Salvador and Spain agree to apply the same measures and penalties in the case of cinematograph films considered to be derogatory to any other Spanish-American country.

VIII. This Agreement shall come into force on the first day of August, one

trente-cinq et pourra être dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Fernando GONZALEZ ARNAO.

Son Excellence
le Dr Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
San-Salvador,

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR, C. A.

SECTION DU PROTOCOLE.

Nº d'ordre 840.6. S.P. 0747/L.D.1027.

Palais national,
SAN-SALVADOR, le 15 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note de ce jour concernant un accord entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Salvador au sujet des films dénigrants, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Salvador accepte l'accord proposé, conçu dans les termes suivants :

I. Le Gouvernement du Salvador et le Gouvernement espagnol conviennent de considérer comme dénigrants et de ne pas admettre au commerce, à la circulation et à la projection, dans les deux pays, les films ou bandes cinématographiques sonores ou non sonores, produits par un procédé quelconque, qui attaqueraient, calomnieraient, diffameraient, tourneraient en dérision, offenseraient ou déformeraient directement ou indirectement les usages et coutumes, institutions, mœurs, caractères distinctifs, particularités ou faits du Salvador ou d'Espagne.

II. Les mêmes gouvernements s'engagent à ne pas permettre, sur leur propre territoire, la préparation partielle ou totale des films visés à l'article premier et à ne pas permettre l'importation, la circulation et la projection de ces films.

III. Ils conviennent également qu'au cas où une maison étrangère, productrice de films, récidiverait et produirait de nou-

thousand nine hundred and thirty-five, and may be denounced by either of the Contracting Parties on giving one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Fernando GONZALEZ ARNAO.

His Excellency
Doctor Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
San Salvador.

II.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS
OF THE REPUBLIC OF SALVADOR, C. A.

REGISTRATION SECTION.

Ref. No. 840.6 S.P.0747/L.D.1027.

National Palace,
SAN SALVADOR, June 15th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your note of to-day's date concerning an Agreement between the Governments of Spain and Salvador regarding films of a disparaging nature, I have the honour to inform you that the Government of Salvador accepts the proposed Agreement drawn up in the following terms :

I. The Governments of Salvador and Spain agree to regard as disparaging and to prohibit the trade in and the circulation and exhibition in both countries of cinematograph films or reels, whether sound or silent, produced by any process whatsoever, which attack, slander, defame, ridicule, insult or misrepresent directly or indirectly the uses and customs, institutions, habits, characteristics or peculiarities of, or incidents occurring in, Salvador or Spain.

II. The said Governments agree to prohibit in their own territories the partial or total preparation of films such as those referred to in Article I, and also to prohibit the importation, circulation and exhibition of such films.

III. They likewise agree that, should a foreign film-producing firm repeat the offence and produce further films of a disparaging

veaux films dénigrants, il pourra être infligé une sanction, moyennant accord préalable entre le Salvador et l'Espagne, consistant à interdire la projection de tous les films de la maison récidiviste.

IV. Le Gouvernement du Salvador et le Gouvernement espagnol aviseront, dans le plus bref délai possible, les représentants diplomatiques de l'Espagne et du Salvador accrédités dans leurs pays respectifs, chaque fois qu'un desdits gouvernements aura connaissance de l'apparition d'un film dénigrant, et les deux gouvernements procéderont immédiatement à l'application des sanctions prévues.

V. Lorsque les légations respectives auront connaissance de l'existence, au Salvador ou en Espagne, de films dénigrant l'un ou l'autre pays, elles aviseront le gouvernement du pays en question, qui donnera d'urgence aux autorités compétentes les ordres nécessaires pour retirer de la circulation le film dénoncé et suspendre sa projection.

VI. Pour qu'un film jugé dénigrant puisse être admis à l'importation et que sa projection soit autorisée, il sera indispensable que les gouvernements respectifs donnent leur agrément par la voie diplomatique, à la suite d'un nouvel examen du film ou d'une modification de celui-ci.

VII. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Salvador conviennent d'appliquer les mêmes mesures et les mêmes sanctions aux films cinématographiques qu'ils jugeraient dénigrants pour tout autre pays hispano-américain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le premier août mil neuf cent trente-cinq et pourra être dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miguel Angel ARAUJO.

Son Excellence
Monsieur Fernando Gonzalez Arnao,
Ministre d'Espagne,
San-Salvador.

nature, a penalty may be imposed by previous agreement between Spain and Salvador consisting in prohibiting the exhibition of all films produced by the offending firm.

IV. The Governments of Salvador and Spain shall as soon as possible notify the diplomatic representatives of Spain and Salvador accredited to their respective countries whenever it comes to the knowledge of either Government that a film of a disparaging nature has appeared, in which case both Governments shall at once proceed to apply the corresponding penalties.

V. Should the respective Legations at any time have knowledge of the existence in Salvador or Spain of films disparaging either country, they shall notify the Government concerned, which shall at once instruct the competent authorities to withdraw the film from circulation and to suspend its exhibition.

VI. The importation and exhibition of a film considered to be of a disparaging nature shall only be allowed by express agreement between the respective Governments through diplomatic channels, after the film has been either re-examined or altered.

VII. The Governments of Salvador and Spain agree to apply the same measures and penalties in the case of cinematograph films considered to be derogatory to any other Spanish-American country.

VIII. This Agreement shall come into force on the first day of August, one thousand nine hundred and thirty-five, and may be denounced by either of the Contracting Parties on giving one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Miguel Angel ARAUJO.

His Excellency
Don Fernando Gonzalez Arnao,
Spanish Minister,
San Salvador.

N° 3819.

ITALIE ET PAYS-BAS

Arrangement pour régler les paiements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 29 juillet 1935.

**ITALY
AND THE NETHERLANDS**

Agreement for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, July 29th, 1935.

N^o 3819. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS POUR RÉGLER LES PAIEMENTS DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ROME, LE 29 JUILLET 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 30 janvier 1936.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN désirant régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les paiements relatifs aux importations de marchandises néerlandaises en Italie, échus après la date de l'entrée en vigueur du présent arrangement, seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en lires italiennes à la Banca d'Italia, en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio créditera les sommes encaissées en lires italiennes dans un compte global sans intérêts.

Les paiements relatifs aux importations de marchandises italiennes au Royaume des Pays-Bas, échus après la date de l'entrée en vigueur du présent arrangement, seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en florins Pays-Bas au Nederlandsch Clearinginstituut.

Le Nederlandsch Clearinginstituut créditera les sommes encaissées en florins Pays-Bas dans un compte global sans intérêts.

Chaque avance pour l'achat de marchandises italiennes ou néerlandaises, destinées à être importées aux Pays-Bas, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent arrangement.

Chacun des deux gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les importateurs et les exportateurs respectifs à régler leurs obligations selon les dispositions du présent arrangement.

Article 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Nederlandsch Clearinginstituut se donneront réciproquement chaque jour avis des versements reçus, avec indication de la date de chaque encaissement.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1935.

Le présent arrangement s'applique également à Surinam et à Curaçao.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3819. — ARRANGEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS FOR THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, JULY 29TH, 1935.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 30th, 1936.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, desiring to regulate payments in connection with goods transactions between the two countries, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised therefor, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Payments in connection with imports of Netherlands goods into Italy, falling due after the entry into force of the present Arrangement, shall be effected by payment of the equivalent in Italian lire into the Banca d'Italia, being the bank of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall credit the sums received in Italian lire to a pooled account not carrying interest,

Payments in connection with imports of Italian goods into the Kingdom of the Netherlands, falling due after the entry into force of the present Arrangement, shall be effected by payment of the equivalent in Netherlands guilders into the Nederlandsch Clearinginstituut.

The Nederlandsch Clearinginstituut shall credit the sums received in Netherlands guilders to a pooled account not carrying interest.

All advances for the purchase of Italian goods for import into the Netherlands or of Netherlands goods for import into Italy shall come under the provisions of the present Arrangement.

The two Governments shall take the necessary steps, in so far as each is concerned, to compel their respective importers and exporters to settle their obligations in accordance with the provisions of the present Arrangement.

Article 2.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearinginstituut shall advise one another daily of all payments received, indicating the date of each such payment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 1st, 1935.

The present Arrangement applies also to Surinam and Curaçao.

Article 3.

Les paiements aux créanciers seront effectués dans la monnaie des pays respectifs dans les limites des disponibilités et dans l'ordre chronologique des versements visés aux articles 1 et 2.

Le Nederlandsch Clearinginstituut portera chaque paiement au débit du compte global.

De même l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio portera chaque paiement au débit du compte global.

Article 4.

La conversion des liras italiennes en florins Pays-Bas et des florins Pays-Bas en liras italiennes sera effectuée sur la base des cours à établir de commun accord entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Nederlandsch Clearinginstituut.

Les dettes libellées en d'autres monnaies que le florin Pays-Bas et la lire italienne seront converties en florins Pays-Bas ou en liras italiennes à la moyenne des cours officiels du jour précédent aux Bourses d'Amsterdam et de Rotterdam, respectivement à la Bourse de Milan.

Les différences éventuelles de change pourront être réglées conformément aux dispositions du présent arrangement.

Article 5.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Nederlandsch Clearinginstituut pourront admettre de commun accord des compensations privées.

Article 6.

Si à la fin de la durée du présent arrangement un solde résultait en faveur de l'un des deux pays, ce solde sera liquidé selon les dispositions du présent arrangement.

Article 7.

Les deux instituts se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer l'application du présent arrangement.

Les deux gouvernements régleront de commun accord les difficultés que pourrait soulever l'application du présent arrangement ; dans ce but ils pourront procéder à la constitution d'une commission mixte.

Article 8.

Il est entendu que dans le présent arrangement :

A. Les expressions « Royaume des Pays-Bas » et « néerlandais » visent les Pays-Bas aussi bien que les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao ;

B. L'expression « marchandises néerlandaises » vise toutes les marchandises d'origine néerlandaise ainsi que toutes les marchandises qui ont été travaillées ou transformées dans le Royaume des Pays-Bas de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national ;

C. L'expression « marchandises italiennes » vise toutes les marchandises d'origine italienne ainsi que toutes les marchandises qui ont été travaillées ou transformées dans le Royaume d'Italie de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Article 3.

Payments out to creditors shall be made by the Nederlandsch Clearinginstituut and the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero in Netherlands guilders and Italian lire respectively, as and when the necessary funds are available, in the chronological order of the payments in, to which Articles 1 and 2 relate.

The Nederlandsch Clearinginstituut and the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall debit all such payments to their respective pooled accounts.

Article 4.

The conversion of Italian lire into Netherlands guilders and of Netherlands guilders into Italian lire shall be effected on the basis of rates to be determined by common accord between the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearinginstituut.

Debts in currencies other than the Netherlands guilders or the Italian lire shall be converted into guilders or lire at the middle official rate of the day before on the Amsterdam and Rotterdam Stock Exchanges or on the Milan Stock Exchange respectively.

Exchange differences may be adjusted in accordance with the provisions of the present Arrangement.

Article 5.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearinginstituut may agree to allow private compensation transactions.

Article 6.

If on the expiry of the present Arrangement there should be a balance in favour of either country, it shall be liquidated in accordance with the provisions of the present Arrangement.

Article 7.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearinginstituut shall concert together as to technical measures for the purpose of the execution of the present Arrangement.

The two Governments shall settle by common accord any difficulties arising in connection with the execution of the present Arrangement. They may appoint a Joint Committee for the purpose.

Article 8.

For the purpose of the present Arrangement :

A. The expressions " Kingdom of the Netherlands " and " Netherlands " shall be deemed to include, together with the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

B. The expression " Netherlands goods " shall be deemed to mean all goods of Netherlands origin as well as all goods which have been processed or transformed within the Kingdom of the Netherlands in a manner sufficiently intensive to confer upon the goods in question a specifically national character.

C. The expression " Italian goods " shall be deemed to mean all goods of Italian origin as well as all goods which have been processed or transformed within the Kingdom of Italy in a manner sufficiently intensive to confer upon the goods in question a specifically national character.

Article 9.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} août 1935 et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1936.

S'il n'est pas dénoncé avant le 1^{er} mai 1936, il restera en vigueur pour une période ultérieure de trois mois, renouvelable par tacite reconduction chaque fois qu'il ne sera pas dénoncé au moins deux mois avant l'échéance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 29 juillet 1935.

Pour les Pays-Bas :
W. E. VAN PANHUYS.

Pour l'Italie :
MUSSOLINI.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Article 9.

The present Arrangement shall come into force on August 1st, 1935, and shall remain in force until June 30th, 1936.

If not denounced before May 1st, 1936, it shall remain in force for a further period of three months, successively renewable by tacit agreement in default of denunciation two months before expiry.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Arrangement.

Done at Rome, in duplicate, the 29th day of July, 1935.

For the Netherlands:
W. E. VAN PANHUYS.

For Italy;
MUSSOLINI.

N° 3820.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Londres, le 7 novembre 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load Line Certificates issued to Ships to which the International Load Line Convention of 1930 does not apply. Signed at London, November 7th, 1935.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3820. — OVEREENKOMST TUSSCHEN HET VEREENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND EN NEDERLAND TOT WEDERZIJDSCHE ERKENNING VAN DE CERTIFICATEN VAN UITWATERING, WELKE ZIJN OF ZULLEN WORDEN AFGEGEVEN VOOR SCHEPEN, WAAROP HET INTERNATIONAAL VERDRAG BETREFFENDE DE UITWATERING VAN SCHEPEN, 1930, NIET VAN TOEPASSING IS. GETEEKEND TE LONDEN, DEN 7 NOVEMBER 1935.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 janvier 1936.

DE REGEERING VAN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN en DE REGEERING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND (hieronder aangeduid als de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk), het wenschelijk achtend een overeenkomst te sluiten tot wederzijdsche erkenning van de certificaten van uitwatering, welke zijn of zullen worden afgegeven voor schepen, waarop het internationaal verdrag¹ betreffende de uitwatering van schepen, 1930, niet van toepassing is (hierna aangeduid als « niet-verdragschepen »), zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1.

De Nederlandsche Regeering, overtuigd zijnde, dat de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk een regeling heeft getroffen nopens de toepassing van de bepalingen van het internationaal verdrag betreffende de uitwatering van schepen ten aanzien van « niet-verdragschepen », verklaart ermede in te stemmen, dat de certificaten van uitwatering, welke door of namens de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk aan Britsche « niet-verdragschepen » zijn afgegeven en welke verklaren, dat de op het certificaat aangegeven uitwateringslijnen zijn vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de « Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act, 1932 », in de havens in Nederland of in elk Nederlandsch overzeesch gebiedsdeel dezelfde kracht zullen hebben als de certificaten van uitwatering, welke door of namens de Nederlandsche Regeering zijn afgegeven.

Artikel 2.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk overtuigd zijnde, dat de Nederlandsche Regeering een regeling heeft getroffen nopens de toepassing van de bepalingen van het international verdrag betreffende de uitwatering van schepen ten aanzien van « niet-verdragschepen », verklaart insgelijks ermede in te stemmen, dat de certificaten, welke door of namens de Nederlandsche Regeering aan Nederlandsche « niet-verdragschepen » zijn afgegeven en welke verklaren, dat de op het certificaat aangegeven uitwateringslijnen zijn vastgesteld overeenkomstig de bepalingen der Nederlandsche Schepenwet van 1 Juli 1909, zooals deze is gewijzigd bij de Wetten van 23 September

¹ Vol. CXXXV, page 301 ; vol. CXLII, page 392 ; vol. CXLVII, page 354 ; vol. CLII, page 313 ; vol. CLVI, page 256 ; vol. CLX, page 417 ; et vol. CLXIV, page 393, de ce recueil.

No. 3820. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE LOAD LINE CERTIFICATES ISSUED TO SHIPS TO WHICH THE INTERNATIONAL LOAD LINE CONVENTION OF 1930 DOES NOT APPLY. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 7TH, 1935.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place January 30th, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafter referred to as the Government of the United Kingdom), being desirous of concluding an agreement for the mutual recognition of the load line certificates which have been or may be issued to ships to which the International Load Line Convention¹, 1930, does not apply (hereinafter referred to as non-Convention ships), have agreed as follows :

Article 1.

The Netherlands Government, being satisfied that provision has been made by the Government of the United Kingdom for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships, agree that the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom to British non-Convention ships certifying that the load lines shown on the certificate have been assigned in accordance with the provisions of the Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act, 1932, shall, in the ports of the Netherlands, or of any Netherlands overseas territory, have the same effect as the load line certificate issued by or under the authority of the Netherlands Government.

Article 2.

The Government of the United Kingdom, being satisfied that provision has been made by the Netherlands Government for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships, similarly agree that the certificates issued by or under the authority of the Netherlands Government to Netherlands non-Convention ships certifying that the load lines shown on the certificate have been assigned in accordance with the provisions of the Netherlands Shipping Act of the 1st July, 1909, modified by the Acts of the 23rd September, 1912, the 11th January, 1919, the 11th May, 1923, the 29th June, 1925, the 10th June, 1926, and the

¹ Vol. CXXXV, page 301 ; Vol. CXLII, page 392 ; Vol. CXLVII, page 354 ; Vol. CLII, page 313 ; Vol. CLVI, page 256 ; Vol. CLX, page 417 ; and Vol. CLXIV, page 393, of this Series.

1912, 11 Januari 1919, 11 Mei 1923, 29 Juni 1925, 10 Juni 1926 en 31 December 1931 en de bepalingen van het Schepenbesluit van 26 November 1932, waarin de bepalingen van het internationaal verdrag betreffende de uitwatering van schepen, 1930, zijn opgenomen, in de havens in het Vereenigd Koninkrijk of in elke Britsche kolonie of protectoraat of elk mandaatland, waarover het mandaat door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk wordt uitgeoefend, dezelfde kracht zullen hebben als de certificaten van uitwatering, welke door of namens de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zijn afgegeven.

Artikel 3.

De Nederlandsche Regeering en de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk komen overeen alle zoodanige stappen te ondernemen als noodig mochten zijn volgens de wetten van hunne onderscheiden landen, ten einde rechtskracht te verleenen aan de bij deze overeenkomst vereischte erkenning onderscheidenlijk van certificaten van uitwatering van het Vereenigd Koninkrijk en van Nederlandsche certificaten van uitwatering.

Artikel 4.

1. Deze overeenkomst kan door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk door middel van een schriftelijke kennisgeving langs diplomatieken weg worden uitgebreid :

a) Tot elke Britsche kolonie of protectoraat ;

b) Tot elk mandaatland, waarover het mandaat door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk wordt uitgeoefend ;

waar maatregelen zijn getroffen, nopens toepassing van de bepalingen van het internationaal verdrag betreffende de uitwatering van schepen op « niet-verdragschepen » en voor de afgifte van certificaten, welke deze toepassing bevestigen. Op grond van de omstandigheid, dat zoodanige kennisgeving is gedaan, zullen de certificaten van uitwatering, welke voor Britsche « niet-verdragschepen » zijn afgegeven door of namens de Regeering van het gebiedsdeel, waartoe deze overeenkomst zal zijn uitgebreid, in de havens in Nederland of in elk Nederlandsch overzeesch gebiedsdeel dezelfde kracht hebben als de certificaten van uitwatering, welke door of namens de Nederlandsche Regeering zijn afgegeven.

2. Deze overeenkomst kan ook door middel van een schriftelijke kennisgeving langs diplomatieken weg worden uitgebreid tot Newfoundland, indien door de Regeering van Newfoundland maatregelen zijn getroffen nopens de toepassing van de bepalingen van het internationaal verdrag betreffende de uitwatering van schepen op « niet-verdragschepen » en voor de afgifte van certificaten, welke deze toepassing bevestigen. Op grond van de omstandigheid, dat zoodanige kennisgeving is gedaan, zullen de certificaten van uitwatering, welke voor Britsche « niet-verdragschepen » zijn afgegeven door of namens de Regeering van Newfoundland, in de havens in Nederland of in elk Nederlandsch overzeesch gebiedsdeel dezelfde kracht hebben als de certificaten van uitwatering, welke zijn afgegeven door of namens de Nederlandsche Regeering en zal deze overeenkomst uitgebreid worden tot de havens in Newfoundland.

3. De overeenkomst kan ook door de Nederlandsche Regeering door middel van een schriftelijke kennisgeving langs diplomatieken weg worden uitgebreid tot elk Nederlandsch overzeesch gebiedsdeel, waar maatregelen zijn getroffen nopens de toepassing van de bepalingen van het internationaal verdrag betreffende de uitwatering van schepen op « niet-verdragschepen » en voor de afgifte van certificaten, welke deze toepassing bevestigen. Op grond van de omstandigheid, dat zoodanige kennisgeving is gedaan, zullen de certificaten van uitwatering, welke voor Nederlandsche « niet-verdragschepen » zijn afgegeven door of namens de Regeering van het gebiedsdeel, waartoe deze overeenkomst zal zijn uitgebreid, in de havens in het Vereenigd Koninkrijk of in elke Britsche kolonie of protectoraat of elk mandaatland, waarover het mandaat door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk wordt uitgeoefend of, indien de overeenkomst krachtens het vorig lid van dit artikel tot Newfoundland is uitgebreid, in de havens in Newfoundland, dezelfde kracht hebben als de certificaten van uitwatering, welke door of namens de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zijn afgegeven.

31st December, 1931, and the provisions of the Netherlands Shipping Order of the 26th November, 1932, wherein the provisions of the International Load Line Convention, 1930, have been incorporated, shall, in the ports of the United Kingdom, or of any British colony or protectorate or of any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, have the same effect as the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom.

Article 3.

The Government of the United Kingdom and the Netherlands Government agree to take all such steps as may be necessary under the laws of their respective countries for the purpose of giving the force of law to the recognition required by this Agreement to be given to Netherlands load line certificates and United Kingdom load line certificates respectively.

Article 4.

1. The present Agreement may be extended by the Government of the United Kingdom by means of a notification in writing given through the diplomatic channel :

- (a) To any British colony or protectorate ;
- (b) To any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom ;

in which provision is made for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application, and upon such notification being given such load line certificates issued to British non-Convention ships by or under the authority of the Government of the territory to which the present Agreement has been extended shall have the same effect in the ports of the Netherlands or of any Netherlands overseas territory as the load line certificates issued by or under the authority of the Netherlands Government.

2. The present Agreement may also, by means of a notification in writing given through the diplomatic channel, be extended to Newfoundland if provision is made by the Government of Newfoundland for the application of the provision of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application, and upon such notification being given such load line certificates issued by or under the authority of the Government of Newfoundland to British non-Convention ships shall have the same effect in the ports of the Netherlands or of any Netherlands overseas territory as the load line certificates issued by or under the authority of the Netherlands Government, and the present Agreement shall extend to the ports of Newfoundland.

3. The present Agreement may also be extended by the Netherlands Government, by means of a notification in writing given through the diplomatic channel, to any Netherlands overseas territory in which provision is made for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application ; and upon such notification being given such load line certificates issued to Netherlands non-Convention ships by or under the authority of the Government of the territory to which the present Agreement has been extended shall, in the ports of the United Kingdom or any British colony or protectorate or of any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom or, if the Agreement is extended to Newfoundland under the preceding paragraph of this Article, in the ports of Newfoundland, have the same effect as the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom.

4. Elke van beide deze overeenkomst sluitende Regeeringen kan, na daartoe zes maanden van te voren kennis te hebben gegeven, de toepassing van de overeenkomst afzonderlijk doen eindigen ten aanzien van elk gebiedsdeel, waarover zij krachtens dit artikel is uitgebreid.

Artikel 5.

Deze overeenkomst, welke de regeling zal vervangen, vastgelegd in de notawisseling tusschen Jonkheer R. de Marees van Swinderen en Sir George Buchanan, van 3 Maart en 23 April 1910, zal van kracht worden op den datum van onderteekening en zal daarna van kracht blijven, behoudens het recht van elk der deze overeenkomst sluitende Regeeringen om haar te doen beëindigen, na daartoe zes maanden van te voren kennis te hebben gegeven.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze overeenkomst in de Nederlandsche en Engelsche talen hebben onderteekend en daaraan hunne zegels hebben gehecht.

Gedaan te Londen in tweevoud den 7den November 1935.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) Samuel HOARE.

4. Either Contracting Government may, upon giving six months' notice to that effect, terminate the application of the Agreement separately in respect of any territory to which it has been extended under this Article.

Article 5.

The present Agreement, which shall supersede the arrangement embodied in the Notes exchanged between Jonkheer R. de Marees van Swinderen and Sir George Buchanan on the 3rd March and the 23rd April, 1910, shall come into force on the date of signature and shall thereafter remain in force subject to the right of either of the Contracting Governments to terminate it on giving six month's notice to that effect.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement in the English and Netherland languages and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, the 7th day of November 1935.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) Samuel HOARE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3820. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LES PAYS-BAS RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE FRANC-BORD DÉLIVRÉS AUX NAVIRES AUXQUELS NE S'APPLIQUE PAS LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1930 SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉ A LONDRES, LE 7 NOVEMBRE 1935.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (ci-après dénommé le Gouvernement du Royaume-Uni), désireux de conclure un accord en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord qui ont été ou pourront être délivrés à des navires auxquels la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge n'est pas applicable (ci-après dénommés navires non visés par la convention), sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement néerlandais, reconnaissant que des dispositions ont été prises par le Gouvernement du Royaume-Uni à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention, convient que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou en son nom à des navires britanniques non visés par la convention et attestant que les lignes de charge indiquées dans les certificats ont été établies conformément aux dispositions du « Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act » de 1932, auront, dans les ports des Pays-Bas ou de tout territoire néerlandais d'outre-mer, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement des Pays-Bas ou en son nom.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, reconnaissant que des dispositions ont été prises par le Gouvernement néerlandais à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention, convient également que les certificats délivrés par le Gouvernement néerlandais ou en son nom à des navires néerlandais non visés par la convention et attestant que les lignes de charge indiquées dans les certificats ont été établies conformément aux dispositions de la loi néerlandaise du 1^{er} juillet 1909 sur la navigation, modifiée par les lois du 23 septembre 1912, du 11 janvier 1919, du 11 mai 1923, du 29 juin 1925, du 10 juin 1926 et du 31 décembre 1931, et aux dispositions de l'arrêté néerlandais du 26 novembre 1932 sur la navigation où sont reprises les stipulations de la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge, auront, dans les ports du Royaume-Uni, de toute colonie et de tout protectorat britanniques ou de tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou en son nom.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement néerlandais conviennent de prendre toutes les mesures qui pourront être nécessaires en vertu de la législation de leurs pays respectifs pour donner force de loi à la reconnaissance des certificats de franc-bord néerlandais et des certificats de franc-bord du Royaume-Uni respectivement, exigée par le présent accord.

Article 4.

1. Le présent accord pourra être étendu par le Gouvernement du Royaume-Uni au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique :

- a) A toute colonie et à tout protectorat britannique ;
- b) A tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni ;

où des mesures sont prises à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention et la délivrance de certificats attestant ladite application. A la suite de cette notification, les certificats de franc-bord délivrés par le gouvernement du territoire auquel le présent accord aura été étendu, ou au nom de celui-ci, à des navires britanniques non visés par la convention, auront le même effet dans les ports des Pays-Bas ou de tout territoire néerlandais d'outre-mer que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement néerlandais ou en son nom.

2. Le présent accord, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, pourra également être étendu à Terre-Neuve si des dispositions sont prises par le Gouvernement de Terre-Neuve à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention et la délivrance de certificats attestant ladite application. A la suite de ladite notification, les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement de Terre-Neuve ou en son nom à des navires britanniques non visés par la convention auront le même effet dans les ports des Pays-Bas ou de tout territoire néerlandais d'outre-mer que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement néerlandais ou en son nom, et le présent accord s'étendra aux ports de Terre-Neuve.

3. Le présent accord, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, pourra également être étendu par le Gouvernement néerlandais à tout territoire néerlandais d'outre-mer dans lequel des mesures sont prises à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention et la délivrance de certificats attestant ladite application. A la suite de ladite notification, les certificats de franc-bord délivrés par le gouvernement du territoire auquel le présent accord aura été étendu ou en son nom à des navires néerlandais non visés par la convention auront le même effet dans les ports du Royaume-Uni, de toute colonie et de tout protectorat britanniques, ou de tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni ou, si l'accord a été étendu à Terre-Neuve conformément à l'alinéa précédent du présent article, dans des ports de Terre-Neuve, que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou en son nom.

4. Chacun des Gouvernements contractants pourra, moyennant un préavis de six mois, mettre fin à l'application de l'accord pour tout territoire pris séparément auquel ledit accord aura été étendu en vertu du présent article.

Article 5.

Le présent accord, qui se substitue à l'arrangement faisant l'objet des notes échangées entre le jonkheer R. de Marees van Swinderen et sir George Buchanan, le 3 mars et le 23 avril 1910, entrera

en vigueur à la date de sa signature et restera ensuite en vigueur sous réserve du droit de chacun des Gouvernements contractants d'y mettre fin moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord, établi en langue anglaise et en langue néerlandaise, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 7 novembre 1935.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) Samuel HOARE.

N° 3821.

FINLANDE ET SUÈDE

Echange de notes concernant la notification réciproque des sentences pénales. Helsingfors, le 18 décembre 1935.

FINLAND AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the Reciprocal Notification of Criminal Sentences. Helsingfors, December 18th, 1935.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3821. — NOTEVÄXLING¹ MELLAN FINLANDS OCH SVERIGES
REGERINGAR ANGAENDE ÖMSESIDIGT MEDDELANDE AV
STRAFFDOMAR. HELSINGFORS, DEN 18 DECEMBER 1935.

Texte officiel suédois communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} février 1936.

Swedish official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 1st, 1936.

I.

KUNGL. SVENSKA BESKICKNINGEN.

HELSINGFORS, den 18 december 1935.

HERR UTRIKESMINISTER,

Enligt min regerings uppdrag har jag äran meddela, att Svenska Regeringen, under förutsättning, att en motsvarande utfästelse lämnas av Finlands Regering, förbinder sig att från och med den 1 februari utan kostnad lämna Finlands Regering meddelande om alla sådana i fråga om finska medborgare avkunnade straffdomar beträffande vilka uppgifter inflyta i det svenska straffregistret, dock med undantag av domar å bötesstraff såvitt icke är fråga om straff för snatteri.

Meddelandet kommer att ske på det sätt, att utdrag av straffregistret tillställs Finlands Regering på diplomatisk väg.

Därest Finlands Regering är beredd till en motsvarande utfästelse, får jag föreslå, att genom denna skrivelse och det svar, jag må kunna emotse, en för de båda regeringarna bindande överenskommelse i ämnet skall anses hava kommit till stånd.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*undert.*) C. G. v. HEIDENSTAM.

Herr A. Hackzell,
Minister för Utrikesärendena,
Helsingfors.

Pour copie certifiée conforme :

Jan Stenström,
Attaché.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} février 1936.

¹ Came into force February 1st, 1936.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

Nr. 19992.

HELSINGFORS, den 18 december 1935.

HERR MINISTER,

Härmed har jag äran erkänna emottagandet av Eder note av denna dag vari Ni, Herr Minister, på uppdrag av Eder Regering behagat förklara, att Kungl. Svenska Regeringen, under förutsättning att en motsvarande utfästelse lämnas av Finlands Regering, förbinder sig att från och med den 1 februari 1936 utan kostnader lämna Finlands Regering meddelande om alla sådana i fråga om finska medborgare avkunnade straffdomar, beträffande vilka uppgifter inflyta i det svenska straffregistret, dock med undantag av domar å bötesstraff, såvitt icke är fråga om straff för snatteri.

Meddelandet kommer att ske på det sätt att utdrag av straffregistret tillställs Finlands Regering på diplomatisk väg.

Med anledning härav har jag äran meddela att Finlands Regering förbinder sig att från och med den 1 februari 1936 utan kostnad lämna Sveriges Regering meddelande om alla sådana i fråga om svenska medborgare avkunnade straffdomar, beträffande vilka uppgifter inflyta i det finska straffregistret, dock med undantag av domar å bötesstraff, såvitt icke är fråga om straff för snatteri.

Meddelandet kommer att ske på det sätt att avskrift av straffuppgifterna tillställs Sveriges Regering på diplomatisk väg.

Jag är ense med Eder om, att Eder nyssnämnda note och denna min svarsnote utgöra en emellan de båda regeringarna i angivna avseende träffad överenskommelse.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*undert.*) A. HACKZELL.

Herr C. G. von Heidenstam,
Kungl. Svensk Minister,
Helsingfors.

Pour copie certifiée conforme :

Jan Stenström,
Attaché.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,
Chef a. i. des Archives
au Ministère des Affaires étrangères
de Finlande.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 382I. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET SUÉDOIS CONCERNANT LA NOTIFICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES PÉNALES. HELSINGFORS, LE 18 DÉCEMBRE 1935.

No. 382I. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF CRIMINAL SENTENCES. HELSINGFORS, DECEMBER 18TH, 1935.

I.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

HELSINGFORS, le 18 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois, à condition que le Gouvernement de la Finlande prenne un engagement identique, s'engage à notifier sans frais au Gouvernement de la Finlande, à partir du 1^{er} février 1936, tous les jugements rendus en matière pénale contre des ressortissants finlandais et inscrits au Registre suédois des condamnations, à l'exception toutefois des jugements comportant une condamnation à une amende, à moins que cette dernière n'ait été infligée pour vol simple.

Cette notification revêtira la forme d'un extrait du Registre des condamnations, qui sera transmis au Gouvernement de la Finlande par la voie diplomatique.

Si le Gouvernement de la Finlande est disposé à prendre un engagement identique, j'ai l'honneur de proposer que la présente note soit considérée, avec la réponse que je me permets

I.

ROYAL SWEDISH LEGATION.

HELSINGFORS, December 18th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On my Government's instructions, I have the honour to inform your Excellency that, provided the Finnish Government enters into an identical undertaking, the Swedish Government agrees to notify the Finnish Government free of charge as from February 1st, 1936, of all judgments rendered in criminal cases against Finnish nationals and entered in the Swedish Register of Convictions, with the exception, however, of judgments under which the offender is sentenced to a fine, unless the latter was imposed on account of simple larceny.

This notification shall take the form of an extract from the Register of Convictions, which shall be transmitted to the Finnish Government through the diplomatic channel.

If the Finnish Government is prepared to enter into an identical undertaking, I have the honour to propose that the present note, together with the reply which I hope to receive,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'attendre, comme constituant en cette matière un accord obligatoire pour les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. G. v. HEIDENSTAM.

M. A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsingfors.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

N^o 19992.

HELSINGFORS, le 18 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour par laquelle vous avez bien voulu, d'ordre de votre gouvernement, me faire connaître que le Gouvernement royal suédois, à condition que le Gouvernement de la Finlande prenne un engagement identique, s'engage à notifier sans frais au Gouvernement de la Finlande, à partir du 1^{er} février 1936, tous les jugements rendus en matière pénale contre des ressortissants finlandais et inscrits au Registre des condamnations suédois, à l'exception toutefois des jugements comportant une condamnation à une amende, à moins que cette dernière n'ait été infligée pour vol simple.

Cette notification revêtira la forme d'un extrait du Registre des condamnations, qui sera transmis au Gouvernement de la Finlande par la voie diplomatique.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la Finlande s'engage à notifier sans frais au Gouvernement suédois, à partir du 1^{er} février 1936, tous les jugements rendus en matière pénale contre des ressortissants suédois et inscrits au Registre des condamnations finlandais, à l'exception toutefois des jugements comportant une condamnation à une amende, à moins que cette dernière n'ait été infligée pour vol simple.

No. 3821

should be regarded as constituting an agreement binding the two Governments in this matter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. G. v. HEIDENSTAM.

Monsieur A. Hackzell,
Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

II.

FINNISH MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 19992.

HELSINGFORS, December 18th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of the note dated this day in which you were good enough, on your Government's instructions, to inform me that, provided the Finnish Government enters into an identical undertaking, the Royal Swedish Government agrees to notify the Finnish Government free of charge as from February 1st, 1936, of all judgments rendered in criminal cases against Finnish nationals and entered in the Swedish Register of Convictions, with the exception, however, of judgments under which the offender is sentenced to a fine, unless the latter was imposed on account of simple larceny.

This notification shall take the form of an extract from the Register of Convictions, which shall be transmitted to the Finnish Government through the diplomatic channel.

In reply, I have the honour to inform you that the Finnish Government agrees to notify the Swedish Government free of charge as from February 1st, 1936, of all judgments rendered in criminal cases against Swedish nationals and entered in the Finnish Register of Convictions, with the exception, however, of judgments under which the offender is sentenced to a fine, unless the latter was imposed on account of simple larceny.

Cette notification revêtira la forme d'un extrait des inscriptions du Registre des condamnations, qui sera transmis au Gouvernement suédois par la voie diplomatique.

Je suis d'accord avec Votre Excellence pour considérer que votre note, mentionnée ci-dessus, constituera avec la présente réponse l'arrangement conclu en cette matière entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) A. HACKZELL.

M. C. G. von Heidenstam,
Ministre royal de Suède,
Helsingfors.

This notification shall take the form of an extract from the entries in the Register of Convictions, which shall be transmitted to the Swedish Government through the diplomatic channel.

I agree to regard your above-mentioned note together with the present reply as constituting an arrangement concluded on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. HACKZELL.

Monsieur C. G. von Heidenstam,
Royal Swedish Minister,
Helsingfors.

N° 3822.

UNION SUD-AFRICAINE,
ALBANIE, ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE, etc.

Protocole concernant la revision du
Statut de la Cour permanente de
Justice internationale, avec annexe.
Signé à Genève, le 14 septembre
1929.

UNION OF SOUTH AFRICA,
ALBANIA, GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC, etc.

Protocol concerning the Revision of
the Statute of the Permanent
Court of International Justice,
with Annex. Signed at Geneva,
September 14th, 1929.

N^o 3822. — PROTOCOLE ¹ CONCERNANT LA REVISION DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 14 SEPTEMBRE 1929.

Textes officiels en français et en anglais. Ce protocole a été enregistré par le Secrétariat, conformément à la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 27 septembre 1935 et au rapport adopté par le Conseil le 23 janvier 1936, le 1^{er} février 1936, date de son entrée en vigueur.

I. Les soussignés, dûment autorisés, conviennent, au nom des gouvernements qu'ils représentent, d'apporter au Statut de la Cour permanente de Justice internationale les amendements qui sont indiqués dans l'annexe au présent protocole et qui font l'objet de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 14 septembre 1929.

¹ Ratifications déposées à Genève :

BELGIQUE	18 novembre 1929.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS	12 février 1930.
UNION SUD-AFRICAINE	17 février 1930.
INDE	26 février 1930.
AUTRICHE	26 février 1930.
DANEMARK	11 mars 1930.
SUÈDE	20 mars 1930.
NORVÈGE	10 avril 1930.
POLOGNE	13 mai 1930.
SIAM	2 juin 1930.
NOUVELLE-ZÉLANDE	4 juin 1930.
PORTUGAL	12 juin 1930.
SUISSE	5 juillet 1930.
ESPAGNE	15 juillet 1930.
ETAT LIBRE D'IRLANDE	2 août 1930.
ROUMANIE	4 août 1930.
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	8 août 1930.
ALLEMAGNE	13 août 1930.
HONGRIE	13 août 1930.
YOUGOSLAVIE	27 août 1930.
AUSTRALIE	28 août 1930.
CANADA	28 août 1930.
FINLANDE	28 août 1930.
GRÈCE	29 août 1930.
LETTONIE	29 août 1930.

No. 3822. — PROTOCOL¹ CONCERNING THE REVISION OF THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 14TH, 1929.

Official texts in French and English. This Protocol was registered with the Secretariat on February 1st, 1936, the date of its entry into force, in accordance with the Resolution of the Assembly of the League of Nations of September 27th, 1935, and with the Report adopted by the Council on January 23rd, 1936.

1. The undersigned, duly authorised, agree, on behalf of the Governments which they represent, to make in the Statute of the Permanent Court of International Justice the amendments which are set out in the Annex to the present Protocol and which form the subject of the resolution of the Assembly of the League of Nations of September 14th, 1929.

¹ *Ratifications deposited in Geneva :*

BELGIUM	November 18th, 1929.
GREAT-BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS	February 12th, 1930.
UNION OF SOUTH AFRICA	February 17th, 1930.
INDIA	February 26th, 1930.
AUSTRIA	February 26th, 1930.
DENMARK	March 11th, 1930.
SWEDEN	March 20th, 1930.
NORWAY	April 10th, 1930.
POLAND	May 13th, 1930.
SIAM	June 2nd, 1930.
NEW ZEALAND	June 4th, 1930.
PORTUGAL	June 12th, 1930.
SWITZERLAND	July 5th, 1930.
SPAIN	July 15th, 1930.
IRISH FREE STATE	August 2nd, 1930.
ROUMANIA	August 4th, 1930.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	August 8th, 1930.
GERMANY	August 13th, 1930.
HUNGARY	August 13th, 1930.
YUGOSLAVIA	August 27th, 1930.
AUSTRALIA	August 28th, 1930.
CANADA	August 28th, 1930.
FINLAND	August 28th, 1930.
GREECE	August 29th, 1930.
LATVIA	August 29th, 1930.

2. Le présent protocole, dont les textes français et anglais feront également foi, sera soumis à la signature de tous les signataires du Protocole¹ du 16 décembre 1920, auquel est annexé le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'à celle des Etats-Unis d'Amérique.

3. Le présent protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés, si possible avant le 1^{er} septembre 1930, entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera les Membres de la Société et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

4. Le présent protocole entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930, à condition que le Conseil de la Société des Nations se soit assuré que les Membres de la Société des Nations et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte, qui auront ratifié le Protocole du 16 décembre 1920, mais dont la ratification sur le présent protocole n'aurait pas encore été reçue à cette date, ne font pas d'objection à l'entrée en vigueur des amendements au Statut de la Cour qui sont indiqués dans l'annexe au présent protocole.

5. Dès l'entrée en vigueur du présent protocole, les nouvelles dispositions feront partie du Statut adopté en 1920 et les dispositions des articles primitifs objet de la revision seront abrogées. Il est entendu que, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, la Cour continuera à exercer ses fonctions conformément au Statut de 1920.

6. Dès l'entrée en vigueur du présent protocole, toute acceptation du Statut de la Cour signifiera acceptation du Statut révisé.

7. Aux fins du présent protocole, les Etats-Unis d'Amérique seront dans la même position qu'un Etat ayant ratifié le Protocole du 16 décembre 1920.

Suite de la note de la page 354.

LIBÉRIA	29 août 1930.
SALVADOR	29 août 1930.
ESTONIE	8 septembre 1930.
ALBANIE	12 septembre 1930.
LUXEMBOURG	15 septembre 1930.
HAÏTI	30 septembre 1930.
CHINE	14 octobre 1930.
TCHÉCOSLOVAQUIE	30 octobre 1930.
JAPON	14 novembre 1930.
CUBA	5 janvier 1931.
ITALIE	2 avril 1931.
IRAN	25 avril 1931.
BULGARIE	27 avril 1931.
FRANCE	8 mai 1931.
COLOMBIE	6 janvier 1932.
LITHUANIE	23 janvier 1933.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4 février 1933.
PARAGUAY	11 mai 1933.
VENEZUELA	4 août 1933.
URUGUAY	19 septembre 1933.
CHILI	20 novembre 1933.
ETHIOPIE	30 mars 1935.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; et vol. CLXIV, page 352, de ce recueil.

2. The present Protocol, of which the French and English texts are both authentic, shall be presented for signature to all the signatories of the Protocol¹ of December 16th, 1920, to which the Statute of the Permanent Court of International Justice is annexed, and to the United States of America.

3. The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited, if possible before September 1st, 1930, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform the Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant.

4. The present Protocol shall enter into force on September 1st, 1930, provided that the Council of the League of Nations has satisfied itself that those Members of the League of Nations and States mentioned in the Annex to the Covenant which have ratified the Protocol of December 16th, 1920, and whose ratification of the present Protocol has not been received by that date, have no objection to the coming into force of the amendments to the Statute of the Court which are annexed to the present Protocol.

5. After the entry into force of the present Protocol, the new provisions shall form part of the Statute adopted in 1920 and the provisions of the original Articles which have been made the subject of amendment shall be abrogated. It is understood that, until January 1st, 1931, the Court shall continue to perform its functions in accordance with the Statute of 1920.

6. After the entry into force of the present Protocol, any acceptance of the Statute of the Court shall constitute an acceptance of the Statute as amended.

7. For the purposes of the present Protocol, the United States of America shall be in the same position as a State which has ratified the Protocol of December 16th, 1920.

Continuation of the note on page 355.

LIBERIA	August 29th, 1930.
SALVADOR	August 29th, 1930.
ESTONIA	September 8th, 1930.
ALBANIA	September 12th, 1930.
LUXEMBURG	September 15th, 1930.
HAITI	September 30th, 1930.
CHINA	October 14th, 1930.
CZECHOSLOVAKIA	October 30th, 1930.
JAPAN	November 14th, 1930.
CUBA	January 5th, 1931.
ITALY	April 2nd, 1931.
IRAN	April 25th, 1931.
BULGARIA	April 27th, 1931.
FRANCE	May 8th, 1931.
COLOMBIA	January 6th, 1932.
LITHUANIA	January 23rd, 1933.
DOMINICAN REPUBLIC	February 4th, 1933.
PARAGUAY	May 11th, 1933.
VENEZUELA	August 4th, 1933.
URUGUAY	September 19th, 1933.
CHILE	November 20th, 1933.
ETHIOPIA	March 30th, 1935.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; and Vol. CLXIV, page 352, of this Series.

Fait à Genève, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général adressera des copies certifiées conformes aux Membres de la Société des Nations et aux Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

Done at Geneva, the fourteenth day of September, nineteen hundred and twenty-nine, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General shall deliver authenticated copies to the Members of the League of Nations and to the States mentioned in the Annex to the Covenant.

<i>Union Sud-Africaine</i>		<i>Union of South Africa</i>
	ERIC H. LOUW.	
<i>Albanie</i>		<i>Albania</i>
	ILIAS VRIONI	
<i>Allemagne</i>		<i>Germany</i>
	FR. GAUS	
<i>Etats-Unis d'Amérique</i>		<i>United States of America</i>
	GAY PIERREPONT MOFFAT	
<i>République Argentine</i>		<i>Argentine Republic</i>
	ENRIQUE RUIZ GUIÑAZÚ	
<i>Australie</i>		<i>Australia</i>
	W. HARRISON MOORE.	
<i>Autriche</i>		<i>Austria</i>
	DR MARCUS LEITMAIER	
<i>Belgique</i>		<i>Belgium</i>
	HENRI ROLIN	
<i>Bolivie</i>		<i>Bolivia</i>
	A. CORTADELLAS.	
<i>Brésil</i>		<i>Brazil</i>
	M. DE PIMENTEL BRANDAO	
<i>Grande-Bretagne et Irlande du Nord</i>		<i>Great Britain and Northern Ireland</i>
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.		and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.
	ARTHUR HENDERSON	
<i>Bulgarie</i>		<i>Bulgaria</i>
	VLADIMIR MOLLOFF	
<i>Canada</i>		<i>Canada</i>
	R. DANDURAND	

<i>Chili</i>	Luis V. DE PORTO-SEGURO	<i>Chile</i>
<i>Chine</i>	CHAO-CHU WU	<i>China</i>
<i>Colombie</i>	Francisco José URRUTIA	<i>Colombia</i>
<i>Cuba</i>	G. de BLANCK	<i>Cuba</i>
¹ Sous réserve de l'article 4 du Protocole et de la nouvelle rédaction de l'article 23 du Statut de la Cour ² .		
<i>Danemark</i>	Georg COHN	<i>Denmark</i>
<i>République Dominicaine</i>	M. L. VASQUEZ G.	<i>Dominican Republic</i>
<i>Espagne</i>	C. BOTELLA	<i>Spain</i>
<i>Estonie</i>	A. SCHMIDT.	<i>Estonia</i>
<i>Ethiopie</i>	Badjerond Zelleka AGGUEDAOU	<i>Ethiopia</i>
<i>Finlande</i>	A. S. YRJÖ-KOSKINEN.	<i>Finland</i>
<i>France</i>	Henri FROMAGEOT	<i>France</i>
<i>Grèce</i>	POLITIS	<i>Greece</i>
<i>Guatémala</i>	Luis V. DE PORTO-SEGURO	<i>Guatemala</i>

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :

Subject to reservation as regards Article 4 of the Protocol and the new text of Article 23 of the Statute of the Court.

² Le Gouvernement de Cuba, après avoir ratifié le Protocole avec cette réserve, l'a ensuite retirée par un instrument déposé au Secrétariat le 14 mars 1932.

² The Cuban Government, after ratifying the Protocol with this reservation, withdrew it later by an instrument deposited with the Secretariat on March 14th, 1932.

<i>Haïti</i>	Luc DOMINIQUE	<i>Haiti</i>
<i>Hongrie</i>	Ladislav GAJZAGO	<i>Hungary</i>
<i>Inde</i>	Md. HABIBULLAH	<i>India</i>
<i>Etat libre d'Irlande</i>	John A. COSTELLO	<i>Irish Free State</i>
<i>Italie</i>	Vittorio SCIALOJA	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	Isaburo JOSHIDA	<i>Japan</i>
<i>Lettonie</i>	Charles DUZMANS.	<i>Latvia</i>
<i>Libéria</i>	A. SOTTILE	<i>Liberia</i>
<i>Lithuanie</i>	ZAUNIUS	<i>Lithuania</i>
<i>Luxembourg</i>	BECH	<i>Luxemburg</i>
<i>Nicaragua</i>	Francisco TORRES F.	<i>Nicaragua</i>
<i>Norvège</i>	Arnold RAESTAD	<i>Norway</i>
<i>Nouvelle-Zélande</i>	C. J. PARR	<i>New Zealand</i>
<i>Panama</i>	J. D. AROSEMENA	<i>Panama</i>
<i>Paraguay</i>	R. V. CABALLERO DE BEDOYA	<i>Paraguay</i>

<i>Pays-Bas</i>	V. EYSINGA.	<i>The Netherlands</i>
<i>Pérou</i>	Mar. H. CORNEJO	<i>Peru</i>
<i>Perse</i>	P. P. KITABGI	<i>Persia</i>
<i>Pologne</i>	M. ROSTWOROWSKI S. RUNDSTEIN	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	Prof. Doutor J. LOBO D'AVILA LIMA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Salvador</i>	J. Gustavo GUERRERO	<i>Salvador</i>
<i>Royaume des Serbes, Croates et Slovènes</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes</i>
<i>Siam</i>	VARNVAIDYA.	<i>Siam</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG.	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	MOTTA.	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Zd. FIERLINGER	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Uruguay</i>	A. GUANI	<i>Uruguay</i>
<i>Venezuela</i>	C. ZUMETA	<i>Venezuela</i>

ANNEXE AU PROTOCOLE DU 14 SEPTEMBRE 1929

AMENDEMENTS

AU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

Les articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 et 35 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Nouvelle rédaction de l'article 3.

La Cour se compose de quinze membres.

Nouvel article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux, désignés à cet effet par leurs gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention¹ de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, réglera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un Etat qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, n'est pas membre de la Société des Nations.

Nouvelle rédaction de l'article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des membres de la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission sera adressée au président de la Cour, pour être transmise au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Nouvelle rédaction de l'article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après : dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire général de la Société des Nations procédera à l'invitation prescrite par l'article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil dans sa première session.

Nouvelle rédaction de l'article 15.

Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Nouvelle rédaction de l'article 16.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative, ni se livrer à aucune autre occupation de caractère professionnel.

En cas de doute, la Cour décide.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

ANNEX TO THE PROTOCOL OF SEPTEMBER 14TH, 1929.

AMENDMENTS

TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

Articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 and 35 are replaced by the following provisions :

New text of Article 3.

The Court shall consist of fifteen members.

New text of Article 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration, in accordance with the following provisions.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention¹ of the Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

The conditions under which a State which has accepted the Statute of the Court but is not a member of the League of Nations may participate in electing the members of the Court shall, in the absence of a special agreement, be laid down by the Assembly on the proposal of the Council.

New text of Article 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect the members of the Court.

New text of Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

In the case of the resignation of a member of the Court, the resignation will be addressed to the President of the Court for transmission to the Secretary-General of the League of Nations.

This last notification makes the place vacant.

New text of Article 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election, subject to the following provision : the Secretary-General of the League of Nations shall, within one month of the occurrence of the vacancy, proceed to issue the invitations provided for in Article 5, and the date of the election shall be fixed by the Council at its next session.

New text of Article 15.

A member of the Court elected to replace a member whose period of appointment has not expired, will hold the appointment for the remainder of his predecessor's term.

New text of Article 16.

The members of the Court may not exercise any political or administrative function, nor engage in any other occupation of a professional nature.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Nouvelle rédaction de l'article 17.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

Nouvelle rédaction de l'article 23.

La Cour reste toujours en fonction, excepté pendant les vacances judiciaires, dont les périodes et la durée sont fixées par la Cour.

Les membres de la Cour dont les foyers se trouvent à plus de cinq jours de voyage normal de La Haye auront droit, indépendamment des vacances judiciaires, à un congé de six mois, non compris la durée des voyages, tous les trois ans.

Les membres de la Cour sont tenus, à moins de congé régulier, d'empêchement pour cause de maladie ou autre motif grave dûment justifié auprès du président, d'être à tout moment à la disposition de la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Sous la condition que le nombre des juges disponibles pour constituer la Cour ne soit pas réduit à moins de onze, le Règlement de la Cour pourra prévoir que, selon les circonstances et à tour de rôle, un ou plusieurs juges pourront être dispensés de siéger.

Toutefois, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

Nouvelle rédaction de l'article 26.

Pour les affaires concernant le travail, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siègera en séance plénière. Dans les deux cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d'« assesseurs pour litiges de travail », composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent article, si les parties le demandent.

Dans les affaires concernant le travail, le Bureau international aura la faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

Nouvelle rédaction de l'article 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (Ports, Voies d'eau, Voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

New text of Article 17.

No member of the Court may act as agent, counsel or advocate in any case.

No member may participate in the decision of any case in which he has previously taken an active part as agent, counsel or advocate for one of the contesting parties, or as a member of a national or international Court, or of a commission of enquiry, or in any other capacity.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

New text of Article 23.

The Court shall remain permanently in session except during the judicial vacations, the dates and duration of which shall be fixed by the Court.

Members of the Court whose homes are situated at more than five days' normal journey from The Hague shall be entitled, apart from the judicial vacations, to six months' leave every three years, not including the time spent in travelling.

Members of the Court shall be bound, unless they are on regular leave or prevented from attending by illness or other serious reason duly explained to the President, to hold themselves permanently at the disposal of the Court.

New text of Article 25.

The full Court shall sit except when it is expressly provided otherwise.

Subject to the condition that the number of judges available to constitute the Court is not thereby reduced below eleven, the Rules of Court may provide for allowing one or more judges, according to circumstances and in rotation, to be dispensed from sitting.

Provided always that a quorum of nine judges shall suffice to constitute the Court.

New text of Article 26.

Labour cases, particularly cases referred to in Part XIII (Labour) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions.

The Court will appoint every three years a special Chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this Chamber. In the absence of any such demand, the full Court will sit. In both cases, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote, and chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of "Assessors for Labour Cases" composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations and an equivalent number nominated by the Governing Body of the Labour Office. The Governing Body will nominate, as to one-half, representatives of the workers, and, as to one-half, representatives of employers from the list referred to in Article 412 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

Recourse may always be had to the summary procedure provided for in Article 29, in the cases referred to in the first paragraph of the present Article, if the parties so request.

In Labour cases, the International Office shall be at liberty to furnish the Court with all relevant information, and for this purpose the Director of that Office shall receive copies of all the written proceedings.

New text of Article 27.

Cases relating to transit and communications, particularly cases referred to in Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions :

La Cour constituera, pour chaque période de trois années, une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d'« assesseurs pour litiges de transit et de communications », composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent article, si les parties le demandent.

Nouvelle rédaction de l'article 29.

En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de cinq juges, appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. Deux juges seront, en outre, désignés, pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger.

Nouvelle rédaction de l'article 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une des parties, l'autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de juge. Celle-ci devra être prise de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

La présente disposition s'applique dans le cas des articles 26, 27 et 29. En pareils cas, le président priera un, ou, s'il y a lieu, deux des membres de la Cour composant la chambre, de céder leur place aux membres de la Cour de la nationalité des parties intéressées et, à défaut ou en cas d'empêchement, aux juges spécialement désignés par les parties.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés, comme il est dit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2 ; 17, alinéa 2 ; 20 et 24 du présent Statut. Ils participent à la décision dans des conditions de complète égalité avec leurs collègues.

Nouvelle rédaction de l'article 32.

Les membres de la Cour reçoivent un traitement annuel.

Le président reçoit une allocation annuelle spéciale.

Le vice-président reçoit une allocation spéciale pour chaque jour où il remplit les fonctions de président.

Les juges désignés par application de l'article 31, autres que les membres de la Cour, reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions.

Le traitement du greffier est fixé par l'Assemblée sur la proposition de la Cour.

Un règlement adopté par l'Assemblée fixe les conditions dans lesquelles les pensions sont allouées aux membres de la Cour et au greffier, ainsi que les conditions dans lesquelles les membres de la Cour et le greffier reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage.

Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt.

Nouvelle rédaction de l'article 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte.

The Court will appoint every three years a special Chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this Chamber. In the absence of any such demand, the full Court will sit. When desired by the parties or decided by the Court, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of "Assessors for Transit and Communications Cases" composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations.

Recourse may always be had to the summary procedure provided for in Article 29, in the cases referred to in the first paragraph of the present Article, if the parties so request.

New text of Article 29.

With a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a Chamber composed of five judges who, at the request of the contesting parties, may hear and determine cases by summary procedure. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit.

New text of Article 31.

Judges of the nationality of each of the contesting parties shall retain their right to sit in the case before the Court.

If the Court includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, the other party may choose a person to sit as judge. Such person shall be chosen preferably from among those persons who have been nominated as candidates as provided in Articles 4 and 5.

If the Court includes upon the Bench no judge of the nationality of the contesting parties, each of these parties may proceed to select a judge as provided in the preceding paragraph.

The present provision shall apply to the case of Articles 26, 27 and 29. In such cases, the President shall request one or, if necessary, two of the members of the Court forming the Chamber to give place to the members of the Court of the nationality of the parties concerned, and, failing such or if they are unable to be present, to the judges specially appointed by the parties.

Should there be several parties in the same interest, they shall, for the purpose of the preceding provisions, be reckoned as one party only. Any doubt upon this point is settled by the decision of the Court.

Judges selected as laid down in paragraphs 2, 3 and 4 of this Article shall fulfil the conditions required by Articles 2, 17 (paragraph 2), 20 and 24 of this Statute. They shall take part in the decision on terms of complete equality with their colleagues.

New text of Article 32.

The members of the Court shall receive an annual salary.

The President shall receive a special annual allowance.

The Vice-President shall receive a special allowance for every day on which he acts as President.

The judges appointed under Article 31, other than members of the Court, shall receive an indemnity for each day on which they sit.

These salaries, allowances and indemnities shall be fixed by the Assembly of the League of Nations on the proposal of the Council. They may not be decreased during the term of office.

The salary of the Registrar shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Court.

Regulations made by the Assembly shall fix the conditions under which retiring pensions may be given to members of the Court and to the Registrar, and the conditions under which members of the Court and the Registrar shall have their travelling expenses refunded.

The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation.

New text of Article 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour que cette partie devra supporter. Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas, si cet Etat participe aux dépenses de la Cour.

Le texte français de l'article 38, n° 4, est remplacé par la disposition suivante :

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

[Il n'y a pas de changement dans le texte anglais.]

Les articles 39 et 40 sont remplacés par les dispositions ci-après :

Nouvelle rédaction de l'article 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la demande de toute partie, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Nouvelle rédaction de l'article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe ; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général, ainsi que les Etats admis à ester en justice devant la Cour.

Le texte anglais de l'article 45 est remplacé par la disposition suivante :

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President ; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

[Il n'y a pas de changement dans le texte français.]

Le nouveau chapitre suivant est ajouté au Statut de la Cour :

CHAPITRE IV. — AVIS CONSULTATIFS.

Nouvel article 65.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le président de l'Assemblée ou par le président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

Nouvel article 66.

1. Le greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à ester en justice devant la Cour.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a State which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court. This provision shall not apply if such State is bearing a share of the expenses of the Court.

The French text of Article 38, No. 4, is replaced by the following provision.

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

[There is no change in the English text.]

Articles 39 and 40 are replaced by the following provisions :

New text of Article 39.]

The official languages of the Court shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted in French, the judgment will be delivered in French. If the parties agree that the case shall be conducted in English, the judgment will be delivered in English.

In the absence of an agreement as to which language shall be employed, each party may, in the pleadings, use the language which it prefers ; the decision of the Court will be given in French and English. In this case the Court will at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

The Court may, at the request of any party, authorise a language other than French or English to be used.

New text of Article 40.

Cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement or by a written application addressed to the Registrar. In either case the subject of the dispute and the contesting parties must be indicated.

The Registrar shall forthwith communicate the application to all concerned.

He shall also notify the Members of the League of Nations through the Secretary-General, and also any States entitled to appear before the Court.

The English text of Article 45 is replaced by the following provision :

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President ; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

[There is no change in the French text.]

The following new chapter is added to the Statute of the Court :

CHAPTER IV. — ADVISORY OPINIONS.

New Article 65.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is asked shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

New Article 66.

I. The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to any States entitled to appear before the Court.

En outre, à tout Membre de la Société, à tout Etat admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par le président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

Si un des Membres de la Société ou des Etats mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale ci-dessus visée, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

2. Les Membres, Etats ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Membres, Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le président. A cet effet, le greffier communique en temps voulu les exposés écrits aux Membres, Etats ou organisations qui en ont eux-mêmes présenté.

Nouvel article 67.

La Cour prononcera ses avis consultatifs en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations et les représentants des Membres de la Société, des Etats et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus.

Nouvel article 68.

Dans l'exercice de ses attributions consultatives, la Cour s'inspirera en outre des dispositions du Statut qui s'appliquent en matière contentieuse, dans la mesure où elle les reconnaîtra applicables.

The Registrar shall also, by means of a special and direct communication, notify any Member of the League or State admitted to appear before the Court or international organisation considered by the Court (or, should it not be sitting, by the President) as likely to be able to furnish information on the question, that the Court will be prepared to receive, within a time-limit to be fixed by the President, written statements, or to hear, at a public sitting to be held for the purpose, oral statements relating to the question.

Should any Member or State referred to in the first paragraph have failed to receive the communication specified above, such Member or State may express a desire to submit a written statement, or to be heard ; and the Court will decide.

2. Members, States, and organisations having presented written or oral statements or both shall be admitted to comment on the statements made by other Members, States, or organisations in the form, to the extent and within the time-limits which the Court, or, should it not be sitting, the President, shall decide in each particular case. Accordingly, the Registrar shall in due time communicate any such written statements to Members, States, and organisations having submitted similar statements.

New Article 67.

The Court shall deliver its advisory opinions in open Court, notice having been given to the Secretary-General of the League of Nations and to the representatives of Members of the League, of States and of international organisations immediately concerned.

New Article 68.

In the exercise of its advisory functions, the Court shall further be guided by the provisions of the Statute which apply in contentious cases to the extent to which it recognises them to be applicable.

N° 3823.

**AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Convention additionnelle au Traité d'extradition du 3 décembre 1873, signée à Vienne, le 29 octobre 1934, et échange de notes relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande (y compris le Samoa occidental) à ladite convention additionnelle, Vienne, les 8 et 16 août et 5 septembre 1935.

**AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Supplementary Convention to the Treaty of December 3rd, 1873, regarding Extradition, signed at Vienna, October 29th, 1934, and Exchange of Notes regarding the Accession of New Zealand (including Western Samoa) to the above Supplementary Convention, Vienna, August 8th, 16th and September 5th, 1935.

No. 3823. — CONVENTION¹ BETWEEN AUSTRIA AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND SUPPLEMENTARY TO THE TREATY OF DECEMBER 3RD, 1873, REGARDING EXTRADITION. SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 29TH, 1934.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place February 3rd, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA,

Desiring to make further provision for the reciprocal extradition of fugitive criminals, have resolved to conclude a Supplementary Convention to this end and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Walford SELBY, K.C.M.G., C.B., C.V.O., His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA :

M. Egon BERGER-WALDENEGG, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

From the date of the coming into force of the present Convention, Article 2 of the Extradition Treaty², signed at Vienna on the 3rd December, 1873, shall be amended by the addition of the following clause :

“ Extradition may also be granted at the discretion of the High Contracting Party applied to in respect of any other crime or offence for which, according to the laws of both of the High Contracting Parties for the time being in force, the grant may be made. ”

¹ The exchange of ratifications took place at London, April 30th, 1935.
Came into force July 30th, 1935.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 63, page 213.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3823. — ZUSATZABKOMMEN¹ ZUM AUSLIEFERUNGSVERTRAG ZWISCHEN GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND UND ÖSTERREICH VOM 3. DEZEMBER 1873. GEZEICHNET IN WIEN, AM 29. OKTOBER 1934.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 février 1936.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DER BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN LÄNDER, KAISER VON INDIEN, und DER BUNDESPRÄSIDENT VON ÖSTERREICH haben, von dem Wunsche geleitet, weitere Vorkehrungen hinsichtlich der gegenseitigen Auslieferung flüchtiger Verbrecher zu treffen, beschlossen, zu diesem Zwecke ein Zusatzabkommen abzuschliessen, und haben zu diesem Behufe zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT VON ÖSTERREICH :

Herrn Egon BERGER-WALDENEGG, Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DER BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN LÄNDER, KAISER VON INDIEN :

FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND :

Sir Walford SELBY, K.C.M.G., C.B., C.V.O., Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister zu Wien,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Vom Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Abkommens soll der Artikel 2 des in Wien am 3. Dezember 1873 unterzeichneten Auslieferungsvertrages² durch Hinzufügung der nachstehenden Bestimmung ergänzt werden :

« Die Auslieferung kann nach dem Ermessen des ersuchten Hohen Vertragschliessenden Teiles auch hinsichtlich jeder anderen Straftat (*crime* oder *offence*) bewilligt werden, bezüglich welcher nach den im gegebenen Zeitpunkte in Kraft stehenden Gesetzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile die Bewilligung erteilt werden kann. »

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 30 avril 1935.
Entrée en vigueur le 30 juillet 1935.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 527.

Article 2.

The foregoing amendment shall apply to extradition proceedings between Austria on the one hand and, on the other hand, the following territories of His Majesty, that is to say, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, Newfoundland, British Colonies, British Protectorates to which the Extradition Treaty of the 3rd December, 1873, applies, and mandated territories to which the said Treaty has been or may be extended, and in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

Article 3.

The High Contracting Parties agree that His Majesty the King may accede to the present Convention in respect of any other Member of the British Commonwealth of Nations, whose Government may desire that such accession be effected, by a notice given to that effect by the appropriate diplomatic representative of His Majesty at Vienna. From the date that such notice comes into force the amendment set forth in Article 1 shall apply to extradition proceedings between Austria on the one hand and, on the other, the territory of the Member of the Commonwealth concerned.

Any notice given under the first paragraph of this Article in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations may include any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Majesty and is exercised by the Government of the Member concerned.

Article 4.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be exchanged in London as soon as possible.

Article 5.

The present Convention shall enter into force three months after the exchange of ratifications and shall have the same duration as the Extradition Treaty of the 3rd December, 1873.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in English and German at Vienna, the 29th of October, 1934.

(L. S.) W. SELBY.

(L. S.) Egon BERGER.

Artikel 2.

Der vorstehende Zusatz soll auf Auslieferungsverfahren zwischen Österreich einerseits und den nachbenannten Gebieten Seiner Majestät andererseits Anwendung finden, nämlich dem Vereinigten Königreiche von Grossbritannien und Nordirland, den Kanalinseln, der Insel Man, Neufundland, den britischen Kolonien, den britischen Protektoraten, auf welche der Auslieferungsvertrag vom 3. Dezember 1873 Anwendung findet, sowie den Mandatsgebieten, auf die der genannte Vertrag ausgedehnt wurde oder ausgedehnt werden wird und hinsichtlich deren das Mandat von der Regierung Seiner Majestät im Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland ausgeübt wird.

Artikel 3.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass Seine Majestät der König dem vorliegenden Abkommen für jedes andere Glied des Commonwealth der britischen Nationen, dessen Regierung einen solchen Beitritt wünscht, durch eine diesbezügliche Mitteilung seitens des entsprechenden diplomatischen Vertreters Seiner Majestät in Wien beitreten kann. Vom Tage, an dem diese Mitteilung in Kraft tritt, soll der in Artikel 1 angeführte Zusatz auf Auslieferungsverfahren zwischen Österreich einerseits und dem Gebiete des in Betracht kommenden Gliedes des Commonwealth andererseits Anwendung finden.

Eine gemäss dem ersten Absatze dieses Artikels erfolgte Mitteilung, betreffend ein Glied des Commonwealth der britischen Nationen, kann jedes Gebiet umfassen, hinsichtlich dessen von Seiner Majestät ein Mandat in Namen des Völkerbundes übernommen wurde, das von der Regierung des in Betracht kommenden Gliedes ausgeübt wird.

Artikel 4.

Das vorliegende Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in London ausgetauscht werden.

Artikel 5.

Das vorliegende Abkommen soll drei Monate nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten und die gleiche Dauer haben wie der Auslieferungsvertrag vom 3. Dezember 1873.

Urkund dessen haben die obgenannten Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache in Wien, am 29. Oktober 1934.

(L. S.) W. SELBY.

(L. S.) Egon BERGER.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND (INCLUDING WESTERN SAMOA) TO THE ABOVE SUPPLEMENTARY CONVENTION. VIENNA, AUGUST 8TH, 16TH AND SEPTEMBER 5TH, 1935.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 97.

VIENNA, *August 8th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and at the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify Your Excellency of the accession of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of New Zealand and the mandated territory of Western Samoa, to the Supplementary Extradition Convention, signed at Vienna on the 29th October 1934, in accordance with Article 3 thereof.

2. This accession will take effect on the date — which I shall have the honour to communicate to you in due time — specified in the Order in Council applying the Extradition Acts to Austria in respect of New Zealand.

3. I have the honour to request that you will be good enough to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. SELBY.

His Excellency
Baron Berger-Waldenegg,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

II.

No. 99. B.
(211/10/35.)

His Majesty's Legation presents its compliments to the Federal Chancery, Department for Foreign Affairs, and, with reference to its Note verbale No. 97 of August 8th, has the honour to inform them, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that the accession of His Majesty's Government in New Zealand to the Supplementary Extradition Convention of October 29th, 1934, will take effect on August 30th, 1935.

BRITISH LEGATION.

VIENNA, *August 16th*, 1935.

The Federal Chancery,
Department for Foreign Affairs,
Vienna.

III.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BUNDESKANZLERAMT.
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

Zl. 39.227-15/35.

VERBALNOTE

Das Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, beehrt sich, der königlich grossbritannischen Gesandtschaft den Empfang der geschätzten Verbalnote vom 8. August 1935, Nr. 97, mit welcher der Beitritt Neuseelands und des Mandatsgebietes von West-Samoa zum Zusatzabkommen zwischen Österreich und dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland über die gegenseitige Auslieferung flüchtiger Verbrecher vom 29. Oktober 1934 mitgeteilt, und der geschätzten Verbalnote vom 16. August 1935, Nr. 99, mit welcher der 30. August 1935 als Tag des Inkrafttretens dieser Erklärung angegeben wurde, ergebenst zu bestätigen.

WIEN, am 5. September 1935.

An die
Königlich Grossbritannische Gesandtschaft
in Wien.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.THE FEDERAL CHANCERY,
DEPARTMENT FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. 39.227-15/35.

NOTE VERBALE.

The Federal Chancery, Department for Foreign Affairs, has the honour to acknowledge to the Legation of His Britannic Majesty receipt of Note Verbale No. 97, of August 8th, 1935, communicating the accession of New Zealand and of the mandated territory of Western Samoa to the Supplementary Convention concluded on October 29th, 1934, between Austria and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concerning the reciprocal extradition of fugitive criminals, and Note Verbale No. 99, of August 16th, 1935, which states that the accession will take effect on August 30th, 1935.

VIENNA, September 5th, 1935.

To
His Britannic Majesty's Legation,
Vienna.¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3823. — CONVENTION ENTRE L'AUTRICHE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 3 DÉCEMBRE 1873. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 OCTOBRE 1934.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE,

Désireux de prendre de nouvelles mesures en vue de l'extradition réciproque des délinquants fugitifs, ont résolu de conclure à cette fin une convention additionnelle et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Walford SELBY, K.C.M.G., C.B., C.V.O., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE :

M. Egon BERGER-WALDENEGG, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

A dater de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'article 2 du Traité d'extradition signé à Vienne le 3 décembre 1873, sera amendé par l'addition de la clause ci-après :

« L'extradition pourra également être accordée, au gré de la Haute Partie contractante requise, pour tout autre crime ou délit pour lequel l'autorisation peut être accordée d'après les lois des deux Hautes Parties contractantes en vigueur à ce moment. »

Article 2.

L'amendement ci-dessus sera applicable aux procédures d'extradition entre l'Autriche, d'une part, et, d'autre part, les territoires ci-après de Sa Majesté, à savoir le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes, l'île de Man, Terre-Neuve, les colonies britanniques, les protectorats britanniques auxquels le Traité d'extradition du 3 décembre 1873 est applicable, et les territoires sous mandat auxquels ledit traité a été ou pourra être étendu et à l'égard desquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi pourra accéder à la présente convention pour tout autre membre de la communauté britannique de nations dont le gouvernement pourra désirer cette accession ; cette dernière sera effectuée par voie de notification faite à cet effet par le représentant diplomatique respectif de Sa Majesté à Vienne. A partir de la date à laquelle ladite notification entrera en vigueur, l'amendement mentionné à l'article premier s'appliquera aux procédures d'extradition entre l'Autriche, d'une part, et, d'autre part, le territoire du membre intéressé de la communauté britannique de nations.

Tout avis donné en vertu de l'alinéa premier du présent article pour un membre quelconque de la communauté britannique de nations pourra s'étendre à tout territoire à l'égard duquel un mandat de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté et est exercé par le Gouvernement du membre intéressé.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible.

Article 5.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification et aura la même durée que le Traité d'extradition du 3 décembre 1873.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Faite double, en anglais et en allemand, à Vienne, le 29 octobre 1934.

(L. S.) W. SELBY.

(L. S.) Egon BERGER.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (Y COMPRIS LE SAMOA OCCIDENTAL)
A LA CONVENTION ADDITIONNELLE CI-DESSUS. VIENNE, LES 8 ET 16 AOUT ET 5 SEPTEMBRE 1935.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 97.

VIENNE, le 8 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et à la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'accession de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pour la Nouvelle-Zélande et le Territoire sous mandat du Samoa occidental, à la Convention d'extradition additionnelle signée à Vienne le 29 octobre 1934, conformément à l'article 3 de ladite convention.

2. La présente accession prendra effet à la date — que j'aurai l'honneur de vous communiquer en temps utile — indiquée dans l'ordre en Conseil appliquant les lois d'extradition à l'Autriche, pour ce qui concerne la Nouvelle-Zélande.

3. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir accuser réception de la présente communication.

Je saisis cette occasion, etc.

W. SELBY.

Son Excellence

Monsieur le baron Berger-Waldenegg,
Ministre des Affaires étrangères,
Vienne.

II.

N^o 99. B.
(211/10/35).

La Légation de Sa Majesté présente ses compliments à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, et, en se référant à sa note verbale N^o 97 du 8 août, elle a l'honneur d'informer la Chancellerie, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, que l'accession du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande à la Convention d'extradition additionnelle du 29 octobre 1934 prendra effet le 30 août 1935.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

VIENNE, le 16 août 1935.

A la Chancellerie fédérale,
Département des Affaires étrangères,
Vienne.

III.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 39.227-15/35.

NOTE VERBALE

La Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, a l'honneur d'accuser réception à la Légation royale de Grande-Bretagne de la note verbale N^o 97 du 8 août 1935, par laquelle a été notifiée l'accession de la Nouvelle-Zélande et du Territoire sous mandat du Samoa occidental à la Convention additionnelle conclue le 29 octobre 1934 entre l'Autriche et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet de l'extradition réciproque des délinquants fugitifs, et de la note verbale N^o 99 du 16 août 1935 portant que ladite déclaration entrerait en vigueur le 30 août 1935.

VIENNE, le 5 septembre 1935.

A la Légation royale
de Grande-Bretagne
à Vienne.

N° 3824.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention d'établissement et de travail, signée à Genève, le 20 février 1933, protocole, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1936, et échange de notes de la même date.

BELGIUM

AND THE NETHERLANDS

Convention regarding Establishment and Labour, signed at Geneva, February 20th, 1933, Protocol, signed at Brussels, January 7th, 1936, and Exchange of Notes of the same Date.

N° 3824. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT ET DE TRAVAIL
ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉE A GENÈVE,
LE 20 FÉVRIER 1933.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 février 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES
et

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

Animés du désir de régler les conditions d'établissement et de travail des ressortissants néerlandais en Belgique et des ressortissants belges aux Pays-Bas, ont résolu de conclure, à cette fin, une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

SECTION I

ÉTABLISSEMENT.

Article premier.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront la faculté de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie, de s'y établir, d'y circuler, d'y choisir une résidence, et d'en sortir, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, notamment en ce qui concerne la police des étrangers.

Il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas admettre l'entrée et le séjour sur son territoire de tout ressortissant de l'autre Partie qui devrait être considéré comme indésirable, soit au point de vue du maintien de l'ordre, de la moralité, de la santé ou de la sécurité publiques, soit parce qu'il ne possède pas de moyens d'existence.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 7 janvier 1936.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3824. — VESTIGINGS¹ EN ARBEIDSVERDRAG TUSSCHEN BELGIË EN NEDERLAND. GETEEKEND TE GENÈVE, DEN 20 FEBRUARI 1933.

French and Dutch official texts communicated by the Belgian and Netherlands Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 6th, 1936.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,
en

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN,
beziel met den wensch de vestigings- en arbeidsvoorwaarden van Nederlandsche onderdanen in België en van Belgische onderdanen in Nederland te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben als Hun gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Paul HYMANS, Hoogstdezelfs Minister van Buitenlandsche Zaken ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Hoogstderzelve Minister van Buitenland che Zaken ;

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hun volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de volgende artikelen tot overeenstemming zijn gekomen :

AFDEELING I.

VESTIGING.

Artikel I.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de bevoegdheid hebben zich naar het grondgebied van de andere Partij te begeven, zich daar te vestigen, zich te verplaatsen, een verblijfplaats te kiezen en het land te verlaten, mits zij zich gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen, in het bijzonder wat betreft het toezicht op vreemdelingen.

Het is wel te verstaan, dat ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich het recht voorbehoudt den toegang tot en het verblijf op Haar grondgebied te verbieden aan elken onderdaan van de andere Partij, die als ongewenscht zou moeten worden aangemerkt, zij het uit een oogpunt van handhaving der openbare orde en openbare zedelijkheid, gezondheid of veiligheid, of omdat hij geen middelen van bestaan bezit.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, January 7th, 1936.

D'autre part, la stipulation du premier alinéa du présent paragraphe, bien qu'excluant l'application, aux ressortissants des Hautes Parties contractantes, des lois ou règlements ayant pour but ou de restreindre ou de supprimer le droit de libre sortie comme tel, ne s'oppose pas à l'application de la législation normale et générale dont pourrait résulter, dans des cas individuels, un empêchement à la sortie.

§ 2. Dans le cas où, conformément aux dispositions des lois et règlements concernant la police des étrangers, l'entrée, le séjour, l'activité ou l'établissement d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, auraient été subordonnés à certaines conditions ou restrictions, celles-ci cesseront automatiquement d'être applicables à l'intéressé continuant à résider sur ce territoire, au plus tard après cinq ans de résidence ininterrompue.

§ 3. Il est entendu que, même s'il s'agit de personnes bénéficiant des dispositions du § 2 du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve de faire usage, à l'égard des ressortissants de l'autre Partie, du droit d'expulsion et du droit de leur appliquer ses prescriptions de police, telles que celles afférentes aux passeports, à la carte d'identité et à toutes déclarations requises pour le contrôle des étrangers.

§ 4. Les taxes exigibles à l'occasion de l'application des diverses formalités visées au § 3 du présent article ne pourront dépasser celles applicables aux étrangers ressortissants de la nation la plus favorisée en cette matière.

Article 2.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront placés, sur le territoire de l'autre Partie, sur un pied d'égalité complète de droit et de fait avec les nationaux en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale, industrielle, financière et, en général, de toute activité de caractère économique, sans qu'il soit fait de distinction en ces matières entre les entreprises qui ont une activité autonome et celles qui agissent en tant que succursales ou agences.

§ 2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront exercer tous métiers et professions, non spécialement prévus au § 3 du présent article, sur le territoire de l'autre Partie, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, y compris ceux qui concernent la protection du marché national du travail.

Il est entendu que l'application des lois et règlements concernant la protection du marché national du travail n'empêchera pas les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie, d'engager des personnes de leur choix pour des postes de direction.

§ 3. Les dispositions des §§ 1 et 2 du présent article ne visent pas l'exercice, sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, des professions, métiers, industries et commerces, ci-après énumérés :

- a) Les fonctions, charges ou emplois publics, y compris les charges de notaire, d'avoué et d'huissier ;
- b) Les fonctions d'avocat et la profession d'agent de change ;
- c) Le colportage et les métiers ambulants ;
- d) La pêche dans les eaux intérieures et territoriales, le cabotage, le pilotage en général et le service intérieur des ports.

§ 4. Les stipulations du présent article n'affectent en rien les dispositions légales en vigueur dans chaque pays et relatives au personnel à bord des navires ou bateaux battant pavillon national et des aéronefs immatriculés dans le pays.

De bepaling, vervat in de eerste alinea van deze paragraaf, hoewel zij in het algemeen uitsluit de toepassing op de onderdanen der Hooge Verdragsluitende Partijen van wetten of verordeningen, die bepaaldelijk ten doel hebben het recht om het grondgebied vrijelijk te verlaten, te beperken of op te heffen, verzet zich anderzijds niet tegen de toepassing van de gewone en algemeene wetgeving waaruit in afzonderlijke gevallen een beletsel voor het verlaten zou kunnen voortvloeien.

§ 2. Ingeval dat de binnenkomst, het verblijf, de werkzaamheid of de vestiging van een onderdaan van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij, volgens de bepalingen van de wetten en verordeningen ten aanzien van het toezicht op vreemdelingen, onderworpen mochten zijn aan zekere voorwaarden of beperkingen, zullen deze van zelf ophouden van toepassing te zijn op den belanghebbende, die zijn woonplaats op bedoeld grondgebied blijft houden, uiterlijk na vijf jaren ononderbroken verblijf.

§ 3. Het is wel te verstaan, dat, zelfs wanneer het betreft personen die voordeelen ontleenen aan de bepalingen van § 2 van dit artikel, ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich voorbehoudt ten opzichte van onderdanen van de andere Partij gebruik te maken van het recht van uitzetting en van het recht op deze onderdanen haar politievoorschriften toe te passen, zooals die welke betrekking hebben op paspoorten, identiteitsbewijzen en alle verklaringen vereischt voor het toezicht op vreemdelingen.

§ 4. De rechten, invorderbaar ter gelegenheid van de toepassing der verschillende formaliteiten, bedoeld in § 3 van dit artikel, zullen niet meer kunnen bedragen dan die welke gelden voor onderdanen van de in deze meestgunstigde natie.

Artikel 2.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in rechte en in feite op voet van volkomen gelijkheid met de onderdanen van de andere Partij worden behandeld voor wat betreft de uitoefening van elke werkzaamheid op het gebied van handel, nijverheid en geldwezen, en, in het algemeen, van elke werkzaamheid van economischen aard, zonder dat er in deze onderscheid zal worden gemaakt tusschen ondernemingen, die een zelfstandige werkzaamheid uitoefenen en die welke handelen als bijkantoren of agentschappen.

§ 2. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij alle ambachten en beroepen kunnen uitoefenen, die niet afzonderlijk in § 3 van dit artikel zijn genoemd, onder de voorwaarde, dat zij zich gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen met inbegrip van die welke betrekking hebben op de bescherming van de nationale arbeidsmarkt.

Het is wel te verstaan, dat de toepassing van de wetten en verordeningen betreffende de bescherming van de nationale arbeidsmarkt, geen beletsel zal vormen voor de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de andere Partij, om naar hun keuze personen in dienst te nemen voor het vervullen van leidende functies.

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2 van dit artikel hebben geen betrekking op de uitoefening op het grondgebied van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen van de hierachter opgesomde beroepen, ambachten en takken van nijverheid en handel :

- a) De openbare ambten, beroepen en betrekkingen, met inbegrip van het beroep van notaris, procureur en deurwaarder ;
- b) De beroepen van advocaat en wisselagent ;
- c) De colportage en ambulante beroepen ;
- d) De vischvangst in de binnen- en territoriale wateren, de kustvaart, het loodswezen in het algemeen en de inwendige havendienst.

§ 4. De bepalingen van dit artikel brengen in geen enkel opzicht wijziging in de in elk land geldende wettelijke bepalingen met betrekking tot de bemanning van zeeschepen of binnenvaartuigen, varende onder nationale vlag, en van in dat land ingeschreven luchtvaartuigen.

Article 3.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, qu'ils se trouvent ou non sur le territoire de l'autre Partie, pourront y procéder à toutes transactions commerciales et faire toute publicité ou réclame à cet effet, dans les mêmes conditions que les nationaux. Pourvu qu'ils se conforment, pour leurs opérations, aux lois et règlements du pays, ils n'y seront soumis à aucune condition, licence, permission ou exigence autre ou plus onéreuse que celles auxquelles, pour les mêmes opérations, sont ou pourront être soumis les ressortissants du pays.

§ 2. Les dispositions du § 1 du présent article s'entendent sous réserve des conditions particulières que chacune des Hautes Parties contractantes pourrait instituer pour les marchés par adjudication passés par des services publics.

§ 3. Si, par le jeu de la législation d'une des Hautes Parties contractantes, l'octroi sur le territoire de celle-ci, des licences, autorisations ou permis destinés à assurer le contrôle des importations ou exportations, est subordonné, en droit ou en fait, à des conditions d'établissement, de résidence et d'inscription applicables aux nationaux, ces mêmes conditions seront également applicables aux ressortissants de l'autre Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas empêchés de participer, sur le territoire de l'autre Partie, conformément aux lois et prescriptions de celle-ci, en qualité d'exposants, vendeurs ou acheteurs, et dans les mêmes conditions que les nationaux, aux marchés et foires publics qui ne seraient pas expressément réservés aux nationaux ou, à raison de la nature des marchandises exposées, aux nationaux et aux ressortissants de certains au res Etats.

Article 5.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, sur le territoire de l'autre Partie, et sous réserve, le cas échéant, de la présentation d'une carte de légitimation, faire, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce à leur service, l'achat chez les négociants ou dans les locaux de vente ainsi que chez les producteurs, de marchandises faisant l'objet de leur trafic. Ils pourront recueillir des commandes chez les négociants et producteurs qui font le commerce ou emploient, dans leurs établissements, des marchandises de même nature que celles qui leur sont offertes. Pour aucune de ces opérations, ils n'auront besoin d'une autorisation spéciale et ne seront soumis, de leur chef, à aucune taxe ou redevance spéciale qui ne serait pas exigible des entreprises nationales et de leurs représentants, à condition, toutefois, qu'ils n'emportent avec eux que des échantillons et non des marchandises destinées à la vente.

§ 2. Pour l'application des dispositions du présent article, les Hautes Parties contractantes se conformeront aux dispositions de l'article 10 de la Convention de Genève, du 3 novembre 1923, relative aux cartes de légitimation des voyageurs de commerce et au régime d'admission des échantillons.

§ 3. Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux industries ambulantes, ni au colportage, ni à la recherche des commandes ou aux achats chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie, chacune des Hautes Parties contractantes réservant, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

Article 6.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les droits patrimoniaux,

Artikel 3.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die zich al of niet op het grondgebied van de andere Partij bevinden, zullen zich aldaar onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Partij kunnen bezighouden met alle handelstransacties en ter zake elke publiciteit kunnen geven of reclame maken. Mits zij zich bij hun verrichtingen gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen, zullen zij aldaar aan geen enkele andere of zwaardere voorwaarde, vergunning, verlof of eisch worden onderworpen dan aan die, waaraan de onderdanen van het land voor dezelfde verrichtingen zijn of kunnen worden onderworpen.

§ 2. De bepalingen van § 1 van dit artikel moeten worden verstaan te gelden onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden, die ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen mocht stellen bij de aanbestedingen uitgeschreven door openbare diensten.

§ 3. Indien, krachtens de wetgeving van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, het verleenen op haar grondgebied van vergunning, machtiging of verlof, bestemd om het toezicht op den in- of uitvoer te verzekeren, in rechte of in feite afhankelijk is van vestigings-, verblijfs- of inschrijvingsvoorwaarden, van toepassing op de eigen onderdanen, zullen deze zelfde voorwaarden gelijkelijk van toepassing zijn op de onderdanen van de andere Partij.

Artikel 4.

Aan de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal niet worden belet op het grondgebied van de andere partij, overeenkomstig de wetten en voorschriften van deze partij, op te treden als exposanten, verkoopers of koopers, noch onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen deel te nemen aan openbare markten en jaarbeurzen, die niet uitdrukkelijk slechts voor eigen onderdanen openstaan, of uit hoofde van den aard der tentoongestelde goederen slechts voor eigen onderdanen en die van bepaalde andere Staten openstaan.

Artikel 5.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grandgebied van de andere Partij, behoudens de overlegging, zoo noodig, van een legitimatiebewijs, hetzij zelf of door tusschenkomst van handelsreizigers in hun dienst, bij de handelaren, in de verkooplokalen of bij de voortbrengers, die goederen kunnen koopen, waarin zij handel drijven. Zij zullen bestellingen kunnen opnemen bij de handelaren en voortbrengers, die handelen in of in hun bedrijf gebruik maken van goederen van denzelfden aard als die welke hun worden aangeboden. Voor geen van deze verrichtingen zullen zij een bijzondere machtiging behoeven of ter zake onderworpen zijn aan eenige bijzondere belasting of geldelijke verplichting, die niet van de nationale ondernemingen en van haar vertegenwoordigers zal kunnen worden geeischt, mits zij slechts monsters en geen artikelen bestemd voor den verkoop met zich medenemen.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen zich richten naar de bepalingen van artikel 10 van het verdrag van Genève van 3 November 1923, betreffende de legitimatiebewijzen voor handelsreizigers en de regeling van de toelating van monsters.

§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de ambulante bedrijven, colportage of op het plaatsen van bestellingen of het doen van aankopen bij personen, die zich niet met handel of nijverheid bezighouden ; te dezer zake behoudt ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich de volledige vrijheid van haar wetgeving voor.

Artikel 6.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij dezelfde behandeling als de eigen onderdanen genieten voor wat betreft rechten

le droit d'acquérir, de posséder ou d'affermier des biens meubles ou immeubles, ainsi que d'en disposer soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

§ 2. Chacune des Hautes Parties contractantes reconnaît aux ressortissants de l'autre Partie, dans les mêmes conditions qu'à ses nationaux, la liberté d'exporter les objets mobiliers leur appartenant, ainsi que le produit de la vente de leurs biens tant meubles qu'immeubles. Il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de subordonner cette exportation au paiement préalable des impôts ou taxes auxquels les biens en question sont soumis. Toutefois, lesdits biens ou les sommes provenant de leur vente ne pourront être frappés d'aucune taxe spéciale en raison de cette exportation.

§ 3. Dans le cas de déménagement du propriétaire, ou dans le cas de vente de biens meubles ou immeubles provenant d'héritage, il est entendu que la réglementation éventuelle relative aux devises ne pourra faire obstacle à la libre exportation du produit de la vente de ces biens.

§ 4. Les dispositions du présent article ne font point obstacle à la faculté, que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, de subordonner, dans certaines régions, à une autorisation préalable, l'acquisition ou l'occupation, par des ressortissants de l'autre Partie, de biens immeubles, en se fondant sur la sécurité de l'Etat.

L'acquéreur par héritage, de biens immeubles situés dans lesdites régions, pourra, pour le même motif, être tenu de les mettre en vente dans un délai raisonnable.

§ 5. Dans les cas exceptionnels, tels notamment que les crises monétaires, où l'acquisition, par des étrangers, d'immeubles ou de valeurs mobilières, tend à l'accaparement des ressources vitales du pays ou risque de compromettre celles-ci, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'interdire cette acquisition. Toutefois, elle ne pourra faire usage de cette faculté que si aucune mesure respectant le principe d'égalité entre les ressortissants des deux pays ne peut sauvegarder efficacement ses intérêts. Cette interdiction ne restera en vigueur qu'autant que subsisteront les raisons qui l'ont motivée.

§ 6. Nonobstant les dispositions du présent article, il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'imposer toutes restrictions qu'elle jugera utiles en ce qui concerne l'acquisition de navires ou bateaux battant pavillon national, ou d'aéronefs immatriculés dans le pays, ou de parts de propriété de tels navires ou aéronefs.

Article 7.

§ 1. Pour la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs droits et de leurs intérêts, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités, dans le territoire de l'autre Partie, à l'égal des nationaux.

§ 2. En conséquence, ils auront libre et facile accès aux tribunaux comme demandeurs ou défendeurs, et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Ils auront également le droit de comparaître devant les autorités administratives compétentes et de recourir à leur intervention pour la sauvegarde de leurs droits et de leurs intérêts, dans tous les cas où les nationaux en ont la faculté. Ils pourront choisir, pour la défense de leurs intérêts, devant tous les tribunaux et toutes les juridictions ou autorités administratives, les avocats, avoués, notaires et autres personnes autorisées par les lois nationales du pays.

§ 3. Les matières judiciaires réglées par des conventions ou traités spéciaux en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, notamment par la Convention¹ de La Haye, du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, restent exclusivement soumises à ces conventions ou traités. Il est bien

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

ten aanzien van erfgoed, het recht om roerende of onroerende goederen te verwerven, te bezitten of te huren, zoowel als om daarover te beschikken om niet of onder bezwarenden titel.

§ 2. Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen verleent den onderdanen van de andere Partij, onder dezelfde voorwaarden als aan haar eigen onderdanen, de vrijheid om de hun toebehoorende roerende goederen, alsmede de opbrengst van den verkoop van hun roerende of onroerende goederen uit te voeren. Het is wel te verstaan, dat ieder van de Hooge Verdragsluitende Partijen het recht heeft dezen uitvoer afhankelijk te stellen van een daaraan voorafgaande betaling van de heffingen of belastingen, waaraan de onderhavige goederen onderworpen zijn. Genoemde goederen of bedragen afkomstig van den verkoop daarvan zullen echter niet kunnen worden belast met eenige bijzondere belasting uit hoofde van dezen uitvoer.

§ 3. Het is wel te verstaan, dat in geval van verhuizing van den eigenaar of in geval van verkoop van roerende of onroerende goederen, afkomstig van een nalatenschap, een eventueele regeling van het geldverkeer geen beletsel zal kunnun vormen voor den vrijen uitvoer van de opbrengst van den verkoop van deze goederen.

§ 4. De bepalingen van dit artikel vormen geen beletsel voor de bevoegdheid, die ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich voorbehoudt om, met het oog op de veiligheid van den Staat, in bepaalde streken het verkrijgen of het in bezit nemen van onroerende goederen door onderdanen van de andere Partij afhankelijk te stellen van een voorafgaande machtiging.

Hij, die door vererving onroerende goederen verkrijgt die in genoemde streken gelegen zijn, zal om dezelfde reden verplicht kunnen worden deze binnen redelijken tijd te verkoopen.

§ 5. In uitzonderingsgevallen — bijzonderlijk in geval van crisis van het muntwezen — waarin het verkrijgen van onroerende goederen of roerende zaken en waarden door vreemdelingen zou kunnen leiden tot bemachtiging van vitale hulpbronnen van het land of zou dreigen deze hulpbronnen in gevaar te brengen, zal ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen de bevoegdheid hebben deze verkrijging te verhinderen. Zij zal echter van deze bevoegdheid slechts gebruik kunnen maken, indien geen enkele maatregel, die het beginsel van gelijkheid tusschen de onderdanen van de twee landen eerbiedigt, haar belangen voldoende kan beschermen. Dit verbod zal slechts van kracht zijn zoolang de oorzaken, die hiertoe hebben geleid, blijven bestaan.

§ 6. Het is wel te verstaan dat, niettegenstaande de bepalingen van dit artikel, ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen het recht zal hebben alle beperkingen op te leggen, die zij noodzakelijk oordeelt ten aanzien van de verwerving van zeeschepen of binnenvaartuigen, varende onder nationale vlag, van luchtvaartuigen, in het eigen land ingeschreven, of van aandeelen in den eigendom van dergelijke schepen of luchtvaartuigen.

Artikel 7.

§ 1. Ten aanzien van de wettelijke en gerechtelijke bescherming van hun persoon, bezittingen, rechten en belangen zullen de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij zooals de eigen onderdanen worden behandeld.

§ 2. Bijgevolg hebben zij als eischer of gedaagde vrijen en gemakkelijken toegang tot de gerechten en kunnen zij onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen in rechte optreden. Zij hebben eveneens het recht voor de bevoegde administratieve overheden te verschijnen en haar bemiddeling in te roepen voor de bescherming van hun rechten en belangen in ieder geval waarin de eigen onderdanen bevoegd zijn zulks te doen. Zij kunnen voor de verdediging van hun belangen voor alle gerechten, administratieve gerechtelijke instanties of overheden, de advocaten, procureurs, notarissen en andere personen kiezen, die volgens de nationale wetten van het land gerechtigd zijn op te treden.

§ 3. De onderwerpen van gerechtelijken aard, die geregeld zijn door bijzondere tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen geldende conventies of verdragen, met name door het Haagsche verdrag¹ van 17 Juli 1905, betreffende de burgerlijke rechtsvordering, blijven uitdrukkelijk

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

entendu que, même dans le cas où ces conventions ou traités seraient dénoncés, la présente convention ne serait pas applicable en ces matières.

§ 4. Le droit reconnu aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes de comparaître devant les autorités administratives compétentes de l'autre Partie, afin d'y sauvegarder leurs droits ou intérêts, conformément aux lois en vigueur dans le territoire en question, comporte la faculté de comparaître devant les autorités douanières et de procéder personnellement au dédouanement de leurs marchandises, dans les mêmes conditions que les nationaux, et sans être soumis, en raison de leur qualité d'étrangers, à des formalités ou prescriptions autres ou plus onéreuses que les nationaux.

Article 8.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de toute fonction judiciaire ou administrative quelconque.

§ 2. Ils seront de même exempts, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, aussi bien dans l'armée de terre, la marine ou les forces aériennes, que dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes prestations de service obligatoires se rapportant soit directement, soit indirectement, à la défense nationale, et exigées à titre personnel. Il en sera de même pour les prestations en argent ou en nature qui seront imposées en remplacement de ces prestations.

§ 3. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, toutefois, soumis aux charges afférentes à la propriété de biens fonciers et de biens mobiliers, ainsi qu'au cantonnement forcé et autres prestations ou réquisitions militaires particulières, auxquelles peuvent être soumis, en vertu de dispositions légales, les ressortissants du pays, en qualité de possesseurs ou propriétaires d'immeubles, de biens fonciers ou de biens mobiliers. En aucun cas, l'une des charges ci-dessus visées ne pourra être exigée par l'une des Hautes Parties contractantes qui ne l'exigerait pas également de ses nationaux.

§ 4. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens que pour cause d'utilité publique et suivant la procédure prévue par la législation locale en vigueur en ce qui concerne les nationaux.

§ 5. Chacune des Hautes Parties contractantes devra accorder aux ressortissants de l'autre Partie, en ce qui concerne le dédommagement pour les prestations, réquisitions, expropriations ou privations temporaires, visées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accordera à ses propres nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

§ 6. Les dispositions du § 3 du présent article ne concernent pas les navires et leurs cargaisons.

Article 9.

En matière d'impôts et de taxes de toute sorte, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux se trouvant dans des situations identiques.

Article 10.

§ 1. Les sociétés par actions, ainsi que les autres sociétés civiles, commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies d'assurances, les compagnies de navigation et les autres

onderworpen aan deze conventies of verdragen. Het is wel te verstaan, dat zelfs ingeval deze conventies of verdragen mochten worden opgezegd, het onderhavige verdrag niet op deze onderwerpen van toepassing zou zijn.

§ 4. Het aan de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen verleende recht om voor de bevoegde administratieve overheden van de andere Partij te verschijnen, ten einde op te komen voor hun rechten en belangen, overeenkomstig de op het betrokken grondgebied geldende wetten, houdt de bevoegdheid in voor de douaneautoriteiten te verschijnen en persoonlijk tot de inkleding van hun goederen over te gaan, onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen, en zonder uit hoofde van hun vreemdelingschap onderworpen te zijn aan andere of meer bezwarende formaliteiten of voorschriften dan die welke ten aanzien van eigen onderdanen van toepassing zijn

Artikel 8.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij vrijgesteld zijn van alle rechterlijke of administratieve functies.

§ 2. Zij zullen eveneens, zoowel in vredes- als in oorlogstijd, op het grondgebied van de andere Partij vrijgesteld zijn van elken verplichten militairen dienst, zoowel bij de landmacht, de zeemacht of de luchtmachtkrachten als bij de nationale garde of de militia, alsmede van alle verplichte diensten, die, direct of indirect, verband houden met de landverdediging en van den persoon geëischt worden. Hetzelfde zal gelden voor de lasten in geld of natura, die zullen worden opgelegd in plaats van deze diensten.

§ 3. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen echter zijn onderworpen aan de lasten, die verbonden zijn aan den eigendom van den bodem en van roerende goederen, evenals aan verplichte inkwartiering en andere bijzondere verplichtingen of vorderingen van militairen aard, waaraan uit hoofde van wettelijke bepalingen de onderdanen van het eigen land in hun hoedanigheid van bezitters of eigenaars van gebouwde of ongebouwde onroerende goederen, dan wel roerende goederen, zijn onderworpen. In geen geval zal een der bovenbedoelde lasten door een der Hooge Verdragsluitende Partijen kunnen worden geëischt, wanneer deze niet eveneens van haar eigen onderdanen wordt gevorderd.

§ 4. De bezittingen van de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij niet kunnen worden onteigend en aan deze onderdanen kan het genot van hun bezittingen zelfs niet tijdelijk worden ontnomen, anders dan om redenen van openbaar belang en volgens de procedure voorzien in de ter plaatse voor eigen onderdanen geldende wetgeving.

§ 5. Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal aan de onderdanen van de andere Partij met betrekking tot de schadeloosstelling voor verplichtingen, vorderingen, onteigeningen of tijdelijke ontneming van genot, bedoeld in de vorenstaande §§ 3 en 4, een behandeling moeten toestaan die niet ongunstiger zal zijn dan die welke zij aan haar eigen onderdanen of aan onderdanen van de meestbegunstigde natie toestaat.

§ 6. De bepalingen van § 3 van dit artikel betreffen niet zeeschepen en hun ladingen.

Artikel 9.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen ter zake van alle soorten belastingen en heffingen, evenals van alle andere lasten van fiscaal aard, ongeacht voor wiens rekening deze worden geheven, op het grondgebied van de andere Partij in alle opzichten dezelfde behandeling ondervinden en bij de fiscale overheden en gerechtelijke instanties dezelfde bescherming genieten als eigen onderdanen, die in gelijke gevallen verkeerden.

Artikel 10.

§ 1. De vennootschappen op aandelen, evenals de andere vennootschappen, hetzij burgerlijke vennootschappen dan wel vennootschappen op het gebied van handel, nijverheid of geldwezen,

compagnies de transport, ainsi que les compagnies assurant les communications, régulièrement constituées, conformément à la législation d'une des Hautes Parties contractantes, et ayant leur siège social sur le territoire de celle-ci, seront légalement reconnues comme telles sur le territoire de l'autre Partie, et y auront la capacité d'ester en justice, sous réserve que rien, dans leur constitution ou dans leur objet, ne soit contraire à l'ordre public dans ce dernier pays.

§ 2. La légalité de la constitution des sociétés visées au § 1 du présent article, ainsi que de leurs succursales et agences, et leur capacité d'ester en justice, seront déterminées d'après la loi du pays où ces sociétés ont été constituées.

§ 3. L'activité des sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire de succursales ou agences, sera soumise aux lois et règlements de cette dernière.

§ 4. Si l'une des Hautes Parties contractantes soumettait à une autorisation préalable l'activité des sociétés étrangères sur son territoire, l'octroi de cette autorisation ne pourrait, en ce qui concerne les sociétés de l'autre Partie, être subordonné à des modalités autres que celles imposées, dans des conditions analogues, aux sociétés de la nation étrangère la plus favorisée.

§ 5. Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en matière judiciaire de même qu'en ce qui concerne la possession, l'acquisition, l'occupation, la location et l'aliénation des biens meubles ou immeubles, du traitement prévu, pour les personnes physiques, aux articles 6, 7 et 8 de la présente convention. Ces sociétés pourront acquérir les immeubles ou biens-fonds nécessaires à leur fonctionnement, l'acquisition d'immeubles ou de biens-fonds ne pouvant, toutefois, constituer l'objet même de leur activité.

§ 6. Les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes qui ont, sur le territoire de celle-ci, leur domicile fiscal, ainsi que leurs succursales et agences, ne seront pas soumises, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les impôts directs, à une charge fiscale plus élevée que celle qui est supportée, suivant le cas, par les sociétés nationales dans des situations identiques.

§ 7. Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, en toutes matières non visées dans le présent article, du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

SECTION II

TRAVAIL.

Article II.

§ 1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas mettre obstacle à la sortie de leurs ressortissants respectifs, désireux de se rendre de l'un des deux pays dans l'autre, pour y travailler ; elles donneront, à cet effet, toutes facilités administratives à ces travailleurs et à leurs familles.

§ 2. Dans les conditions énoncées aux articles 1 et 2 de la section I de la présente convention, les travailleurs ressortissants de l'un des deux pays seront admis à prendre du travail sur le territoire de l'autre pays.

met inbegrip van verzekeringsmaatschappijen, scheepvaart- en andere transportmaatschappijen, alsmede die welke het verkeer onderhouden opgericht overeenkomstig de wetgeving van een der Hooge Verdragsluitende Partijen en haar zetel hebbende op het grondgebied van deze Partij, zullen op het grondgebied van de andere Partij als wettig bestaande worden erkend en zullen daar te lande de bevoegdheid hebben in rechte op te treden, onder voorbehoud dat haar oprichting of doel op geenerlei wijze in strijd zij met de openbare orde in laatstbedoeld land.

§ 2. De wettigheid van de oprichting van de in § 1 van dit artikel bedoelde vennootschappen, evenals van haar bijkantoren en agentschappen, en haar bevoegdheid om in rechte op te treden, zullen worden bepaald naar de wet van het land, waar de vennootschappen zijn opgericht.

§ 3. De werkzaamheid van de vennootschappen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal voor zoover zij, op het grondgebied van de andere Partij, hetzij direct dan wel indirect door tusschenkomst van bijkantoren of agentschappen, plaats heeft, onderworpen zijn aan de wetten en verordeningen van deze laatste Partij.

§ 4. Indien een der Hooge Verdragsluitende Partijen de werkzaamheid op baar gebied van vreemde vennootschappen afhankelijk stelt van een voorafgaande machtiging, dan zal het verkrijgen van deze machtiging wat betreft de vennootschappen van de andere Partij niet onderworpen kunnen zijn aan andere voorwaarden dan die welke onder soortgelijke omstandigheden gesteld worden aan vennootschappen van de meestbegunstigde natie.

§ 5. De vennootschappen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in aangelegenheden van gerechtelijken aard en in die betreffende het bezit, de verwerving, het in bezit nemen, huren en vervreemden van roerende of onroerende goederen de behandeling genieten, die voor natuurlijke personen is vastgelegd in de artikelen 6, 7 en 8 van dit Verdrag. Deze vennootschappen zullen de voor haar werking benodigde gebouwe of ongebouwe onroerende goederen kunnen verwerven; de verwerving van zulke goederen zal echter niet het doel van haar bedrijf kunnen uitmaken.

§ 6. De vennootschappen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die op het grondgebied van deze Partij haar fiscale woonplaats hebben, evenals haar bijkantoren en agentschappen, zullen op het grondgebied van de andere Partij, voor zoover het de directe belastingen betreft, niet onderworpen worden aan een hoogere belasting dan die welke eventueel door de nationale vennootschappen, die in gelijke omstandigheden verkeerden, wordt gedragen.

§ 7. De vennootschappen van een der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in alle aangelegenheden, die in dit artikel niet genoemd worden, dezelfde behandeling genieten als die welke aan vennootschappen van de meestbegunstigde natie wordt toegestaan.

ADEELING II.

ARBEID.

Artikel II.

§ 1. De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich het vertrek harer wederzijdsche onderdanen, die zich van het eene naar het andere land wenschen te begeven om aldaar arbeid te verrichten, niet te zullen verhinderen; zij zullen, te dien einde, aan deze arbeiders en hun gezinnen alle noodige ambtelijke faciliteiten verlenen.

§ 2. Onder de voorwaarden, vermeld in de artikelen 1 en 2 van afdeling I van dit verdrag zal aan de arbeiders, die onderdanen zijn van een van beide landen, worden toegestaan arbeid te aanvaarden op het grondgebied van het andere land.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra prendre les mesures nécessaires pour assurer aux travailleurs immigrés, à travail égal, un salaire égal à celui des nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, ou, à défaut d'ouvriers nationaux de la même catégorie employés dans la même entreprise, le salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région.

Article 13.

§ 1. Les travailleurs de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays, pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence.

§ 2. Toutes les réclamations des travailleurs de l'une des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par les employeurs sur le territoire de l'autre Partie, ou les difficultés de toute nature, lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, seront adressées ou transmises soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires, aux autorités compétentes de cette dernière Partie ; l'administration qualifiée de celle-ci procédera aux enquêtes nécessaires et aura seule qualité pour intervenir.

Article 14.

§ 1. Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants et aux ouvriers frontaliers venant individuellement et spontanément chercher du travail, la Haute Partie contractante intéressée en avvertirait immédiatement, par voie diplomatique, l'autre Partie, afin de mettre celle-ci à même de faire le nécessaire.

§ 2. Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes jugerait nécessaire d'appliquer des mesures restrictives aux travailleurs en cause, elle s'engage à n'appliquer ces mesures aux ressortissants de l'autre Partie qu'après avoir ouvert avec cette dernière des négociations tendant à limiter autant que possible le préjudice qui pourrait résulter desdites mesures.

Article 15.

Sous les réserves prévues aux §§ 4 et 5 de l'article 6 de la section I de la présente convention, les travailleurs de l'une des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, les mêmes droits et avantages que les nationaux, en ce qui concerne l'acquisition, la possession, l'affermage et la disposition, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens immeubles et notamment de la petite propriété rurale et urbaine. Toutefois, ils ne pourront bénéficier des primes ou avantages qui seraient accordés, sur ledit territoire, aux constructeurs et acheteurs d'habitations à bon marché.

Article 16.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, des subventions aux caisses mutuelles de secours contre le chômage, des secours publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail, dans les mêmes conditions que les nationaux.

Artikel 12.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal de vereischte maatregelen kunnen treffen ten einde aan de geïmmigreerde arbeiders, bij gelijken arbeid, een loon te verzekeren, gelijk aan dat der eigen arbeiders van dezelfde categorie, die in dezelfde onderneming werkzaam zijn, of, bij ontstentenis van eigen arbeiders van dezelfde categorie werkzaam in dezelfde onderneming, het normale en gebruikelijke loon der arbeiders van dezelfde categorie in dezelfde streek.

Artikel 13.

§ 1. De arbeiders van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij dezelfde bescherming genieten als die welke de wetgeving en de gebruiken van het land ten aanzien van arbeids- en bestaansvoorwaarden verleenen aan de eigen onderdanen.

§ 2. Alle klachten der arbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de hun door de werkgevers op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij toegekende arbeids- en bestaansvoorwaarden, alsmede moeilijkheden van welken aard ook, die de tusschenkomst van het openbare gezag vereischen, zullen hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst der diplomatieke of consulaire ambtenaren worden medegedeeld of overgebracht aan de overheden van laatsgenoemde Verdragsluitende Partij; de bevoegde overheid van deze laatste zal tot het vereischte onderzoek overgaan en bij uitsluiting bevoegd zijn tusschen beide te komen.

Artikel 14.

§ 1. Ingeval de stand der arbeidsmarkt in zekere tijden, in zekere streken of voor zekere beroepen het den emigranten of grensarbeiders, die afzonderlijk en uit eigen beweging arbeid komen zoeken, niet mogelijk mocht maken werkgelegenheid te vinden, zal de betrokken Hooge Verdragsluitende Partij daarmede terstond langs diplomatieken weg de andere Verdragsluitende Partij in kennis stellen, ten einde deze gelegenheid te geven het noodige te verrichten.

§ 2. Ingeval een der Hooge Verdragsluitende Partijen het noodig mocht achten op de betrokken arbeiders beperkende maatregelen toe te passen, verbindt zij zich deze maatregelen op de onderdanen der andere Verdragsluitende Partij niet toe te passen, dan na met deze laatste onderhandelingen te hebben geopend, ten doel hebbende om het nadeel, dat uit bedoelde maatregelen mocht kunnen voortvloeien zooveel mogelijk te beperken.

Artikel 15.

Onder voorbehoud van het bepaalde in de §§ 4 en 5 van artikel 6 der eerste afdeling van dit verdrag, zullen de arbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij dezelfde rechten en voorrechten genieten als de eigen onderdanen ten aanzien van de verwerving, het bezit, het pachten en de verpachting van onroerende goederen, in het bijzonder wat betreft het kleine landelijke of stedelijke bezit, alsmede de beschikking daarover om niet of tegen vergoeding. Zij zullen evenwel niet kunnen genieten van de premiën of voordeelen, die op dat grondgebied mochten worden toegekend aan de bouwers en koopers van goedkope woningen.

Artikel 16.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere de voordeelen genieten van subsidies aan onderlinge werkloozenkassen, van openbare werkloozen ondersteuning en van openbare werkverschaffing onder dezelfde voorwaarden als de eigen onderdanen.

Article 17.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays, en tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Article 18.

§ 1. Les travailleurs frontaliers nationaux des deux pays, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles, sis dans un des deux pays, tout en conservant leur domicile dans l'autre, où ils rentrent chaque jour ou chaque semaine, sont soumis aux formalités mentionnées ci-après :

A. Le travailleur frontalier devra se munir, auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci sur le vu :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs ;

2° D'un certificat du chef de l'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat devant être visé par le Fonds intercommunal de chômage belge compétent s'il s'agit d'un établissement situé en Belgique, et par la Bourse du travail néerlandaise compétente s'il s'agit d'un établissement situé dans les Pays-Bas.

B. Le travailleur frontalier devra faire ensuite viser sa carte d'identité, dans les huit jours, suivant le cas, par ledit Fonds intercommunal de chômage ou par ladite Bourse du travail.

§ 2. La carte d'identité délivrée en vertu de la présente convention sera valable pour deux ans.

Article 19.

§ 1. Les cartes des travailleurs frontaliers seront délivrées et visées gratuitement.

§ 2. Les cartes des travailleurs frontaliers de l'une des Hautes Parties contractantes qui justifieront par un certificat de leur employeur qu'ils étaient occupés, au moment de la signature de la présente convention, dans un établissement industriel, commercial ou agricole, établi sur le territoire de l'autre Partie, seront visées de droit.

Article 20.

§ 1. En cas de délit commis par le porteur d'une carte de travailleur frontalier, les administrations compétentes de l'une ou de l'autre Haute Partie contractante lui retireront ladite carte.

§ 2. Les cartes retirées seront renvoyées à la Partie qui les a délivrées, en indiquant le motif du retrait.

Article 21.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention, qui nécessitent la coopération de leurs services. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquelles les services correspondront directement entre eux.

Artikel 17.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere gelijke behandeling als de eigen onderdanen genieten voor alles wat betreft de toepassing der wetgeving regelende de arbeidsvoorwaarden, de hygiëne en de veiligheid der arbeiders.

Artikel 18.

§ 1. De grensarbeiders van beide landen, te weten zij, die arbeiden in nijverheids-, handels- of landbouwondernemingen, die in een der beide landen gelegen zijn, terwijl zij hun domicilie behouden in het andere land, waarheen zij dagelijks of wekelijks terugkeeren, zijn aan de navolgende formaliteiten onderworpen :

A. De grensarbeider moet zich bij den burgemeester der gemeente, waar hij domicilie heeft, voorzien van een identiteitskaart, welke hem zal worden afgegeven op vertoon van :

1^o een bewijs van goed zedelijk en maatschappelijk gedrag :

2^o een verklaring van het hoofd der onderneming, welke hem in dienst heeft of zich verbindt hem in dienst te nemen, welke verklaring moet zijn gevisceerd door het bevoegde Belgische Intercommunaal Werkloozenfonds, indien het een in België gelegen onderneming betreft, en door de bevoegde Nederlandsche arbeidsbeurs, indien het een in Nederland gelegen onderneming betreft.

B. De grensarbeider moet vervolgens zijn identiteitskaart binnen acht dagen doen viseeren, al naar het geval zich voordoet, door genoemd Intercommunaal Werkloozenfonds of door genoemde arbeidsbeurs.

§ 2. De op grond van dit verdrag afgegeven identiteitskaarten zullen een geldigheidsduur hebben van twee jaren.

Artikel 19.

§ 1. De identiteitskaarten der grensarbeiders zullen kosteloos worden afgegeven en gevisceerd.

§ 2. De identiteitskaarten der grensarbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen die door een verklaring van hun werkgever aantoonen, dat zij op het oogenblik der onderteekening van het onderhavige verdrag werkzaam waren in een op het grondgebied der andere Partij gevestigde nijverheids-, handels- of landbouwonderneming, zullen zonder meer worden gevisceerd.

Artikel 20.

§ 1. Indien de houder van een identiteitskaart voor grensarbeiders een misdrijf pleegt, zullen de bevoegde overheden van de eene of de andere Hooge Verdragsluitende Partij de kaart intrekken.

§ 2. De ingetrokken kaarten zullen worden teruggezonden aan de Regeering, die deze heeft afgegeven, onder vermelding van de reden der intrekking.

Artikel 21.

De bevoegde administraties der beide landen zullen in gemeenschappelijk overleg de ondergeschikte administratieve maatregelen vaststellen, die noodig zijn voor de uitvoering der bepalingen van dit verdrag en die samenwerking van haar diensten vereischen. Zij zullen eveneens de gevallen vaststellen waarin en de voorwaarden waaronder deze diensten rechtstreeks met elkander briefwisseling zullen voeren.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES COMMUNES AUX DEUX PREMIÈRES SECTIONS.

Article 22.

Le bénéfice des faveurs que l'une des Hautes Parties contractantes aurait accordées ou accorderait à un pays tiers, en vertu d'une union économique, ne pourra être réclamé par l'autre Partie du chef de la présente convention.

Article 23.

La présente convention ne s'appliquera qu'aux territoires européens des Hautes Parties contractantes.

Article 24.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 25.

La présente convention est rédigée en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications.

Elle pourra être dénoncée à toute époque, moyennant un préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Genève, le 20 février 1933.

(L. S.) Paul HYMANS.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

AFDEELING III.

VERSCHILLENDE VOOR BEIDE VOORGAANDE AFDEELINGEN GELDENDE BEPALINGEN.

Artikel 22.

Het genot van de voordeelen, die een der Hooge Verdragsluitende Partijen op grond van een economische unie aan een derde land heeft verleend of mocht verleenen, zal door de andere Partij niet uit hoofde van dit verdrag kunnen worden gevorderd.

Artikel 23.

Dit verdrag zal slechts van toepassing zijn op de grondgebieden van de Hooge Verdragsluitende Partijen in Europa.

Artikel 24.

Elk geschil betreffende de uitlegging, de toepassing of de uitvoering van dit verdrag, dat door de Hooge Verdragsluitende Partijen niet langs diplomatieken weg kon worden opgelost, zal aan het Permanente Hof van Internationale Justitie worden onderworpen.

Artikel 25.

Dit verdrag is opgesteld in de Fransche en in de Nederlandsche taal ; beide teksten zijn authentiek. Het zal worden betrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden dertig dagen na de uitwisseling dier oorkonden.

Het zal, met inachtneming van een termijn van een jaar, op elk tijdstip kunnen worden opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en er hun zegels aan hebben gehecht.

Gedaan te Genève, in twee exemplaren, 20 Februari 1933.

(L. S.) Paul HYMANS.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à l'échange des ratifications sur la présente convention d'établissement et de travail, les représentants soussignés de la Belgique et des Pays-Bas déclarent, au nom de leurs gouvernements respectifs, que le principe de l'égalité des salaires énoncé à l'article 12 de ladite convention s'applique aussi bien aux travailleurs frontaliers qu'aux travailleurs résidents; ils reconnaissent au surplus, pour autant que de besoin, que l'ensemble des dispositions prévues aux articles 11, 13, 14 et 17 de ladite convention, doivent s'appliquer indifféremment à ces deux catégories d'ouvriers.

Fait en double à Bruxelles, le 7 janvier 1936.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
(L. S.) (S.) VAN ZEELAND.*

*Le Chargé d'Affaires
des Pays-Bas à Bruxelles,
(L. S.) (S.) W. F. VAN LENNEP.*

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Direction générale C,
2^e section, 5^e bureau,
N^o 76.600/41

BRUXELLES, le 7 janvier 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

A l'effet de préciser la portée de l'article 2, § 1^{er}, de la Convention belgo-néerlandaise d'établissement et de travail, signée à Genève le 20 février 1933 et dont l'échange des ratifications a eu lieu en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement belge est disposé à ne pas s'opposer à l'application aux ressortissants belges établis aux Pays-Bas des dispositions de la législation néerlandaise réglementant l'exercice indépendant de professions et d'industries par des étrangers.

En conséquence, les ressortissants belges pourront être astreints, comme tous autres étrangers, à solliciter aux Pays-Bas une autorisation préalable pour l'exercice de professions ou d'industries indépendantes.

J'ajoute que le Gouvernement belge estime que, à titre de réciprocité, les sujets néerlandais établis en Belgique pourront être soumis, dans les mêmes conditions, aux dispositions qui seraient prises en Belgique en vue de soumettre à réglementation l'exercice indépendant, dans le Royaume, d'une profession ou d'une industrie par les étrangers ressortissants de pays avec lesquels la Belgique n'est pas liée par un traité d'union économique.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
(S.) VAN ZEELAND.*

Monsieur le Jonkheer van Lennep,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Bruxelles.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS
A BRUXELLES.

N^o 8.

BRUXELLES, le 7 janvier 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour en vue de signaler que le Gouvernement belge ne s'opposerait pas à l'application aux ressortissants belges établis aux Pays-Bas des dispositions de la législation néerlandaise réglementant l'exercice indépendant de professions et d'industries par des étrangers.

En conséquence, les ressortissants belges pourront être astreints, comme tous autres étrangers, à solliciter aux Pays-Bas une autorisation préalable pour l'exercice de professions ou d'industries indépendantes.

J'ajoute que mon gouvernement se rallie à l'avis du Gouvernement belge suivant lequel, à titre de réciprocité, les sujets néerlandais établis en Belgique pourraient être soumis, dans les mêmes conditions, aux dispositions qui seraient prises en Belgique en vue de soumettre à réglementation l'exercice indépendant, dans le Royaume, d'une profession ou d'une industrie par des étrangers ressortissants de pays avec lesquels la Belgique n'est pas liée par un traité d'union économique.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(S.) W. F. VAN LENNEP.

Son Excellence Monsieur van Zeeland,
Premier Ministre,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3824. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS REGARDING ESTABLISHMENT AND LABOUR. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 20TH, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,

Being desirous of regulating the conditions of establishment and labour for Netherlands nationals in Belgium and Belgian nationals in the Netherlands, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Paul HYMANS, His Minister for Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

SECTION I.

ESTABLISHMENT.

Article 1.

§ 1. Nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right to enter the territory of the other Contracting Party, to establish themselves, move about, and select a place of residence therein, and to leave the territory, provided they observe the laws and regulations in force in the country, particularly as regards the police supervision of foreigners.

It is agreed that each of the High Contracting Parties reserves the right to withhold permission to enter or reside in its territory from any national of the other Party who may be deemed to be undesirable, either as regards the maintenance of order, public morals, public health or public security, or because he is without means of subsistence.

Furthermore, while sub-paragraph 1 of § 1 exempts nationals of the High Contracting Parties from the provisions of the laws and regulations restricting or prohibiting the right of unhindered departure as such, it shall not stand in the way of the application of ordinary general legislation, the effect of which may be to prevent departure in special cases.

§ 2. If, in conformity with the provisions of the laws and regulations regarding police supervision of foreigners, certain conditions or restrictions are laid down for the entry, stay, activities or establishment of a national of one of the High Contracting Parties within the territory of the other, such restrictions or conditions shall automatically cease to apply should the person

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

concerned continue to reside in this territory, and at latest after he has resided therein for five years without a break.

§ 3. It is agreed that even in the case of persons who benefit by the provisions of § 2 of the present Article, each High Contracting Party shall be entitled to avail itself, in respect of the nationals of the other Party, of the right of expulsion and the right to subject the said nationals to its police regulations, such as those concerning passports, identity cards, and declarations required for the purpose of supervising foreigners.

§ 4. The charges payable in connection with the various formalities referred to in § 3 of the present Article shall not exceed the charges payable by foreigners who are nationals of the nation most favoured in this respect.

Article 2.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be placed in the territory of the other Party on the same footing in every respect, both in law and in fact, as the nationals of that Party as regards the exercise of all commercial, industrial and financial activities and in general all activities of an economic nature, without any distinction in this respect between undertakings which are independent and undertakings which operate as branches or agencies.

§ 2. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be entitled to engage in every trade and occupation not especially mentioned in § 3 of this Article, in the territory of the other Party, provided that they comply with the laws and regulations in force in that country, including those relating to the protection of the national labour market.

It is agreed that the application of the laws and regulations relating to the protection of the national labour market shall not prevent nationals of either of the High Contracting Parties established in the territory of the other Party from engaging such persons as they may choose for posts of management.

§ 3. The provisions of § 1 and § 2 of this Article shall not apply to engagement in the territory of either High Contracting Party in the following occupations, trades, industries and branches of commerce :

- (a) Public functions, offices or employments, including the offices of notary, solicitor and bailiff ;
- (b) The functions of an advocate and the business of a stockbroker ;
- (c) Hawking and itinerant trades ;
- (d) Fishing in inland and territorial waters, the coasting trade, pilotage in general, and interior service in ports.

§ 4. The provisions of this Article shall not affect the legislative provisions in force in either country respecting the crews of vessels or boats flying the flag of that country and of aircraft registered in that country.

Article 3.

§ 1. The nationals of each High Contracting Party, whether within the territory of the other Party or not, may undertake any commercial transactions therein and engage in any publicity or advertising to that end in the same conditions as nationals. They shall not be subject, provided such operations are conducted in conformity with the laws and regulations of the country, to any conditions, to the obtaining of a licence or of permission, or to any requirement other or more onerous than those to which nationals of the country are or may hereafter be subject in respect of the same operations.

§ 2. It is agreed that the provisions of § 1 of the present Article shall be subject to any special conditions either High Contracting Party may lay down in respect of public contracts concluded by public services.

§ 3. Should the effect of the legislation of either High Contracting Party be such that the granting in its territory of licences, authorisations or permits to ensure the supervision of imports

or exports is subject, in law or in fact, to conditions in respect of establishment, residence and registration applicable to nationals of the country, the same conditions shall also apply to the nationals of the other Party.

Article 4.

The nationals of each High Contracting Party shall not be prevented from participating within the territory of the other Party and in conformity with the laws and regulations of that Party as exhibitors, vendors or purchasers, under the same conditions as nationals of the country, in such markets and fairs as are not expressly reserved for nationals of the country or, on account of the nature of the goods exhibited, for nationals of the country or nationals of certain other States.

Article 5.

§ 1. The nationals of each High Contracting Party may, in the territory of the other Party and subject if necessary to the production of an identity card, purchase, either in person or through commercial travellers in their employ, such goods as they trade in from wholesalers, at business premises, or from producers. They may solicit orders from wholesalers and producers who are engaged in trade or who employ in their establishments goods of the same nature as those offered to them. They shall not require a special authorisation for any of these transactions, nor shall they be subject in connection therewith to any charge or special duty not payable by national undertakings and their representatives, provided always that they carry with them samples only, and not goods intended for sale.

§ 2. The High Contracting Parties shall comply, as regards the application of the provisions of the present Article, with the provisions of Article 10 of the Geneva Convention of November 3rd, 1923, concerning identity cards for commercial travellers and the rules for the importation of samples.

§ 3. The provisions of the present Article shall not apply to itinerant trading, hawking, canvassing for orders, or purchases from persons not engaged in trade or industry, each High Contracting Party reserving to itself entire freedom to enact such legislation as it thinks fit in this respect.

Article 6.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other Party, the same treatment as nationals in so far as concerns the right of succession, the right to acquire, possess or rent movable and immovable property and the right to dispose thereof, either by gift or for payment.

§ 2. Each of the High Contracting Parties shall permit the nationals of the other Party to export such movable objects as belong to them, together with the proceeds of the sale of their property, both movable and immovable, in the same conditions as nationals of the country. It is agreed that each of the High Contracting Parties shall have the right to make such export conditional upon the payment beforehand of the taxes or charges to which the property in question is subject. Nevertheless, no special tax may be levied on the said property or the proceeds of the sale thereof on account of its export.

§ 3. It is agreed that in the event of the departure of the owner or the sale of inherited movable or immovable property no foreign exchange regulations subsequently laid down shall stand in the way of the free exportation of the proceeds of the sale of such property.

§ 4. Notwithstanding the provisions of the present Article, each High Contracting Party reserves the right, in the interests of the safety of the State, to require nationals of the other Party to obtain permission in advance to acquire or occupy immovable property in certain districts.

Persons inheriting immovable property situated in the said districts may be required, on the same ground, to sell it within a reasonable period.

§ 5. In exceptional cases, such in particular as monetary crises, when the acquisition by foreigners of immovable property or transferable securities would lead to the taking over or jeopardising of vital resources of the country, each High Contracting Party shall have the right to prohibit such acquisition. Nevertheless, it shall only avail itself of this right provided the interests of the country cannot be safeguarded effectively by measures placing the nationals of both countries on a footing of equality. This prohibition shall only remain in force for such time as the reasons for which it was imposed continue to exist.

§ 6. Notwithstanding the provisions of the present Article, it is agreed that each of the High Contracting Parties shall have the right to impose such restrictions as it may think fit in respect of the acquisition of ships or boats flying the national flag, or aeroplanes registered in the country, or of shares in the ownership of such vessels or aeroplanes.

Article 7.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be treated in the territory of the other Party on the same footing as nationals of the country in respect of the legal and judicial protection of their persons, property, rights and interests.

§ 2. Accordingly, they shall have free and unhindered access to the courts, both as plaintiffs and defendants, and shall have the right to go to law in the same conditions as nationals of the country. They shall also have the right to appear before the competent administrative authorities and to have recourse to the said authorities for the safeguarding of their rights and interests in all cases in which nationals of the country enjoy such a right. They may choose, for the defence of their interests before the courts and before all judicial and administrative authorities, counsel, attorneys, notaries and other persons authorised by the national laws of the country.

§ 3. Judicial matters settled by special conventions or treaties in force between the High Contracting Parties, in particular by the Hague Convention of July 17th, 1905, on civil procedure, shall continue to be subject solely to these conventions or treaties. It is understood that even in the event of the denunciation of the said conventions or treaties, the present Convention shall not be applicable in respect of such matters.

§ 4. The right of nationals of each of the High Contracting Parties to appear before the competent administrative authorities of the other Party for the safeguarding of their rights or interests, in conformity with the laws in force in the territory in question, covers the right to appear before the Customs authorities and to proceed in person to clear their goods through the Customs in the same conditions as nationals of the country. In this respect they shall not be subject, as foreigners, to any formalities or regulations other or more onerous than those to which nationals of the country are subject.

Article 8.

§ 1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from all judicial or administrative functions of any kind.

§ 2. In the same way they shall be exempt, both in time of peace and in time of war, in the territory of the other Party, from compulsory military service, whether in the land Army, the Navy, the Air Force, the National Guard or the Militia, as well as from compulsory personal services connected either directly or indirectly with national defence. The same shall apply to such contributions in money or in kind as may be substituted for these personal services.

§ 3. The nationals of each High Contracting Party shall, however, be liable to charges in respect of the ownership of landed and movable property, compulsory billeting and other special military contributions or requisitions to which nationals of the country may be liable, in virtue of legal provisions, as possessors or owners of buildings and landed or movable property. In no case shall any such charges be imposed by either High Contracting Party that would not also be imposed on its nationals.

§ 4. The property of nationals of either High Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party, nor may they be deprived, even temporarily, of the use of their property except in the public interest and in accordance with the procedure laid down in the domestic legislation applicable to nationals of the country.

§ 5. The treatment accorded by either High Contracting Party to nationals of the other Party in the matter of compensation for such contributions, requisitions, expropriation and temporary deprivation as are referred to in § 3 and § 4 above shall be not less favourable than that accorded to its own nationals or to nationals of the most-favoured nation.

§ 6. The provisions of § 3 of the present Article shall not apply to ships and their cargoes.

Article 9.

In the matter of taxes and charges of all kinds, as well as of any other fiscal charges, regardless of the purpose for which they are levied, the nationals of each High Contracting Party shall in all respects enjoy the same treatment and protection at the hands of the fiscal and legal authorities, in the territory of the other Party, as is enjoyed by nationals of the country who are in an identical situation.

Article 10.

§ 1. Joint stock companies and other non-trading, commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, shipping and other transport companies and companies responsible for communications, which are regularly constituted in conformity with the legislation of either High Contracting Party and have their headquarters in the territory of that Party, shall be legally recognised as such in the territory of the other Party, and shall be entitled to appear before the courts of that country, provided that nothing in their constitution or aims is contrary to public order in the latter country.

§ 2. The question whether the companies referred to in § 1 of the present Article, together with their branches and agencies, are legally constituted and are entitled to appear before the courts shall be decided in accordance with the law of the country in which these companies were formed.

§ 3. The activities engaged in by the companies of either High Contracting Party in the territory of the other Party, either directly or through branches or agencies, shall be subject to the laws and regulations in force in the latter country.

§ 4. Should either High Contracting Party require foreign companies to obtain an authorisation in advance to operate in its territory, the granting of such an authorisation to the companies of the other Party may not be subject to rules other than those imposed in similar circumstances on the companies of the most-favoured nation.

§ 5. The companies of either High Contracting Party shall, as regards judicial matters and the possession, acquisition, occupation, renting and alienation of movable or immovable property, enjoy in the territory of the other Party the treatment laid down in Articles 6, 7 and 8 of the present Convention in respect of natural persons. The said companies may acquire such premises or landed property as they require for the purpose of carrying on their operations. Nevertheless, the acquisition of premises or landed property may not constitute the real object of their activities.

§ 6. The companies of either High Contracting Party domiciled for fiscal purposes in the territory of that Party, together with their branches and agencies, shall not be liable, in the territory of the other Party, to higher charges as regards direct taxation than the charges payable, as the case may be, by national companies in an identical situation.

§ 7. The companies of each High Contracting Party shall enjoy the same treatment as companies of the most-favoured nation in the territory of the other Party in all matters not covered by the present Article.

SECTION II.

LABOUR.

Article 11.

§ 1. The High Contracting Parties agree not to place any obstacles in the way of the departure of their respective nationals desiring to travel from either of the two countries into the other in order to take up employment there ; for this purpose, they shall give all administrative facilities to such workers and their families.

§ 2. Subject to the conditions laid down in Articles 1 and 2 of Section I of this Convention, workers who are nationals of either of the two countries shall be allowed to take up employment in the territory of the other country.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties may take the measures necessary to ensure that immigrant workers shall receive for equal work remuneration equal to that received by its nationals of the same category employed in the same undertaking, or in default of national workers of the same category employed in the same undertaking, the standard wages currently paid to workers of the same category in the same region.

Article 13.

§ 1. The workers of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same protection as is granted to its nationals by the laws and customs of the country in respect of conditions of employment and standards of living.

§ 2. All complaints made by the workers of either of the High Contracting Parties respecting the conditions of employment and the standard of living offered to them by employers in the territory of the other Party, or difficulties of any kind which necessitate the intervention of public authorities, shall be addressed or transmitted either directly or through the diplomatic or consular authorities to the competent authorities of the latter Party ; the competent administrative department of the said Party shall proceed to make the requisite inquiries and shall have the sole right to intervene.

Article 14.

§ 1. If the condition of the labour market at certain times, in certain regions and in certain occupations renders it impossible to find employment for emigrants and frontier workers who come separately and on their own initiative to seek employment, the High Contracting Party concerned shall at once notify the other Party through diplomatic channels in order to enable it to take the necessary steps.

§ 2. If either of the High Contracting Parties deems it necessary to adopt restrictive measures with respect to the workers concerned, it undertakes not to apply such measures to the nationals of the other Party until it has opened negotiations with that Party with a view to limiting as far as possible the prejudicial effects which such measures may entail.

Article 15.

Subject to the reservations laid down in § 4 and § 5 of Article 6 of Section I of this Convention, the workers of each of the High Contracting Parties shall have in the territory of the other Party

the same rights and advantages as nationals of that Party in matters relating to the acquisition, ownership, tenancy and conveyance (whether gratuitously or for a consideration) of real property and in particular of small urban and rural holdings. Nevertheless, they shall not be entitled to the bonuses or advantages which are granted in the said territory to builders and purchasers of cheap dwellings.

Article 16.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have the benefit in the territory of the other Party of the grants payable to the mutual unemployment benefits societies, of public unemployment relief and of public labour relief organisations under the same conditions as the nationals of that Party.

Article 17.

The nationals of each of the High Contracting Parties when in the territory of the other Party shall enjoy equality of treatment with the nationals of that country in all matters relating to the administration of the laws regulating conditions of employment and ensuring the health and safety of workers.

Article 18.

§ 1. Frontier workers who are nationals of both countries, *i.e.*, workers who are employed in industrial, commercial or agricultural establishments situated in one of the two countries but retain their domicile in the other country and return thereto every day or every week, shall comply with the following formalities :

A. The frontier worker shall procure from the mayor of his commune of domicile an identity card, which shall be issued to him by the mayor on production of :

(1) A certificate of good conduct and good character ;

(2) A certificate of the head of the establishment which employs him or undertakes to employ him ; this certificate shall be countersigned by the competent Belgian intercommunal unemployment fund in the case of an establishment situated in Belgium, and by the competent Netherlands employment exchange in the case of an establishment situated in the Netherlands.

B. The frontier worker shall then be bound to cause his identity card to be countersigned within eight days by the said intercommunal unemployment fund or employment exchange, as the case may be.

§ 2. The identity card issued in virtue of this Convention shall be valid for two years.

Article 19.

§ 1. Frontier workers' cards shall be issued and countersigned free of charge.

§ 2. The cards of frontier workers of either of the High Contracting Parties who prove by a certificate from their employer that at the time of the signature of this Convention they were employed in an industrial, commercial or agricultural establishment situated in the territory of the other Party shall be countersigned without further formality.

Article 20.

§ 1. If a misdemeanour is committed by the holder of a frontier worker's card, the competent administrative authority of either High Contracting Party shall withdraw from him the said card.

§ 2. Cards which have been withdrawn shall be returned to the Party which issued them together with a statement of the reason for the withdrawal.

Article 21.

The competent administrative departments of the two countries shall by agreement issue the detailed rules and regulations necessary for the execution of the provisions of this Convention which necessitate the co-operation of their administrative services. They shall likewise specify the cases and conditions in which the services shall communicate directly.

SECTION III.

MISCELLANEOUS PROVISIONS COMMON TO THE FIRST TWO SECTIONS.

Article 22.

The benefit of the advantages already granted or to be granted hereafter by either of the High Contracting Parties to a third country in virtue of an economic union shall not be claimed by the other Party in virtue of this Convention.

Article 23.

This Convention shall apply only to the European territories of the High Contracting Parties.

Article 24.

Any disputes with respect to the interpretation, application or execution of this Convention which cannot be settled through diplomatic channels by the High Contracting Parties shall be referred to the Permanent Court of International Justice.

Article 25.

This Convention shall be drawn up in the Dutch and French languages, and both texts shall be equally authentic. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

It shall come into operation thirty days after the exchange of the instruments of ratification. It may be denounced at any time subject to one year's notice.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Geneva, this 20th day of February, 1933.

(L. S.) Paul HYMANS.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

PROTOCOL.

On proceeding to exchange the ratifications of the present Convention regarding Establishment and Labour, the undersigned representatives of Belgium and the Netherlands declare, on behalf of their respective Governments, that the principle of equality of wages laid down in Article 12 of the said Convention applies to both frontier and resident workers ; they also agree that where necessary all the provisions of Articles 11, 13, 14 and 17 of the said Convention shall apply to both categories of workers alike.

Done in duplicate at Brussels, this 7th day of January, 1936.

(L. S.) (Signed) VAN ZEELAND,
*Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade.*

(L. S.) (Signed) VAN LENNEP,
*Chargé d'Affaires of the
Netherlands at Brussels.*

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
General Directorate C.
2nd Section, 5th Bureau.
No. 76.600/41.

BRUSSELS, January 7th, 1936.

SIR,

In order to make clear the scope of Article 2, § 1, of the Convention between Belgium and the Netherlands regarding Establishment and Labour, signed at Geneva on February 20th, 1933, the ratifications of which were exchanged to-day, I have the honour to inform you that the Belgian Government will raise no objection to the application to Belgian nationals established in the Netherlands of the provisions of the Netherlands legislation under which foreigners may engage in professional and industrial occupations on their own account.

Accordingly, Belgian nationals, like all other foreigners, may be required to obtain an authorisation in advance in the Netherlands to engage in professional or industrial occupations on their own account.

I would add that the Belgian Government considers that by way of reciprocity Netherlands nationals established in Belgium may be subjected in the same circumstances to any provisions which may be enacted by Belgium with a view to regulating the conditions in which foreigners who are nationals of countries with which Belgium is not bound by a treaty of economic union may engage, in the Kingdom, in professional or industrial occupations on their own account.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VAN ZEELAND,
*Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade.*

Jonkheer van Lennep,
Chargé d'Affaires
of the Netherlands,
Brussels.

II.

NETHERLANDS LEGATION,
BRUSSELS.

No. 8.

BRUSSELS, *January 7th, 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in which you point out that the Belgian Government would raise no objection to the application to Belgian nationals established in the Netherlands of the provisions of the Netherlands legislation under which foreigners may engage in professional and industrial occupations on their own account.

Accordingly, Belgian nationals, like all other foreigners, may be required to obtain an authorisation in advance in the Netherlands to engage in professional or industrial occupations on their own account.

I would add that my Government concurs in the view of the Belgian Government that by way of reciprocity Netherlands nationals established in Belgium may be subjected in the same circumstances to any provisions which may be enacted by Belgium with a view to regulating the conditions in which foreigners who are nationals of countries with which Belgium is not bound by a treaty of economic union may engage, in the Kingdom, in a professional or industrial occupation on their own account.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) VAN LENNEP.

His Excellency
Monsieur van Zeeland,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade,
Brussels.

